



**NICOLE BACHARAN  
DOMINIQUE SIMONNET**

**11  
SEPTEMBRE**

Le jour du chaos

**MINUTE PAR MINUTE  
AU COEUR DU  
POUVOIR AMERICAIN**

PERRIN





**NICOLE BACHARAN  
DOMINIQUE SIMONNET**

# 11 SEPTEMBRE

Le jour du chaos

**MINUTE PAR MINUTE  
AU COEUR DU  
POUVOIR AMERICAIN**

PERRIN

## **Des mêmes auteurs**

### **OUVRAGES DE NICOLE BACHARAN ET DOMINIQUE SIMONNET**

*Némo dans les étoiles* (roman), Le Seuil,  
2004

*Némo en Egypte* (roman), Le Seuil, 2002

*Némo en Amérique* (roman), Le Seuil,  
2001

*Le Livre de Némo* (roman), Le Seuil,  
1998

*L'Amour expliqué à nos enfants*, Le  
Seuil, 2000

# OUVRAGES DE NICOLE BACHARAN

*La Plus Belle Histoire des femmes*, avec Françoise Héritier, Michelle Perrot et Sylviane Agacinski , Le Seuil, 2011

*Les Noirs américains. Des champs de coton à la Maison-Blanche*, Perrin, « Tempus », 2010

*La Plus Belle Histoire de la liberté*, avec André Glucksmann et Abdelwahab Meddeb , postface de Vaclav Havel , Le Seuil, 2009, et « Points », 2011

*Le Petit Livre des élections américaines*, Panama, 2008

*Pourquoi nous avons besoin des  
Américains*, Le Seuil, 2007

*Américains-Arabes, l'affrontement*, avec  
Antoine Sfeir , Le Seuil, 2006

*Faut-il avoir peur de l'Amérique ?* Le  
Seuil, 2005

*Good Morning America*, Le Seuil, 2000

*Le Piège. Quand la démocratie perd la  
tête*, Le Seuil, 1999

# **OUVRAGES DE DOMINIQUE SIMONNET**

*L'Heure de pointe* (roman) , Actes Sud,  
2010

*Au nom des enfants du monde*, avec  
Caroline de Monaco , Le Seuil, 2009

*La femme qui danse*, avec Marie-Claude  
Piétragalla , Le Seuil, 2008

*Couleurs, le grand livre*, avec Michel  
Pastoureau , Panama, 2008

*Une vie en plus*, avec Jean-Louis Servan-  
Schreiber, Joël de Rosnay et François de  
Closets , Le Seuil, 2006, et « Points »,  
2005

*Le Petit Livre des couleurs*, avec Michel Pastoureau , Panama, 2005, et « Points », 2007

*La Plus Belle Histoire de l'amour*, Le Seuil, 2003

*La Plus Belle Histoire de l'homme*, avec André Langaney, Jean Clottes et Jean Guilaine , Le Seuil, 1998, et « Points », n° P779, 2001

*La Plus Belle Histoire du monde*, avec Hubert Reeves, Joël de Rosnay et Yves Coppens, Le Seuil, 1996, et Points, n° P897, 2001

*Bébé, mode d'emploi*, Le Seuil, 2000

*Vivent les bébés !* Le Seuil, 1986, et « Points », 1991

*L'Ecologisme*, PUF, coll. « Que sais-je ?  
», 1991, 1994

*Qu'est-ce que l'écologie ?* Hatier, 1992

PERRIN

Nicole Bacharan

Dominique Simonnet

11 SEPTEMBRE

Le jour du chaos

Pour en savoir plus

sur les Editions Perrin

(catalogue, auteurs, titres,  
extraits, salons, actualité...),

vous pouvez consulter notre site Internet :

[www.editions-perrin.fr](http://www.editions-perrin.fr)

Couverture : Le 11 septembre 2001. ©  
Mark M. Lawrence/Corbis

Perrin, 2011

EAN : 978-2-262-03781-9

*Ce document numérique a été réalisé  
par [Nord Compo](#)*

Nous remercions Sarah Sahel qui nous a accompagnés au long de nos recherches avec une efficacité et un enthousiasme jamais démentis. Sa collaboration chaleureuse et rigoureuse nous a été essentielle.

## **Avant-propos**

Où étiez-vous ce jour-là ? Que faisiez-

vous quand vous avez appris ? Si nous ne cessons de nous poser ces questions, d'interroger nos amis, c'est parce que nous savons que le 11 septembre 2001 fut un événement unique, l'un de ces moments rares dans une vie où on a l'impression d'être confronté à l'inconcevable et de toucher l'Histoire. Dans la seconde partie du

e

XX siècle, on se souvenait de cette nuit de magie, le 21 juillet 1969, lorsque deux émissaires de la planète Terre foulèrent pour la première fois le sol lunaire, incontestablement un « grand bond pour l'humanité ». A l'ouverture de ce siècle-ci, on retiendra, hélas, ce matin du 11

septembre 2001, quand, dans un ciel d'un bleu limpide, une poignée de fanatiques ont lancé des avions de ligne remplis de passagers contre les plus hauts gratte-ciel de New York, assassinant des milliers de leurs semblables et plongeant le monde dans la terreur et le chaos.

On croit tout connaître de ce jour-là... Les Boeing percutant le World Trade Center, les désespérés sautant dans le vide pour échapper à l'enfer, les tours qui s'effondrent en recouvrant Manhattan d'une poussière de mort, le Pentagone lui aussi en feu... Mais au-delà des images obsédantes qui reviennent en boucle sur nos écrans à chaque commémoration, au-delà de nos émotions encore vives et de la douleur ineffaçable des familles des

disparus, savons-nous ce qui s'est vraiment passé tout au long de cette journée ? Non seulement dans les tours en flammes et les avions détournés, mais aussi à bord de l'avion présidentiel Air Force One, à la Maison-Blanche, au Capitole, dans les centres de commandement militaire, les bases aériennes, les cockpits des avions de chasse, les tours de contrôle, les bunkers antiatomiques où le gouvernement s'est réfugié ? Qu'ont fait le président, les ministres, les élus, les militaires, les services secrets, les responsables de l'aviation civile ? Qu'ont-ils réellement compris de la menace et de l'attaque terroristes ?

Aujourd'hui, avec le recul de l'Histoire,

il est possible d'entrer dans les coulisses du 11-Septembre.

Des milliers de documents officiels ont été déclassifiés, les sources accessibles se sont multipliées : enquêtes, auditions, dépositions, notes, mémos, journaux personnels, bandes sonores, enregistrements vidéo... On peut même revoir les pirates, impassibles et déterminés, franchissant les contrôles de sécurité dans les aéroports, entendre les appels des passagers depuis les avions en piqué, écouter les ultimes messages des victimes piégées dans les tours à leurs familles... On peut retracer les efforts des pompiers, des policiers, des contrôleurs aériens, des pilotes de chasse, et suivre les conversations entre

les plus hautes autorités de l'Etat.

En regroupant ces innombrables informations et témoignages, nous avons voulu raconter cette journée minute par minute, telle qu'elle a été vécue au cœur du pouvoir américain. Certains acteurs de l'événement ont parfois cédé à la tentation de réécrire un peu la partition et d'enjoliver leur rôle. Il nous a fallu recouper, vérifier, confronter sans cesse les sources, afin de décrire les actions au plus près et de reconstituer les dialogues grâce aux enregistrements ou aux notes prises par les protagonistes directs.

Cette réalité-là ressemble à un thriller, si stupéfiant, si délirant que nous n'aurions osé l'écrire dans un roman. On verra ici

un président des Etats-Unis impuissant, errant dans les airs, qui commence sa journée en courant dans l'obscurité et la termine, presque de la même manière, en fuyant en short dans un bunker, son chien sous le bras. On verra le gouvernement dispersé, le vice-président isolé, les membres du Congrès désorientés, les militaires démunis, sans plan de riposte, contraints de puiser leurs informations en regardant la télévision et lançant leurs avions de chasse au hasard... C'est bien l'histoire d'une Amérique frappée de stupeur que nous racontons ici. L'histoire d'un chaos, celui du pouvoir américain, qui, enfermé dans les stratégies du siècle précédent, perd pied. C'est aussi l'histoire de quelques individus

courageux, civils et militaires, qui, court-circuitant les chaînes de commandement, passant outre aux protocoles, ont pris des initiatives décisives. L'histoire vraie du 11-Septembre.

En écrivant ces lignes, plongés dans la frénésie new-yorkaise, nous contemplons la majestueuse forêt de gratte-ciel qui hérissent Manhattan, et la même incompréhension nous étreint. Qui pouvait imaginer que des êtres humains, décervelés par un endoctrinement fanatique, puissent réaliser méthodiquement une entreprise aussi fondamentalement décivilisée ? C'est précisément parce que cet acte-là était

impensable que l'Amérique n'a pu le prévenir. Le vrai mystère du 11-Septembre, ce n'est pas celui que tentent d'inventer les militants des théories du complot, mettant en doute la réalité de faits incontestables et exploitant notre difficulté à les comprendre, mais celui de la capacité humaine à concevoir et à accomplir un tel dessein.

En cela, le 11-Septembre, cet événement qui ne possède même pas de nom tant le vocabulaire est impuissant à le qualifier, ressemble à Auschwitz : il échappe au bon sens général, aux valeurs fondamentales de l'humanité, au contrat commun aux civilisations. Ce jour-là, une réalité nouvelle est entrée dans nos vies, celle de meurtriers sans frontières

impatiens de mourir pour tuer. Ce jour-là, un nouveau totalitarisme, l'intégrisme islamiste, nous a ramenés aux temps obscurs des dévots criminels et frustrés. Ce jour-là, une nouvelle forme de guerre s'est déclarée, sans front de bataille, sans armée, avec des ennemis masqués qui frappent les civils et n'ont rien à négocier, et surtout pas la paix. Ce jour-là, le monde a changé, et sans doute aussi notre idée de l'homme et de l'avenir. Dans ce nouveau monde angoissant, nous avons tous perdu une partie de notre sentiment de sécurité, et peut-être aussi un peu d'insouciance et de liberté.

L'avions-nous oublié ? L'Histoire n'est jamais écrite, les humains ne suivent pas une voie royale qui les mènerait à la paix

et au progrès. A tout instant, ils peuvent repartir en arrière, replonger dans la barbarie. Chaque jour, on doit réapprendre à vivre avec ses semblables. Chaque jour, le fanatisme et la haine – et surtout la haine des femmes, si présente dans le cerveau malade des pirates du 11-Septembre – peuvent renaître comme des braises mortifères. Les terroristes ont fait des émules, ils ont continué à frapper des milliers d'innocents, mais ils n'ont pas gagné la partie. Nulle part ils n'ont pris le pouvoir.

Ben Laden a été éliminé, et une partie du monde, notamment au Moyen-Orient, rejette son idéologie criminelle et aspire à la liberté de conscience et à la paix.

A Manhattan, les tours jumelles ne font plus partie de la *skyline*, mais leur emplacement est respecté, inscrit sur le site du nouveau complexe qui s'est substitué à *Ground Zero*. Nous regardons New York, la ville qui ne dort jamais, le jeu du soleil couchant sur les gratte-ciel... Le plus frappant dans ce paysage de pierre, d'acier et de verre, c'est, étrangement, partout, la marque de l'homme. Chaque immeuble accroché aux nuages, chaque tour à l'équilibre improbable, chaque jardin fleurissant au sommet d'un toit témoignent de la passion de créer, de bâtir, d'aller plus loin encore, de défier les limites que l'on croyait ultimes. Les pirates du 11-Septembre sont entrés dans l'Histoire par

leur volonté de tuer, détruire, anéantir. De leur passage sur terre, ils n'ont laissé pour trace, au sud de la ville, qu'un cratère aujourd'hui comblé, et dans le cœur des survivants, la blessure jamais fermée de l'absence. Mais New York est là, qui poursuit son activité fébrile, brassant sans pitié les individus en quête de rêve, de fortune ou simplement de survie, New York qui dit encore le travail, la constance, la folie et la vaillance des hommes.

## **Principaux lieux et personnages**

*A bord de l'avion présidentiel Air Force One :*

**George W. Bush**, président des Etats-Unis (dit « W » ou « POTUS ») **Andy**

**Card**, directeur de cabinet de la Maison-Blanche (*chief of staff*) **Ari Fleischer**, porte-parole de la Maison-Blanche **Mike Morell**, agent de la CIA

*Dans le « bunker » souterrain de la Maison-Blanche (le PEOC, Presidential Emergency Operations Center) :*

**Dick Cheney**, vice-président des Etats-Unis (dit « Vice ») **Condoleezza Rice**, conseillère à la sécurité nationale (dite « Condi ») **Norman Mineta**, secrétaire aux Transports

**Scooter Libby**, chef de cabinet du vice-président **David Addington**, conseiller juridique

**Karen Hughes**, directrice de la communication de la Maison-Blanche  
**Joshua Bolten**, directeur adjoint de cabinet de la Maison-Blanche

*Dans la Situation Room de la Maison-Blanche (la CSG, cellule de crise du contre-terrorisme) :* **Richard Clarke**, chef du contre-terrorisme

**Brian Stafford**, chef du Secret Service

*Dans la War Room du Pentagone (le NMCC, Centre national de commandement militaire) et dans les bureaux du Pentagone :*

**Donald Rumsfeld**, secrétaire à la Défense (dit « Rummy ») **Paul**

**Wolfowitz**, secrétaire adjoint à la  
Défense **Général Dick Myers**, adjoint au  
chef de l'état-major interarmées **Vice-  
amiral Edmund Giambastiani**, conseiller  
militaire **Stephen Cambone**, conseiller  
de Donald Rumsfeld

*Aux sièges des organismes fédéraux, à  
Washington :* **George Tenet**, directeur  
de la CIA, patron des services secrets  
**Cofer Black**, directeur du centre du  
contre-terrorisme de la CIA **Rick  
Armitage**, secrétaire d'Etat adjoint

**Jane Garvey**, directrice de la FAA  
(Administration de l'aviation civile)  
**Laura Bush**, la Première Dame (dite «  
FLOTUS ») **Lynne Cheney**, épouse du  
vice-président **Barney**, chien du

président

*Au haut commandement du NORAD  
(Commandement de la défense aérienne  
de l'Amérique du Nord), à la base de  
Tyndall en Floride :*

**Général de division Larry Arnold**, haut  
commandant continental

*A Rome, dans l'Etat de New York, au  
Commandement de la défense aérienne  
nord-est (NEADS, Northeast Air Defense  
Sector) :*

**Colonel Bob Marr**, commandant de la  
défense aérienne nord-est **Kevin  
Nasypany**, chef de mission

*A Herndon, en Virginie, au Centre de commandement national de la FAA (Administration de l'aviation civile)*

**Ben Sliney**, directeur du centre

*Dans les autres centres de l'aviation civile :*

**Peter Zalewski**, contrôleur au centre de Boston de l'aviation civile **Dave**

**Bottiglia**, contrôleur au centre régional de New York à Long Island **Nydia**

**Gonzales**, superviseur d'American Airlines à Cary (Caroline du Nord)

*Au Capitole, à Washington, puis à Mount Weather et dans les autres complexes antiatomiques autour de la capitale :*

**Dennis Hastert**, *Speaker* de la Chambre  
**Tom Daschle**, chef de la majorité  
démocrate au Sénat **Richard Gephardt**,  
chef de l'opposition démocrate à la  
Chambre **Trent Lott**, leader de  
l'opposition républicaine au Sénat  
**Hillary Clinton**, sénatrice de New York  
**Ted Kennedy**, sénateur du Massachusetts

*Aux commandes des avions de chasse :*

**Lieutenant-colonel Timothy Duffy** (dit  
« Duff ») **Major Daniel Nash** (dit «  
Nasty »)

*A New York :*

**Rudy Giuliani**, maire de New York

**George Pataki**, gouverneur de l'Etat de New York  
**Charles Schumer**, sénateur de New York

*Dans les tours du World Trade Center :*

**Joseph Pfeifer**, chef de bataillon des pompiers de New York (FDNY) **Jules et Gédéon Naudet**, documentaristes

*Dans les avions de ligne :*

**Betty Ong** (dite « Bee »), hôtesse sur le vol American Airlines 11

**Madeline Amy Sweeney**, hôtesse sur le vol American Airlines 11

**Renee May**, hôtesse sur le vol American Airlines 77

**Barbara Olson**, politologue

**Victor Saracini**, commandant de bord

**Peter Hanson**, passager du vol United Airlines 175

**Thomas Burnett**, passager du vol United Airlines 93

**Todd Beamer**, passager du vol United Airlines 93

Et, hélas, Mohammed Atta et ses 18 complices kamikazes

*Ailleurs, dans les airs :*

**Colin Powell**, secrétaire d'Etat (ministre des Affaires étrangères) **Paul O'Neill**, secrétaire au Trésor (dit « Big O »)

*Bases militaires aériennes :*

**Langley** : la base de l'Air Force à Langley (Virginie), près de Washington

**Otis** : la base d'Otis, à Cape Cod (Massachusetts), près de Boston

**Andrews** : la base aérienne à Andrews (Maryland), tout près de Washington, qui héberge également la flotte présidentielle

**Barksdale** : base aérienne stratégique, à Barksdale en Louisiane **Offutt** : base aérienne d'Offutt, dans le Nebraska, où est situé le bunker de commande stratégique (STRATCOM)

**1**

**Un petit air de vacances**

## 6 heures du matin

Il fait encore noir, c'est vrai. Pas question pour autant de renoncer au jogging matinal. Hier soir, ses officiers de sécurité ont tenté de protester quand il leur a annoncé : « On court à 6 heures. »

« Mais ce sera la nuit, Monsieur », a osé l'un des agents.

Il leur a concédé une demi-heure. Non, il ne fera pas ses exercices en chambre. Il courra dans l'obscurité, et tant pis si cela fait jaser. La météo s'annonce parfaite – soleil radieux prévu sur toute la côte –, le cadre est idyllique – océan, cocotiers, sable blanc – et l'emploi du temps de la

journee, plutôt agreable – rien que des *soft events* dans le jargon de la Maison-Blanche, c'est-à-dire des événements peu stratégiques, ce qui n'est pas si fréquent dans sa vie de président. Pour un peu, George W. Bush se croirait en vacances...

La baie vitrée du luxueux penthouse où il se réveille s'ouvre sur le golfe du Mexique et sur la baie de Sarasota, assurément l'un des plus beaux paysages de la région. On ne pouvait trouver mieux pour son court séjour en Floride que le Colony Beach and Tennis Resort, un magnifique complexe hôtelier fondé trente-deux ans plus tôt par un passionné de tennis – pas moins de vingt courts – qui est devenu le refuge des VIP. Suites

somptueuses, cottages discrets, villas au bord de la plage... Les bâtiments sont nichés au milieu des palmiers sur une île longiligne nommée Longboat Key, un étroit filet de terre (500 mètres de large, 20 kilomètres de long) qui souligne la Floride comme un trait de crayon. Une seule route, la Gulf of Mexico Drive, où s'accrochent de riches marinas avec leurs ports privés, la relie au continent. Bref, c'est un cocon charmant et surtout facilement contrôlable, ce qui n'est pas pour déplaire aux services de sécurité.

Comme pour chaque voyage présidentiel, des dizaines de gardes du corps, techniciens, tireurs d'élite, experts en explosifs, spécialistes de la protection rapprochée et de l'antiterrorisme ont pris

possession des lieux. Ils sont membres du Secret Service, une agence fédérale qui, en dépit de son nom, n'est pas un organisme de renseignements comme la [CIA](#)<sup>1</sup> ou la [NSA](#)<sup>2</sup> : elle est surtout chargée de la protection du président et des hautes personnalités de l'Etat. Ses agents très spéciaux ont débarqué quelques jours auparavant dans leurs avions-cargos bourrés de matériel – équipements de surveillance et de communication, armes, détecteurs, chiens renifleurs, véhicules blindés dont la limousine présidentielle.

Et ils ont opéré le grand *sweep*, le « balayage » complet du Colony et des alentours. C'est la doctrine qui fait autorité depuis l'assassinat de John

Kennedy en 1963 : il faut construire, autour du président, une « bulle » de protection permanente, invisible et mobile. Toute la nuit, des patrouilleurs des Coast Guards et de la police de Floride ont sillonné la baie, un avion radar AWACS (*Airborne Warning and Control System*) a effectué des rotations au-dessus du secteur, des « contre-snipers » ont veillé sur les toits. Et les couloirs de l'hôtel grouillent maintenant d'hommes au visage impassible et au cou massif sur lequel glisse le fil discret de l'inévitable oreillette, tous reliés à leur PC de communication. Ils ont l'habitude de se fondre dans l'événement comme des caméléons, en changeant de vêtements selon les circonstances, smoking pour les

soirées officielles, costume strict aujourd'hui pour la tournée du président en Floride.

Est-ce une coïncidence ? L'année précédente, Al Gore, le rival démocrate de George Bush à la présidentielle, est venu ici, dans ce même hôtel, pour préparer son deuxième grand débat électoral. Clin d'œil malicieux de l'Histoire : quelques semaines plus tard, Al Gore a perdu la Maison-Blanche précisément à cause de la Floride, à quelques centaines de voix près. Qui ne s'en souvient ? Le monde entier a suivi, pendant cinq semaines, le travail à la fois minutieux et surréaliste du recomptage

des voix, l'examen, un par un, des trous minuscules percés dans les bulletins de vote pour déterminer les choix des électeurs. Il en est resté l'image d'une démocratie empêtrée dans ses petits papiers et entachée par des manœuvres douteuses. Les partisans de George Bush en Floride, parmi lesquels le gouverneur, qui n'est autre que son frère Jeb, et la secrétaire d'Etat locale, Katherine Harris, ont tout fait pour arrêter les recomptages au « bon » moment, quand le candidat W était en tête de quelques voix, et la Cour suprême des Etats-Unis leur a donné raison<sup>n3</sup> : la Floride a basculé dans le camp républicain, donnant à George Bush le nombre de grands électeurs nécessaire pour le déclarer président.

Aujourd'hui, au pouvoir depuis moins de huit mois, George Bush a choisi cet Etat pour un voyage officiel afin de donner un coup de pouce médiatique à sa réforme de l'éducation à laquelle il tient beaucoup. Oui, pour lui, la Floride, c'est un ticket gagnant. Et puis, cela le change de Washington – ce n'est un secret pour personne, il n'aime pas la capitale – et lui donne l'occasion de passer un moment avec son frère Jeb.

Hier soir, les deux frères ont dîné ensemble, dans une salle à manger privée du Colony, avec quelques familiers. Il y avait là de vieux amis de Floride<sup>4</sup> et les conseillers qui font partie du voyage :

Karl Rove, le grand architecte de la campagne électorale, Rod Paige, le secrétaire à l'Education, et Andy Card, le *chief of staff* de la Maison-Blanche<sup>5</sup>. On a beaucoup plaisanté. Le président a fait rire l'assemblée en évoquant les facéties de Barney, son fox-terrier qui le suit partout et qu'il adore. On a discuté économie, le vrai problème du moment : le Nasdaq chute régulièrement, le chômage atteint presque 5 %, et la cote personnelle de George Bush est en train de baisser. Il ne s'en inquiète pas, persuadé que les réductions fiscales mises en place pendant l'été – la clé de voûte de son programme économique – vont bientôt réamorcer la croissance, et du même coup relancer sa popularité. Peu

important les critiques sur les longues vacances qu'il s'est octroyées au mois d'août – pas moins de quatre semaines dans son ranch –, il se fie à son instinct.

Bien sûr, on a aussi parlé politique, évalué les chances de Jeb pour sa réélection au poste de gouverneur l'an prochain, en 2002. Autrefois, dans la maison familiale de Midland, Texas, c'était d'ailleurs Jeb, le cadet (sept ans de moins que George W.), un garçon travailleur, studieux, ambitieux, que l'on destinait à la présidence. W, lui, était le dilettante, le mauvais élève, celui qui faisait les quatre cents coups... Deux accidents avec la voiture paternelle à 14 ans, l'âge légal à l'époque pour le permis, ce n'était pas si courant. George

avait tout du sale même, désagréable et insolent, du genre à verser de la vodka dans l'aquarium pour tuer le poisson rouge de sa sœur<sup>6</sup>. Il avait néanmoins réussi à entrer à l'université Yale, puis s'était engagé, de 1968 à 1973 – en pleine guerre du Vietnam – dans la Garde nationale aérienne du Texas. Pilote de chasse comme papa, à la légende duquel il a été nourri : pendant la Seconde Guerre mondiale, Bush père, touché aux commandes d'un TBM Avenger au-dessus de l'île de

Chichi-Jima occupée par les Japonais, avait réussi à larguer ses bombes pile sur sa cible avant de sauter en parachute et d'être récupéré par un sous-marin. De quoi alimenter la mythologie familiale...

George W. a finalement quitté l'aviation pour la Business School de Harvard, puis après avoir raté ses premiers pas en politique (il a échoué au Texas à l'élection pour la Chambre des représentants en 1978), il a essayé la prospection pétrolière. Comme papa, mais sans trop de succès non plus : il a dû revendre sa compagnie cinq ans plus tard. Finalement, il a acheté l'équipe des Rangers du Texas... Il se serait bien vu champion de base-ball. La politique ? A cette époque-là, il n'y pensait plus trop. Il était pris dans un autre engrenage : les bières à la chaîne, les bourbons, les martinis, et surtout les B, son cocktail préféré : bénédicte et brandy. Un vrai explosif !

C'est Laura, sa femme, qui, un jour, a trouvé la faille :

« Te souviens-tu du dernier jour où tu n'as pas bu d'alcool ? » lui a-t-elle demandé.

Il ne s'en souvenait pas. Ce fut le déclic. Il y avait un mot pour cela : alcoolique.

Le lendemain de ses 40 ans, en 1986, après une gueule de bois provoquée par le dîner de la veille où il avait aligné avec ses amis des bouteilles de Silver Oak, la décision s'est imposée lors de son jogging du matin, au rythme des foulées frénétiques : « L'amour des plaisirs matériels ne pouvait plus continuer à remplacer celui de Dieu<sup>7.</sup> » Il allait arrêter de boire.

Les jours suivants, George a couru, couru, couru tel Tom Hanks dans *Forrest Gump* (« *Run, George, run !* »), couru pour éliminer le poison qui envahissait son sang, couru pour fuir à toutes jambes la terrible envie d'alcool. Ce combat-là, il l'a gagné. Dieu, explique-t-il volontiers, lui a rouvert les yeux que l'alcool avait fermés<sup>8</sup>. Et sa vie en a été changée. Il a retrouvé confiance. Et la politique. En 1994, George est devenu gouverneur de son cher Etat, le Texas (alors que Jeb échouait en Floride). Enfin élu !

Et même réélu en 1998 (pendant que Jeb gagnait enfin la Floride). Puis, au terme de cette campagne loufoque gagnée dans le recomptage de petits papiers, il s'est trouvé désigné plutôt qu'élus : président

des Etats-Unis, oui, comme papa.

George Bush fait très attention à son entourage. Son père, selon lui, a autrefois été victime de trahisons internes, ce qui lui a coûté son second mandat. Lui, il ne veut que des fidèles, des Texans à la loyauté éprouvée, des chrétiens fervents et quelques bons amis de papa. Sa garde rapprochée est déférente, soudée et disciplinée. Fini le laisser-aller à la Bill Clinton, les discussions jusqu'à pas d'heure, et les cartons de pizzas qui traînent sur les bureaux ! Le président se lève à l'aube, ne rate jamais sa séance de sport, exige des rapports clairs et concis, tranche entre les différentes propositions, et se couche avant 22 heures. S'il a la manie d'affubler ses proches de

sobriquets plus ou moins flatteurs (« Big Time » ou « Vice » pour le vice-président Dick Cheney, « Rummy » pour le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld ou encore « Big O » pour O'Neill, le secrétaire au Trésor), cette apparente familiarité est à sens unique. Il n'encourage pas le débat, n'apprécie pas les contradicteurs et prend ses décisions à la manière des grands « pétroliers » texans qu'il a toujours côtoyés : sans état d'âme, avec l'arrogance de ceux qui ont reçu le pouvoir en héritage et méprisent volontiers la sensiblerie du « petit peuple ». Rien ne l'irrite autant que les arguties intellectuelles.

La soirée d'hier se déroulait donc entre soi, presque en famille. George Bush n'a pas lésiné sur le *Chili con queso* et le fameux *Lone Star Tenderloin*, la spécialité du lieu, arrosé d'un certain nombre de bières, sans alcool évidemment. Et ce matin, il a besoin d'un bon jogging pour se remettre en forme. Dans la suite 503 qu'il occupe seul au 5e étage du Colony – 260 mètres carrés sur deux niveaux dont un salon et une salle à manger décorés à son intention de compositions florales élaborées –, on a pris soin d'aménager une salle de fitness au niveau supérieur spécialement pour lui. L'attention est inutile... Il refuse de courir en chambre alors qu'il se trouve dans un si beau cadre ! L'éventualité de la

plage a été écartée : polluée récemment par des quantités de poissons tués par une marée d'algues toxiques, elle a été nettoyée la veille, mais elle dégage une odeur peu amène... Le président a donc annoncé qu'il ferait son jogging matinal à l'extérieur, ce qui a mis le Secret Service en ébullition. Finalement, c'est le pourtour du golf qui a été choisi, à deux miles de l'hôtel, où il se prépare à se rendre.

Mais pas avant d'avoir accompli son premier acte de la journée : la lecture de quelques lignes de la Bible. Depuis qu'il est passé de l'alcool à la foi, George Bush ne commence jamais une journée sans ce rituel. Et il s'émeut toujours à l'écoute d'*Amazing Grace*, son chant

religieux préféré : *The Earth shall soon  
dissolve like snow*

*The sun forbear to shine*

*But God, who called me here below*

*Will be forever mine.*

« La Terre va bientôt fondre comme neige

Le soleil s'arrêter de briller,

Mais Dieu, qui m'a appelé ici-bas,

Sera toujours en moi. »

Au rez-de-chaussée du Colony, une petite troupe attend, les traits chiffonnés, les yeux cernés : de nombreux agents de sécurité, les membres du staff de la Maison-Blanche, ainsi qu'une poignée de journalistes, une douzaine de chanceux

triés sur le volet qui participent au voyage présidentiel et bénéficient du privilège ambigu de se lever avant les poules pour assister aux premiers pas du président.

Le voilà qui surgit de l'ascenseur, short beige, tee-shirt blanc, chaussettes blanches, baskets blanches, et s'engouffre dans sa limousine blindée, la « Bête », comme les agents la surnomment. L'engin n'a pas volé ce qualificatif : il semble sortir tout droit d'un film de James Bond, portières dignes d'un coffre-fort, lourdes de plusieurs centaines de kilos, vitres résistant aux explosifs et épaisses comme des annuaires de téléphone, détecteurs de bombes à distance, dispositif d'oxygène de secours, système de communication

direct et crypté, et bien d'autres gadgets tenus secrets... La Bête peut continuer à rouler même si on a tiré dans ses pneus...

A l'irruption du président, tout le monde se rue dans les voitures qui forment le convoi à destination du golf. L'attaché militaire, chargé de la valise des codes nucléaires, suit de près. Même si la guerre froide est depuis longtemps enterrée, même si aucune menace nucléaire ne pèse sur l'Amérique, il convient d'être vigilant. Il suffit de quelques minutes pour qu'un missile franchisse la frontière et frappe une grande ville des Etats-Unis... Le président doit être prêt à répondre à tout moment.

Il fait donc encore nuit quand George W. Bush s'élance sur le pourtour du Longboat Key Golf Club. Il court à foulées rapides, précédé d'un officier de sécurité à vélo qui lui éclaire le chemin et suivi par plusieurs agents armés. Son parcours a été soigneusement marqué à la craie pour lui indiquer les distances et lui donner une idée de sa performance. Le jogging du président est une affaire sérieuse, rien n'est laissé au hasard.

Lors du premier passage devant son entourage, George Bush invite d'un geste l'un des journalistes,

l'envoyé spécial de Bloomberg, à l'accompagner (prévenu par le staff de la

Maison-Blanche qu'une telle invitation pourrait lui être lancée, l'heureux élu s'est mis lui aussi en tenue de sport)9. C'est une sorte de jeu, une forme de complicité avec la presse accréditée à la Maison-Blanche qui permet au président de semer quelques confidences sans en avoir l'air.

— Trois miles en moins de vingt minutes ? défie Bush.

Le président est un bon coureur, il a le souffle long, la foulée alerte. Le journaliste doit faire des efforts pour se maintenir à sa hauteur...

Ainsi le président des Etats-Unis commence-t-il sa journée, en transpirant abondamment tout en respirant le parfum

des bougainvilliers. Et pendant qu'il court, et court en compagnie du journaliste élu, parlant un peu de politique – « le Congrès peut nous mettre des bâtons dans les roues, mais les républicains en tireront des bénéfices » – et beaucoup de son chien Barney – « ce n'est pas bon pour lui de courir avec moi » –, le jour se lève lentement sur la côte est de l'Amérique, découvrant un ciel d'un bleu royal. Oui, ce mardi 11 septembre 2001 s'annonce comme une magnifique journée.

## **2**

### **Le complot**

## 6 h 52

Debout dans le terminal B de l'aéroport Logan, à Boston, Mohammed Atta raccroche son portable.

L'Egyptien vient d'avoir une conversation en arabe de trois minutes avec l'un de ses amis, Marwan Al-Shehhi, originaire des Emirats arabes unis, qui l'appelle d'une cabine située dans le terminal C tout proche. Les deux hommes se connaissent depuis plusieurs années. Ils se sont rencontrés à Hambourg, en Allemagne, où ils partageaient un appartement dès 1998. Ce matin-là, ils s'apprêtent tous les deux à partir pour Los Angeles, mais en empruntant des vols différents. Le

premier : l'American Airlines 11 de 7 h 45 ; le second : l'United Airlines 175 de 8 heures. Chacun de leur côté, ils se dirigent vers les portes d'embarquement.

Chemise bleue, pantalon noir, tenue décontractée, Mohammed Atta, 33 ans, a ôté la veste et la cravate qu'il portait tôt ce matin, mais il garde l'allure d'un jeune cadre en voyage d'affaires<sup>10</sup>. Il vient d'arriver par un vol intérieur – un aller simple pour Boston en première classe – après avoir passé la nuit dans un hôtel de Portland (Maine), le Comfort Inn, avec un autre de ses amis, Abdulaziz Al-Omari. Mohammed Atta est un homme éduqué, cultivé. Issu d'une bonne famille de la classe moyenne égyptienne, fils de procureur, il a été élevé à Giza, dans la

banlieue du Caire, et a fait des études d'architecture ; ses deux sœurs aînées poursuivent de brillantes carrières (l'une est médecin, l'autre, zoologiste). Bref, il n'a, en apparence, rien d'un suspect.

Ses préoccupations ne sont pourtant pas celles d'un jeune homme ordinaire. Il songe sans doute à l'horaire précis qu'il doit respecter, aux gestes minutieux qu'il va devoir accomplir. Peut-être prie-t-il, ce qui ne serait pas surprenant pour un croyant aussi dévot que lui. La ferveur lui est venue il y a quelques années, en Egypte, quand il s'est inscrit aux Engineers Syndicate, une association professionnelle placée sous l'influence des Frères musulmans. Il partage pleinement la devise des Frères : « Dieu

est notre but, le Prophète notre chef, le Coran notre Constitution, le Djihad notre voie, le martyre notre plus grande espérance... »

A 24 ans, Mohammed Atta est parti s'installer à Hambourg pour y passer un master en urbanisme –

c'est en tout cas la raison qu'il a donnée à ses proches. Là, il a d'abord travaillé dans un cabinet de conseil, tout en s'intéressant de plus en plus à l'islam fondamentaliste. Au fil des mois, il s'est radicalisé, il s'est mis à arborer la barbe et à fréquenter assidûment la mosquée radicale Al-Quds. Il a aussi effectué un long et mystérieux séjour en Afghanistan... Dans l'appartement de

Hambourg, au 54, Marienstrasse, où il s'est installé avec Marwan Al-Shehhi, il réunit fréquemment quelques amis, comme le Libanais Ziad Jarrah, qui ne cachent pas leurs convictions fondamentalistes. La police allemande a tourné autour du groupe, soupçonnant l'un des leurs d'appartenir à un réseau terroriste, mais elle ne s'est pas intéressée particulièrement à Mohammed Atta.

L'an dernier, le 18 mai 2000, Mohammed Atta a obtenu un visa touristique pour les Etats-Unis, comme ses amis de Hambourg. Comme eux, il avait auparavant déclaré la perte de son passeport et s'en était ainsi procuré un nouveau, sans aucune trace de ses

voyages en Afghanistan ou au Pakistan.

Officiellement, il s'est rendu aux Etats-Unis pour faire du tourisme. Mais après avoir envoyé des mails à pas moins de 31 écoles de pilotage pour s'informer sur leurs programmes, il s'est inscrit à l'une d'elles, la Huffman Aviation, en Floride, pour y suivre une formation de pilote à 38 000 dollars. Là, il s'est surtout concentré sur le maniement des Boeing 747 et 757 et s'est entraîné sur des simulateurs de vol en compagnie d'Al-Shehhi. Un moment, les services d'immigration américains l'ont repéré : son visa touristique était arrivé à expiration, et surtout, il ne l'autorisait pas à suivre des cours. L'Egyptien a été interrogé, et puis finalement il a obtenu une extension de

séjour de huit mois sur le territoire... Au printemps dernier, il a encore eu quelques problèmes avec les autorités : il a été verbalisé en Floride pour conduite sans permis, un mandat d'arrêt a même été émis contre lui. Sans suite... Il y a deux jours, le 9 septembre, Mohammed est venu à Boston, il est resté quelque temps dans ce même terminal de l'aéroport Logan simplement pour observer le départ du vol AA 11, celui sur lequel il va bientôt embarquer.

Accompagné d'Abdulaziz Al-Omari, Mohammed Atta se présente au comptoir d'American Airlines ;

ils ont tous deux des billets de classe affaires, et obtiennent les sièges 8D et

8G. En réalité, ils ne sont pas seuls. Trois Saoudiens les accompagnent sur le même vol, mais se tiennent à distance : Satam Al-Suqami, qui est enregistré sur le siège 10B, et deux frères, Wail et Walid Al-Shehri, passagers de première classe qui s'installeront au deuxième rang de la cabine (2A et 2B).

En ordre dispersé, le groupe se dirige vers les points de contrôle de sécurité. A l'aéroport Logan, ceux-ci sont confiés à des sociétés privées sous contrat avec les compagnies aériennes<sup>11</sup>. Les agents doivent veiller à ce que chaque passager se soumette bien aux procédures : déposer ses bagages à main sur le tapis roulant de l'appareil à rayons X, puis passer sous le portique détecteur de

métaux. Celui-ci est réglé pour repérer tout objet composé d'une quantité de métal au moins égale à celle d'un revolver de calibre 22. Les objets plus petits ne sont pas concernés. Si l'alarme se déclenche, l'agent doit examiner le passager avec un détecteur à main afin que la source métallique responsable soit identifiée.

Au point de contrôle, ce matin-là, trois membres de l'équipe de Mohammed Atta font l'objet d'une

procédure particulière : ils sont sélectionnés par le CAPPS (*Computer Assisted Passenger Prescreening System*), un système qui identifie, selon des critères définis par un algorithme, le

profil de passagers réclamant un contrôle spécial. On prend alors à leur égard une précaution supplémentaire : leurs bagages enregistrés ne sont pas chargés dans l'avion tant que la présence de leur propriétaire à bord n'est pas confirmée, cela, bien sûr, afin d'éviter que l'on n'introduise une bombe dans la soute. On suppose qu'aucun terroriste ne serait assez fou ou assez stupide pour embarquer sur l'avion qu'il s'apprêterait à faire exploser. Finalement, le groupe d'Atta passe les portiques sans plus de difficultés et se dirige vers la porte d'embarquement. Le vol est prévu à l'heure : départ à 7 h 40.

Dans le terminal voisin, après avoir terminé sa conversation téléphonique avec Mohammed Atta, son

ami Marwan Al-Shehhi s'est dirigé à son tour vers les postes de contrôle. Fils d'un imam des Emirats arabes unis, ce jeune homme de 23 ans est devenu lui aussi un islamiste pur et dur. En Allemagne, il vivait dans un dénuement volontaire pour être, disait-il, au plus près du Prophète, et mettait un point d'honneur à ne jamais se laisser aller à... [rire12.](#)

— Comment peut-on rire quand des hommes meurent en Palestine ? a-t-il un jour répondu à un ami qui s'en étonnait [13.](#)

Comme son copain Atta, Marwan Al-Shehhi est à la tête d'un groupe de quatre hommes qui le suivent discrètement dans le terminal de l'aéroport. Ils doivent tous prendre place dans leur avion selon une configuration semblable à celle adoptée par le groupe d'Atta : les premiers aux sièges 2A et 2B en première classe au plus proche du poste de pilotage, les trois autres à quelques rangées derrière, en classe affaires (aux sièges 6C, 9C et 9D).

Deux d'entre eux, les frères Al-Ghamdi, attirent l'attention de l'agent d'United Airlines [14](#) chargé de leur poser les questions de routine. Ils ne semblent pas habitués à voyager, ils comprennent difficilement ce qu'on leur demande, ils ont l'air un peu bizarre... L'employé

hésite. La conséquence d'un tel embarras serait normalement de déclencher un contrôle un peu plus poussé et de passer leur bagage à main au détecteur d'explosifs. Mais finalement, les cinq hommes n'inquiètent pas outre mesure le personnel, ils franchissent eux aussi les portiques sans encombre, reprennent possession de leurs bagages à main et montent dans leur avion qui doit décoller peu avant 8 heures.

## 7 h 15

A quelques centaines de kilomètres de là, à Washington, dans un terminal de l'aéroport international

de Dulles, un troisième groupe, lui aussi composé de cinq hommes, enregistre pour le vol American Airlines 77 à destination de Los Angeles. Il est dirigé par le Saoudien Hani Hanjour, musulman très pratiquant qui, dès l'adolescence, a effectué des séjours en Afghanistan pour prendre part au djihad. Lui aussi est un apprenti pilote : il a suivi des leçons de vol dans une école d'Arizona, puis sur un simulateur de vol de Boeing 737 à la Pan Am International Flight Academy de

## Mesa 15.

Là encore, il y a quelques petites difficultés. Deux des membres du groupe, les frères Nawaf et Salem

Al-Hazmi, intriguent l'agent de service au comptoir d'American Airlines. L'un d'eux ne dispose pas d'un document avec une photo d'identité, il ne parle pas anglais... Que fait-on dans un tel cas ? On maintient les bagages du suspect hors de l'avion tant qu'il ne s'est pas installé à bord. C'est tout. Trois membres du groupe sont également sélectionnés par le fameux système CAPPS. Sans autre conséquence.

Les cinq hommes approchent maintenant des postes de contrôle de sécurité dans le

terminal central.

Contrairement à celle de Boston, cette installation-là est équipée d'une caméra braquée sur les portiques qui enregistre en continu l'arrivée des passagers.

Chemise blanche, pantalon de ville, sac de voyage élégant, Khalid Al-Mihdhar et Majed Moqed se présentent les premiers. L'air décontracté, jeunes et modernes, eux aussi. Le premier portique se déclenche à leur passage. L'agent de sécurité les dirige alors vers un second portique, qui se déclenche à son tour pour Moqed. Suite logique de la procédure : l'agent lui demande d'étendre les bras et de se soumettre au contrôle d'un détecteur à main... La jeune femme qui a immédiatement précédé les deux hommes

a, elle aussi, fait sonner les deux portiques et a été contrôlée trois fois. L'appareil doit être trop sensible, et l'agent, qui passe rapidement sa sonde le long du corps de Moqed, ne détecte rien de particulier. Il ne cherche pas à savoir ce qui a déclenché l'alarme, et autorise le passager à reprendre son bagage à main. Son compagnon, Al-Mihdhar, qui l'attend calmement un peu

plus loin, sa valise à la main, revient soudain sur ses pas, aide Moqed à récupérer une pochette sur le tapis roulant, et les deux hommes s'éloignent d'un pas rapide, mais pas au point de paraître suspects.

Peu après, Hani Hanjour et les frères

Nawaf et Salem Al-Hazmi déclenchent eux aussi l'alarme des

détecteurs, sans que cela porte davantage à conséquence. Visiblement, les portiques ne sont là que pour la forme. Dans la poche arrière de Nawaf, qui fait lui aussi l'objet d'un contrôle avec la sonde manuelle, est accroché un objet non identifié, sans doute métallique, mais qui ne retient pas non plus l'attention de l'agent de sécurité. Une employée, soudain, extrait du tapis le bagage à main de Nawaf. Quelque chose

l'intrigue. Elle le soumet à un test de détection d'explosifs. Résultat négatif. La voie est libre.

Les cinq hommes sont passés à quelques

minutes de distance et se dirigent sans traîner vers la porte

d'embarquement. Ils ne se sont pas parlé, n'ont montré aucun signe de connivence, de fébrilité ou d'anxiété. Comme ceux de Boston, ils ont réservé des sièges dans les tout premiers rangs de l'avion : trois en première classe (1B, 5E et 5F), les deux autres aux rangs 12A et 12B. Leur vol, l'American Airlines 77, est annoncé à 8 h 20, avec un retard de dix minutes.

## 7 h 15

Au même moment, à New York cette fois, un scénario identique se déroule à l'aéroport de Newark :

quatre hommes, jeunes et d'origine moyen-orientale, enregistrent sur le vol United Airlines 93 en direction de San Francisco. De cet aéroport, proche de Manhattan, on peut voir la célèbre *skyline* d'où émergent les tours jumelles du World Trade Center, qui dominent largement les vénérables Empire State Building et Chrysler Building.

Ce quatrième groupe est conduit par le Libanais Ziad Jarrah, l'ami d'Atta, un

membre un peu atypique de la bande de Hambourg : né dans une famille aisée de Mazraa, élevé dans des établissements chrétiens privés, il était plutôt, lui, du genre fêtard, client régulier des discothèques de Beyrouth et grand amateur de bière. Mais en Allemagne, il est devenu de plus en plus radical et s'est mis à prêcher la guerre sainte.

Il ne voulait même pas présenter sa petite amie Aysel Senguen, une fille d'immigrants turcs, à ses copains Atta et Al-Shehhi : elle n'était pas assez pratiquante et s'habillait de manière provocante<sup>16</sup>. Aux Etats-Unis, Ziad Jarrah a suivi lui aussi une formation accélérée de pilote.

Son groupe devait normalement compter cinq membres, mais l'un d'eux, Mohammed Al-Kahtani, a été refoulé quelques jours plus tôt à l'aéroport d'Orlando par un officier d'immigration qui le jugeait suspect<sup>17</sup>. Les quatre hommes possèdent tous des billets de première classe (1B, 3C, 3D et 6B). Deux d'entre eux ont enregistré des valises en soute. Au point de contrôle, un de leurs bagages à main est retenu pour être soumis au détecteur d'explosifs. Le test se révèle négatif. Le groupe rejoint sans difficulté la porte d'embarquement.

A Boston, Washington et New York, quatre avions s'apprêtent donc à décoller

en direction de la côte

Ouest à peu près au même moment. Dans leurs cabines, 19 hommes, répartis en quatre groupes dans les

appareils et installés au plus près des postes de pilotage, ne sont pas des passagers comme les autres.

Depuis des mois, ils travaillent au même complot, une machine de mort montée comme une horlogerie. Ils ont préparé leur action dans les moindres détails.

Tout a été prévu, quasiment chorégraphié : le moindre de leurs gestes a été ajusté, répété, chacun jouant un rôle précis. Dans chaque groupe, il y a un « pilote »

(Atta pour le vol AA 11, Al-Shehhi pour

le vol UA 175, Hanjour pour le vol AA 77, Jarrah pour le vol UA 93). Et il y a les « gros bras », les attaquants qui doivent prendre par la force le contrôle du poste de pilotage et maîtriser les passagers. En Afghanistan, ils se sont entraînés à égorger et à poignarder, en se faisant la main sur quelques moutons et même sur un chameau. Et à leur arrivée aux Etats-Unis, ils se sont inscrits dans des clubs de gym pour entretenir leur forme.

Les quatre groupes ont choisi des lignes intérieures pour ne pas être soumis aux contrôles des frontières, des avions gros-porteurs (Boeing 767) devant effectuer le long survol des Etats-Unis jusqu'à la côte Ouest pour qu'ils soient bourrés de fuel

(40 000 litres) au décollage, et des aéroports de départ proches de leurs « cibles » pour les toucher le plus rapidement possible.

Dans l'échelle de sécurité de la FAA, l'Administration fédérale de l'aviation civile, les aéroports où ils viennent d'embarquer sont classés « catégorie X », c'est-à-dire à haut risque, et font l'objet des mesures de sécurité considérées comme les plus drastiques<sup>18</sup>. Pourtant, malgré les mises en garde de certains professionnels qui ont dénoncé les carences des systèmes de contrôle<sup>19</sup>, les précautions n'ont pas été renforcées. Aucun des 19 hommes n'a été retenu au moment de l'embarquement. Aucune autorité de police fédérale n'a émis un

signalement les concernant. Aucune agence de renseignements n'a lancé une alerte quelconque sur leurs dernières activités sur le territoire américain susceptible de les stopper.

Aucune surveillance policière n'a détecté leur présence simultanée dans les aéroports.

Les 19 hommes ont déjà réussi la première partie de leur plan : ils sont à bord des avions. Persuadés d'être des envoyés d'Allah et d'accomplir une mission divine, ils vont suivre à la lettre le scénario qu'ils ont préparé dans le seul but de prendre le contrôle de leur avion et de le jeter sur un lieu phare du pouvoir américain en assassinant le maximum

d'êtres humains.

**3**

**L'heure des briefings**

## 7 h 30

Quatre miles et demi ! Le président transpire à grosses gouttes. Il a tenu l'allure et se réjouit de sa

performance. Une moyenne d'un mile toutes les sept minutes, ce n'est pas mal, non ? Il est de bonne humeur et échange quelques phrases avec les journalistes en se désaltérant après le jogging.

De retour dans sa suite, au Colony Beach and Tennis Resort, George Bush prend une douche, avale un

petit déjeuner léger – fruits frais et jus de fruits –, revêt un costume classique, chemise bleue, cravate rouge, et parcourt

rapidement les journaux.

Un article sur les primaires pour les municipales de New York... Un cas de vache folle probable au

Japon... Mais c'est une tout autre nouvelle qui attire son attention : « Il est de retour ! » C'est énorme !

Michael Jordan sort de sa retraite et annonce qu'il va rejouer et rejoindre prochainement la NBA (*National Basketball Association*) ! « Pour l'amour du sport », précise le plus grand basketteur de tous les temps, le héros des Bulls de Chicago. Cette fois, Jordan va jouer avec les Wizards de Washington, l'équipe dont il est désormais copropriétaire. La nouvelle enchante le

président, qui apprécie moins les titres de la revue de presse qu'on lui a fournies : *New York Times*, *Washington Post*... Tous bruissent de commentaires acides sur les mauvais résultats économiques et la récession qui se creuse.

C'est l'heure du PDB, le *Presidential Daily Brief*. Chaque matin, qu'il soit ou non à la Maison-Blanche, des responsables des services de renseignements viennent dresser pour le président un état rapide de la situation sur le front de la sécurité et de la géopolitique. Des informations hautement confidentielles qui sont résumées dans de

courts mémos. George Bush n'hésite pas à l'affirmer : pour lui, c'est l'un des moments les plus fascinants de la journée. Et pour un spécialiste de la CIA, voir l'une de ses notes retenues pour le briefing présidentiel, c'est un titre de gloire.

Ce matin, c'est Mike Morell, l'agent de la CIA participant au voyage présidentiel, qui officie. A l'ordre du jour : la situation en Russie et en Chine, et surtout l'un des points chauds du moment, le soulèvement palestinien à Gaza et en Cisjordanie. Après la mort d'Abou Ali Moustapha, le chef du Front populaire de libération de la Palestine tué par deux missiles israéliens fin août, l'Autorité palestinienne de Yasser Arafat a parlé

d'une provocation à même de susciter « une guerre totale et sans limite ». La rhétorique habituelle, bien sûr, mais tout cela est quand même un peu inquiétant.

Dans sa suite, George Bush écoute attentivement. Il a toujours pensé que les Etats-Unis ne devaient

pas trop s'engager sur le conflit du Moyen-Orient. On ne va pas faire la paix à leur place ! Sur le plan

international, le président n'est pas un interventionniste. Certes, en arrivant à la Maison-Blanche, il a donné des postes-clés aux « Vulcains<sup>20</sup> », ce petit groupe de stratèges qui l'avaient initié à la politique étrangère pendant la campagne électorale. Parmi eux, son amie

Condoleezza Rice qu'il a nommée conseillère à la Sécurité nationale, ainsi que des intellectuels néoconservateurs tels Paul Wolfowitz, devenu secrétaire adjoint à la Défense, et Richard Perle<sup>21</sup>, qui lui aussi a rejoint le Pentagone... Ces néoconservateurs, qui n'ont d'ailleurs de conservateur que le nom, voudraient bien transformer le monde, le rendre plus démocratique, par la force s'il le faut, mais George Bush n'est pas vraiment dans cet état d'esprit. Ne répète-t-il pas volontiers, avec un sourire narquois, que l'Amérique doit « se montrer humble », c'est-à-dire d'abord faire du business et, autant que possible, se laver les mains du sort du reste du monde ? Et s'il faut bien, de temps en temps, jouer le rôle de

gendarme, c'est pour préserver les intérêts de l'Amérique, pas pour aller faire du « *nation building* », de la reconstruction de nation.

En fait, le nouveau président est surtout un homme d'affaires. Tenant d'un « conservatisme

compatissant » aux contours vagues, il entend gouverner l'entreprise Amérique comme le patron d'un conseil d'administration. Au début de sa campagne électorale, en 1999, il avait d'ailleurs annoncé la couleur : « Je crois que le gouvernement doit faire peu de choses, mais les faire bien. » Sur ce point-là, il est l'héritier direct de Ronald Reagan, qui répétait : « Le gouvernement

n'est pas la solution, c'est le problème. »

Le soleil illumine la baie de Sarasota.  
C'est vraiment un bel endroit... Le  
briefing secret est terminé,

l'expert de la CIA s'en est allé. Le  
président s'attarde encore quelques  
minutes dans sa suite pour revoir le  
discours sur l'éducation qu'il doit bientôt  
prononcer. Il tient absolument à faire  
passer sa réforme. Elle a déjà franchi le  
cap de la Chambre, où les républicains  
comptent une toute petite majorité de neuf  
sièges.

Mais le Sénat bloque. Depuis la défection  
d'un sénateur du Vermont en juin, il

compte 51 élus démocrates

contre 49 républicains. Pas facile, en l'occurrence, de constituer une majorité.

C'est pourquoi la Maison-Blanche a déclenché l'offensive : lobbying tous azimuts et campagne intensive dans les médias. Même Laura Bush, qui n'a pourtant pas l'habitude de s'engager directement dans la bataille, est mobilisée : ce matin, elle est restée à Washington afin de témoigner devant un comité du Sénat à la demande du « Lion », Ted Kennedy, sénateur démocrate du Massachusetts, qui soutient la réforme. Une alliance bipartisane bien

utile pour convaincre les sceptiques. Le voyage de deux jours du président en

Floride s'inscrit dans le même dispositif : discours, rencontre avec les élus locaux, échanges avec les journalistes...

La journée doit commencer par la visite d'une école de Sarasota, l'Emma E.

Booker Elementary School (du nom d'une éducatrice de la ville). On a prévu pour lui une rencontre avec 16 élèves de la classe de Sandra Kay Daniels, une institutrice noire dévouée et méritante, qui fera une démonstration de

lecture. Suivra le discours devant les parents et la presse où il évoquera l'importance de l'apprentissage, son rôle dans l'intégration sociale et, bien sûr, la nécessité de voter sa réforme. Une matinée sans surprise, en somme.

## 7 h 35

A Washington, à l'entrée de l'aile ouest de la Maison-Blanche, l'officier se met au garde-à-vous.

Dick Cheney vient d'arriver. Costume gris à rayures, chemise blanche, cravate noire à motif argenté, le vice-président des Etats-Unis descend de la limousine qui fait partie d'un convoi de six voitures. On ne badine pas non plus avec la sécurité du deuxième personnage de l'Etat. Il s'est levé tôt, lui aussi : 5 h 45, comme tous les jours. Il a parcouru les journaux, accompli sa séance de musculation et jogging sur tapis roulant, rituel auquel il ne déroge jamais : il a

déjà derrière lui trois crises cardiaques – la première à l'âge de 37 ans – et un quadruple pontage. Il connaît l'importance de la discipline et de la régularité. Il a ensuite écouté son briefing de la CIA au premier étage de sa résidence, au One Observatory Circle, une

version plus détaillée du PDB qu'il corrige et allège pour le président (celui-ci veut des présentations succinctes). En temps normal, vers 7 h 45, à la Maison-Blanche, le vice-président assiste aussi au briefing présidentiel, mais aujourd'hui, comme George Bush est en Floride, il a quelques minutes à lui.

Dick Cheney se rend directement dans

son bureau, dans l'aile ouest. Un antre orné de symboles : au

mur est affichée une carte de la bataille de Chickamauga, l'une des plus terribles de la guerre de Sécession en septembre 1863 – 30 000 hommes y tombèrent – où son arrière-arrière-grand-père, soldat d'infanterie de l'Ohio, a vaillamment combattu. De l'autre côté trônent les portraits de Thomas Jefferson et de John Adams, deux « pères fondateurs » de la nation, une carte du monde, et sur une table entourée de quatre drapeaux (dont celui du Wyoming où il a grandi), une série de cadres présentant des photos de toute la famille : son épouse, Lynne, et ses filles, Elizabeth et Mary.

Tout, ici, respire l'ordre et la maîtrise, à son image. A 60 ans, avec son front dégarni, ses lunettes fines et son drôle de sourire en biais, Dick Cheney est en effet un homme méthodique et discret, connu pour son calme inébranlable. George W. Bush apprécie sa réserve – Cheney fuit les caméras, ne cultive

pas d'ambition présidentielle – et sa loyauté sans faille au clan Bush : c'est un ami fidèle de George Bush père depuis plusieurs décennies. Ils faisaient tous deux partie des étoiles montantes du Parti républicain au début des années 1970.

Entré au gouvernement sous Nixon – pistonné par son ami Donald Rumsfeld –, Dick Cheney a été successivement

directeur de cabinet de Gerald Ford, puis élu du Wyoming à la Chambre avant de devenir secrétaire à la Défense (nommé par George Bush père). Trois ans après la défaite des républicains, en 1992, il est passé dans le privé, à la direction du géant mondial des services et équipements pétroliers Halliburton où ses liens nombreux avec le Moyen-Orient, noués pendant ses années au gouvernement, ont été particulièrement appréciés. Si W l'a choisi comme vice-président, c'est donc aussi pour sa réputation de sagesse et son expérience en politique internationale. En somme, tout ce qui manque à l'actuel président. Certains disent même que Cheney est pour W un mentor, un père de substitution

et, ajoutent les mauvaises langues, le véritable patron de la Maison-Blanche.

A Washington, Cheney, avec ses manières affables et sa voix assourdie, passe souvent pour un modéré. Ses prises de position au cours de sa carrière indiquent le contraire : il a été hostile à la détente avec l'Union soviétique et, en 1990, il a été le premier à défendre – voire à lancer ? – l'option militaire contre Saddam Hussein. En réalité, le vice-président est un ultra-conservateur, un vrai dur de la realpolitik, formé à l'école de la guerre froide : sa priorité est la défense antimissile. Il ne perd jamais de vue l'Irak, l'Iran, la Corée du Nord, la Chine, et même la Russie.

Ce matin, Cheney commence par faire un point avec son chef de cabinet Scooter Libby. Regard pétillant, petit sourire malin, cet avocat de 51 ans, ancien professeur à Yale, porte ce surnom curieux de « Scooter » depuis l'enfance, au point que tout le monde ignore qu'il se prénomme Lewis. On l'appelle

aussi « le Cheney de Cheney » pour indiquer qu'il est aussi indispensable au vice-président que celui-ci l'est au président. Après Scooter, c'est Sean O'Keefe, un responsable de l'*Office of Management and Budget* qui s'annonce, un ami du vice-président depuis leur collaboration autrefois au Pentagone<sup>22</sup>. Ils ont un peu de temps. Ce 11 septembre, le vice-président n'a pas d'événements

majeurs inscrits à son agenda.

Dans un bureau voisin, la conseillère à la Sécurité nationale Condoleezza Rice – tout le monde dit « Condi » – est déjà au travail depuis un bon moment. Elle s'est levée avant l'aube pour courir, elle aussi, sur son tapis roulant. C'est peut-être moins agréable que de faire du jogging en respirant l'air marin de la Floride comme le président, mais elle en a l'habitude : quand elle était enfant, à Birmingham, en Alabama, sa mère la réveillait à 4 h 30 pour qu'elle fasse ses exercices de piano et suive son entraînement à la patinoire avant de se rendre à l'école. La petite Condoleezza – un nom composé à partir

de l'indication *Con dolcezza*, « avec douceur », utilisée dans les partitions musicales – ne s'est jamais rebellée. Elle éprouve même pour ses parents, aujourd'hui disparus – son père était pasteur et professeur, sa mère enseignait la musique –, une reconnaissance infinie. Ils lui ont appris le dépassement de soi et l'ont protégée de toutes leurs forces contre la dure réalité du Birmingham des années 1950 et 1960, « la ville le plus authentiquement ségrégationniste des Etats-Unis ! » comme le disait Martin Luther King. Son enfance, dans le quartier de la petite bourgeoisie noire dont elle ne sortait pas, a ressemblé aux feuillets de l'époque, avec les robes empesées, les gâteaux d'anniversaire, l'école du

dimanche...

jusqu'à ce jour de 1963 où une de ses camarades fut tuée, avec trois autres petites filles, dans l'explosion d'une bombe posée par le Ku Klux Klan dans le sous-sol d'une église.

Musique et sport. La discipline avant tout. Mais à l'adolescence, s'apercevant qu'elle n'avait pas tout à fait le talent nécessaire pour devenir une grande concertiste, Condi s'est découvert une autre passion, la langue et la culture russes, et elle est devenue une spécialiste de l'Union soviétique. C'est à ce titre qu'elle est entrée au Conseil de sécurité sous la présidence de George Bush père, puis a passé quelques années à

l'université Stanford en Californie (plus jeune doyenne, première femme, et première personnalité noire) avant de rejoindre la campagne de George W. Bush en 2000 et de se retrouver maintenant responsable de la sécurité nationale.

Le job n'est pas de tout repos. Elle dirige le Conseil national de sécurité, c'est-à-dire la réunion autour du président des responsables de la défense et de la politique étrangère. Au plus haut niveau, on les appelle les *principals* : le vice-président Dick Cheney, le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld, le secrétaire d'Etat Colin Powell, le secrétaire au Trésor Paul O'Neill. Auxquels se joignent régulièrement le chef de l'état-

major interarmées Hugh Shelton et le directeur de la CIA George Tenet...

Tous des personnalités écrasantes à l'ego surdimensionné. Pas facile à manier, surtout quand on est une femme...

Condi Rice s'efforce d'être à la hauteur. Elle se tient toujours droite, mince comme un fil dans des

tailleurs impeccables, coiffée d'un casque de cheveux rigides, arborant un rouge à lèvres vraiment très rouge.

Elégance et maîtrise de soi en toutes circonstances. Elle s'applique à écouter les différents points de vue, détecter les motifs de friction, résoudre le maximum de questions avant de demander l'arbitrage du président. Mais elle

n'affirme pas une vision personnelle de la sécurité nationale... Son plus grand atout, c'est le soutien que lui apporte le président, qui a noué avec elle un lien d'une rare confiance, au point qu'elle fait quasiment partie de la famille. Comme George Bush, Condi est une réaliste, une dure, mais pas une va-t-en-guerre.

Ce matin, elle se prépare à prononcer un discours à l'université Johns Hopkins, pas très loin de la Maison-Blanche, pour exposer son point de vue sur « les menaces d'aujourd'hui et de demain ». Elle est

proche des positions du vice-président : pour elle, il faut craindre avant tout la prolifération d'armes de destruction

massive aux mains d'Etats en faillite, comme l'Irak. L'essentiel pour la sécurité des Etats-Unis, c'est de développer la défense antimissile.

## 8 h 14

— American 11, montez et maintenez au niveau 3-5-023.

Scrutant son écran d'ordinateur dans la grande salle du centre aérien de Boston, Peter Zalewski, l'un des contrôleurs, s'étonne. Il vient de demander à l'appareil d'American Airlines 11, qui a décollé à 8 heures précises avec 81 passagers et se trouve maintenant à 8 000 mètres, presque son altitude de croisière, de monter jusqu'à 10 000 mètres. Mais l'avion ne répond pas.

Aujourd'hui, au-dessus de la côte Est, le ciel est *severe clear* en jargon

aéronautique : parfaitement clair. Quelque 5 000 avions sont en l'air au-dessus du territoire américain. Environ 50 000 voleront dans la journée. Vingt-deux centres régionaux se partagent la gestion du trafic au-dessus des Etats-Unis. Les 260 contrôleurs du centre de Boston s'occupent, eux, du secteur nord-est, c'est-à-dire qu'ils prennent en charge les avions après leur décollage des aéroports de la région, dont ceux, très fréquentés, de Boston et de New York, et donnent les instructions aux pilotes pour mettre chacun sur sa route et garder les appareils à bonne distance les uns des autres. Le travail est éprouvant, et le stress, permanent.

— American 11. Vous m'entendez ?

Peter répète son message. Silence. Peut-être sont-ils restés sur la fréquence du secteur précédent ? Il tente de les appeler. Pas de réponse. Il passe alors sur la fréquence d'urgence 121.524. Pas de réponse.

Quelque chose ne va pas avec cet avion. Apparemment, le transpondeur, cet émetteur qui permet d'identifier l'appareil, est coupé. Tous les avions au-dessus de 3 000 mètres doivent émettre ce signal qui inscrit, sur la carte de l'écran des contrôleurs, la trace de l'appareil accompagnée des chiffres indiquant sa vitesse et son altitude. Les pilotes ne coupent jamais leur transpondeur volontairement. Une panne ?

Peu probable. Car la radio de l'avion ne répond pas non plus. Inquiet, le contrôleur alerte son superviseur :

— On a un sérieux problème avec l'AA 11.

— Une prise d'otages ? demande le superviseur.

— Non, répond instinctivement Peter Zalewski.

Cela fait des années qu'il n'y a pas eu de prise d'otages. Les aéroports sont sécurisés maintenant, les contrôles sont stricts, la prise d'otages appartient au passé.

C'est un cas de « Nordo » (*No radio contact*)[25](#). Comme le prévoit la

procédure, le contrôleur appelle alors d'autres avions d'American Airlines pour leur demander de tenter d'établir un contact sur les fréquences de la compagnie... Sans succès.

— American 11, si vous m'entendez..., insiste Peter Zalewski.

Le contrôleur demande à l'avion de tenter la procédure *ident*, c'est-à-dire de presser un bouton d'urgence sur le transpondeur qui allumerait ses données sur l'écran à Boston, et indiquerait qu'au moins le pilote entend les instructions.

Rien. Sur son écran, Peter Zalewski n'a plus d'informations. Tout au plus peut-il voir l'écho radar classique de l'appareil, et estimer sa vitesse au sol. L'avion vient

de changer brutalement de direction et se dirige plein sud. Peter s'apprête à réagir pour dégager le ciel sur la nouvelle trajectoire quand, soudain, des bribes de conversation en provenance de l'appareil lui parviennent dans le casque : — Nous avons des avions. Restez calmes, et tout ira bien. Nous retournons à l'aéroport.

Puis, quelques secondes plus tard :

— Personne ne bouge. Tout va aller bien. Si vous tentez le moindre mouvement, vous vous mettez en danger, vous et l'avion. Restez tranquilles [26](#).

Apparemment, quelqu'un s'adresse aux passagers depuis le micro du poste de pilotage... Quelqu'un qui ne sait pas bien se servir du système de communication de

bord, et ne réalise pas qu'il est branché sur la fréquence d'émission extérieure. La conversation est brouillonne, peu audible... Mais le contrôleur en a entendu assez pour se faire une idée : c'est bien une prise d'otages.

Aux Etats-Unis, deux grandes autorités officielles gouvernent le ciel : la FAA (*Federal Aviation Administration*) pour les vols civils, le NORAD (*North American Aerospace Command*) pour les vols militaires. La première gère le trafic des avions commerciaux depuis ses 22 centres de contrôle, le second est chargé de la protection du territoire nord-américain (en collaboration avec le

Canada).

L'organisation de défense a été créée pendant la guerre froide dans le but de s'opposer à une attaque venant de l'Est. Bien sûr, la doctrine a évolué depuis des années. Elle prend désormais en compte d'éventuelles attaques par des avions ennemis qui lanceraient des bombes ou des armes de destruction massive au-dessus des Etats-Unis. Qu'un avion commercial puisse être détourné et utilisé comme un missile est une hypothèse envisagée par les stratèges, même si elle n'est pas étayée par un travail de renseignements.

Mais dans tous les scénarios, on part du principe que l'attaque viendrait de loin,

de l'extérieur du pays, et que les chasseurs américains auraient le temps d'intervenir. Ce jour-là, personne, donc, ne peut penser qu'un avion d'une ligne intérieure, décollant sur le territoire américain, puisse constituer une menace. La seule hypothèse est celle d'un détournement et, estime-t-on, les pirates ne vont pas tarder à communiquer leurs intentions, ils vont forcer le pilote à se poser, puis tenter de négocier. Cela s'est toujours passé de cette manière.

4

**« C'est le monde réel ou un exercice ?  
»**

## 8 h 20

Le téléphone sonne dans le bureau de réservation d'American Airlines à Cary, près de Raleigh, en Caroline du Nord. L'employé décroche et se fige en entendant son interlocutrice. Celle-ci dit se trouver à bord d'un avion d'American Airlines, et ses propos sont stupéfiants : — Le poste de pilotage ne répond pas. Ils ont poignardé quelqu'un en première classe... On ne peut pas respirer en classe affaires... Quelqu'un a lancé du gaz lacrymogène ou quelque chose comme ça... Je ne sais pas... Je crois que nous sommes détournés.

L'employé d'American Airlines appuie

sur un bouton d'urgence qui branche automatiquement l'enregistrement de la conversation et alerte son superviseur, Nydia Gonzales<sup>s27</sup>. Celle-ci prend le relais : — Où vous trouvez-vous, madame ?

— Nous venons juste de quitter Boston. Nous sommes en l'air... Nous devons aller à Los Angeles, mais le poste de pilotage ne répond pas au téléphone, répète la voix.

— Où êtes-vous assise ? Quel est le numéro de votre siège ?

— Je suis sur mon strapontin. Au niveau 3R.

— Ah, vous êtes l'hôtesse ! Excusez-

moi... Quel est votre nom ?

— Je m'appelle Betty Ong. Je suis le numéro 3 sur le vol 11... Attendez, quelqu'un revient de la classe affaires... Notre numéro 1 a été poignardé. Notre chef steward a été poignardé...

— Est-ce que...

— Et notre numéro 5 aussi. L'hôtesse en charge de l'office aussi, nous ne pouvons pas accéder au poste de pilotage...

Betty reste au téléphone. Les employés d'American Airlines répètent les mêmes questions. Le vol 12 ? Ils se perdent dans les plans de vol.

— Non ! Le 11 ! De Boston à Los Angeles !

Sa voix est inquiète, mais calme, professionnelle. Betty Ong appelle d'un téléphone de bord AT&T.

Elle a simplement formé le numéro national de réservation de la compagnie aérienne. Les appels sont dirigés vers différents centres selon les lignes disponibles et le sien a abouti par hasard en Caroline du Nord<sup>28</sup>. Betty Ong – « Bee » pour ses proches – est une jolie brune californienne de 45 ans, née dans le Chinatown de San Francisco, considérée par ses collègues comme une personne particulièrement responsable et attentionnée. On la dit patiente, toujours affable dans son travail ; sur les longs-courriers, on compte sur elle pour se soucier en permanence du confort des

passagers, veiller à chaque petit détail.

En dehors de ses heures de travail, Betty est engagée dans l'aide aux enfants et aux personnes âgées.

— Est-ce que quelqu'un peut entrer dans le poste de pilotage ? demande Betty à des personnes autour d'elle.

Silence.

— Non, confirme-t-elle au téléphone. On ne peut pas entrer.

Les agents d'American Airlines, abasourdis, ont compris que plusieurs personnes ont été poignardées. Comment les terroristes sont-ils entrés dans le poste de pilotage ? Chaque membre d'équipage possède une clé du cockpit.

Les pirates ont sans doute utilisé celle d'une des hôtesse... Un passager de première classe a lui aussi été poignardé dès le début du détournement. Daniel Lewin était un ancien officier de l'armée israélienne, habitué aux conflits<sup>29</sup>. Peut-être a-t-il tenté de neutraliser un attaquant sans savoir que d'autres étaient derrière lui<sup>30</sup>? En tout cas, il semble bien que les pirates aient pris les commandes de l'avion.

## 8 h 25

Pendant que Betty Ong communique ses informations glaçantes, une autre hôtesse, Madeline Amy Sweeney, à bord du même avion, a réussi avec un autre téléphone de bord à joindre le bureau d'American

Airlines à l'aéroport de Boston.

Madeline a 34 ans, elle est mère de deux enfants de 4 et 6 ans, et normalement, elle n'aurait pas dû travailler ce jour-là, mais elle remplace une collègue malade. La communication est coupée une première fois, après qu'elle a tenté d'expliquer ce qui se passait, mais elle rappelle quatre minutes plus tard et parle alors avec le manager Michael Woodward. Elle donne

les numéros de sièges des terroristes pour qu'on puisse les identifier. Ce sont des gens du Moyen-Orient, précise-t-elle, l'un parle très peu l'anglais, et l'autre parfaitement. Un homme en première classe a été égorgé, deux hôteses ont été poignardées, l'une est sérieusement blessée et on l'a placée sous oxygène.

Mais, ajoute-t-elle, il est impossible d'entrer dans le poste de pilotage où les pirates sont enfermés. Non, elle ne sait pas comment ils sont entrés<sup>31...</sup> L'avion est en train de descendre rapidement. Apparemment, les passagers de la classe économique n'ont pas réalisé ce qui est en train de se passer, certains croient qu'il y a une urgence médicale en première classe.

De son bureau de Caroline du Nord, tout en restant en ligne avec Betty Ong, l'agent d'American Airlines, Nydia Gonzales, a appelé la ligne de secours de sa compagnie. Au centre des opérations de Dallas, l'agent de service, Craig Marquis, pose rapidement une série de questions pour vérifier l'identité de l'hôtesse. Il examine la liste du personnel prévu sur le vol : oui, Betty Ong est bien à bord de l'American Airlines numéro 11.

— OK. J'appelle l'ATC (*Air Traffic Control*). Restez en ligne.

Nydia Gonzales reprend Betty :

— Je suis en ligne avec la sécurité. Betty,

vous faites un travail formidable. Restez  
calme.

## 8 h 30

Le vol AA 11 a viré vers le sud. Les contrôleurs de Boston alertent leurs supérieurs, au commandement national de l'administration de l'aviation civile, à Herndon, en Virginie. En apprenant la nouvelle, Ben Sliney, le patron, n'en revient pas. Il a tout juste été nommé responsable national. C'est son premier jour à ce poste ! Pour son baptême, il est servi ! Cinquante mille vols environ prévus pour la journée, et quoi ? Un détournement ? Il quitte précipitamment sa réunion et se rue dans la salle des opérations.

American Airlines a également appelé,

lui précise-t-on. Une hôtesse est en ligne avec eux depuis l'appareil. Un membre d'équipage aurait été poignardé...

Le grand écran du centre de commandement ne montre que l'écho fantôme de l'appareil, sans plus d'indications. L'affaire est suffisamment grave pour passer encore au niveau supérieur et alerter le quartier général de l'aviation civile à Washington. Là, il y a des spécialistes chargés des incidents, accidents et détournements, qui savent gérer ce type de situation. Aussitôt prévenus, ceux-ci entrent à leur tour en communication avec le centre régional.

Soudain, un autre écho confus en provenance de l'American Airlines 11

parvient dans le casque des

contrôleurs :

— Personne ne bouge, s'il vous plaît.

Nous retournons à l'aéroport. N'essayez pas de faire un mouvement stupide.

Impossible, en l'absence de signal du transpondeur, de déterminer l'altitude de l'avion piraté. Mais

en suivant son écho radar, on voit clairement que l'avion a mis cap plein sud et qu'il se dirige droit vers... New York.

En cas de détournement, la règle exige de saisir les militaires. Au Pentagone, les responsables du Centre national de

commandement militaire (NMCC) peuvent demander le décollage immédiat de chasseurs pour escorter l'avion, et renseigner les autorités sur sa trajectoire, voire tenter de l'en faire changer. La défense aérienne américaine dispose de sept bases d'alerte sur le territoire. Au temps de la guerre froide, il y en avait vingt-six, mais leur nombre a été réduit depuis l'effondrement de l'URSS. Un débat musclé a même divisé le Pentagone et les autorités politiques sur la nécessité de maintenir ou non de tels sites en activité. Aujourd'hui, dans le secteur nord-est concerné, il n'en reste que deux : la base d'Otis à Cape Cod (Massachusetts), non loin de Boston, et celle de Langley en Virginie, près de

Washington. Dans chacune d'elles, deux avions de chasse sont théoriquement maintenus prêts à décoller en quelques minutes.

Mais pour déclencher ce dispositif d'urgence, les autorités civiles doivent demander l'autorisation au plus haut niveau du gouvernement, ce qui nécessite de suivre une série de procédures. Dans les manuels, il est prévu que le pilote ait d'abord indiqué que son avion était détourné en envoyant le code universel 7500 qui signifie « détournement ». Le contrôleur du ciel prévient alors ses supérieurs, qui en informent le QG de l'aviation civile à Washington où un coordinateur « spécial détournement » prend le relais.

C'est lui qui est habilité à demander une escorte militaire, mais pour cela, il doit d'abord contacter le Pentagone, qui doit en référer au bureau du secrétaire à la Défense. Si l'autorisation est donnée, l'ordre redescend la chaîne de commandement jusqu'à la base concernée. C'est long, très long... Et de toute façon, les chasseurs n'ont pas d'autre option que de tenter de faire changer l'avion de route et l'obliger à se poser. Quoi qu'il en soit, pour l'instant, les hautes autorités civiles ne songent pas à saisir les militaires.

## 8 h 34

C'est le centre de Boston qui va prendre, seul, l'initiative. Sans respecter la chaîne de commandement, Daniel Bueno, le superviseur, demande à l'un de ses contrôleurs d'appeler directement la base militaire d'[Otis32](#). L'initiative est contraire à tous les règlements. Ce n'est pas à lui de déclencher une telle opération, mais il sent qu'il doit agir vite. A Otis, on conseille aux civils de s'adresser d'abord au commandement militaire régional nord-est (NEADS) qui se trouve à Rome, dans l'Etat de New York.

Ce qu'ils font immédiatement :

— Ici Boston. Nous avons un problème. On a un avion détourné qui file sur New York, et on a besoin de vous, les gars, on a besoin de quelqu'un pour envoyer des F-16 ou quelque chose comme ça...

— C'est le monde réel ou un exercice ? demande le sergent Jeremy Powell qui reçoit l'appel à Rome.

— Non, ce n'est pas un exercice, ce n'est pas un test [t33](#) !

La question n'est pas absurde. Ce 11 septembre 2001, les autorités de la défense aérienne ont justement prévu un exercice d'alerte intitulé *Vigilant Guardian* (« Gardien vigilant »). Il s'agit

de simuler une attaque par bombes en provenance de... l'ancienne Union soviétique<sup>34</sup>. Oui, dans l'esprit des stratèges de la défense américaine, le monde est encore celui de la guerre froide, pas celui du terrorisme<sup>35</sup>. Au menu des exercices, il y a aussi une... prise d'otages. Au commandement militaire nord-est, c'est donc une journée un peu spéciale. L'exercice doit se dérouler au large des côtes nord-américaines, et on s'attend toujours à ce que de vrais jets russes viennent un peu les taquiner, juste pour montrer qu'eux aussi, ils font ce qu'ils veulent dans les airs. Les avions sont équipés de vrais missiles, et il faut toujours être vigilant... Dans son poste de commandement, le

colonel Robert Marr, le patron du secteur, sait que les responsables de la simulation ont dû leur concocter de jolies petites surprises. Il regarde le grand écran de la salle d'opérations et ses collaborateurs face aux rangées d'ordinateurs... On va jouer à la guerre. Tout est prêt.

Mais ce n'est pas la surprise qu'il attendait :

— C'est une prise d'otages, lui annonce-t-on. C'est du vrai !

L'appel de Boston le met dans l'embarras. Qu'un centre civil régional demande directement l'envoi de chasseurs, ce n'est certes pas la procédure. Mais Robert Marr sait que s'il respecte celle-ci et demande

l'autorisation selon la longue chaîne de commandement, il perdra trop de temps. Un avion détourné file vers New York. Il faut agir vite.

Le colonel donne alors immédiatement l'ordre à la base d'Otis de se préparer à faire décoller ses deux avions de chasse. Puis, il appelle son supérieur, le général de division Larry Arnold, le haut commandant de la défense aérienne, pour lui exposer la situation.

— Vous confirmez que c'est du vrai ?  
demande Arnold.

Lui aussi, tout général qu'il est, il peut être testé par l'exercice de simulation, et il n'en connaît pas les détails.

— Affirmatif, répond Robert Marr [36](#).

Mais on ne sait pas où est l'avion... Les civils ne l'ont pas sur leurs écrans. On pense qu'il va vers New York. Même s'ils le trouvent, je ne crois pas que l'on peut arriver à temps s'il se dirige vers Kennedy. Le mieux qu'on puisse faire, c'est d'être le plus près possible.

— Vous avez des infos sur le type de l'appareil, le nombre d'âmes à bord ?

— Non, répond Marr.

Bien peu de chose, en somme. Mais le général sent que quelque chose d'exceptionnel est en train de se produire. Ce n'est pas une prise d'otages comme les autres. Tant pis pour la chaîne de commandement.

— Allez-y ! Envoyez-les ! ordonne-t-il.  
On aura l'autorisation plus tard[37](#) !

A la base d'Otis, les pilotes sont déjà « opérationnels ». L'appel-surprise des civils les a alertés, ils ont anticipé la décision, et se sont préparés dans l'hypothèse où ils recevraient un ordre de leurs supérieurs. Les deux pilotes de F-15, le lieutenant-colonel Timothy Duffy et le major Daniel Nash (« Duff » et « Nasty » pour les copains) ont enfilé leur combinaison. Ils sont prêts[38](#).

Pendant ce temps, en Caroline du Nord, l'employée d'American Airlines, Nydia Gonzales, continue de relayer les informations que lui donne l'hôtesse Betty

Ong depuis l'avion détourné. Entre les deux femmes qui ne se connaissent pas et que seules les ondes relie, il s'établit une étrange communion. Une solidarité intense passe entre les mots. Toutes deux s'efforcent de rester posées, de s'exprimer le plus efficacement possible. On sent l'angoisse dans la voix de Betty, mais la jeune femme ne cède pas à la panique, elle s'évertue à tout prix à rester calme, tendue vers un seul but : donner le maximum d'indications pour que l'on puisse agir, faire quelque chose face à ce drame incompréhensible qu'elle est en train de vivre. En arrière-fond, dans son écouteur, Nydia peut entendre le bruit sourd et continu des réacteurs de l'avion qui file à toute vitesse vers une

destination inconnue.

— Betty, avez-vous des renseignements sur ces types ? Ceux qui sont dans le cockpit ? Venaient-ils de première classe ?

Nydia écoute les réponses de Betty, puis transmet à ses supérieurs d'American Airlines : ils étaient assis aux sièges 2A et 2B... Ils sont dans le poste de pilotage avec les pilotes...

— Betty, y a-t-il un médecin à bord ? demande encore Nydia.

Les passagers de première classe ont été rassemblés en classe économique. La première classe est vide maintenant.

— Qu'est-ce qui se passe maintenant,

*honey* ? continue Nydia, de plus en plus émue.

— L'avion tangué, indique Betty.

En même temps, Nydia se renseigne auprès du central d'American Airlines sur une autre ligne : — Le contrôle aérien déplace tout le trafic sur la trajectoire de l'avion, lui communique l'agent d'American. Il a coupé son transpondeur, nous n'avons pas d'altitude définie... Il semble qu'ils l'aient sur un radar primaire.

— Nous commençons à descendre, indique soudain Betty.

— Ils vont se poser à New York ! crie Marquis, le superviseur du centre

d'opérations. Appelez Newark et JFK.  
Qu'ils se préparent à une prise d'otages !

Au même moment, l'hôtesse Madeline Sweeney, assise non loin de Betty Ong, indique à son correspondant de Boston :

— Quelque chose ne va pas. Nous volons très bas... Très très bas. Ô mon Dieu, nous sommes trop bas...

Cela fait maintenant vingt-cinq minutes que Betty Ong est au téléphone et continue à donner en permanence des informations sur ce qui se passe à bord du vol American Airlines 1139. Mais soudain, Nydia ne l'entend plus.

— Que se passe-t-il, Betty ? insiste

Nydia. Betty, parlez-moi ! Betty, est-ce que vous êtes là ?

Puis elle s'adresse à ses supérieurs :

— Je crois que nous l'avons perdue [40...](#)

## 8 h 46

Au même instant, les deux chasseurs F-15 décollent de la base d'Otis. Destination ? Justement, le problème est là. L'avion d'American Airlines n'est plus identifiable sur les écrans... Au centre d'opérations, on ne parvient pas à localiser l'appareil. Les radars militaires sont vieux, destinés à l'identification de missiles intercontinentaux, et peu performants pour ce type de recherche<sup>41</sup>. Ils sont encombrés par un grand nombre d'échos radar...

« Je ne sais pas où envoyer les gars, se plaint l'officier au sol chargé de la mission. J'ai besoin d'une direction,

d'une destination ! »

A Boston, chez les civils, comme à Rome, chez les militaires, tout le monde scrute les radars, seuls

instruments susceptibles, en l'absence du signal transpondeur de l'avion, de détecter ce dernier. Les civils le situent au sud d'Albany. Mais quelle est son altitude ? Les contrôleurs ont cru détecter une « cible » à 30 kilomètres au nord de Manhattan. Mais non, c'est une erreur. L'autre écho, juste derrière, à 6 kilomètres ? Oui, c'était peut-être ça, un engin qui semblait aller à très vive allure, mais on vient de perdre l'écho. Où est passé ce damné avion ?

A tout hasard, les deux F-15 filent maintenant vers New York et ils passent à la vitesse supersonique.

Cela non plus n'est pas réglementaire. Les pilotes Duff et Nasty prennent sur eux de franchir le mur du son alors qu'ils ne sont qu'à 5 000 mètres. A cette altitude-là, ils peuvent causer des nuisances au sol, et être sanctionnés. Tant pis, il y a urgence ! Eux aussi, ils ont l'intuition que quelque chose d'exceptionnel est en train de se produire, ils comprennent qu'ils doivent transgresser certains règlements trop pointilleux pour agir au plus vite. Mais même à cette allure, il leur faut encore un peu plus de dix minutes pour arriver au-dessus de Manhattan.

Il s'est passé trois quarts d'heure depuis le décollage de l'avion d'American Airlines à Boston, et une demi-heure depuis son détournement. Les militaires en ont été informés il y a neuf minutes seulement.

Non, ils ne peuvent pas faire plus vite.

Quatre minutes plus tard, alors qu'ils fusent au-dessus de la Nouvelle-Angleterre, les pilotes entendent dans leurs écouteurs une nouvelle stupéfiante : au moment exact où ils décollaient, un avion s'est écrasé contre la tour nord du World Trade Center, à New York.

**5**

**« Branchez-vous sur CNN ! »**

## 8 h 46

Encadrées par les véhicules de la police de Floride aux gyrophares bleus, les élégantes limousines

teintées et frappées du sceau présidentiel, drapeau américain à l'avant du capot, filent sur la Gulf of Mexico Drive. Après avoir posé pour quelques photos avec la direction et le personnel du Colony, donné les dernières poignées de main, George Bush a pris place dans sa Cadillac blindée. Suivent les 4x4 du

Secret Service, les mini-vans qui transportent les conseillers et les attachés de la Maison-Blanche, et, enfin, le bus

des journalistes. La voiture du président est équipée d'un système de communication sophistiqué que révèlent les petites antennes sur le toit.

Sur le parcours, toutes les routes ont été interdites à la circulation. Le président ne fait que passer, mais on n'est jamais trop prudent... Après avoir emprunté les ponts qui relient le chapelet d'îles – Lido Key, St. Armands Key, Coon Key, Bird Key –, le cortège pénètre sur le continent et entre dans la ville de Sarasota. Sur la 3e Rue, une poignée de manifestants agitent leurs pancartes à son passage : « Pas de forages en mer ! » George Bush les a autorisés partiellement au large de la Floride, et cela ne plaît pas à tout le monde. Indifférent, le convoi se dirige

vers le nord, vers la Martin Luther King Jr. Way où se trouve l'école. On a prudemment évité de le faire passer dans la partie la plus sensible de l'avenue, au cœur du quartier noir jugé peu fréquentable avec ses maisons délabrées, une zone à risque où il vaut mieux ne pas faire traîner un président. George Bush est bien à l'abri, derrière les vitres fumées de « la Bête ».

## 8 h 46

— Nous sommes au Windows. Il y a eu une bombe.

Abigail Carter frémit au téléphone. Son mari, Caleb Arron Dack, consultant en informatique, l'appelle de son téléphone portable depuis le Windows of the World, le restaurant qui se trouve au sommet de la tour nord du World Trade Center, où il doit assister à une conférence organisée par la compagnie financière Risk Waters<sup>42</sup>. Il n'arrive pas à joindre les secours, et il lui demande d'appeler le 911 pour lui.

Plusieurs étages plus bas, au 61e, Ezra

Aviles, un employé de l'Autorité portuaire, a une idée plus précise de ce qui est en train de se passer. Il a vu, de ses yeux vu, l'inimaginable : un avion d'American Airlines a foncé vers la tour et s'est écrasé quelques étages au-dessus de lui. Il appelle aussitôt ses supérieurs : — Je crois qu'un avion d'American Airlines est venu du nord, de l'Empire State Building, droit sur nous, indique-t-il [43](#).

Mais il ne tombe que sur des répondeurs. Il appelle alors chez lui et obtient sa femme Mildred :

— Millie, un avion a percuté l'immeuble. Ça va être dans les news.

Officiellement, les tours du World Trade Center, édifiées entre 1966 et 1973, sont des constructions

solides. « Même un Boeing 707 ne pourrait les détruire », a dit le constructeur à l'époque<sup>44</sup>. Cela a failli arriver en 1981 : un avion argentin est passé très près de la tour, on a frôlé la catastrophe, le débat a été relancé.

Quelques mois plus tard, en réponse à une tribune du *New York Times* qui évoquait l'hypothèse du crash d'un avion sur la tour nord, l'Autorité portuaire (*Port Authority*), le puissant organisme chargé des grandes infrastructures de transport et de commerce à New York et dans la région (tunnels, ponts, ports, aéroports, ainsi que le World Trade Center), a

répondu que cela ne produirait tout au plus que la destruction de sept étages sans provoquer l'effondrement de la tour. Une simulation de crash a été réalisée en novembre de la même année, intégrant les différents services de secours de la ville. C'est le seul exercice de ce genre à ce jour<sup>45</sup>.

Les deux plus hauts gratte-ciel de New York sont des monstres d'architecture : 110 étages, 415 mètres

de hauteur, 99 ascenseurs chacun, près de 400 000 mètres carrés de superficie par tour, ils accueillent quelque 50 000 employés et voient passer des dizaines de milliers de visiteurs. Le seul vrai moyen de s'y déplacer est d'emprunter l'un des

ascenseurs qui fonctionnent sur le principe du métro de New York : certains sont « locaux » et s'arrêtent à chaque étage ; d'autres, les express, desservent uniquement les *sky lobbies*, des étages de correspondance avec les locaux. Et il y a également trois escaliers centraux qui vont de l'entresol jusqu'au 110<sup>e</sup> étage (l'escalier B descend jusqu'au sixième sous-sol).

Trois escaliers, c'est bien peu en cas d'urgence. Les bons vieux gratte-ciel comme l'Empire State Building (terminé en 1931) disposent généralement de neuf cages d'escaliers. Telle était autrefois la règle. Mais en 1968, la ville de New York a édicté de nouvelles normes de sécurité plus souples, révisant toutes les

exigences à la baisse pour gagner de l'espace de bureaux et diminuer les coûts des matériaux.

On abandonnait alors la lourde maçonnerie traditionnelle avec ses gros poteaux verticaux pour un système plus « moderne » : un empilage de planchers légers composés d'un réseau de poutrelles d'acier

horizontales. Cela a permis d'élever l'édifice sans perdre de place dans les étages.

Un débat a bien eu lieu sur la résistance au feu de ces planchers innovants : il fallait qu'ils ne cèdent pas en cas d'incendie, car aucune lance de pompiers ne pouvait atteindre de telles hauteurs.

Les structures en acier sont protégées par une couche d'ignifugeant conçue pour tenir au moins trois heures, ont répondu les ingénieurs. Mais la résistance des planchers eux-mêmes n'a jamais été testée. En 1999, toutefois, on a décidé de réviser les normes de protection incendie et d'ignifuger davantage les parois, d'épaissir un peu la couche, mais seulement au coup par coup, à l'occasion des rénovations de bureaux [x46](#).

Dans les deux tours, on a aussi abandonné le bon vieux principe du puits de feu qui équipe les gratte-ciel traditionnels : une cage d'escalier très résistante, protégée des fumées et ventilée, destinée aux évacuations d'urgence. Les seules sorties possibles en cas de problème, ce sont

donc les trois escaliers.

De toute façon, ont plaidé les ingénieurs, il n'y a aucune raison pour que l'on doive évacuer la totalité de l'immeuble. Le toit ? Son accès est fermé à clé. Là-haut, il y a une multitude d'installations techniques qui rendent le lieu impraticable<sup>47</sup>. Si un incendie se déclare, il n'est donc pas prévu d'évacuer par le haut (seule la tour sud dispose d'une aire d'atterrissage pour hélicoptère qui ne correspond pas aux normes officielles). Le dogme est clair : une telle tour ne s'effondre pas, elle est conçue pour résister au feu, tout foyer sera circonscrit à quelques étages considérés comme des compartiments étanches... Lors de la construction, on a quand même évité de poser des

canalisations de gaz, pour ne pas tenter le diable.

En février 1993, le World Trade Center a été la cible d'une première attaque terroriste : une camionnette piégée a explosé dans un parking, tué six personnes et fait un millier de blessés. Tout le monde a alors pointé du doigt les graves lacunes du système de secours : l'électricité des deux tours avait été coupée ainsi que les relais de communication, les ascenseurs ont dû être stoppés, les haut-parleurs ne fonctionnaient plus, l'éclairage de secours non plus... Quant aux équipements radio des sauveteurs, ils étaient inopérants dans un immeuble de cette taille ! Il a fallu plus de quatre

heures pour évacuer : les gens se pressaient dans les escaliers plongés dans le noir et envahis par la fumée ! Quelques personnes, qui ne pouvaient pas descendre, ont été hélitreuillées à partir du toit, mais c'était une option exceptionnelle, et elle n'a pas été retenue lors de l'élaboration des plans d'évacuation ultérieurs. Cela, cependant, personne ne le sait, et aujourd'hui, nombre d'occupants des tours croient toujours qu'il y a une possibilité d'être secouru par le toit en dernier recours<sup>48</sup>.

Plusieurs améliorations ont quand même été apportées après l'attentat : marquages fluorescents dans

les escaliers, redondance des systèmes

d'alarme automatiques, installation d'un poste de commandement

anti-incendie au pied de chaque tour, exercices réguliers d'évacuation avec des personnes désignées comme responsables à chaque étage pour guider leurs collègues... Le maire de New York, Rudy Giuliani,

est lui-même à l'origine de plusieurs initiatives. La sécurité, dans tous les sens du terme, il en a fait son credo, et le point central de sa campagne électorale en 1993. Et c'est bien la sécurité qui l'a fait réélire en 1997.

## 8 h 47

Rudy Giuliani vient juste d'apprendre la nouvelle, une minute après le crash. Il était tranquillement en

train de prendre son petit déjeuner à l'hôtel Peninsula, sur la 55e Rue, quand son adjoint est venu l'interrompre. Un avion encastré dans la tour nord du World Trade Center ! Sans en demander davantage,

le maire de New York saute de son fauteuil et se rue dans sa voiture vers le lieu du drame. Car c'en est

un, il l'a compris, et déjà, les ordres claquent, brefs, précis : il faut demander

tout de suite des renforts au niveau fédéral, il faut réunir les représentants de chaque organisme, police, pompiers, Autorité portuaire...

Rudy Giuliani, le petit-fils d'immigrés italiens qui a grandi à la dure, ressemble à New York, la ville

où il est né : brutal, carnassier, bourré d'énergie, excessif et imprudent (il a fait quelques apparitions remarquées en drag-queen lors de « parties » agitées qui ont choqué les milieux politiques compassés de Washington). On le croirait tout droit sorti d'un film de Martin Scorsese. En arrivant à la mairie, cet ancien procureur a entrepris de remettre de l'ordre dans une ville à la dérive. Tolérance zéro pour

tout acte de délinquance, présence policière décuplée, méthodes de fouille et d'arrestation musclées... Le système Giuliani a été vivement contesté, mais les résultats sont là : criminels et dealers ont pris la fuite ou sont sous les verrous, et les touristes sont revenus dans une « Grosse Pomme » qui affiche sa prospérité. La sécurité, toujours la sécurité, c'est la clé du pouvoir à New York.

— Activez l'OEM ! ordonne encore le maire, qui fonce vers le World Trade Center en feu.

L'OEM (*Office of Emergency Management*), c'est aussi l'une de ses créations, un système qu'il a institué

quelques mois après son arrivée à la mairie. L'idée est de disposer, en cas d'urgence, d'une cellule où se réunissent les responsables des différents organismes et d'où l'on puisse coordonner leur action. Seulement voilà, le lieu en question se trouve dans un building de 47 étages, le bâtiment n° 7 du...

World Trade Center, à quelques dizaines de mètres des tours jumelles. Le choix de cet emplacement et sa

proximité des tours ont été critiqués à l'époque. Certains ont rappelé l'attentat précédent, argué qu'il n'était peut-être pas opportun d'installer justement là un centre aussi stratégique, mais Giuliani a

renvoyé ses détracteurs dans les cordes, les traitant de « vieux jeu ». Jusqu'à présent, le fameux PC de crise n'a pas encore servi. Mais aujourd'hui, pour son baptême, le moins que l'on puisse dire c'est qu'il est vraiment très, très près du sinistre.

Richard Sheirer, le patron de cette cellule très spéciale, s'y rend lui aussi à toute allure. Ironie du sort : il a prévu dans deux jours, le 13 septembre, à New York, un exercice de grande ampleur pour tester les capacités de la ville à faire face à une attaque terroriste biologique. Doivent y participer Rudy Giuliani, la police, les pompiers, le FBI, la FEMA (*Federal Emergency Management Agency*), l'Agence fédérale de gestion de crise, et

un millier d'apprentis policiers et pompiers qui joueront le rôle des victimes. Aujourd'hui, c'est bien le « monde réel » qui se rappelle à lui : il y a une vraie catastrophe et de vraies victimes.

## 8 h 48

Au 106<sup>e</sup> étage de la tour, au restaurant Windows of the World, l'un des participants à la conférence, Garth Feeney, appelle sa mère Judy en Floride pour lui raconter ce qui vient de se passer : un avion a percuté sa tour.

— S'il te plaît, dis-moi que tu es en dessous, supplie sa mère.

— Non, je suis au-dessus. Je suis tout en haut. On est environ 70 dans une seule pièce. Ils ont fermé les portes pour essayer de maintenir la fumée à l'extérieur<sup>49</sup>.

Pas très loin de lui, au même étage,

Christine Olender, la manager adjointe du restaurant, réussit à contacter le bureau central de la police du World Trade Center : — Il y a beaucoup de monde ici, au 106e étage, dit-elle. Le 107e est très enfumé. On a besoin de directives le plus vite possible pour savoir où diriger nos invités et nos employés.

L'agent de service ne peut rien lui dire. Que faut-il lui conseiller ? Il ne connaît pas la situation dans la tour. Il tente de la rassurer :

— On va faire de notre mieux. On va vous sortir de là. Rappelez-moi dans deux minutes. Est-ce que les escaliers sont bloqués ?

— Ils sont pleins de fumée, A, B et C...,

répond Christine. Et mes téléphones d'urgence ne fonctionnent plus.

— Oh oui, toutes les lignes ont sauté, répond l'agent. Mais les pompiers arrivent.

— Ça empire au 106e étage, reprend Christine.

Elle insiste :

— Pouvez-vous au moins nous diriger vers un endroit du building ?

— Euh...

— Un secteur de l'immeuble où il y aurait moins de fumée ?

— A moins que nous trouvions où... d'où provient le plus gros de la fumée et que

nous puissions vous guider... Rappelez dans deux minutes [50](#).

L'avion d'American Airlines s'est encastré entre les 93e et 99e étages de la tour nord, coupant les trois escaliers à ces niveaux et tuant des centaines de personnes sur le coup. Le flot de kérosène enflammé, transformé en une boule de feu, s'est engouffré vers le bas par les cages d'ascenseur, jusqu'au niveau B4, le quatrième sous-sol, explosant au rez-de-chaussée en soufflant les portes des cabines. Vers le haut, c'est une colonne de fumée noire qui envahit les étages.

Dans la tour, la plupart des survivants ne savent pas ce qui vient de se passer. Ils ne savent pas non plus où se situe

exactement l'incendie, ni quelles voies de secours emprunter. Faut-il descendre ? Faut-il monter ? Certains tentent d'emprunter les ascenseurs, d'autres se rassemblent en dessous du point d'impact, au 92<sup>e</sup> étage. Les moins fortunés sont bloqués dans les étages supérieurs sans possibilité de descendre. La plupart d'entre eux appellent leur famille avec leurs portables. Et de partout, on tente de composer le 911, le numéro d'appel de secours, ce que font non seulement les personnes piégées dans la tour, mais aussi de nombreux New-Yorkais qui assistent au drame. Le centre d'appels, qui est géré par quelque 1 200 employés de la police de New York (en cas d'incendie, les appels sont transférés

vers les pompiers), est rapidement saturé.

## 8 h 49

*Breaking News*. Edition spéciale. Trois minutes seulement après le crash, la commentatrice de la chaîne CNN interrompt la page de publicité pour diffuser l'image effrayante de la tour nord du World Trade Center : sur plusieurs étages de sa partie supérieure, la façade du gratte-ciel géant n'est plus qu'un immense trou noir d'où s'échappe une épaisse colonne de fumée. *World Trade Center Disaster*, indique déjà un bandeau sur l'écran, au-dessus des cours de la Bourse qui défilent rapidement.

« Vous êtes en train de regarder des images en direct très perturbantes, énonce

la présentatrice. C'est le World Trade Center, et selon des informations non confirmées, un avion se serait écrasé dans l'une des tours. »

Pendant ce temps-là, à Herndon, au Centre national de l'aviation civile, on cherche toujours... le vol American Airlines 11. Pourquoi a-t-il disparu des écrans radar ? C'est un colonel qui, soudain, vient avertir le nouveau boss, Ben Sliney :

— Vous feriez bien de vous brancher sur CNN. Un petit avion vient de heurter le World Trade Center.

— Mettez-moi CNN sur les écrans ! crie

Sliney51.

Et voilà les plus hautes autorités de l'aviation, devant l'écran géant du centre de contrôle où elles gèrent tout le trafic aérien de l'Amérique, en train de se tourner vers la télévision. Quel est l'imbécile qui a pu faire une erreur pareille un jour de si beau temps ? se disent-elles. Personne n'imagine qu'il peut s'agir de l'American Airlines 11, l'appareil dont ils viennent de perdre la trace aux environs de Manhattan. Jamais un pilote de 767 ne heurterait le plus haut gratte-ciel de New York dans un ciel aussi clair, c'est tout simplement impossible !

## 8 h 49

Dans la tour sud, celle qui n'a pas été touchée, les gens hésitent. Que doivent-ils faire ? Rester dans leur bureau ? Evacuer ? Certaines entreprises demandent à leurs employés de quitter les lieux, telle la banque Morgan Stanley, qui occupe plus de 20 étages dans cet immeuble. Mais une annonce, soudain, grésille dans les haut-parleurs et vient semer la perturbation :

— Ne quittez pas les étages, cette tour-ci n'est pas concernée, regagnez vos bureaux [52](#) !

Beaucoup d'employés, dociles, obéissent à la consigne et remontent dans leur lieu

de travail. Un groupe de personnes qui étaient descendues jusqu'au rez-de-chaussée reprend calmement l'ascenseur sur les conseils des agents de sécurité. La Bourse ouvre à 9 heures, chacun regagne son bureau. C'est le cas de Stephen Mulderry, un employé d'une petite société financière [e53](#) qui se trouve au 88<sup>e</sup> étage de la tour sud. Il appelle rapidement son frère Peter : — J'étais juste à la fenêtre, lui raconte-t-il, mais, mon Dieu, je ne sais pas si les gens tombent ou sautent, mais j'ai vu des gens se précipiter vers la mort.

— *Oh, my God !*

— Ce sont des êtres humains..., poursuit Stephen, sous le choc, presque incrédule.

Il voit les téléphones clignoter, signe qu'on l'appelle. Il tente de reprendre pied :

— Il faut que j'y aille. Les lumières clignent, le marché va ouvrir [54](#).

Stephen se remet au travail. Comme des centaines de ses collègues.

## **8 h 50**

Le responsable de la sécurité incendie de la tour nord, Lloyd Thompson, ordonne l'évacuation du building par haut-parleurs. Mais le système de communication est détérioré, et son ordre n'est pas entendu.

Ça y est, les premiers pompiers arrivent sur les lieux, quatre minutes seulement

après le crash. Joseph Pfeifer, le chef de bataillon n° 1, a été le premier à réagir ; il a donné l'alerte douze secondes après l'impact : — On a un avion qui vient de se crasher dans les étages supérieurs du World Trade Center, a-t-il annoncé dans sa radio sur un ton posé et professionnel. On a plusieurs étages en feu, on dirait que l'avion a visé le building, commencez à déployer les compagnies dans le secteur.

Pfeifer se trouvait dans la rue, avec Jules Naudet, un jeune Français qui réalise, avec son frère Gédéon, un reportage sur sa compagnie. La caméra était branchée, Jules a eu le réflexe de la lever vers la tour en entendant le rugissement de l'avion<sup>55</sup>. Ils sont restés avec l'équipe qui s'est rendue à toute allure au World

Trade Center. Leur caméra continue de tourner.

Sur place, les pompiers découvrent l'étendue du désastre : le hall de la tour nord est noirci par la boule de feu descendue des étages, des gens appellent à l'aide de tous côtés, certains gravement brûlés.

Près de l'entrée, deux personnes sont en flammes... Avec décence, Jules détourne sa caméra. « Non, ça, je ne peux pas le filmer [56](#)... »

## 8 h 52

Il y a maintenant quatre unités de pompiers sur les lieux. Ils le comprennent tous en arrivant, la situation est très grave. Aucun des 99 ascenseurs ne semble fonctionner. Des gens chutent du haut de la tour et... s'écrasent régulièrement à quelques mètres d'eux. Chaque coup sourd qui résonne dans le hall, c'est un être humain qui disparaît.

Deux hélicoptères de la police sont envoyés au-dessus de l'immeuble touché pour faire un état des lieux. Ce sont eux qui, sur leurs fréquences, informent les tours de contrôle des aéroports voisins de ce qui vient de se passer. Normalement, il

devrait y avoir des pompiers à bord pour évaluer la situation et transmettre des informations précieuses pour les équipes de secours au sol et dans la tour. Mais les deux organismes n'ont pas l'habitude de communiquer. La police n'a tout simplement pas pensé à contacter les pompiers, les pompiers ne l'ont pas demandé... Ce que voient les hélicoptères n'est donc pas transmis au chef Pfeifer, qui, dans le hall, a beaucoup de mal à se faire une idée d'ensemble.

Policiers et pompiers établissent leurs PC au pied des tours, les premiers au coin de Church Street et de Vesey Street ; les seconds dans le hall de la tour nord. Chacun de leur côté. C'est bien connu, les deux corps ne s'aiment pas, ils sont en

rivalité. Ils ne peuvent, dit-on, se mettre d'accord que sur une seule question : la date de leur match de boxe annuel [57](#). Il y a quelques semaines, en juillet, le maire Rudy Giuliani a bien tenté d'atténuer cette rivalité, il a édicté une directive pour les situations d'urgence à New York susceptible d'éviter les conflits de compétence entre police, pompiers et Autorité portuaire [58](#). Mais il n'y a pas encore eu d'exercice commun au World Trade Center.

Et puis, il y a la fameuse question des fréquences... En 1998, la municipalité a choisi de nouveaux modèles de radio numérique (des Motorola XTS 3500R), plus puissants que les précédents et capables de transmettre à travers les murs

épais de béton ou d'acier des gratte-ciel. Ils devaient être communs à la police et aux pompiers. Mais les pompiers n'en ont pas voulu finalement, trop compliqués à utiliser, peu fiables selon eux, et ils ont repris leurs vieux appareils (des Motorola Saber)[59](#). Les belles radios qui devaient unir police et pompiers ont été remises dans les placards.

Ce jour-là, on ne communique donc pas sur les mêmes canaux. Les agents de l'Autorité portuaire utilisent une fréquence locale de faible portée, et les pompiers ont leur propre système. Après l'attentat de 1993, on a installé dans les tours jumelles des relais répéteurs qui augmentent la puissance de leurs signaux. En cas d'urgence, on peut les activer à

partir de postes de sécurité dans le hall. C'est ce que s'efforce de faire immédiatement le chef des pompiers... Hélas, dans la tour nord, le répéteur fonctionne mal. Du rez-de-chaussée, le chef a donc des difficultés à joindre ses équipes qui sont en train de monter dans les étages. Il n'entend pas non plus le message de Timothy Hayes, l'officier qui pilote l'un des hélicoptères (Aviation 14), émis sur une autre fréquence :

— Je confirme que nous avons des gens qui tombent de l'immeuble en ce moment. On dirait que les

quatre côtés sont ouverts... Beaucoup de flammes [60...](#)

D'en bas, on voit en effet des gens

accrochés aux fenêtres qui font des signes désespérés, d'autres qui se jettent dans le vide... C'est tout ce que l'on sait.

## 8 h 55

Dans la tour sud, Phil Hayes, l'adjoint du responsable de la surveillance incendie, fait une annonce sur le circuit général des étages :

— Votre attention, s'il vous plaît, Mesdames et Messieurs. L'immeuble 2 est en sécurité. Il n'est pas nécessaire d'évacuer l'immeuble 2. Si vous êtes en train d'évacuer, vous pouvez emprunter les portes et les ascenseurs pour retourner à vos bureaux. Je répète, l'immeuble 2 est en sécurité.

Phil Hayes croit bien faire. Il faut éviter d'encombrer le rez-de-chaussée et le

parvis avec des milliers de personnes supplémentaires qui gêneraient le travail des secouristes et l'évacuation de la tour voisine. Malgré son annonce, certains occupants de la tour sud choisissent de descendre et une foule, près de 200 personnes, s'agglutine au *sky lobby* du 78e étage où on prend la correspondance pour les ascenseurs express qui descendent directement au rez-de-chaussée.

## 8 h 56

Encore un appel général dans la tour nord : on demande à tous de rejoindre les points de sécurité, et d'évacuer le bâtiment. Mais le système de communication est endommagé, les interphones d'alerte ne fonctionnent pas. De partout, les occupants de la tour tentent d'appeler le 911. Et tombent généralement sur le même message : « *All circuits busy* » (Toutes nos lignes sont occupées). Les quelques personnes affolées qui parviennent à joindre un opérateur ne sont pas mieux renseignées : les standardistes du 911, eux non plus, ne savent rien sur le crash. Ils ignorent quels

sont les étages concernés, et ne peuvent donc pas répondre à tous ceux qui leur demandent s'ils doivent descendre ou monter.

— Restez sur place et attendez les secours, conseillent-ils dans le doute.

C'est ce que prévoit la procédure [e61](#). On ne bouge pas et on attend [d62](#).

Ils ne savent pas que, sur place, dans le hall de la tour en feu, les chefs des pompiers donnent une tout autre consigne :

— Evacuez au plus vite ! Pas seulement la tour nord, mais aussi la tour sud !

Presque au même moment, le chef des policiers du port autonome, Anthony

Whitaker, lance le même

ordre sur son propre circuit radio [63](#). Il faut faire sortir tout le monde de là !

Plusieurs étages sont en feu, au moins cinq, de 1 000 mètres carrés chacun. Que faire ? Personne n'a prévu une telle situation. Même si les pompiers les atteignent, il leur sera impossible d'arroser une telle superficie avec leurs tuyaux, et puis comment les alimenter en eau ? Le chef Pfeifer et ses collègues prennent alors une décision stratégique : on ne cherche pas à éteindre l'incendie, mais à secourir le maximum de personnes.

Mais pour cela, il faut s'approcher au plus près du foyer, vers le 70e étage. Une

première unité de pompiers s'engage dans l'escalier C. Chaque sauveteur est lourdement chargé : le casque, la bouteille d'oxygène, le blouson, la radio. Vingt-cinq kilos... Certains portent en plus un rouleau de tuyaux (plus de 13 kilos), parfois une hache, une corde... Les premiers s'épuisent à monter en file indienne dans des escaliers de plus en plus encombrés par les gens qui cherchent, eux, à descendre. Très vite, ils réalisent que leurs radios passent mal. Ils sont régulièrement coupés de leur commandement, sans consignes, sans informations...

Là-haut, luttant pour stabiliser son appareil près de la colonne de fumée, l'un des pilotes d'hélicoptère confirme

qu'il ne peut pas atterrir sur le toit :

— C'est trop noyé dans les flammes et la fumée est très épaisse<sup>64</sup>.

Il faudrait le faire savoir aux personnes piégées dans la tour : toute évacuation par le toit est vaine. Il ne sert à rien de monter... Les agents du 911 ne recevront pas non plus cette information précieuse, et ne pourront donc pas la communiquer.

Dans toute la ville, maintenant, on se mobilise. La police de New York fait passer le niveau d'alerte à 4, le plus haut. Elle envoie près d'un millier de policiers en renfort, notamment pour canaliser le trafic dans le sud de la ville. Partout, des médecins, des ambulanciers, des policiers et des pompiers qui ne sont pas

en service, certains retraités, abandonnent leurs activités, prennent leur équipement et se dirigent vers les tours. Ils ont compris que quelque chose de terrible est en train d'arriver. Ils veulent aider.

## 8 h 57

« Branchez les télés ! »

A Washington, la consigne s'est répandue dans les couloirs de la Maison-Blanche. On a suspendu les réunions qui venaient de démarrer et on s'est regroupé devant les écrans.

Dans son bureau, le vice-président Dick Cheney regarde lui aussi la petite télé posée sur un meuble en noyer vernis. Il s'apprêtait à travailler à ses prochains discours avec John McConnell, son *speechwriter*, quand sa secrétaire lui a annoncé la nouvelle.

— Le ciel est clair, comment diable un

avion peut-il percuter cette tour ?  
commente à son tour le vice-président, de  
sa voix assourdie [e65](#).

Comme à l'accoutumée, il garde son  
calme. Un accident... Qu'est-ce que cela  
pourrait être d'autre ?

Le détournement de l'American Airlines  
11 s'est produit il y a plus d'une demi-  
heure déjà, les contrôleurs ont capté les  
appels au secours des hôtes  
immédiatement après l'intervention des  
preneurs d'otages, mais aucune agence  
fédérale n'a encore été prévenue.

L'information s'est limitée à l'aviation  
civile, et encore : l'administratrice  
générale n'a pas reçu confirmation. Ni le  
président des Etats-Unis, ni le Pentagone,

ni la Maison-Blanche, ni la conseillère à la sécurité nationale des Etats-Unis n'ont été alertés. Les plus hautes autorités de l'Etat regardent sur CNN cet étonnant... accident d'avion.

Des journalistes, pourtant, s'interrogent. Sur ABC, la présentatrice Diane Sawyer a déjà émis un doute. La chaîne nationale vient d'interrompre sa célèbre émission du matin, *Good Morning America*, un mélange d'infos et de talk-show dans une atmosphère cosy. Ce matin, on parlait gentiment de la longévité des chiens et des chats, et du mariage... Après la publicité, dès 8 h 51, Diane Sawyer a changé de ton et s'est adressée aux téléspectateurs avec gravité :

— Nous venons juste de recevoir une information selon laquelle il y aurait eu une sorte d'explosion dans le World Trade Center à New York... L'image montre la tour en feu... Un avion a peut-être heurté l'une des tours...

Et tout de suite, elle fait, avec prudence, l'hypothèse d'une attaque terroriste. Un commentateur de la chaîne ajoute :

— Si c'est un avion, on ne sait pas si cela est accidentel ou délibéré.

Au même moment, à la Maison-Blanche, l'agent du Secret Service en faction devant le bureau du vice-président reçoit un appel : il s'agirait d'un avion commercial.

## 8 h 58

A Sarasota, en Floride, les agents des services de sécurité se sont déployés devant l'entrée de l'Emma E. Booker Elementary School, un établissement moderne entouré d'arbres qui détonne dans ce quartier pauvre de la ville. La limousine du président et les voitures du convoi sont alignées dans l'allée, les membres du Secret Service sont sur les dents. Le président vient d'arriver. Il s'apprête à saluer la directrice de l'école, Gwendolyn Tosé-Rigell, lorsque Karl Rove, son conseiller politique, s'approche et lui chuchote à l'oreille [66](#) :  
— Un avion vient de percuter le World

Trade Center. Un petit bimoteur...

Percuter le World Trade Center !

Comment peut-on faire une erreur aussi stupide ? George Bush réagit en ancien pilote, stupéfait. Comment un tel accident est-il possible ? Ce doit être un avion de tourisme, avec un type inexpérimenté aux commandes.

Condoleezza Rice, lui glisse-t-on, veut lui parler. La conseillère pour la sécurité nationale est au bout du fil, depuis son bureau de la Maison-Blanche.

— Je dois prendre un appel téléphonique urgent, lance le président en s'excusant auprès de la directrice de l'école qui allait lui présenter ses assistantes.

Il se laisse guider vers une salle à l'écart qui a été convertie par le Secret Service en centre de communication pour le staff de la Maison-Blanche. Des appareils téléphoniques noirs, larges et imposants, des « Stu-III » utilisés par la NSA, ont été installés par les agents. L'équipement suit le président à chacun de ses déplacements et lui permet d'avoir des communications cryptées<sup>67</sup>.

— C'est un petit avion, indique aussi Condi au président.

Elle n'en sait pas davantage. La conseillère à la sécurité nationale vient d'apprendre la nouvelle par la télévision. Comme tout le monde. Tout en parlant avec le président, elle garde un œil sur

l'écran... Les journalistes de CNN, qui s'activent dans la grande salle de rédaction à Atlanta, viennent de réussir à joindre quelqu'un à New York, un vice-président de la chaîne qui se trouve sur place<sup>68</sup>. Et il donne une autre version : — J'ai vu un avion survoler New York à une altitude anormale, témoigne-t-il d'une voix calme. Il a foncé directement dans la tour. Il s'agit d'un gros avion commercial à deux moteurs, sans doute un 737.

L'avion doit être encastré dans la tour...

— C'est peut-être un avion commercial, rectifie Condi Rice au téléphone. C'est tout ce que nous savons pour le moment, monsieur le Président.

George Bush est éberlué. Un avion de

ligne ! Ce doit être le pire pilote au monde pour percuter un gratte-ciel un jour où la visibilité est parfaite ! A moins, se dit-il, qu'il n'ait eu un infarctus<sup>69...</sup>

Mais il n'y a pas de poste de télévision dans la salle<sup>70</sup>, impossible de se faire une idée...

— Tenez-moi au courant, dit-il à Condi Rice en raccrochant.

Le président se tourne vers Dan Bartlett, son directeur de la communication, et demande qu'il lui prépare tout de suite une courte déclaration à ce sujet, quelque chose pour assurer de son soutien total les équipes de gestion de crise. Il s'en servira après la leçon de lecture.

Les élèves et les professeurs sont tous

rassemblés dans la salle de classe voisine, ainsi que les journalistes et les photographes. Il ne faut pas faire attendre les enfants.

**6**

**Top secret !**

## 8 h 59

— C'est Ben Laden !

Sur les avenues de Washington, à l'arrière d'une voiture aux vitres teintées qui file à 130 km/h, George Tenet, le directeur de la CIA, en est convaincu. Oui, c'est Ben Laden... Il l'a compris immédiatement, dès que son aide de camp Tim Ward s'est approché de lui, l'air inquiet, pour lui annoncer qu'un avion venait de heurter le World Trade Center. Pour lui, il ne peut s'agir d'un accident. C'est une attaque. Celle qu'il redoutait.

George Tenet a été l'un des tout premiers à être informés du crash, deux minutes

seulement après celui-ci, à 8 h 48  
exactement, avant même CNN !

D'habitude, à cette heure-là, il est pris  
par son meeting quotidien avec le  
président, le fameux briefing matinal des  
services secrets à la Maison-Blanche.

Mais aujourd'hui, comme Dick Cheney, il  
en a été dispensé en raison du voyage du  
président en Floride. Il en profitait donc  
pour prendre son petit déjeuner avec son  
ami, le sénateur David Boren, attablé un  
peu à l'écart, contre une fenêtre donnant  
sur K Street, dans une salle de l'hôtel St  
Regis. C'est presque une annexe  
gouvernementale, à deux pas de la  
Maison-Blanche : les personnalités, chefs  
d'Etat, ministres, viennent séjourner dans  
ce palace cosy et très protégé, qui est

aussi un lieu de rendez-vous pratique et discret.

Ce devait être un moment agréable. Les deux hommes se connaissent depuis si longtemps... C'est Boren qui, à ses débuts, a poussé Tenet dans la hiérarchie des services secrets : il l'a nommé chef du staff de la puissante commission du renseignement du Sénat, au temps de George Bush père, puis l'a recommandé à Bill Clinton pour un poste de directeur au Conseil national de sécurité, ensuite pour celui de directeur adjoint de la CIA, et enfin, en 1997, pour diriger la CIA et l'ensemble des services de renseignements. Et c'est encore Boren qui, au début de 2001, a décroché son téléphone pour conseiller au nouveau

président Bush de le garder à cette responsabilité après la passation de pouvoirs.

A 48 ans, George Tenet, fils d'immigrés grecs et albanais arrivés en Amérique sans un sou, élevé dans le culte de l'effort et de l'exigence<sup>e71</sup>, est un bel exemple de *success story* américaine : il est passé du modeste quartier du Queens aux prestigieuses universités de Georgetown et Columbia, avant d'entamer une brillante carrière dans le service public. Il s'est élevé en travaillant plus que les autres – c'est un véritable forcené, un *workaholic* –, mais aussi grâce à des relations bien comprises et à son incontestable allant. Sourcils épais, œil charbonneux, Tenet est un Méditerranéen,

chaleureux, passionné, volubile. Il parle avec les mains, secoue volontiers un index vengeur et, en dépit de sa silhouette massive, ne tient pas en place. C'est le genre de personne qui vous passe un bras autour des épaules comme s'il était votre meilleur ami<sup>72</sup> et qui déjeune avec ses employés à la cafétéria. Le président lui-même reconnaît publiquement lui faire une entière confiance. Bref, le super-espion, que l'on a l'habitude de voir suçoter un cigare éteint, est un homme très apprécié.

Tenet a aussi une conviction : le renseignement repose d'abord sur les hommes. Pas sur la technologie. On a sous-estimé le rôle du renseignement humain, ne cesse-t-il de répéter. Il a donc

davantage investi dans les officiers traitants, ceux qui recrutent les sources et les agents, convaincu que là se trouve la clé de toutes les actions secrètes.

— Qu'est-ce qui vous inquiète en ce moment ? venait justement de lui demander son ami Boren en attaquant son petit déjeuner.

— Ben Laden, avait répondu Tenet, sans hésiter.

Boren avait tiqué : décidément, Tenet est un peu trop obsédé par le Saoudien. Il y a quelques mois, lors du passage à l'an 2000, Tenet lui avait déjà conseillé de ne pas voyager car il redoutait des attentats.

Il nourrissait les mêmes craintes pour le 4

juillet dernier, jour de la fête nationale...  
Il ne serait pas un peu parano ?

— Oh, George ! a protesté Boren.  
Comment une seule personne, qui n'a pas  
à sa disposition les moyens d'un  
gouvernement, peut-elle constituer une  
telle menace [73](#) ?

Eh bien, oui, justement, Tenet en est  
convaincu, cette seule personne a mis en  
place une machine de guerre inédite, qui  
n'en est que plus terrifiante. Le fils de  
famille saoudien, dix-septième des 56  
enfants d'un richissime magnat du  
bâtiment, l'a constituée en quelques  
années. Tenet déplore que les services  
américains aient mis bien trop longtemps  
à le prendre au sérieux. Certes, on savait

que dans les années 1980 Oussama Ben Laden avait distribué de l'argent et des armes aux combattants du djihad en Afghanistan contre les Soviétiques. On savait aussi qu'il s'était ensuite retourné contre ces « infidèles »

d'Américains et ces « traîtres » de Saoudiens qui hébergeaient les bases des GI à proximité des lieux saints de l'islam. On savait encore que Ben Laden avait créé son propre groupe de djihadistes baptisé « la Base » (AlQaida) et qu'il était passé d'Arabie saoudite au Soudan, puis en Afghanistan. Mais la CIA et les autres agences le prenaient tout juste pour une sorte d'enfant gâté qui avait mal tourné et qui mettait une partie de sa fortune au service de causes douteuses.

En 1998, AlQaida avait fusionné avec le Djihad islamique fondé par le médecin égyptien Ayman Al-Zawahiri, transfuge des Frères musulmans. Se présentant comme le messager d'Allah, Ben Laden avait alors lancé une fatwa dans une vidéo stupéfiante :

« L'Amérique mène une croisade contre la nation islamique, déclarait-il. Elle a envoyé des dizaines de milliers de soldats contre le pays des deux Mosquées sacrées... Elle soutient le plan juif et sioniste d'expansion du Grand Israël... C'est la raison pour laquelle l'Amérique est une cible... Le terrorisme que nous pratiquons est recommandable, car il vise les tyrans, les agresseurs et les ennemis d'Allah...

Nous invitons toutes les nations à adopter l'islam, la religion qui appelle toutes les nations à la justice, à la pitié et à la fraternité... Tout ce qui peut être fait contre l'Amérique et les Juifs est directement bénéfique, c'est la volonté d'Allah... Pour quiconque, il vaut bien mieux tuer un seul Américain que gaspiller ses efforts à toute autre activité[74](#)... »

Haine de l'Amérique et de l'Occident, antisémitisme viscéral, fanatisme religieux, absurde prétention à s'ériger en défenseur d'opprimés qui n'en demandaient pas tant – il n'y avait, sur le fond, rien de bien nouveau... Sauf que Ben Laden appelait directement au meurtre indifférencié d'hommes, de

femmes et d'enfants, transformaient tous les Juifs et les Américains en cibles, exerçait sur son entourage un ascendant palpable, et était bien décidé à investir des moyens considérables au service de sa folie meurtrière.

Tenet avait toujours pensé que ce type était extrêmement dangereux et qu'il mettrait ses menaces à exécution. Il n'avait pas eu à attendre. Deux mois après, des attentats simultanés contre les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie tuaient 225 personnes. Pour le patron de la CIA mais aussi pour le président Clinton, neutraliser Ben Laden était devenu une priorité. Mais la traque était restée vaine. En octobre 2000, à quelques semaines de la fin de la

présidence Clinton, un petit bateau chargé d'explosifs s'était jeté contre le navire *USS Cole*, ancré dans le port d'Aden au Yémen. Dix-sept marins américains avaient péri. Ben Laden, à nouveau...

Depuis l'arrivée au pouvoir de George Bush, Tenet n'a pas baissé la garde. Dans les briefings quotidiens avec le nouveau président, le sujet Ben Laden a été mis à l'ordre du jour 40 fois en six mois !

En mars, les rapports des agents secrets indiquaient la présence de cellules dormantes d'AlQaida sur le territoire américain, et Tenet en avait informé Rice. En mai puis en juin, les rapports des agents affluaient de partout et annonçaient une menace terroriste très sérieuse. Le 12

juin, la CIA signalait que Khalid Cheikh Mohammed [75](#), un complice de Ben Laden, aurait déjà envoyé des hommes aux Etats-Unis [76](#). Tous les bureaux de la CIA et toutes les ambassades américaines ont été mis sur le quivive : « Haute probabilité d'attentats spectaculaires imminents. » L'alerte militaire a été portée au niveau Delta, la Ve flotte américaine a quitté le port de Bahreïn, l'ambassade américaine au Yémen a été fermée... En juillet, Tenet était si inquiet qu'il a demandé d'urgence une réunion du Conseil de sécurité. Il l'a dit clairement à la conseillère à la sécurité nationale : « Il faut agir dès maintenant en Afghanistan pour neutraliser Ben Laden [77](#). » Rice a transmis à ses adjoints... En juillet, les

services indiquaient que les projets de Ben Laden étaient reportés... « de deux mois sans doute ». Et le 6 août, la CIA présentait au président Bush un mémo d'une page et demie intitulé : « Ben Laden déterminé à frapper les Etats-Unis » : « Selon les rapports du FBI, il y aurait un ensemble d'activités suspectes dans notre pays ressemblant à la préparation de détournements d'avions ou d'autres types d'attaques. »

La note indiquait aussi en toutes lettres : « Ben Laden a déclaré à ses partisans qu'il allait frapper Washington... Ses partisans suivraient l'exemple de Ramzi Youssef, auteur de l'attentat contre le World Trade Center, et porteraient le

combat aux Etats-Unis [78...](#) »

Jour après jour, souvent nuit après nuit, depuis son bureau au siège de la CIA, Tenet n'a donc pas lâché la trace du Saoudien. Entre eux, c'était une course de vitesse : qui frapperait le premier ? Tenet n'en dormait plus. Et voilà... C'est aujourd'hui. C'est le World Trade Center.

— Je me demande si cela a à voir avec ce type qui prenait des leçons de pilotage, a lancé encore Tenet en abandonnant précipitamment son petit déjeuner et son ami Boren, et en filant vers sa voiture [79](#).

Ce type qui prenait des leçons de pilotage... Tenet songe à Zacarias

Moussaoui, ce Français qui a été arrêté le mois précédent par le FBI... A Minneapolis, l'individu, qui avait effectué des voyages au Pakistan, s'était inscrit à des séances de simulation de vol sur Boeing 747 sans avoir l'expérience nécessaire, sans appartenir à une compagnie aérienne. Autre détail troublant, il s'intéressait uniquement aux phases de vol, et non à l'atterrissage ni au décollage<sup>80</sup>. Deux agents locaux du FBI, eux-mêmes pilotes et donc sensibles aux agissements du suspect, le soupçonnaient de préparer un détournement<sup>81</sup>. Mais le QG du FBI à Washington ne les a pas pris au sérieux, il a minimisé les conclusions de ses agents, leur reprochant même de chercher à « affoler les gens<sup>82</sup> ».

— C'est exactement ce que nous cherchons à faire, a répondu le superviseur du bureau de Minneapolis, bravant en vain ses supérieurs<sup>83</sup>.

George Tenet a pris connaissance du cas Moussaoui par une note interne de la CIA datée du 23 août et intitulée laconiquement : « Un extrémiste islamiste apprend à voler ». Le lendemain, sachant que Moussaoui avait vécu à Londres, ses services ont demandé l'aide de leurs collègues britanniques pour se renseigner sur ces suspects qui suivent des formations de pilote de 747, et notamment un certain Moussaoui, décrit comme un éventuel « pilote kamikaze » susceptible d'être expulsé vers la Grande-Bretagne. Les Britanniques n'ont pas répondu<sup>84</sup>.

Le cas Moussaoui n'est pas la seule négligence du FBI. Le 10 juillet précédent, un agent du bureau de Phoenix, dans l'Arizona, a signalé à son supérieur qu'il y avait une concentration inhabituelle d'apprentis pilotes en formation en Arizona, ce qui méritait une investigation. Il y voyait « l'éventualité d'un effort coordonné de la part de Ben Laden<sup>n85</sup> » et conseillait notamment de dresser une liste des écoles et d'examiner les visas de ces étudiants étrangers. Cette note décisive a été envoyée également aux agents de New York spécialisés dans le terrorisme international. Ce 11 septembre, le mémo est toujours là, quelque part, sur les bureaux des responsables du FBI. Personne ne l'a lu.

En tout cas, Moussaoui ou pas, Tenet n'a aucun doute : dans sa voiture qui file vers Langley, en Virginie, où est installé le QG de la CIA, il sait que ce qui vient de se produire au World Trade Center n'est pas un accident. Tenet a déjà téléphoné à son chef de cabinet John Moseman pour lui demander de rassembler le staff de l'agence dans la salle de conférences. Il faut vite trouver qui sont ces types, combien ils sont... Il a besoin de ses spécialistes, il faut réunir toutes les données disponibles en provenance des différentes sources. Il n'y a pas une seconde à perdre.

Mais une quarantaine de kilomètres

séparent Washington de Langley. Même en fonçant à toute allure, il lui faut presque vingt minutes. Tenet bout d'impatience. Dans la voiture, son téléphone sécurisé fonctionne mal, il est contraint d'attendre d'être arrivé pour agir efficacement. Entre le St Regis et Langley, c'est une sorte de black-out. Les minutes les plus longues de sa vie<sup>86</sup> ! Il a compris ce qui se passait avant tout le monde. Mais il est le seul pour l'instant. Et il ne peut communiquer avec le président.

Au même moment, une autre voiture démarre en trombe du Ronald Reagan Building, le grand centre de conférences

de Washington, et file sur Pennsylvania Avenue en direction de la Maison-Blanche toute proche. A son bord, Richard Clarke, le chef de l'antiterrorisme, le « tsar » comme on le surnomme.

— Dick, lui a dit sa collaboratrice Lisa en lui apprenant la nouvelle du crash, jusqu'à ce que l'on sache de quoi il s'agit, il vaut mieux supposer le pire.

Lisa Gordon-Hagerty, une blonde élégante, est une redoutable professionnelle, experte en armes nucléaires, chimiques et biologiques, habituée à gérer les crises. Au moment de l'attaque d'AlQaida contre les ambassades américaines en Afrique, elle

a coordonné sans faiblir pendant trois jours et trois nuits l'action du FBI, de la Marine, et de toutes les équipes sur place. Lisa ne plaisante pas. Il vaut mieux en effet envisager le pire.

— OK, a répondu Clarke. Activez le CSG sur un circuit sécurisé ! J'y serai dans cinq minutes.

Le CSG (*Counterterrorism Security Group*), c'est la cellule de crise antiterroriste chargée d'établir une liaison permanente entre les chefs des différentes agences de sécurité.

Pendant les cinq minutes qui le séparent de la Maison-Blanche, les mêmes questions lancinantes tournent dans la tête de Clarke. Que s'est-il passé exactement

à New York ? De quoi s'agit-il ? Un accident ou autre chose ? Le pire, comme dit Lisa, c'est-à-dire un attentat ? Dans l'administration depuis presque trente ans, Clarke est lui aussi un vétéran de la lutte antiterroriste. Massif, sanguin, avec un physique de lutteur et un caractère pas facile, il est connu pour ses coups de gueule, mais aussi pour son engagement au service des causes qu'il défend. Il est entré au gouvernement sous Reagan et, comme Tenet, il a ensuite travaillé pour Bush père, puis pour Clinton, qui en avait fait son « tsar de l'antiterrorisme ». A son arrivée, Bush fils l'a confirmé dans les mêmes responsabilités : Clarke est donc l'un des rares, toujours avec Tenet, à assurer la continuité entre les

gouvernements Clinton et Bush.

Cependant, il a été rétrogradé dans la hiérarchie ; il ne fait plus partie des *principals* du Conseil national de sécurité. Avec un rang d'adjoint, il n'a plus un accès direct au président, ne participe pas aux briefings présidentiels matinaux de la CIA et ne reçoit pas non plus les fameux PDB, mais seulement une version simplifiée (le SEIB – *Senior Executive Intelligence Brief*), expurgée des informations internes à la CIA et la [NSA87](#).

Richard Clarke a le sentiment que la nouvelle administration se focalise trop sur les dossiers hérités de Bush père (l'Irak, la Russie, le projet de guerre des

étoiles), et qu'elle n'est pas assez sensibilisée au danger terroriste. Il a pourtant tout fait pour l'alerter. Dès le 25 janvier, cinq jours seulement après la passation de pouvoirs, il a écrit à Condoleezza Rice pour lui demander d'organiser d'urgence une réunion avec le président et les *principals* afin d'évoquer AlQaida. Il a attendu la réponse pendant des mois.

Dans ses déclarations, pourtant, le président semble y être réceptif : il a signalé qu'il voulait frapper fort, et éliminer la menace terroriste. « J'en ai assez d'y aller avec une tapette à mouches ! » a-t-il ajouté dans son langage imagé. George Bush a demandé à Condi Rice de lui proposer une nouvelle «

Directive présidentielle sur la sécurité nationale » qui définira la stratégie globale et constituera la feuille de route des diplomates, des militaires et des services secrets<sup>88</sup>. Mais le processus d'élaboration n'en finit pas : le projet monte et descend tous les échelons de la hiérarchie du Conseil de sécurité, sans cesse corrigé, modifié, amendé... On reprend les sempiternelles discussions ouvertes sous l'administration Clinton : faut-il entrer en contact avec les talibans qui protègent Ben Laden en Afghanistan ? Comment les inciter à livrer le chef terroriste ? Jusqu'à quel point faut-il soutenir l'Alliance du Nord et le commandant Massoud, en lutte contre les talibans<sup>89</sup> ? Et si on armait plutôt un

drone Predator pour tenter d'abattre Ben Laden ? Clarke a l'impression de revivre ce même cauchemar où l'on court, court, court à perdre haleine pour rester éternellement à la même place.

Le meeting « urgent » du Conseil de sécurité qu'il avait demandé en janvier a finalement eu lieu en...

avril, mais seulement au niveau des adjoints, sans le président. Lors de cette réunion, Clarke s'est heurté, une fois encore, à Paul Wolfowitz, l'adjoint du secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld. Ce quinquagénaire suffisant, aux cheveux épais et aux yeux sombres, que certains voient comme un idéologue rigide et inquiétant, ne croit qu'à une seule vraie

menace terroriste : celle qui viendrait d'Irak. Ben Laden ? Allons, allons, ce n'est que du menu fretin...

En désespoir de cause, Clarke n'a cessé de solliciter Rice. « Lorsque les attaques surviendront, et ce sera probablement le cas, nous nous demanderons ce que nous aurions pu faire de plus pour les arrêter », lui écrit-il le 29 mai<sup>90</sup>. « Une série de nouveaux rapports nous convainquent, la CIA, la DIA (*Defense Intelligence Agency*), la NSA et moi-même, qu'une vague d'attentats de grande envergure est probable en juillet », insiste-t-il le 28 juin. Un rapport des services secrets indique alors que le réseau Ben Laden prépare quelque chose de « très, très, très, très grave<sup>91...</sup> ».

Enfin, le 4 septembre, Clarke a obtenu sa fameuse réunion du Conseil de sécurité au plus haut niveau – mais toujours en l'absence du président – consacrée à AlQaida. Les *principals* ont rediscuté la fameuse « Directive présidentielle », presque achevée : elle comporte un plan en trois phases : d'abord, dépêcher un émissaire auprès des talibans pour leur demander de livrer Ben Laden ; en cas d'échec, accorder davantage de soutien aux divers groupes anti-talibans, et pas seulement à l'Alliance du Nord ; et s'il le faut, organiser des opérations secrètes pour renverser les talibans. Pour l'instant, le président n'a pas pris clairement parti pour le « changement de régime » qui comporte trop d'incertitudes. Dans tout

cela, Clarke ne voit rien de nouveau par rapport au plan qu'il avait lui-même soumis à Bill Clinton en...

1998<sup>92</sup>.

Après la réunion, dans une note de synthèse adressée à Condi Rice, il a donné libre cours à sa frustration : « Les responsables devraient penser au jour où nous n'aurons pas réussi à empêcher les attaques d'AlQaida et où on retrouvera les corps de centaines d'Américains dans plusieurs pays, y compris aux Etats-Unis. Que regretteront-ils alors de ne pas avoir fait plus tôt ? Ce jour pourrait arriver à tout instant. »

C'était il y a tout juste une semaine...  
Que de temps perdu depuis janvier !

Richard Clarke, qui débarque en trombe sur le parking de la Maison-Blanche, est donc particulièrement amer. Aujourd'hui 11

septembre, le président n'a toujours pas reçu le projet de directive. Et malgré ses avertissements et ceux de Tenet, malgré les flots de rapports des services secrets, malgré l'alerte maximale déclarée par les responsables du contre-terrorisme, rien n'a encore été fait pour contrer une menace sur le sol américain.

Il n'y a aucune nouvelle stratégie, aucun plan d'action. L'aviation civile n'a même pas pris de mesures particulières pour augmenter la sécurité à bord des avions.

Il est 9 heures du matin, ce mardi 11

septembre, et alors que le chef du contre-terrorisme et le directeur de la CIA foncent chacun vers leurs bureaux, que les plus hautes autorités de l'Etat regardent l'image télévisée d'une tour de New York en feu depuis la Maison-Blanche, que George Bush entre en classe dans une école modeste de Floride, et que les pilotes de deux avions de chasse lancés à la seule initiative d'un général audacieux se demandent ce qu'ils font là-haut, deux nouvelles se diffusent en même temps : le World Trade Center vient d'être heurté par un avion ; et il y a une prise d'otages dans un Boeing d'American Airlines. Mais excepté George Tenet et peut-être Richard Clarke, qui commence à s'en douter, personne ne fait encore le lien

entre les deux événements.

7

« **Oh, my God !** »

## 9 heures

D'ailleurs, l'aviation civile le cherche toujours activement, cet avion fantôme d'American Airlines.

Au centre régional du trafic aérien de New York, à Long Island, les contrôleurs ont cru voir un moment son écho sur leurs écrans. Et puis, plus rien... Peut-être est-il descendu en dessous de la couverture radar, sous 450 mètres ?

Préoccupé, le contrôleur Dave Bottiglia n'a pas tout de suite prêté attention à un autre avion qui a décollé de Boston : l'United Airlines 175. Il y a quelques minutes, il a conversé avec Victor

Saracini, le commandant de bord de l'appareil, qui s'inquiétait de ce qu'il venait d'entendre sur la fréquence du secteur (tous les avions naviguant dans la même zone utilisent la même fréquence et peuvent donc capter les conversations des autres appareils).

— On a entendu une transmission bizarre à notre départ de Boston, indiquait le commandant Saracini.

Comme si quelqu'un avait pris le micro et dit : « Euh, tout le monde, restez à vos sièges. »

Visiblement, il avait intercepté lui aussi le message diffusé par les pirates à bord de l'American Airlines 11.

Mais maintenant, c'est l'avion de Victor Saracini qui envoie des signaux étranges. Il n'est plus calé sur le bon code, il n'est plus à la bonne altitude.

Le contrôleur Bottiglia tente de le recontacter :

— United 175, ici New York, me recevez-vous ?

Pas de réponse. Sur l'écran radar, un appareil non identifié vole vers le sud-ouest. Le contrôleur s'empresse de faire dégager le ciel sur la trajectoire.

— Nous avons peut-être un détournement, dit-il à l'un de ses collègues.

Le vol UA 175 a-t-il lui aussi été pris en otage ? Il y avait donc deux avions

piratés, et, vient-il d'apprendre, un autre qui, pendant ce temps-là, a percuté le World Trade Center !

— United 175, nous recevez-vous ?  
persiste-t-il.

Silence. Bottiglia donne l'alerte. Mais impossible de joindre les responsables de l'aviation civile : ils ne peuvent pas être dérangés, car ils sont, lui répond-on, en pleine conférence pour discuter d'un...  
détournement (celui de l'AA 11).

Les pilotes des avions en descente vers les aéroports de New York s'impatientent : ils ont des difficultés à joindre les contrôleurs qui doivent leur donner les dernières indications d'atterrissage, et ils

voient cet étrange panache de fumée qui se dégage de Manhattan. Qu'est-ce que c'est que cette pagaille ?

Toujours pas trace du premier avion... A Rome, dans l'Etat de New York, au commandement militaire nord-est, on scrute les radars pour tenter d'identifier sa position et la communiquer aux pilotes des F-15. Sans succès. On ne sait rien de ce qui se passe chez les civils. Il paraît qu'un accident vient d'arriver à New York, dit-on... Un technicien bricole un branchement, et voilà l'image de CNN qui apparaît sur l'écran géant de la salle de commandement. Les responsables de la défense, eux aussi, regardent la télé.

On commence à douter. Est-ce l'avion détourné ? Est-il possible que les deux événements soient liés ? Non, un pilote, même sous la menace d'un pirate, ferait tout pour éviter de s'écraser sur un gratte-ciel.

— Envoyez toujours les chasseurs sur New York, ordonne le commandant Kevin Nasypany, le chef de la mission.

Les responsables de l'aviation civile ont eux aussi beaucoup de mal à croire qu'un pilote d'avion commercial ait pu percuter le gratte-ciel. N'importe qui aurait dirigé l'avion vers la rivière Hudson pour éviter Manhattan. C'est le b.a.-ba des pilotes, on se sacrifie plutôt que de tuer des gens

au sol. Chez American Airlines, où la voix de Betty Ong s'est brutalement tue, la simultanéité des deux événements s'impose petit à petit. Et s'il s'agissait du même avion ?

Pendant ce temps, l'appareil United Airlines 175 a filé vers le sud-ouest, puis il a fait demi-tour à destination de... New York lui aussi. Une chance, les pirates n'ont pas réussi à couper son transpondeur, qui reste bloqué sur un mauvais code, ce qui permet aux contrôleurs de le repérer, même s'il reste muet.

Il y a quelques minutes, Lee Hanson, un habitant d'Easton, dans le Connecticut, a

reçu un appel bouleversant, celui de son fils, Peter, qui est à bord de l'avion United Airlines 175 avec sa femme Sue et leur petite fille Christine, deux ans et demi :

— Je crois qu'ils ont pris le contrôle du poste de pilotage. Un membre de l'équipage a été poignardé, et quelqu'un d'autre à l'avant a été tué. L'avion fait des mouvements étranges. Appelle United Airlines, dis-leur que c'est le vol 175, Boston-Los Angeles.

A San Francisco, le centre de maintenance de la compagnie United Airlines a lui aussi été contacté par un steward du même vol. Celui-ci a composé le \*349 sur un téléphone de

bord, un numéro réservé aux membres d'équipage pour signaler d'éventuels dysfonctionnements de matériel<sup>93</sup>.

— Les pilotes ont été tués, a annoncé le steward. Il y a un membre de l'équipage poignardé, et les preneurs d'otages se sont emparés des commandes de l'appareil.

L'agent de United, Marc Policastro, a appelé immédiatement ses supérieurs au centre d'opérations qui se situe à Chicago. Mais le manager lui a répondu :

— C'est un malentendu. On est au courant. C'est un avion d'American, le vol 11. Pas de chez nous.

Policastro a insisté :

— Si, si, le steward a bien dit « United 175 » !

On fait les vérifications en envoyant un message à l'appareil. Celui-ci ne répond pas.

Un autre passager du vol, Brian David Sweeney, 38 ans, vient de son côté de tenter de contacter sa femme Julie, mais il n'a obtenu que le répondeur.

« Notre avion a été pris en otage, dit-il dans un message d'adieu que sa femme découvrira quelques heures plus tard. Si les choses tournent mal, et ça n'a pas l'air d'aller très bien, je veux que tu saches que je t'aime absolument [94](#). »

## 9 h 01

Au centre de contrôle de New York, où on ignore ces appels, on commence à s'affoler. Un responsable demande de l'aide à ses supérieurs, au commandement national de l'aviation civile d'Herndon :

— On a plusieurs problèmes ici. Ça s'accélère à toute allure. On a besoin des militaires... On a un autre appareil qui pourrait être dans la même situation [95](#).

Les radars le montrent en effet, United Airlines 175 s'approche de New York. Les contrôleurs du secteur contactent leurs collègues du terminal d'approche :

— J'ai quelqu'un qui est en descente,

mais on dirait qu'il se dirige vers l'un des petits aéroports du coin, répond le centre d'approche.

— Une seconde. J'essaie de le faire apparaître et je vous reprends... Je l'ai juste là. Ne quittez pas.

— Savez-vous qui il est ? demande le terminal.

— On ne le sait justement pas. Nous venons tout juste de le capter.

— Très bien. Tenez bon, on dirait qu'un autre est en train d'arriver [96](#)...

L'avion intrus file à toute allure dans le ciel de New York encombré par des dizaines d'appareils en phase d'ascension ou de descente. L'alerte est

donnée. Le risque de collision est élevé.

— Virez à gauche, le plus vite que vous pouvez ! hurle un contrôleur au pilote d'un avion de la Midwest Express Airlines qui s'apprête à atterrir. Tout de suite [97](#) !

L'avion se trouve pile dans la trajectoire du vol 175. Le pilote lance son appareil dans un virage risqué... La collision en plein ciel est évitée d'un cheveu.

## 9 h 02

Dans la tour nord du World Trade Center, il y a déjà un bon millier de secouristes. Ils sont arrivés en moins d'un quart d'heure : 235 pompiers sont mobilisés avec plus de 30 unités<sup>98</sup>. Et les bénévoles continuent d'affluer de tous côtés, ambulanciers, pompiers, policiers... On n'a jamais vu une telle opération de sauvetage à New York.

Le commandant de la police de l'Autorité portuaire vient tout juste de donner l'ordre d'évacuation générale du World Trade Center. Mais le directeur de la sécurité de la tour sud ne l'a pas reçu, il ne capte pas la fréquence de la police.

Pour les occupants de la tour sud, c'est la confusion. Ils ont entendu deux annonces leur demandant de ne pas bouger. Voici maintenant qu'un nouveau message les déconcerte davantage :

« Si les conditions à votre étage le permettent, vous pouvez commencer à évacuer en ordre. »

Que faire ? Que croire ? Cette tour-là n'est pas concernée. Faut-il quand même évacuer ?

Pendant ce temps, des personnes coincées dans les étages supérieurs de la tour nord appellent leurs proches pour leur dire adieu.

Sur les écrans du centre de l'aviation civile de New York, les contrôleurs peuvent maintenant voir l'écho de l'avion filer vers Manhattan. Ils ont besoin d'un contrôle visuel.

— Pouvez-vous le voir ? demandent-ils à la tour de contrôle de l'aéroport de Newark. Il va vers le sud-ouest.

Oui, ça y est, à Newark, on voit un appareil passer au-dessus du pont Verrazzano.

— Je le vois ! dit le contrôleur. Il va vraiment vite, et il descend, très vite... Il passe au-dessus de l'Hudson et... oh, my God !

A Easton, dans le Connecticut, Lee Hanson vient de recevoir un second appel de son fils Peter.

— Papa, ça se gâte..., lui dit celui-ci. Une hôtesse a été poignardée. On dirait qu'ils ont des couteaux et du gaz lacrymogène. Ils disent qu'ils ont une bombe. Ça va très mal dans l'avion, des passagers sont malades, l'avion fait des mouvements saccadés, je ne crois pas que le pilote soit aux commandes...

Puis, quelques secondes plus tard :

— Je crois que nous descendons... Je pense qu'ils ont l'intention d'aller à Chicago et de foncer sur un immeuble...

Foncer sur un immeuble... Oui, Peter

Hanson a compris.

— Ne t'inquiète pas, Pap, ajoute Peter. Si ça se produit, ça va se passer très vite. Mon Dieu, mon Dieu...

Dans l'écouteur, M. Hanson entend encore une voix de femme qui crie, puis la communication se coupe.

C'est alors que sur son poste de télévision, il voit un avion s'écraser sur la seconde tour du World Trade Center dans un déluge de flammes.

Il est 9 h 03. L'avion de son fils, le vol United Airlines 175, a disparu de tous les écrans radar.

## 9 h 03

Stanley Praimnath, un occupant du 81<sup>e</sup> étage de la tour sud, plonge sous son bureau. Il a juste eu le temps de voir l'immense masse de l'avion d'United Airlines venir vers lui et s'encaster à 870 km/h juste en dessous. L'appareil a percuté la tour en biais entre les 77 et 85<sup>e</sup> étages.

Le gratte-ciel oscille pendant quatre minutes. Dans les escaliers remplis de gens qui ont choisi d'évacuer par prudence, on se tient à la rampe, terrifiés. Le 78<sup>e</sup> étage, celui du *sky lobby* où une petite foule attendait les ascenseurs express, est dévasté, il n'y a plus que des

corps calcinés, des personnes en feu qui se tordent... Des dizaines d'hommes et de femmes qui s'apprêtaient à descendre sont tués sur le coup, déchiquetés ou brûlés.

— *Oh, my God !*

C'est la même exclamation de stupeur qui jaillit spontanément et unit les milliers de personnes qui se trouvent dans les rues au sud de New York, les présentateurs en direct sur les chaînes de télévision et les millions de téléspectateurs dans le monde entier.

Sur les écrans, on vient de voir un second avion foncer sur la deuxième tour et s'y

encastrer dans une boule de feu. Cela a duré une fraction de seconde. « Est-ce bien un avion ? Oui, je crois que c'était un avion... » Les commentateurs ne parviennent pas à le croire.

— Oh, my God ! murmure encore Diane Sawyer, bouleversée, sur ABC. On va repasser les images pour être sûrs que ce que nous avons vu est bien ce que nous pensons avoir vu...

A ce moment-là, les mots de la présentatrice expriment exactement les sentiments de tous ceux qui regardent la scène : l'incompréhension. Ils n'en croient véritablement pas leurs yeux.

Même effroi à la Maison-Blanche où Dick Cheney, Condi Rice et leur staff sont

figés devant CNN.

C'est une attaque, se dit Cheney<sup>99</sup>. C'est délibéré.

Les journalistes repassent la séquence plusieurs fois au ralenti. Sur l'image, on voit distinctement un avion de ligne surgir du ciel de Manhattan en effectuant un virage et s'enfoncer dans les étages supérieurs de la deuxième tour du World Trade Center.

— Nous venons juste de voir un autre avion, répètent les journalistes abasourdis. On dirait bien qu'une attaque concertée est en cours contre le World Trade Center.

L'Amérique est en train de le réaliser : il

s'agit bien d'un attentat.

**8**

**« L'Amérique est attaquée »**

## 9 h 03

Des millions de personnes viennent d'assister, en direct sur les chaînes de télévision, au choc du deuxième avion sur le World Trade Center. Le monde entier réalise que New York est la cible d'une attaque sans précédent. Le président des Etats-Unis, lui, l'ignore.

A l'instant même du crash, il est en train de s'installer dans la salle de classe de CE 1 de l'Emma E.

Booker Elementary School où l'accueillent la maîtresse, Sandra Kay Daniels, une jeune femme noire à lunettes, et seize élèves en uniforme, chemisettes

blanches, shorts ou jupes gris. Pour la petite école, l'événement est immense. Elle a été choisie par la Maison-Blanche, c'est une consécration. L'idée du staff présidentiel est de faire assister le président à une leçon dans une école modeste, une image symbolique pour montrer l'importance de la lecture dans le système éducatif.

Au fond de la classe, les journalistes et les photographes sont agités. Quelques portables et des pagers se mettent à sonner.

— Nous avons aujourd'hui un invité merveilleux, commence la directrice. Levez-vous et saluez le président des Etats-Unis.

— Bonjour, dit George Bush, en serrant la main d'une petite fille puis celle de la maîtresse et en posant avec elle, souriant, pour les photos. Je voudrais vous présenter le secrétaire à l'Education.

Le président s'assied sur une chaise face aux enfants.

— Asseyez-vous. Je suis vraiment très heureux d'être ici. Je voudrais vous remercier tous de pratiquer la lecture comme vous le faites, c'est vraiment important.

— Et ce matin, nous avons une leçon que nous avons préparée pour vous, reprend Miss Daniels.

C'est la leçon 60 de notre livre de

lecture.

Les sonneries des portables des journalistes irritent le président. Ne peuvent-ils pas être attentifs un moment, eux aussi ?

Miss Daniels a déjà entamé la leçon.

— 1, 2, 3... Lisez ceci.

L'institutrice pointe les mots inscrits sur une feuille placardée au tableau, de façon à ce que les élèves les déchiffrent en scandant les syllabes.

— *Park*, disentils en chœur.

— Que veulent dire ces deux lettres ?

— *Ar*.

— *Yes, ar*, approuve la maîtresse qui

ponctue chacune de ses consignes de « *Get ready* » (Prêts ?).

— *Get ready*, dit-elle en pointant un nouveau mot.

— *Cane*, font les enfants.

— *Yes, cane. Get ready...*

— *Kite...*

— *Yes, kite. Ready...*

— *Kit...*

— *Yes, kit...*

Le rythme est rapide, la leçon a été bien préparée, les élèves sont appliqués. La tête légèrement inclinée pour montrer son attention, le président approuve, sourit de manière appuyée en regardant les enfants,

et applaudit comme au spectacle :

— *Yeah !* lance-t-il.

La leçon continue, au fil des mots et des *Get ready*.

— *Good job !* dit la maîtresse [100](#).

Andy Card, le directeur de cabinet de la Maison-Blanche [101](#), vient d'entrer dans la salle de sa démarche élastique de sportif. Cheveux gris et yeux bleu acier, Card, 54 ans, a toujours eu l'art de se fondre dans la masse des conseillers quinquagénaires aux costumes sombres et impeccables. Il a la réputation d'avoir de la poigne mais aussi le liant nécessaire pour maîtriser la lourde bureaucratie de l'exécutif. Pour le président, c'est un

rempart, un homme qui a toute sa confiance et qui sait mettre à distance la pression d'une administration tentaculaire. Card se tient debout contre le mur à gauche de la classe, aux côtés de la directrice et du secrétaire à l'Education. La nouvelle lui est parvenue. Il attend.

## 9 h 05

Au Centre national de l'aviation civile, à Herndon, on a vu l'inimaginable en direct sur CNN. Oui, c'est une attaque concertée. Le patron, Ben Sliney, bout. Un des agents en téléconférence depuis le centre de Boston se rappelle soudain que la toute première communication captée des pirates, celle du premier avion, faisait état de « plusieurs avions ».

— Ils ont dit « Nous avons *des* avions ».

« Des » avions ! A Boston, on vérifie l'enregistrement. C'est exact : les pirates parlaient bien de plusieurs avions. L'attaque n'est sans doute pas terminée. Il

faut réagir. Il y a actuellement plus de 4 000 appareils en vol au-dessus du territoire américain. Chacun d'eux peut se transformer en missile.

On ordonne de fermer immédiatement le ciel de New York. C'est la procédure « ATC Zero », qui interdit à tout appareil de décoller ou d'entrer dans le secteur. Le centre de Boston demande également aux commandants de bord qui se trouvent dans la zone de sécuriser leur poste de pilotage.

— Tous les avions ! insiste le contrôleur. N'autorisez aucune entrée dans le poste de pilotage !

Boston demande que la consigne soit prise au plan national et envoyée à tous

les avions en vol au-dessus du territoire américain. Hélas, la requête n'est pas transmise au patron Ben Sliney, et l'aviation civile ne lance pas d'alerte nationale. Nombre de pilotes en vol ignorent ce qui se passe à New York.

Une liste d'avions suspects, qui semblent ne pas obéir exactement aux normes, est établie : une douzaine de vols paraissent concernés. Il faut vite savoir s'ils représentent une vraie menace ou non.

Les contrôleurs commencent à tester les pilotes, en leur demandant d'accomplir des virements de bord. Cela ne sera sans doute pas suffisant. Ben Sliney le sait : il vaudrait mieux stopper tous les vols. Il demande alors à son état-major à Washington l'autorisation de prendre

cette décision au plus vite.

Et les militaires ? Ils ne sont pas « dans la boucle ». Personne ne les tient informés. L'administration de l'aviation civile ne prend pas la peine de les contacter. Ce n'est pas son job. Ben Sliney, qui fait de son mieux, ne pense pas une seule seconde qu'ils puissent ne pas être au courant. Ils doivent suivre tout cela seconde par seconde, pense-t-il. Il se trompe. Les militaires ne sont pas inclus dans les téléconférences qui ont lieu entre les différentes unités de contrôle. Ils n'ont que... CNN pour se tenir au courant des activités civiles.

A Rome, dans la salle des opérations de

la défense nord-est (NEADS), les officiers regardent la deuxième tour en flammes dans un silence consterné. C'est à ce moment-là seulement qu'un contrôleur du centre de Boston les informe qu'un second avion a été détourné. Ils ne le réalisent pas encore : la boule de feu qu'ils voient sur l'image télévisée, c'est tout ce qui reste de l'avion en question.

— Les chasseurs sont au sud de Long Island, indique le commandant de mission Kevin Nasypany.

— Quels chasseurs ? sursaute le colonel Bob Marr, le patron du centre, soudain parcouru par la vision horrifiante d'avions russes pénétrant le ciel

américain. Des ennemis ?

Nasypany le rassure. Il s'agit bien des nôtres [102](#).

On les a presque oubliés dans cette pagaille. Près de New York, Duff et Nasty, les deux pilotes de F-15, ont été maintenus dans l'espace militaire intitulé Whiskey 105, au-dessus de l'océan [103](#).

Auraient-ils pu empêcher le second avion de s'écraser sur la tour ? Non, bien sûr.

Tout est allé trop vite. Ils n'auraient pas eu le temps de l'intercepter avant

Manhattan. Et surtout, il aurait fallu pour cela que la menace soit clairement

identifiée. Qui pouvait penser que des avions de ligne allaient

intentionnellement se précipiter sur des

gratte-ciel ? Abattre un appareil d'United Airlines rempli de passagers au-dessus de New York était inconcevable. Il aurait fallu pour cela une décision du président des Etats-Unis.

Bob Marr n'a pas d'autorisation officielle pour lancer ses avions de chasse dans une action de combat. Contre des civils américains qui plus est. Il est sur le terrain, aux ordres. Seuls le président et les plus hautes autorités de l'Etat peuvent prendre une décision de ce type, mais il n'a pas de contact direct avec eux. Dieu sait où ils se trouvent ! Et la chaîne de commandement est bien trop longue dans un cas comme celui-là.

Certains officiers pensent encore qu'il

s'agit de l'exercice prévu, particulièrement bien ficelé ce matin. Là-haut, les deux pilotes de F-15 sont un peu perdus eux aussi. Quoi ? Un deuxième avion ?

Impuissants, ils regardent le panache de fumée qui s'élève de New York. Ce sont des pilotes aguerris, rompus à tous les exercices. Ils comprennent que les choses sont graves. L'Amérique est en danger. Ils demandent des instructions. Vite !

Que faire d'eux ? Il y a peut-être d'autres kamikazes en route vers Manhattan. Les chasseurs pourraient au moins tenter de les intercepter pour protéger New York. Mais ils vont bientôt manquer de carburant. Y a-t-il un avion-citerne

quelque part en vol dans les parages qui pourrait les ravitailler dans l'urgence ?  
Autre difficulté : les militaires ne peuvent pas intervenir comme ça, à l'aveugle, dans l'espace civil, dans un ciel bourré d'avions de ligne en plein désarroi... Ils ont besoin d'informations, d'autorisations, d'instructions. Vite !

## 9 h 07

En Floride, la classe avec le président a commencé il y a cinq minutes, toujours ponctuée par le flot rapide et précis des « *Get ready* » de Miss Daniels qui égrène les mots à faire lire aux enfants. Le président ne sait toujours rien. Il n'a pas encore été averti de ce qui se passe à New York. La maîtresse entame la seconde partie de sa démonstration.

— Maintenant, vous prenez votre livre sous votre siège et vous l'ouvrez à la leçon 60, page 153.

Les enfants se penchent pour saisir leur manuel... C'est alors qu'Andy Card,

profitant de cette petite interruption, se dirige vers le président. Le conseiller n'a pas l'habitude d'entrer ainsi dans le champ des photographes. George Bush le comprend : quelque chose ne va pas... Card se penche à l'oreille du président et lui glisse deux phrases :

— Un deuxième avion vient de percuter la deuxième tour du World Trade Center. L'Amérique est attaquée !

George Bush ne bouge pas. Son corps s'est raidi, son visage s'est fermé. Andy Card s'est retiré, le laissant seul devant la classe et les photographes qui n'ont rien perdu de la scène mais ne connaissent pas la teneur des propos. Miss Daniels a déjà entamé la deuxième

partie de l'exercice, la lecture collective d'un conte.

— Votre doigt sur le titre de l'histoire. Soyez prêts à lire rapidement. *Get ready.*

— *The Pet Goat*, lisent les enfants d'une seule voix. « La chèvre apprivoisée ».

L'Amérique est attaquée... Quelqu'un a osé attaquer l'Amérique... Jamais, depuis 1812, le territoire n'a été touché (sauf outre-mer, à Pearl Harbor). Les Américains se sont toujours sentis à l'abri entre les deux océans qui les protègent des interventions extérieures. La nouvelle est incroyable : les deux plus hauts gratte-ciel du pays sont en feu, New York vient d'être frappée en plein cœur. L'Amérique est attaquée... Le président

des Etats-Unis ne bronche pas.

**9**

**Sept longues minutes**

## 9 h 07

Assis, les jambes croisées, George W. Bush a pris un exemplaire du livre et le fixe sans le voir. Ses yeux se perdent dans le vide, son visage est fermé, il jette de temps en temps un regard éteint vers les élèves.

— *A girl got a pet goat*, scandent les élèves (une fille a une chèvre apprivoisée).

Le texte de l'histoire joue subtilement avec la proximité des mots, pour que les enfants puissent repérer les différences de prononciation et d'orthographe. *Got*, ce n'est pas la même chose que *goat*... La

maîtresse scande chaque syllabe d'un coup de crayon sur son manuel.

— *She liked to go running with her pet goat*, lisent les enfants (elle aimait courir avec sa chèvre).

Le président regarde les élèves puis son livre, mais, à l'évidence, il est ailleurs, tendu.

— *She played with her goat in the yard* (elle jouait avec sa chèvre dans le jardin).

La maîtresse fait répéter la phrase.

— *Good job !* Continuez.

— *But the goat did something that made the girl's dad mad* (mais la chèvre fit quelque chose qui fâcha le papa de la

fillette).

— Revoyons ça, dit la maîtresse, qui fait répéter.

L'Amérique est attaquée... George Bush n'écoute plus cette histoire de chèvre, si dérisoire maintenant. Au fond de la classe, les journalistes, de plus en plus agités, ne perdent pas un seul de ses gestes. Il n'y a pas de retransmission en direct, mais des caméras tournent, des appareils photo crépitent.

Il le sait, sa réaction est filmée, elle sera diffusée ensuite dans le monde entier. Que faire ? S'il se lève brusquement et quitte la salle, il risque d'inquiéter les enfants

et le pays, de donner une impression d'affolement. Il est le président. Il doit montrer la voie : rester calme, faire preuve de sang-froid. Surtout, pas un signe d'effroi. Il décide de ne pas se lever. Pour George Bush, rester calme, c'est ne pas bouger, montrer un visage impassible, faire comme si tout allait bien en somme.

Pourtant, il ne sait rien de la nature de l'attaque, ni de son déroulement. Le président des Etats-Unis peut-il ainsi perdre des minutes aussi précieuses à écouter une leçon de lecture alors que son pays est attaqué ? Chaque minute, chaque seconde peut être décisive... C'est d'ailleurs bien pour cette raison qu'un officier militaire le suit dans chacun de

ses déplacements, avec la valise des codes nucléaires, au cas où... D'ailleurs, l'homme est là, à quelques mètres de lui. Il ne l'a pas quitté depuis le jogging dans la nuit. Des minutes perdues, c'est peut-être un ordre décisif qui n'est pas donné, une interception d'avion qui n'est pas faite, des milliers de morts en plus...

George Bush ne sait pas que des centaines de personnes, dans les différents centres civils et militaires chargés du contrôle aérien, sont en train d'improviser une réponse à une situation inédite. Il ne sait pas que des chasseurs F-15 sont au-dessus de New York et attendent des ordres. Il ne sait pas non plus que les autorités militaires auraient besoin de communiquer avec le

gouvernement de toute urgence.

Il ne sait pas davantage que d'autres menaces sont en cours... Il ne le sait pas, et ne l'imagine même pas.

Dans l'esprit du président, l'attaque a eu lieu et elle est terminée. Il n'envisage pas qu'elle puisse se poursuivre et que l'on ait besoin de lui. Les sentiments qui l'habitent, ce sont la stupeur et l'indignation.

George Bush bout intérieurement. Il se sent « outragé ». Qui ose attaquer l'Amérique ? Ceux qui ont fait ça vont le payer... Ce qui le préoccupe d'emblée, c'est la riposte. Lui aussi, il va frapper. Mais pour l'instant, il y a des enfants devant lui, des enfants innocents. Il faut

les protéger... C'est du moins ainsi qu'il raisonne [104](#). Pour lui, à ce moment-là, il doit d'abord montrer l'image d'un président calme, maître de lui-même. L'Amérique est sous le choc. Mais le président ne doit pas l'être. Il va donc rester et attendre la fin de la leçon.

Un grand bonhomme chauve, aux fines lunettes cerclées, cherche à attirer son attention. C'est Ari Fleischer, son attaché de presse, celui qui sait dompter les journalistes : face aux questions qui fâchent, il ne sort jamais de ses gonds. Il sourit pour gagner du temps, aligne posément des arguments soigneusement préparés et, s'il le faut, trouve les mots pour ne pas répondre. Oui, le président l'a vu : du fond de la salle, Fleischer lui

tend discrètement un carton, pour ne pas être aperçu de la presse, sur lequel il a griffonné : « Ne dites rien pour le moment. »

Bien sûr. Il ne va pas se lancer dans une déclaration avant d'en savoir davantage. Avant tout, il faut montrer une bonne image... Mais contrairement à ce qu'il croit, ce n'est pas l'image du sang-froid que le président donne à ce moment-là. C'est celle du désarroi.

## 9 h 09

A la Maison-Blanche, en revanche, on s'active beaucoup. Le vice-président Cheney cherche à joindre le président. Il est sorti de son bureau juste après le crash et a traversé le couloir pour aller voir la secrétaire d'Andy Card : « Prévenez Andy en Floride et dites-lui que je veux parler au président le plus vite possible. » Mais George Bush, lui répond-on, n'est pas disponible pour le moment. Dick Cheney retourne dans son bureau pour prendre un appel de sa fille Liz.

Le tsar du contre-terrorisme Richard Clarke est, lui, en pleine conversation

avec Condoleezza Rice.

— Dick, lui demande celle-ci, vous êtes le responsable de la gestion de crise : alors, que recommandez-vous ?

Richard Clarke se souvient qu'en juin, dans son effort pour attirer l'attention de Rice sur le danger terroriste, il lui avait remis une liste d'actions prioritaires à entreprendre en cas d'attentats : établir une téléconférence sécurisée, communiquer avec le plus haut responsable de chaque ministère, évacuer la Maison-Blanche [105](#)... Il ne lui reste plus qu'à les mettre en application.

## 9 h 10

Sur ABC, le présentateur-vedette Peter Jennings a pris l'antenne depuis New York : « Nous regardons cela depuis le début, et nous le regarderons pour le reste de la journée. C'est le chaos à New York en ce moment. Les aéroports de la région, Newark, La Guardia, ont déjà suspendu leurs opérations. La municipalité ordonne l'évacuation majeure des édifices publics... Il y a peut-être un troisième avion. Et c'est la confusion à Washington, parce que maintenant, tout le monde est concerné, le Pentagone, les services secrets... »

Un autre journaliste poursuit :

« On a déclenché ce que l'on appelle une *archangel operation*, le nom de code pour une fermeture de New York, on évacue l'hôtel de ville, la résidence du maire, les Nations unies, tout ce qui peut être considéré comme une cible potentielle. »

Au sud de Manhattan, les tours brûlent comme des torches, lançant leurs flammes vers les étages supérieurs d'où des gens sautent pour échapper à l'enfer. Dans les rues, les New-Yorkais sont figés de stupeur, les yeux fixés vers ce ciel d'horreur. Ils ne savent pas quoi faire. Les uns ne bougent pas, tétanisés. Les autres pleurent en se cachant le visage, assis sur les trottoirs. D'autres, paniqués, s'éloignent en accélérant le pas et en

jetant des regards en arrière.

— Partez vers le nord ! Partez vers le nord ! répètent les policiers.

Au coin de Vesey Street et de Church Street, devant le salon de coiffure Jean-Louis David, gît un morceau de métal calciné : la jante de la roue d'un avion ; plus loin, une partie du réacteur. Un policier consciencieux, vêtu d'un gilet FBI, monte la garde.

— C'est une pièce à conviction, dit-il.

Attention dérisoire... Le ciel s'est assombri, les rues sont méconnaissables, enneigées de gris, étouffées par un nuage insolite de débris et de papiers, recouvertes par la poussière de la mort.

## 9 h 13

Trente-huit... Trente-sept... Trente-six...

Dans la tour nord, des milliers de personnes, en dessous de

la zone d'impact, ont entrepris la descente interminable, en file indienne, dans les escaliers. Ils comptent les étages avec tous la même pensée en tête : gagner encore un niveau, et encore un autre... Il faut parfois plus d'une demi-heure pour atteindre le rez-de-chaussée. Les gens descendent sur deux colonnes, épaule contre épaule. Parfois, dans les étages inférieurs, ils se rangent sur le côté pour laisser passer les pompiers qui peinent à

monter sous leurs 25 kilos de matériel. Des deux côtés, on cherche à se reconforter, à se donner du courage. Et on regarde, bouleversé, ces jeunes soldats du feu qui, on le pressent, vont au-devant d'un immense danger. En bas, les rescapés débouchent sur la mezzanine, sur les escalators qui mènent à l'air libre. Là, par les baies vitrées, ils découvrent l'horreur : la piazza n'est plus qu'un amas de débris de toute nature, blocs de pierre et d'acier, fragments d'avion carbonisés, restes...

humains. Le spectacle est insoutenable. Et toujours, des coups sourds, l'impact des corps qui s'écrasent au sol...

— Ne regardez pas ! répètent les

policiers toutes les dix secondes.

Descendez ! Ne regardez pas !

Ils préfèrent guider les rescapés dans les sous-sols, à travers le centre commercial sous la piazza, pour les faire ressortir plus loin, à Church Street. Là, des ambulances les attendent.

Au-dessus de la zone d'impact de l'avion, les gens n'ont pas cette chance. Impossible de franchir les

étages qui sont devenus des brasiers, les escaliers sont coupés. Tous, sauf un : dans la tour sud, au niveau du *sky lobby*, l'étage de correspondance que l'avion a frappé, l'escalier A bifurque derrière les

lourdes machineries des blocs d'ascenseurs. Celles-ci ont amorti le choc et il est toujours possible de franchir la zone sinistrée. Quelques personnes, tel Richard Fern, un employé d'Euro Brokers venu du 84<sup>e</sup> étage, vont le découvrir par hasard : après avoir déplacé des gravats, Fern réussit à passer et à descendre, dans le noir, en suivant les bandes fluorescentes sur les marches. Mais là-haut, la plupart des prisonniers ignorent l'existence de cette issue, les opérateurs du 911 qu'ils contactent au téléphone ne sont pas non plus au courant...

Alors, certains tentent de fuir par le toit. Mais pas moins de trois portes en empêchent l'accès. Elles sont toutes fermées, et bien fermées. Dans la tour

sud, des dizaines de personnes se trouvent bloquées devant ce barrage absurde. Les deux premières portes peuvent s'ouvrir avec un badge électronique spécial. Roko Camaj, le laveur de vitres que l'on voit souvent dans sa nacelle tout en haut du gratte-ciel en train de nettoyer l'extérieur du restaurant panoramique, dispose du fameux sésame. Mais la troisième porte est télécommandée par un agent de sécurité qui se trouve au 22<sup>e</sup> étage et qui la contrôle par une caméra vidéo. Celui-ci tente bien de la libérer, mais l'ordinateur répète obstinément ce message lourd de sens : « Accès refusé [106](#). »

Dans les aéroports de New York, c'est le chaos. Des avions remplis de passagers sont cloués au sol.

D'autres tournent dans le ciel dans l'attente d'une consigne. Les contrôleurs font face à une situation sans précédent. Pour fermer l'espace aérien de toute urgence, il leur faut rappeler les avions prêts au décollage et les ramener à leur porte, guider ceux qui sont en phase de descente et en fin de réserve de carburant, dévier les autres vers Boston ou Cleveland. Tous les plans de vol sont obsolètes. Dans les tours de contrôle, les téléphones sonnent de tous les côtés ; les pilotes s'énervent et exigent des instructions. L'un d'eux, lassé, choisit de passer en visuel [107](#) et de faire atterrir

son Airbus au plus vite sans le guidage habituel des contrôleurs.

## 9 h 13

A Rome, au commandement nord-est, les militaires, de leur côté, fulminent.

Comment envoyer leurs

jets dans cette pagaille, alors que partout des avions abandonnent leur plan de vol initial, dévient de leur trajectoire ou atterrissent en urgence ? Ils ne peuvent quand même pas rester les bras croisés à regarder la télé [108](#) ! Sans attendre l'autorisation des civils, et passant une fois encore outre au règlement, le colonel Bob Marr ordonne de rapprocher les chasseurs de New York et de les mettre en position de combat. Tant pis pour le protocole, ils prennent le contrôle de

l'espace aérien !

— Droit sur Manhattan ! ordonne-t-on aux deux F-15.

L'alarme sonne à la base d'Otis. Puis à la base de l'Air Force à Langley, en Virginie, qui est mise elle aussi en état d'alerte pour envoyer des avions F-16 en renfort ou en remplacement des deux F-15.

Même la base d'Atlantic City dans le New Jersey, utilisée d'habitude pour des missions d'entraînement, est sollicitée. On remet les installations en activité, on charge les missiles, on demande les codes d'authentification. Mais problème, là encore, il faut des autorisations... Dans l'urgence, les responsables de la base de

l'Air Force d'Andrews, dans le Maryland, tentent même d'appeler le Secret Service pour

obtenir des détails. Mais les agents n'ont pas de consignes, ils sont occupés à la sécurité du président et du vice-président.

Partout, on se prépare pour la vraie guerre. Il reste juste deux questions : Qui est l'ennemi ? Et où est-il ?

Pendant que les militaires passent en configuration de combat, mettent leurs bases en alerte et s'apprêtent à affronter un ennemi invisible et inconnu, pendant que les civils tentent de gérer une situation chaotique sans précédent dans le

ciel, pendant que l'on scrute partout les écrans radar pour repérer un nouvel avion transformé en missile, pendant que New York est en feu et que des êtres humains se jettent dans le vide, que fait le président des Etats-Unis, le chef des armées ? Figé sur une chaise dans une salle de classe, il écoute une histoire de chèvre apprivoisée.

## 9 h 13

— *The goat ate things. He ate cans and he ate canes. He ate pans and he ate panes. He even ate*

*capes and caps* (La chèvre mangeait des choses. Elle mangeait des boîtes et des bâtons. Elle mangeait des casseroles et des carreaux. Elle mangeait même des capes et des casquettes).

Il faut bien distinguer *cans* et *canes*, *pans* et *panes*, *capes* et *caps*... La maîtresse fait encore répéter.

— *One day her dad said « that goat must go »*, poursuivent les enfants (un jour, son père dit : « cette

chèvre doit s'en aller »).

— Qu'est-ce qu'il y a derrière le mot « *said* » ?

— Des guillemets, font les enfants.

— *Good job* ! dit la maîtresse. Continuez.

— *He eats too many things* [109](#).

Les minutes passent avec lenteur. Cette histoire de chèvre s'éternise. George Bush n'entend plus que

des mots lointains... Qui a pu faire ça ? A quoi ressemble le World Trade Center maintenant ? Que doit-il

faire ? Il est le commandant en chef des armées. Il va devoir riposter. Mais comment ?

— *The girl said : « Dad, if you let the goat stay with us, I will see that he stops eating all those things [110.](#) »*

— Continuez !

— *Her dad said : « We will try [111.](#) »*

— Continuez !

— *So the goat stayed and the girl made him stop eating cans and canes and caps and capes [112.](#)*

— Très bon, dit Bush. Oooh ! Ils devraient être en 6e.

Il s'efforce de plaisanter.

— *But one day a car robber came to the girl's house. He saw a big red car near*

*the house and*

*said : « I will steal that car [113.](#) »*

— Continuez ! fait la maîtresse.

— *He ran to the car and started to open the door [114.](#)*

— Continuez !

— *The girl and the goat were playing in the backyard. They did not see the car robber [115.](#)*

— *More to come (A suivre)...*, conclut la petite lectrice.

Ouf, c'est fini ! Le président Bush va-t-il se ruer vers la sortie pour s'enquérir de la nature de

l'attaque contre l'Amérique et prendre les

décisions urgentes ? Non. Il s'attarde, renchérit :

— Qu'est-ce que ça veut dire « A suivre » ? demande-t-il aux enfants.

Des mains se lèvent.

— Ça veut dire que « quelque chose d'autre va arriver... », répond la fillette dans une phrase prémonitoire.

— Exactement, approuve le président. Waouh ! Ce sont de bons lecteurs, ajoute-t-il à l'adresse de la

maîtresse, qui n'est pas au courant de ce qui se passe à New York et fait de son mieux pour mettre en valeur son travail. Très impressionnant. Merci de m'avoir

montré ce que vous savez faire.

— Vous lisez plus que vous ne regardez la télé ? demande-t-il à la maîtresse au sujet des élèves.

— Oh oui ! répond celle-ci.

Bush répète sa question à l'intention des élèves.

— C'est bien. Très bien.

Il se lève, remercie. Un journaliste tente de l'interpeller :

— Monsieur le Président, savez-vous ce qui se passe à New York ?

— Je vous en parle plus tard, répond-il en quittant enfin la pièce.

Il est 9 h 15. Le président a attendu sept

minutes après avoir été informé de l'attaque contre

l'Amérique, sept longues minutes avant de réagir... Plus question de discours sur l'éducation, explique-t-il rapidement à la directrice de l'école. Dans la salle de communication improvisée, ses conseillers ont

installé un poste de télévision. George Bush découvre l'image ahurissante du deuxième avion frappant la

tour sud qui passe et repasse en boucle sur l'écran, l'énorme boule de feu qui sort de l'édifice.

Maintenant, les deux gratte-ciel sont devenus des torches. C'est plus grave

qu'il ne l'imaginait. Il faut s'adresser au pays et rentrer immédiatement à Washington.

**10**

**« Nous sommes en guerre ! »**

## 9 h 15

Dans la salle de la petite école de Floride que le Secret Service a aménagée en cellule de communication, George Bush est très attendu. Dick Cheney est au téléphone sur une ligne sécurisée, lui dit-on. Le vice-président a demandé à lui parler au plus vite, dès qu'il sera disponible.

— C'est sans doute une attaque terroriste, dit Cheney à Bush.

Les deux hommes sont d'accord : il faut que le président s'adresse très vite aux Américains, et ils discutent brièvement de la teneur du discours. George Bush joint

également le directeur du FBI, Robert Mueller, qui lui confirme que l'un des appareils qui ont visé le World Trade Center est bien un avion de ligne détourné depuis Boston<sup>116</sup>, puis il appelle brièvement le gouverneur de New York, George Pataki<sup>117</sup>.

Celui-ci est un homme réservé, austère – franchement terne, disent certains. Il réside habituellement à Albany, au nord de l'Etat, où siège également le Parlement local, mais ce matin il se trouve à Manhattan.

Il a vu la seconde attaque en direct à la télévision et a appelé tout de suite le maire Rudy Giuliani pour lui assurer qu'il mettait en œuvre toutes les

ressources de l'Etat de New York. La situation, là-bas, est critique. Mais il n'en sait pas davantage.

— Nous sommes en guerre ! dit George Bush en se tournant vers ses conseillers.

Ari Fleischer a déjà rédigé une esquisse de discours, que Bush se met à corriger. Il griffonne fébrilement dans la marge, tout en jetant de temps en temps un regard sur l'image des tours en feu.

L'équipe qui entoure le président reste en contact avec la Maison-Blanche, mais pour le moment, elle n'a pas communiqué avec le Pentagone [118](#).

Dans la bibliothèque de l'école, les élèves et les parents, rejoints par les

journalistes, ont été réunis pour écouter le discours du président sur l'éducation. C'est autre chose qu'ils vont entendre...

George Bush veut se montrer déterminé. Il sait que des millions de personnes attendent ses paroles.

Les chaînes de télévision sont prêtes à les retransmettre en direct. « Nous n'avons aucune confirmation de l'équipe du président ou de la Maison-Blanche qu'il s'agit d'un acte terroriste, déclare l'envoyé spécial de CNN à Sarasota. Son équipe essaie de rassembler des informations et de rester le plus calme possible. »

Ce que le président ne sait pas, pas plus d'ailleurs que le FBI, le Pentagone et les

responsables de l'Air Force, c'est que l'aviation civile est aux prises avec un nouveau problème...

## 9 h 15

L'alerte vient d'Indianapolis cette fois. Depuis quelques minutes en effet, un contrôleur de ce centre régional a réalisé que l'un des avions dont il a la charge, l'American Airlines 77 qui a décollé de Washington à 8 h 20, a disparu de l'écran. Le transpondeur de l'appareil est coupé. On a lancé des appels radio. Sans réponse. Cette fois, il n'y a même pas d'écho radar primaire, la couverture dans la région est trop pauvre, et, de plus, le logiciel du radar est en panne.

C'est le deuxième avion de la compagnie en perdition. Immédiatement mis au courant, Gerard Arpey, le vice-président

d'American Airlines, n'a pas hésité. Il y a quelques minutes, il a pris la décision de ne plus faire décoller aucun avion d'American. En accord avec son patron Don Carry, il ordonne maintenant à tous ses avions d'atterrir au plus vite, où qu'ils se trouvent. United Airlines, de son côté, va suivre.

Le contrôleur d'Indianapolis chargé de suivre l'avion suspect n'est pas au courant de la tragédie qui se joue à New York. Il ne sait rien des deux détournements d'avions qui ont tenu ses collègues de Boston en alerte depuis trois quarts d'heure. Et il ne se doute pas non plus que l'American Airlines 77 vient de

faire un virage à 180 degrés et retourne vers Washington. Où donc est-il passé ? Le contrôleur appelle la police de Virginie pour savoir si on ne lui a pas signalé un accident, demande à la base de l'Air Force de Langley de l'aider à localiser ce fantôme, et informe son centre régional. Il ne sait pas non plus que depuis quelques minutes, des passagers tentent d'appeler leurs familles...

C'est le cas de Renee May, hôtesse sur le vol 77, qui a réussi à joindre sa mère, Nancy, une habitante de Las Vegas, depuis un appareil de bord :

— Notre avion a été détourné, a annoncé Renee, on nous a ordonné de regrouper les passagers à l'arrière de l'avion...

Peux-tu alerter American Airlines [119](#) ?

C'est aussi le cas de Barbara Olson, une avocate républicaine célèbre, blonde flamboyante connue pour ses commentaires politiques très virulents, qui occupe le siège 3E en première classe du même vol.

Son mari, Ted Olson, conseiller du ministre de la Justice, était en train de regarder, dans son bureau, les images en provenance de New York quand il a reçu le coup de fil :

— Nous sommes pris en otages, a déclaré aussitôt Barbara.

La communication a été coupée. Ted a contacté le centre de commandement du

Département de la Justice pour leur dire qu'un autre avion a été détourné et que sa femme figure parmi les passagers. Mais Barbara vient de rappeler :

— Les pirates sont armés de couteaux et de cutters, précise-t-elle. Ils nous ont rassemblés à l'arrière de l'avion.

Ted l'informe alors des deux précédents crashes, et tente de la rassurer.

— Que dois-je dire au pilote ? Que doit-il faire ? demande Barbara.

Elle indique encore qu'elle voit des maisons par le hublot, puis interroge un autre passager pour lui demander s'il sait dans quelle direction l'appareil se dirige. « Nord-est », lui répond-on.

A nouveau, la communication est coupée.  
Ted tente alors de joindre le ministre de  
la Justice John Ashcroft. Sans succès [120](#).

## 9 h 25

A Herndon, au commandement national de l'aviation civile, Ben Sliney a ordonné la fermeture des aéroports de New York et des environs. Il voudrait aller encore plus loin et arrêter tout le trafic sur l'ensemble du territoire, mais il attend l'autorisation de Washington : Jane Garvey, l'administratrice générale, tarde à donner sa réponse. Tant pis, Sliney prend sur lui de monter d'un cran et ordonne déjà une interdiction totale de décoller pour toutes les compagnies sur l'ensemble du territoire : — *Full groundstop !*

Plus un avion civil ne doit partir [121](#).

American 77 est réapparu sur les écrans radar, et l'information commence à circuler entre les différents centres aériens : deux avions se sont écrasés contre le World Trade Center, les pirates ont dit qu'ils avaient plusieurs avions, ce n'est donc pas fini. Il y a de fortes probabilités pour qu'American 77 soit l'un d'eux.

C'est alors qu'à Rome, les militaires reçoivent une nouvelle stupéfiante en provenance des civils : — Ici Boston. On vient d'apprendre qu'American Airlines 11 est toujours en vol et qu'il fait route vers Washington. C'est un autre appareil qui s'est écrasé sur la tour.

— American 11 n'a pas été détourné ?

demande l'officier, stupéfait.

— Si, il a été détourné, et il se dirige vers Washington. Cela pourrait être un troisième avion.

L'information est fausse – American 11 s'est écrasé contre la première tour –, mais elle provoque la confusion générale.

— Merde ! hurle le chef de mission Nasypany en apprenant la nouvelle. Il faut activer Langley.

Quel que soit son identité, un avion fonce vers Washington. Il faut absolument lui barrer la route. Les militaires ordonnent immédiatement de faire décoller trois chasseurs de la base de Langley. Par précaution, on décide aussi de laisser les

deux avions de chasse de la base d'Otis au-dessus de New York. Le chef de mission Kevin Nasypany s'adresse alors à ses techniciens :

— Seriez-vous prêts à faire suivre l'ordre d'abattre un avion civil ?

La question n'est certainement pas banale. Mais ce sont des militaires. Tous répondent par l'affirmative sans hésiter. Oui, s'il le faut, ils donneront l'ordre aux pilotes d'utiliser leurs missiles AIM— 9. Ce n'est qu'une hypothèse, mais il vaut mieux s'y préparer. Mais bien sûr, une telle autorisation ne peut être préalablement accordée que par le président des Etats-Unis, dont nul n'a de nouvelles à ce moment-là.

Alors que l'Autorité portuaire de New York et du New Jersey a déjà ordonné la fermeture de tous les ponts et des tunnels qui donnent accès à Manhattan, les deux F-15, qui tournent depuis un moment dans les parages, ont quitté leur espace militaire au-dessus de l'océan et se sont mis en position de combat au-dessus de la ville. Leur mission : protéger New York. Mais comment ? Intercepter les avions dangereux pour les obliger à se poser si besoin est, c'est tout ce qu'ils peuvent faire. Pour cela, la consigne est de serrer l'appareil au plus près et de tenter de le faire changer de direction. Et s'il refuse ?

## 9 h 30

Trois F-16 décollent de la base de Langley, en Virginie. Les pilotes ont mis moins de six minutes pour prendre l'air après que l'ordre leur a été donné.

Direction : Washington. Mission : barrer la route à l'avion suspect. Comment ? Nul ne le sait. Et d'abord, où est-il, ce nouveau bolide ? Les pirates se font invisibles. Et il y a des centaines d'échos radar dans le secteur de Washington.

Il faut improviser. Car il n'existe aucun plan de riposte pour faire face à une attaque aérienne contre les Etats-Unis.

Dans les multiples scénarios inventés par les militaires pour leurs exercices, on a

prévu beaucoup de configurations, mais une attaque aérienne, non. D'où viendraient les avions ? On a toujours pensé que toute invasion du territoire américain serait contrée avant qu'elle ne touche les frontières.

Personne n'a imaginé qu'elle viendrait de l'intérieur, au moyen d'avions civils transformés en missiles.

A la Maison-Blanche, on s'organise. Richard Clarke, le tsar antiterroriste, met en place sa cellule de crise, le CSG. Il s'est installé dans l'aile ouest de la Maison-Blanche, dans le *Secure Video Conference Center*, une pièce tapissée de panneaux de bois sombre, en tout point

semblable à la célèbre *Situation Room*, équipée de nombreux écrans de télévision.

En théorie, la cellule de crise est chargée de maintenir le lien entre les plus hautes autorités de l'Etat, grâce aux circuits vidéo sécurisés. La liaison est établie avec George Tenet à la CIA, et avec Robert Mueller, le tout nouveau patron du FBI, c'est bon... Mais le secrétaire aux Transports, Norman Mineta, est introuvable. Paul O'Neill, le secrétaire au Trésor, est en voyage, et on ne peut mettre la main sur quelqu'un qui pourrait le représenter. Le ministre de la Justice est lui aussi en déplacement, à Milwaukee, et c'est Larry Thompson, son adjoint, qui va le remplacer. Hugh

Shelton, chef de l'état-major interarmées, est en vol au-dessus de l'Atlantique, mais heureusement, le général Dick Myers, qui doit bientôt lui succéder, est présent.

Quant à Colin Powell, le secrétaire d'Etat, il est en voyage officiel au Pérou, c'est donc Rick Armitage, son numéro 2, qui prendra sa place. Force est de constater que nombre des hauts responsables ne sont pas dans le coup [p122](#).

— Où est POTUS ? s'inquiète Clarke.

Dans le langage de la Maison-Blanche, on désigne le président par les initiales de sa fonction : POTUS pour *President Of The United States*.

— Dans une école en Floride, lui répond-

on. On a une ligne ouverte avec eux [x123](#).

La conseillère à la sécurité nationale Condi Rice, elle, est bien là, accompagnée de son adjoint Steve Hadley.

— Voulez-vous présider ? lui demande Clarke.

Après tout, elle est la plus haute responsable de l'Etat en la matière, et c'est elle qui préside habituellement les réunions du Conseil national de sécurité. Mais Rice décline : — A vous de diriger, lui répond-elle.

Elle ne restera là que quelques minutes avant de rejoindre Dick Cheney. Mineta, le ministre des Transports, n'est toujours

pas réapparu. C'est très embêtant...

Clarke interroge Jane Garvey, la patronne de la FAA :

— On a des infos selon lesquelles il y aurait 11 avions qui ne communiqueraient plus, annonce-t-elle.

Onze ? Clarke et les participants à la réunion de crise se figent. Faut-il alors faire atterrir tous les avions, partout, sur tout le territoire ? D'après le directeur du trafic aérien, ils sont en ce moment 4 400 dans le ciel américain. Clarke se souvient d'un jour de 1995 où, en raison d'une alerte terroriste, il avait demandé de ramener les avions américains qui croisaient au-dessus du Pacifique. Un cauchemar... A l'époque, il n'avait pas

non plus réussi à mettre la main sur le ministre des Transports.

— On n’a jamais fait ça, répond Jane Garvey. Je ne sais pas combien de temps cela prendrait.

Visiblement, l’administratrice n’est pas très informée. Il faudrait en parler avec Ben Sliney, au centre national d’Herndon, qui, lui, visualise l’ensemble du ciel américain dans sa grande salle des opérations, mais il n’est pas intégré à la conférence.

— J’imagine que le NORAD a lancé des chasseurs et des AWACS, dit Clarke en se tournant vers l’écran du Pentagone. Combien sont-ils ?

— C'est pas terrible..., répond le général Dick Myers, embarrassé. Nous sommes en plein milieu d'un exercice de défense aérienne... Otis a lancé deux oiseaux... Langley essaie d'en lancer d'autres...

Les AWACS sont à Tinker, et ils ne sont pas en alerte.

Pas terrible, en effet... Les AWACS, avec leur radar géant et leurs antennes sophistiquées, à la fois stations d'observation volantes et postes de commandement, seraient pourtant précieux pour guider les chasseurs. Ils peuvent détecter des avions dans un rayon de 400 kilomètres, même à très basse altitude, contrairement aux radars au sol qui sont gênés par les reliefs.

Pour le moment, la réponse de l'Amérique à l'attaque terroriste n'est pas à la hauteur. Les généraux le savent depuis longtemps, le dispositif de riposte est faible. Ils n'ont cessé depuis des années de déplorer que le nombre de bases d'alerte ait été réduit. Et voilà le résultat !

— Combien de temps faudrait-il pour établir une patrouille de combat au-dessus de Washington ?

— Quinze minutes ? demande Myers à ses généraux.

— *State, State*, reprend Clarke en s'adressant à l'écran du *State Department*, le ministère des Affaires étrangères. Il peut y avoir des attaques

simultanées à l'étranger. Nous devons fermer les ambassades [124](#).

De son côté, le Centre national du commandement militaire (NMCC) du Pentagone a ouvert sa propre conférence extraordinaire. Sa mission : maintenir en permanence la chaîne entre le président, le vice-président, le secrétaire à la Défense et l'armée [125](#). Depuis cette *War Room*, un bunker situé au sous-sol, opérationnel quelles que soient les circonstances, les responsables de la défense peuvent, sur des écrans géants et des ordinateurs, suivre et diriger les opérations militaires dans le monde entier grâce à un réseau de communication

sophistiqué.

Le premier bilan qu'ils dressent est plutôt confus : deux avions ont été lancés sur le World Trade Center, il y a d'autres détournements en cours, un avion en provenance de JFK serait en route vers Washington... Le fameux appareil d'American Airlines 11 serait encore en vol. Mais ce n'est pas clair.

Que dit l'aviation civile ? La FAA ne dit rien. Et pour cause : elle ne participe pas à cette conférence-là.

Les standardistes ne parviennent pas à établir les connexions pour mettre les civils dans la boucle, car les systèmes de communication sont sécurisés et... incompatibles [126](#).

Civils et militaires agissent donc séparément, sans se concerter directement. Toutes les informations doivent transiter par différents intermédiaires, une source de malentendus et de perte de temps. Les militaires ne reçoivent pas les informations fraîches concernant les avions commerciaux en vol ni les alertes aux détournements ; les civils, eux, ne sont pas au courant des activités militaires dans le ciel. Et aucun des deux ne communique avec le gouvernement. En un mot : c'est la pagaille !

**11**

**« Suivez cet avion ! »**

# 9 h 30

— Mesdames et Messieurs, c'est un moment difficile pour l'Amérique...

Sous les applaudissements, George Bush vient d'entrer d'un pas décidé dans la bibliothèque de l'école aux murs décorés par des dessins d'enfants. Dans l'assistance, peu de personnes sont au courant des événements de New York. Debout derrière le podium où il a disposé ses notes, le visage grave, visiblement choqué, le président a entamé immédiatement :

— Malheureusement, je vais devoir rentrer à Washington après ça. Rod Paige,

le secrétaire à l'Education, et le lieutenant gouverneur me remplaceront à ce podium...

« Aujourd'hui, nous vivons une tragédie nationale, poursuit-il en tournant les pages de ses notes.

Deux avions se sont écrasés sur le World Trade Center dans ce qui semble être une attaque terroriste contre notre pays...

Des murmures de surprise parcourent le public.

— J'ai parlé au vice-président, au gouverneur de New York, au directeur du FBI. Et j'ai ordonné que tous les moyens du gouvernement fédéral soient mis en œuvre pour aider les victimes et leurs

familles et pour mener une enquête à grande échelle...

Le président se redresse, délaisse ses notes et regarde l'assistance et les caméras en face d'un air déterminé :

— ... afin de poursuivre et de trouver les types qui ont commis cet acte. Le terrorisme contre notre nation ne passera pas : *it will not stand*.

George Bush n'en a pas encore conscience. Mais sans l'avoir décidé, il vient de prononcer la même phrase que son père, onze ans plus tôt, réagissant à l'invasion du Koweït par Saddam Hussein en août 1990 : « Le terrorisme ne passera pas. » Sur la feuille de papier posée sur le pupitre, le président a écrit :

« Le terrorisme ne réussira pas. » Mais c'est l'expression de papa qui lui est venue spontanément – inconsciemment, diraient les psychanalystes – à l'esprit [127](#).

— Et maintenant, si vous voulez vous joindre à moi pour un moment de silence.

Il incline la tête pour se recueillir quelques secondes, ramasse ses notes et sort rapidement après avoir lancé :

— Que Dieu bénisse les victimes, leurs familles et l'Amérique !

C'est Peter Jennings qui, en reprenant l'antenne sur ABC, tire la conclusion : « Le président vient de confirmer ce que nous savions tous, dit le présentateur. Il

s'agit d'une attaque terroriste. »

## 9 h 32

A la Maison-Blanche, la cellule de crise est branchée sur CNN, et on a bien sûr regardé le président sur les écrans de télévision. Brian Stafford, le directeur du Secret Service, est présent. Il a pris Richard Clarke à part :

— Il faut sortir le président de là et le mettre dans un lieu sûr et secret. On est en train de planquer FLOTUS.

FLOTUS (*First Lady Of The United States*), c'est Laura Bush. Elle se trouve en ce moment au Capitole où elle doit donner sa conférence.

On ne discute pas avec Stafford, Clarke

le sait. Malgré sa coiffure à la Elvis, ce vétéran du Vietnam de 53 ans, ancien garde du corps de Bill Clinton, impose le respect. Cela fait trente ans qu'il est au Secret Service. Il y est entré jeune, comme agent de base à Cleveland. Il a participé à la protection de tant de présidents. Nixon, Ford, Carter, Reagan, Bush père, Clinton –, il a fait face à tant de situations exceptionnelles... Aucune crise ne l'ébranle.

Stafford règne sur un petit monde très spécial. Le puissant Secret Service, chargé de la protection des hautes personnalités mais aussi des systèmes financiers, dispose de 150 bureaux sur le territoire américain et, dans la capitale, de plusieurs centres spécialisés dans le

renseignement, l'évaluation des menaces, la lutte contre les contrefaçons, auxquels collaborent des experts en tout genre (biologistes, psychologues, informaticiens, photographes, juristes, spécialistes de la communication). On peut par exemple réaliser des tests ADN et des analyses de composants chimiques, identifier les voix par leur empreinte, examiner les lettres de menace anonymes en les comparant avec les écrits conservés dans une vaste banque de données...

A Washington, pas moins de 1 300 agents sont affectés à la protection des ambassades et, surtout, de la Maison-Blanche. Celle-ci est surveillée en permanence. Tous les appels

téléphoniques y sont enregistrés, et peu de pièces échappent à leur vigilance. Ils suivent les déplacements de ses hôtes, et notamment du président, vingt-quatre heures sur vingt-quatre. La *First Family* et son entourage ne sont jamais seuls. Nombre de locataires de la Maison-Blanche se plaignent d'ailleurs de cette contrainte permanente. Mais ils s'y plient.

Depuis le début de la matinée, le Secret Service est évidemment en ébullition. Au cœur de l'agence, dans un immeuble « banalisé » de la capitale capable de résister à de puissantes déflagrations, la salle du *Joint Operation Center*, bourrée d'ordinateurs et de moniteurs vidéo, est en alerte maximale. Autour de la longue table équipée de téléphones et d'écrans

où siègent les différents responsables, les équipes de Brian Stafford et de son adjoint Larry Cockell lancent leurs ordres de toutes parts. Ils tentent de localiser les personnalités officielles pour les mettre à l'abri.

A la Maison-Blanche, Stafford insiste : il faut mettre le président en sécurité.

— Il ne peut pas revenir tant qu'on ne sait pas d'où vient toute cette merde, dit Clarke.

— Dès qu'Air Force One décolle, est-ce qu'il peut avoir une escorte ? demande Stafford.

C'est Franklin Miller, le conseiller spécial du président pour la Défense, qui

répond : — Bien sûr, vous pouvez la demander. Mais vous le savez, les chasseurs ne peuvent pas abattre des avions au-dessus des Etats-Unis comme ça. Il faudrait un ordre [128...](#)

## 9 h 32

Ça y est, on le voit ! Le terminal de Dulles à Washington, alerté par le centre d'Indianapolis, repère soudain un écho radar qui se dirige vers l'est à grande vitesse. On ne peut toujours pas déterminer l'identité de l'appareil. Dulles informe le Secret Service qu'un avion non identifié vole à 850 km/h vers... l'espace aérien restreint P-56. C'est-à-dire la Maison-Blanche.

Un avion-cargo de la Garde nationale, qui n'est pas armé et vient de décoller de la base d'Andrews, est justement dans les parages. On lui demande de se rapprocher de l'avion intrus et de se

mettre dans son sillage pour l'identifier.

— Ça ressemble à un 757..., indiquent les pilotes. Un fuselage argent...

American Airlines sans doute.

Puis, au bout de quelques secondes, la voix du pilote ajoute : — Il descend, monsieur.

— Suivez cet avion ! intime le contrôleur.

## 9 h 34

C'est par hasard, en parlant avec un responsable de l'aviation civile à Washington, que les officiers du commandement militaire nord-est à Rome apprennent qu'on a perdu la trace d'un nouveau Boeing, l'American 77. Jusque-là, personne n'a jugé bon de les informer. Deux minutes plus tard, Boston appelle : un avion non identifié se rapproche de Washington.

— Neuf kilomètres, sud-ouest de la Maison-Blanche.

Le chef de mission Kevin Nasypany n'hésite pas. Il décide de prendre le

contrôle du ciel au-dessus de la capitale :

— Direction : la Maison-Blanche !

ordonne-t-il aux trois avions de chasse de Langley.

Mais pour une raison absurde, ceux-ci se sont éloignés et sont partis... vers l'océan. Les pilotes ont simplement suivi leur plan de vol de routine, celui des entraînements, et celui-ci a précisément pour but de les envoyer au plus vite... hors de l'espace aérien civil. Ils sont à 200 kilomètres de la Maison-Blanche !

Nasypany s'étrangle :

— Merde, je me fiche de savoir combien de fenêtres ils vont casser ! hurle-t-il à ses contrôleurs.

Ramenez-les [129](#) !

## 9 h 35

Au-dessus de New York, les deux F-15, eux, sont prêts au combat. Mais quel est l'ennemi ? Un ravitailleur vient de remplir leur réservoir, ils sont opérationnels, mais les pilotes ne savent pas trop ce qu'ils doivent faire. Soudain, dans leur casque, retentit la voix de l'officier de contrôle qui relaie une question posée par leur chef de mission Nasypany : — S'il y a un autre avion détourné, on vous donnera l'ordre de l'abattre. Avez-vous un problème avec ça ?

Comme les techniciens au sol quelques minutes plus tôt, les pilotes répondent par

la négative. Ils sont prêts. C'est leur boulot. Abattre un avion de ligne au-dessus de New York, c'était une idée inimaginable il y a quelques minutes encore, mais maintenant, tout est possible.

« C'est surréaliste, se dit Duff, l'un des deux pilotes, tout en fonçant sur Manhattan en position de combat. Je suis dans un film de série B ! Me voilà au-dessus de Central Park, en direction de la statue de la Liberté, en train de chasser des avions de ligne et je vois des gratte-ciel en feu... Un tel truc n'aurait jamais dû arriver [130](#). »

Il y a de quoi en effet se frotter les yeux. Pendant ce temps, dans les bases aériennes en alerte, on court dans tous les

sens, les pilotes s'équipent, les spécialistes chargent les missiles sur les avions. C'est la guerre.

## **9 h 36**

A la Maison-Blanche, la tension est encore montée d'un cran. La tour de contrôle de l'aéroport Reagan vient d'appeler :

— Un avion se dirige vers vous et ne communique pas avec nous.

La Maison-Blanche est menacée ! Les agents du Secret Service s'impatientaient depuis un moment.

Cette fois, ils n'hésitent plus. Il faut mettre d'urgence le vice-président en sécurité.

Dick Cheney est dans son bureau, devant CNN, quand Jimmy Scott, son agent de sécurité, se rue sur lui :

— Monsieur, nous devons partir maintenant, dit l'agent avec fermeté<sup>131</sup>.

Sans avoir le temps de répondre, Cheney se voit tiré de son fauteuil, attrapé par la ceinture, soulevé et conduit vers la sortie. Les pieds touchant à peine le sol<sup>132</sup>, il attrape au passage un exemplaire du magazine *The Economist* sur la table ( « *Why brands are good for you* », peut-on lire sur la couverture<sup>133</sup>)

— « Je prends toujours de la lecture avec moi, au cas où », explique-t-il. L'agent le propulse dans le hall, puis vers les escaliers. Brian Stafford, le directeur du

Secret Service, a ordonné l'extraction d'urgence du vice-président et de la *First Family*. L'heure n'est plus aux bavardages ni aux civilités [134](#).

C'est la procédure. Tout vice-président qu'il est, Dick Cheney est obligé de s'y plier. Quasiment porté, il est conduit vers un escalier qui descend au sous-sol, franchit des portes blindées et se retrouve dans un tunnel austère qui mène à un bunker, sous la Maison-Blanche. C'est l'entrée du PEOC

(*Presidential Emergency Operations Center*), un abri antiatomique conçu pour se réfugier en temps de guerre [135](#).

Dick Cheney veut parler au président. Dans le tunnel, il fait une pause dans un

petit espace équipé d'un banc, d'une télévision et d'un téléphone mural sécurisé.

— Passez-moi le président, exige Cheney.

On lui demande d'attendre. Le président n'est pas joignable [136](#).

## **9 h 38**

Non loin de là, à l'aéroport de Washington, les contrôleurs peuvent maintenant apercevoir l'avion suspect. Il semble virer vers le sud et se diriger vers eux. Soudain, il disparaît vers l'ouest derrière les buildings. Une boule de feu s'élève dans le ciel... C'est alors qu'ils entendent la voix du pilote de l'avion-cargo militaire qui s'était placé dans le sillage : — Monsieur, on dirait que cet appareil vient de s'écraser sur le Pentagone.

## **12**

**Tout le monde au sol !**

## 9 h 38

L'immeuble du Pentagone tremble sous ses pieds. La petite table ronde en bois autour de laquelle Donald Rumsfeld travaille avec son conseiller – c'est celle du général Sherman, le terrible vainqueur de la guerre de Sécession qui avait dévasté tout le Sud – s'est mise à sautiller pendant quelques secondes.

De son bureau, le secrétaire à la Défense ne distingue rien. Cela semble venir du côté rue. Une bombe ? Il faut absolument aller voir, il y a peut-être des blessés [137](#).

Le vice-amiral de la Navy, Edmund Giambastiani, l'un des hauts responsables

du Pentagone, descend, lui, immédiatement dans la *War Room* du Centre national de commandement militaire (le NMCC). Ici aussi, on vient de ressentir les secousses. Quelque chose vient de se produire dans l'autre aile du bâtiment. La réunion extraordinaire a repris : on l'appelle désormais « conférence sur la menace aérienne [138](#) ». Le directeur adjoint tente de dresser un nouveau bilan : — Une attaque aérienne contre l'Amérique du Nord est en cours. NORAD, quelle est la situation ?

L'état-major des forces aériennes ne sait rien de plus. Dans la salle, on aimerait bien que Donald Rumsfeld, le secrétaire à la Défense, soit présent. Mais où est-il passé ?

Le ministre est en train de filer le long du E Ring, le corridor extérieur qui parcourt le Pentagone. A mesure qu'il progresse, l'espace se remplit d'une épaisse fumée noire.

— Il vaudrait mieux vous mettre à l'abri, proteste son garde du corps, l'officier de police Aubrey Davis [139](#).

Rumsfeld n'écoute pas. « C'est un avion qui vient de se jeter sur nous, lui indique-t-on en chemin [140](#). »

— C'est du côté de l'héliport, annonce Davis, essoufflé.

Il vient de recevoir un message sur son talkie-walkie.

Le ministre fonce vers l'aile ouest d'où s'échappe la fumée. Dehors, il y a des flammes, des morceaux de métal sur la pelouse, des gens étendus sur le sol, des brûlés, d'autres qui courent, affolés...

Les pompiers ne sont pas encore arrivés.

— On a besoin d'aide ! crie quelqu'un.

Sans se soucier des protestations de son garde du corps dont la radio ne cesse de grésiller – « Où est le secrétaire à la Défense ? » –, Rumsfeld se met à donner un coup de main pour installer les blessés sur des chariots [141](#).

Pour lui, c'est la troisième « surprise » de la matinée, cela fait beaucoup ! Dès 8

heures, il a commencé sa journée par un petit déjeuner de travail avec plusieurs membres du Congrès [142](#), ainsi que des militaires de son staff, dont le vice-amiral Giambastiani. Son bras droit, le secrétaire adjoint à la Défense Paul Wolfowitz, était présent également. Ordre du jour : le *Quadrennial Defense Review* [143](#). Il s'agissait de débattre des défis futurs en matière de défense. On y a parlé d'« attaques-surprises potentielles de la part d'acteurs non officiels utilisant des techniques de guerre asymétriques [144](#) ».

« Rummy » menait le débat avec entrain. Il aime bien cela : vif, mince, rapide, il respire l'énergie et la confiance en soi ; son ironie mordante et son goût pour les

dictons populaires font merveille devant les caméras. Mais avec ses collaborateurs, il se montre brutal et cassant, et il ne supporte pas la contradiction. A 69 ans, il vient de retrouver le poste de secrétaire à la Défense qu'il avait déjà occupé vingt-cinq ans plus tôt, et il entend bien exercer sans partage le pouvoir qui lui est confié.

De la part de George Bush fils, cette nomination pourrait d'ailleurs passer pour une révolte contre le père. Car Bush senior et Rumsfeld se détestent cordialement depuis la fin des années 1960, l'époque où ils étaient deux jeunes loups en compétition au sein du Parti républicain et où chacun se voyait un jour président. Rumsfeld a mené sa carrière

tambour battant : officier de marine, élu au Congrès à 30 ans, conseiller économique de Nixon à 36 ans, ambassadeur à l'Otan, puis secrétaire à la Défense de Ford. Il fut aussi, en 1983, l'envoyé spécial de Reagan auprès de Saddam Hussein, mais son rival, George Bush père, a toujours veillé à le tenir à l'écart du pouvoir. Alors aujourd'hui, il savoure son retour aux commandes, et il forme avec son vieil ami Dick Cheney un redoutable tandem.

Pour la défense, Rumsfeld a une idée fixe : la modernisation de l'armée américaine. Il se plaint de l'état déplorable dans lequel il l'a trouvée en arrivant à son poste en janvier dernier. La flotte aérienne vieillit, et on n'a pas prévu de

remplacer les jets qui vont être mis au rebut. Quant à la Navy, sous Reagan elle comptait 600 bâtiments ; sous Bush père et Clinton, elle est descendue à 315. Il veut changer tout cela, faire de l'armée une force high-tech, avec des outils de combat ultrasophistiqués et peu d'hommes au sol. Les militaires voient ce projet avec méfiance. Mais Rumsfeld consulte en priorité son petit cercle de conseillers civils comme Paul Wolfowitz et Douglas Feith.

Rumsfeld plaide donc pour une augmentation conséquente du budget de la défense, 35 milliards de dollars de plus que l'année précédente – il n'en a obtenu que la moitié, et on vient de lui annoncer que cela serait encore revu à la

baisse[145](#). Furieux, Rumsfeld a sorti la grosse artillerie dans un discours interne au Pentagone : « Notre adversaire, a-t-il déclaré, celui qui détruit la défense des Etats-Unis et met la vie de nos hommes et de nos femmes en uniforme en danger, ce n'est pas l'ancienne Union soviétique ni l'un de ces derniers dictateurs décrépits. C'est la bureaucratie du Pentagone ! »

Ce matin, en prenant son petit déjeuner avec neuf membres du Congrès, il en a rajouté. Mais les élus n'ont pas semblé convaincus par ses histoires de missiles et de « menaces multipolaires ».

Rumsfeld leur a fait la morale : en matière de défense, il faut toujours s'attendre à des surprises ! Voilà pourquoi il est important pour les Etats-

Unis d'être prêts à toute éventualité.

Il ne croyait pas si bien dire... La première surprise est venue à la fin de la réunion, lorsque le vice-amiral Giambastiani lui a fait passer un petit papier l'informant du premier crash sur le World Trade Center. Un accident tragique, a-t-il pensé. Rumsfeld a pris congé de ses invités, non sans avoir tenté de convaincre une fois encore Christopher Cox, le président de la Commission de la Défense à la Chambre : — Si nous restons vulnérables à des attaques de missiles, un groupe terroriste ou un Etat voyou qui a démontré sa capacité à frapper les Etats-Unis ou ses alliés pourrait alors prendre tout le pays en otage sous la menace d'une attaque

nucléaire [146](#) !

Alors que, dans un bureau voisin, son conseiller spécial Steve Cambone prolongeait le débat avec l'amiral Giambastiani en termes prémonitoires – le Pentagone peut aussi être une cible, que ferions-nous si nous étions attaqués ? –, Rumsfeld s'est branché comme tout le monde sur CNN, le son du téléviseur coupé, pour écouter Denny Watson, son briefer de la CIA, lui faire, comme chaque matin, un point de la situation. Soudain, il a vu la seconde tour touchée elle aussi.

Et maintenant, donc, le Pentagone ! La troisième « surprise » de la matinée. Comme le disait son cher général

Sherman : « La guerre, c'est l'enfer. »  
Aujourd'hui, se dit le ministre au milieu  
des blessés, sur le parking du Pentagone,  
l'enfer est remonté jusqu'à nous [147](#).

## 9 h 39

En Floride, le convoi présidentiel file à 130 km/h sur North Washington Boulevard en direction de l'aéroport de Sarasota tout proche. Des badauds agitent la main sur le parcours sans comprendre. George Bush a quitté l'école précipitamment il y a tout juste quatre minutes, dès la fin de son discours. Cette fois, plus question de badiner et d'écouter des histoires de chèvre apprivoisée. Les membres du Secret Service ne lui en ont pas laissé le temps :

— C'est une attaque terroriste, lui a dit l'un d'eux. Il faut partir maintenant.

Pas de cortège traditionnel. Un impératif : aller vite. Les *details*, les agents chargés de la protection rapprochée, sont devenus très nerveux. Ils sont en alerte maximale, la main sur leur arme. Ils se trouvent confrontés à une situation d'urgence, celle d'une menace contre le président, celle pour laquelle ils ont été formés.

Téleguidés par leur hiérarchie depuis Washington, ils ont pris les choses en main. Dans leurs oreillettes, les ordres de Brian Stafford ne souffrent pas la moindre discussion. Il faut mettre le président à l'abri immédiatement. Où ? Le seul lieu possible, c'est le ciel. Faites décoller Air Force One sur les chapeaux de roues et qu'il emmène le président le plus haut possible ! Pour le reste, on verra plus

tard.

Dans sa limousine, George Bush appelle Condi Rice sur la ligne sécurisée [148](#).

— Un troisième avion vient de s'écraser sur le Pentagone, lui annonce immédiatement la conseillère pour la sécurité [149](#).

Le président se renforce dans son siège. Un avion, ce pouvait être un accident, se dit-il. Deux avions, c'est une attaque. Trois, c'est décidément une déclaration de guerre [150](#).

## 9 h 41

Mais où est donc le ministre ? se demande-t-on toujours dans la *War Room* du Pentagone. Il est encore sur le lieu du crash, attendant l'arrivée des sauveteurs. Il va falloir délimiter rapidement des secteurs : rouge, jaune, vert, selon l'état des blessés. L'héliport du Pentagone n'est plus praticable, on va avoir besoin très vite d'une autre aire d'atterrissage non loin de là. Les ambulances commencent à affluer en provenance de l'hôpital militaire Walter Reed<sup>151</sup>. Les sirènes hurlent de toutes parts. Vingt mille personnes, civils ou militaires, entreprennent d'évacuer le complexe,

tandis qu'un F-16 passe au-dessus du Pentagone comme pour envoyer un message aux sinistrés : ne vous inquiétez pas, nous sommes là !

L'agent de sécurité insiste : ce n'est pas la place du ministre, il doit lui aussi se mettre à l'abri.

Donald Rumsfeld ramasse une pièce de métal de l'avion en souvenir [152](#) et retourne à son bureau. Il réussit à joindre brièvement George Bush, qui, de Floride, veut connaître l'ampleur des dégâts.

Heureusement, à cause des rénovations en cours, une partie des bâtiments près du point d'impact de l'avion étaient fermés.

Pendant ce temps, ses subordonnées s'activent dans la *War Room* : nombre de

câbles ont été endommagés par  
l'incendie, mais les liaisons fonctionnent.  
A moitié.

## 9 h 42

— Nettoyez le ciel ! Ordonnez à tous d'atterrir ! Tout le monde au sol ! Immédiatement !

C'est un fait sans précédent dans l'Histoire. A Herndon, Ben Sliney, après avoir appris qu'un avion vient de s'écraser sur le Pentagone, a lancé l'ordre à tous les appareils en vol d'atterrir sur l'aéroport le plus proche — 4 400 avions sont en l'air ! Il les veut tous au sol le plus vite possible. Il faut entièrement dégager le ciel au-dessus du territoire américain.

Le patron du Commandement national de

l'aviation civile prend courageusement la décision seul, sans attendre l'aval de la directrice générale Jane Garvey ni celui du secrétaire aux Transports, Norman Mineta (tiens, on vient juste de retrouver celui-ci, il a gagné le bunker de la Maison-Blanche). Ben Sliney risque sa place, lui qui étrenne aujourd'hui même ses nouvelles fonctions, mais c'est trop grave, chaque seconde compte... Ses supérieurs approuveront plus tard.

Immédiatement, c'est la fièvre dans tous les aéroports et les centres de contrôle. Le Canada va suivre et prendre la même disposition. Tout l'espace aérien de l'Amérique du Nord doit être fermé.

# **Le gouvernement fantôme**

## 9 h 42

Pour l'aviation civile, le cauchemar n'est pas fini : on est aux prises avec un autre avion. Encore un !

Cette fois, c'est le centre de contrôle de Cleveland qui a donné l'alerte. Et c'est encore un avion de United Airlines qui est en cause, le vol 93. Celui-ci a décollé à 8 h 42 de Newark, l'un des aéroports de New York, à destination de San Francisco, avec vingt-cinq minutes de retard dues à l'encombrement du trafic. Après quarante-cinq minutes de vol, tout semblait OK. La trajectoire et l'altitude étaient bonnes, et le commandant de bord, Jason Dahl, avait répondu normalement

au message-texte que l'aiguilleur de United Airlines, Ed Ballinger, avait lancé : « Attention à une intrusion dans vos postes de pilotage. Deux avions ont heurté le World Trade Center. »

« Ed, confirmez votre dernier message, *please* », a répondu Jason Dahl, incrédule.

Mais peu après, le contrôleur de Cleveland ainsi que les pilotes des avions circulant dans le secteur ont perçu une communication radio alarmante en provenance du vol 93, des bruits de lutte dans le poste de pilotage et des appels au secours.

— *Mayday* ! a crié une voix, sans doute celle du commandant.

Puis :

— Sortez de là, sortez de là !

Le contrôleur a constaté que l'avion était en descente rapide, il a répété ses appels : « United 93, *checking in 3.5.0.* »

Sans réponse. Jusqu'à cette nouvelle annonce :

— Ici le commandant de bord. Restez assis, nous avons une bombe à bord.

L'avion est maintenant monté à 12 000 mètres. Nouvelle transmission radio : — Euh... C'est le capitaine, dit une voix à l'accent prononcé. On aimerait que vous restiez tous assis.

Il y a une bombe à bord, et nous retournons à l'aéroport, et... restez assis.

Pas plus que ses complices, le pirate Ziad Jarrah, qui a pris le contrôle de l'appareil, ne sait se servir de la radio de bord. Il croit s'adresser uniquement aux passagers.

— United 93, compris que vous avez une bombe à bord. A vous [153](#), tente le contrôle.

Pas de réponse. Le signal du transpondeur a disparu. On arrive quand même à localiser l'avion au radar : il a viré vers l'est puis le sud [154](#).

Le contrôleur se déleste de la gestion des autres avions du secteur sur ses collègues pour se concentrer entièrement sur United 93. Mais dans la confusion, les pilotes d'un avion de Delta Airlines, parti de

Boston pour Los Angeles, négligent de changer de fréquence. Le nouveau contrôleur s'inquiète, il leur intime l'ordre d'atterrir à Cleveland. L'avion fait un vaste virage inattendu...

Confusion.

Inquiétude... Delta 1989 est lui aussi ajouté à la liste des avions suspects [155](#).

## 9 h 42

A la Maison-Blanche, dans la *Situation Room*, Brian Stafford, le patron du Secret Service, passe discrètement un petit mot à Richard Clarke : « Les radars montrent qu'un avion se dirige vers nous. »

C'est Barbara Riggs, une ancienne du Secret Service elle aussi [156](#), qui vient de l'alerter depuis le siège de l'agence. Là, les services ont un dispositif spécial qui leur permet de se brancher sur les radars de l'aviation civile en temps réel.

— Je vais évacuer la Maison-Blanche, dit Stafford.

La nouvelle du crash d'un troisième avion

sur le Pentagone leur parvient au même moment.

— Et le COG ? demande Paul Kurtz, un membre de l'équipe du contre-terrorisme de la Maison-Blanche.

Le COG ! C'est le plan secret *Continuity of Government* (« Continuité du gouvernement »). Imaginé dans les années 1950, rafraîchi sous Ronald Reagan<sup>157</sup>, véritablement institué en 1988<sup>158</sup>, il a été conçu pour « maintenir la survie nationale en cas d'attaque nucléaire contre Washington » et préserver les fonctions essentielles de l'Etat. Un vrai scénario hollywoodien : en cas de menace nucléaire imminente, on envoie les principaux personnages de l'Etat dans des

lieux « alternatifs » et secrets, des bunkers sous les montagnes, spécialement aménagés et protégés des radiations. Le président, le vice-président, le *speaker* de la Chambre, tous ceux qui font partie de l'ordre de succession et sont susceptibles de remplacer le président au cas où celui-ci serait en état « d'incapacité » y sont emmenés de toute urgence<sup>159</sup>. Par précaution, pour ne pas risquer d'être touchés en même temps, ils doivent être dispersés sur des sites différents.

L'un des lieux les plus importants se trouve à Mount Weather, à Bluemont, en Virginie, à 77

kilomètres de Washington : un

gigantesque complexe y est édifié, véritable petite ville souterraine où on peut survivre pendant plusieurs semaines en autonomie totale. Connu sous le nom de High Point, le centre a été construit en 1959 et serait susceptible d'accueillir quelques milliers de personnes. Il est doté d'un hôpital, d'une petite centrale électrique, d'un studio de radio et de télévision, d'énormes réserves d'eau potable, d'un crématorium [m160...](#) C'est aussi le centre des opérations pour l'Agence fédérale de gestion de crise (FEMA) qui, de là, peut communiquer par un réseau spécial avec toutes les agences et tous les Etats.

Il y a également le fameux site R, dans la Raven Rock Mountain, à la frontière de la

Pennsylvanie et

du Maryland, qui était jusqu'en 1953 une espèce de Pentagone de secours et qui sert maintenant d'équipement pour le [COG161](#). Au total, quelque 75 sites de « relocalisation » d'urgence permettent de reconstituer une sorte de Washington secret pouvant abriter une administration alternative avec les principales personnalités de l'Etat.

Tout cela ressemble à un film, mais c'est une affaire très sérieuse. Des exercices de simulation sont

d'ailleurs parfois organisés [162](#). Richard Clarke a ainsi séjourné un moment dans un désert en se comportant comme si le reste du pays avait été vitrifié [163](#), Dick

Cheney et le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld ont eux aussi joué à la guerre nucléaire, planqués dans des bunkers.

Le dispositif a fait l'objet de vives critiques, certains l'accusant d'être trop confus, trop dangereux (les sites, connus des Russes, seraient les premières cibles des missiles), de trop éparpiller les responsables de l'Etat, ou encore de menacer la démocratie. Car les fonds alloués pour l'entretien et le fonctionnement des centres souterrains, qui se comptent en milliards de dollars, ne sont pas explicitement votés par le Congrès. Et surtout, le plan prévoit, lors d'une crise majeure, des délégations d'autorité peu constitutionnelles : au cas

où l'exécutif et une partie du Congrès seraient anéantis, une loi martiale s'appliquerait et un *shadow government* – un gouvernement de rechange – doté de pouvoirs exceptionnels serait institué<sup>164</sup>.

A ce jour, le plan « Continuité du gouvernement » n'a encore jamais été mis en application.

Normalement, c'est le président des Etats-Unis lui-même qui doit le déclencher. Mais le président n'est pas là.

— Comment je fais pour le déclencher ? demande Clarke.

— Vous n'avez qu'à me le dire, c'est tout, répond le coordinateur spécial chargé du

plan.

— Allez-y ! ordonne Clarke.

Certes, le plan est prévu en cas d'attaque nucléaire, dans l'hypothèse où Washington et les grandes villes américaines seraient anéanties par des missiles. Il est donc mal adapté à la situation du jour : les responsables de l'Etat vont être éloignés de Washington, dispersés, ce qui va rendre plus difficiles les communications et l'organisation de la riposte au terrorisme. Mais on n'a rien de mieux. Ordre est donc donné aux agences fédérales de mettre en œuvre leur « centre alternatif » à l'extérieur de la capitale [e165](#).

Le gouvernement des Etats-Unis entre

dans la clandestinité.

## 9 h 42

A Sarasota, en Floride, le convoi présidentiel débouche en trombe sur le tarmac de l'aéroport par une entrée latérale, et freine sous les ailes d'Air Force One. L'avion est en alerte, prêt à décoller. Des agents armés de fusils d'assaut sont postés tout autour. Deux hôtes, le visage grave, attendent le président en haut de la passerelle avant. Elles ont l'air si accablé que, dans un geste dont il est coutumier, il les serre un moment dans ses bras.

— Ça va aller, leur dit-il.

Puis il se tourne vers les agents du Secret

Service :

— Assurez-vous que la Première Dame et mes filles sont sous protection, lance-t-il [166](#).

Les agents sont de plus en plus nerveux et directifs :

— Monsieur le Président, répond l'un d'eux, il faut vous asseoir le plus vite possible.

Il n'est plus temps de serrer des mains ou de poser pour des photos. George Bush gagne rapidement sa cabine privée située dans le nez de l'appareil et demande qu'on le laisse seul.

Au fond, les agents s'impatientent :

— Allez, allez, allez ! hurlent-ils aux

membres de la suite présidentielle [167](#).

Les journalistes sont poussés vers la porte arrière et soumis à une fouille supplémentaire. Ils accompagnent le président depuis le début du voyage et sont accrédités. Mais on ne sait jamais... Tous les bagages, même ceux des membres du staff qui sont dûment badgés, sont reniflés par des chiens détecteurs d'explosifs. C'est ici que l'on inaugure ce qui va vite devenir le quotidien des aéroports du monde entier et le cauchemar des passagers : les contrôles de sécurité renforcés.

— Si vous n'êtes pas indispensable, vous n'entrez pas dans cet avion ! crie un attaché militaire sans pour autant que cela

tire à conséquence. Nous devons nous dépêcher et partir d'ici [168](#).

## 9 h 45

Dans l'avion qui roule déjà vers la piste, George Bush s'est installé à son bureau. Devant lui, la ligne téléphonique sécurisée. Sur le dossier du fauteuil l'attend son gilet de bord frappé des mots « Air Force One ». La suite présidentielle est située dans le nez de l'avion, en dessous du poste de pilotage et de la salle des communications. Elle dispose de l'essentiel : un bureau personnel où le président peut recevoir, travailler et téléphoner sur des lignes cryptées, une chambre avec salle de bains, une cellule médicale où on peut intervenir en urgence (un médecin est toujours à bord). Un long

couloir jouxtant les cuisines sépare l'espace présidentiel de la confortable salle de conférences au milieu de l'appareil. A l'arrière de l'avion viennent ensuite un cabinet de travail, puis deux compartiments passagers avec quelques rangées de sièges. Les journalistes sont installés tout au fond.

Air Force One est plus qu'un avion. C'est une légende. Aux Etats-Unis, on l'appelle la *Flying White House*, la « Maison-Blanche volante », et certains vouent à l'appareil un culte maniaque. En théorie, ce Boeing 747 (par commodité, il y a en réalité deux Air Force One, en tout point identiques) peut en effet faire office de Bureau ovale *bis*, tel un centre de commandement mobile. Il se ravitaille en

vol, et n'a donc pas de limitation de distance. Les systèmes de communication, que gèrent les officiers du premier étage, sont destinés à être utilisés en liaison avec les lignes sécurisées au sol, et peuvent se substituer à ceux des centres de commande en cas d'attaque. A bord, le président peut donc assurer presque normalement ses fonctions. Telle est en tout cas la théorie.

De son bureau volant, George Bush appelle tout de suite « Vice ». Le vice-président Dick Cheney est toujours dans son tunnel, sous la Maison-Blanche. Cela fait un bon moment qu'il attend d'entrer en communication avec le président.

— On dirait qu'on a une petite guerre, dit

George Bush. Je suis au courant pour le Pentagone.

Quelqu'un va devoir payer [169](#).

Le président demande que l'on tienne au courant les leaders du Congrès, et il fait part de son désir de rentrer à Washington. Cheney s'y oppose fermement : non, ce n'est pas prudent.

— Retardez votre retour. On ne sait pas bien ce qui se passe ici, mais il semble qu'on soit visés [170](#).

Vous ne pouvez pas rentrer avant qu'on comprenne ce que c'est que ce bordel !

En 1975, Cheney, alors directeur de cabinet du président Ford, avait déjà réfléchi à ce type de situation. Il avait

demandé aux avocats de la Maison-Blanche de lui indiquer les procédures à appliquer au cas où il faudrait assurer la continuité du gouvernement<sup>171</sup>. Il le sait : la première mesure en cas d'attaque, c'est de faire en sorte que le président et le vice-président ne se trouvent pas au même endroit.

Il faut donc qu'Air Force One prenne le ciel sans tarder.

Condi Rice plaide aussi au téléphone, et en vient à élever la voix :

— Vous ne pouvez pas revenir maintenant ! s'écrie-t-elle.

Au moment où tous les avions américains reçoivent l'ordre d'atterrir

immédiatement, un seul a l'autorisation de décoller : celui du président. Pour aller où ? Personne ne le sait. Pas même le pilote.

## 9 h 46

L'avion 93 est à vingt-neuf minutes de Washington, annonce-t-on au commandement de l'aviation civile de Herndon. A-t-on demandé aux militaires l'envoi de chasseurs ? On ne sait pas où ils en sont.

Devant ses écrans, Ben Sliney est sur les nerfs : tous les avions en l'air peuvent se transformer en missiles. Lequel est devenu un ennemi ? Sur l'écran géant de la salle de contrôle, il voit toujours la séquence obsédante du crash des avions sur les tours que CNN diffuse en boucle.

— Enlevez-moi cette image ! ordonne-t-

il, écœuré.

A la Maison-Blanche, dans le bunker souterrain, on s'impatiente. Norman Mineta, le secrétaire aux Transports, s'est adressé à Monte Belger, administrateur adjoint de la FAA :

— Monte, mettez-moi tous ces avions au sol [172](#) !

On ne sait pas que Ben Sliney a déjà pris cette décision de sa propre initiative, quatre minutes plus tôt. Deux fois valent mieux qu'une.

Au-dessus, dans la *Situation Room*, l'équipe de Richard Clarke se demande

toujours quel est l'avion qui vient de se crasher sur le Pentagone. Intervenant dans la vidéoconférence depuis son QG de Washington, Jane Garvey, la patronne de l'aviation civile, ne peut répondre avec précision. On ne sait pas non plus ce que fait l'armée de l'air. Et pour cause : elle ne participe pas à la réunion.

A Rome, le commandement militaire nord-est, sous la direction de Bob Marr, prépare en urgence un plan de bataille pour déployer les chasseurs. Le commandant général Arnold a déclaré l'alerte générale pour tous les avions de la défense. Priorité : protéger les villes américaines. On donne

à chaque secteur un nom de code – Yankees pour New York, Redskins pour Washington –, on décide de leur altitude (les chasseurs devront voler bas) et des fréquences de communication<sup>173</sup>.

Dans la *War Room* du Pentagone, on vient d'apprendre qu'un nouveau détournement est peut-être en cours. Il s'agirait, dit-on, du vol... Delta 1989. Qui peut confirmer ? L'aviation civile n'est toujours pas dans la boucle. Ici, on est chargé de faire la liaison entre le sommet de l'Etat et l'armée de l'air. Mais le secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld, n'est toujours pas là. Et on n'a toujours aucune information en provenance du président.

**14**

**Tous aux abris !**

## 9 h 49

« Mesdames, enlevez vos chaussures à talons, et courez ! »

Les agents de sécurité de la Maison-Blanche ne plaisantent pas. L'évacuation a commencé doucement il y a quelques minutes – « Gardez votre calme », conseillaient les agents –, mais cette fois, après l'attaque sur le Pentagone, le personnel est pressé de sortir sur Pennsylvania Avenue. Tout le monde est poussé dehors avec fermeté, personnalité ou non. Le staff présidentiel de l'aile ouest, qui regardait la télévision dans la cafétéria, se voit, lui aussi, intimer l'ordre de partir en courant.

La pelouse sud est parsemée de tables de réception : on y dressait déjà les nappes pour préparer le pique-nique annuel du Congrès. Tous les membres de la Chambre des représentants et du Sénat étaient invités avec leur famille pour l'après-midi. Laura Bush avait prévu une ambiance cow-boy, avec chariots texans, musique country, de bons vieux *square-dances*, comme autrefois, et l'orchestre de Ray Benson *Asleep at the Wheel*[174](#). On n'ose penser à ce qui arriverait si un avion visait la Maison-Blanche dans un tel moment.

Pour l'heure, c'est la débandade. Tout le monde fonce vers les barrières que les gardes maintiennent exceptionnellement grandes ouvertes pour laisser sortir le

personnel. On demande même aux membres du staff de la Maison-Blanche d'enlever le badge autour de leur cou pour qu'ils ne soient pas les cibles privilégiées d'éventuels snipers.

Mais où aller ? Il n'y a pas de consignes. A l'exception de ceux qui ont été dirigés vers le bunker souterrain et des membres de la cellule de crise menée par Richard Clarke, des centaines de personnes appartenant à l'administration de la Maison-Blanche se dispersent et s'évanouissent dans la nature.

Certains, désorientés, choqués, errent dans les rues sans savoir que faire.

Au Pentagone, dont une partie est en flammes, la plupart des 22 000 employés ont quitté les locaux.

Toutes les routes du voisinage ont été coupées pour leur permettre de fuir, ce qui, évidemment, provoque un embouteillage géant dans le secteur.

On évacue aussi le Capitole, le Département de la Justice, le Département d'Etat, la Cour suprême, mais personne ne sait qu'un nouvel avion menace directement Washington, car ni l'armée de l'air ni l'aviation civile n'ont prévenu les organismes officiels [s175](#).

La Cour suprême ne siège pas à ce moment-là – la nouvelle session ne commence traditionnellement

que le premier lundi du mois d'octobre –, mais dans ses bâtiments se déroule la *Judicial Conference* des Etats-Unis, une réunion chargée chaque année de formuler des directives pour l'administration des tribunaux américains. Vingt-six juges fédéraux sont déjà rassemblés autour du *Chief Justice* William Rehnquist. Tout le monde est prié de quitter rapidement les lieux. C'est la première annulation d'une réunion de la Conférence depuis sa création en 1922.

## 9 h 50

Au Capitole, le Congrès, lui, a déjà ouvert sa session de rentrée, et un certain nombre de députés sont au travail. Le Sénat, qui s'est réuni la veille pour examiner des questions budgétaires, n'a pas de séance plénière aujourd'hui (il a prévu de se retrouver le lendemain à 10 heures, pour examiner la suite du budget), mais la Chambre, elle, a un ordre du jour chargé, et plusieurs commissions et sous-commissions – défense, budget, politique monétaire, commerce international, justice – sont en cours. Dans la grande salle se déroule un débat sur la santé et la lutte contre le tabagisme, mené par M.

Johnson, de l'Illinois.

Le président de séance a proclamé une pause. La reprise est prévue à 10 heures.

Par hasard, le général Richard Myers, chef adjoint de l'état-major interarmées [176](#), se trouve sur les lieux, en compagnie du sénateur Max Cleland de Géorgie. Il est figé devant la télévision. Personne ne l'a informé du deuxième crash sur le World Trade Center. Il l'a appris par CNN. Et maintenant, on lui dit que le Pentagone vient d'être touché à son tour [177](#).

Dennis Hastert, le *speaker* de la Chambre des représentants, est lui aussi devant la télé, dans son bureau. Ce républicain de l'Illinois, un ancien champion de catch

massif et rubicond, est un allié fidèle de George Bush. Il préside la Chambre avec énergie – tapant volontiers de son marteau pour rétablir l'ordre –, mais c'est un homme de compromis respecté. Avec lui, fini les affrontements permanents de l'ère Clinton, les outrances de l'ancien *speaker* Newt Gingrich qui avait mené la charge pendant l'affaire Lewinsky, ou les frasques d'un Bob Livingstone (pressenti autrefois pour être *speaker*) qui avait dû fuir après un scandale politico-sexuel. Avec Hastert, on est revenu à la sagesse et à la civilité.

Tout en gardant un œil sur l'écran, celui-ci tente désespérément de joindre Dick Cheney sur la ligne sécurisée. Pour cela, il faut appuyer sur un bouton de l'appareil

et tourner une clé. Mais cela ne fonctionne pas. Il y a quelques minutes, la petite lumière jaune du poste régulier s'est mise à clignoter. Il a décroché, croyant qu'il s'agissait du vice-président, pour entendre un correspondant anonyme en colère lui faire la leçon : « Qu'est-ce que vous foutez, vous tous, au Capitole ? hurlait l'inconnu. L'économie va dans le mur, vous êtes incapables de prendre une décision ! »

Un dingue... C'est bien le moment ! En raccrochant, Hastert a aperçu la longue colonne de fumée qui s'élève du Pentagone [178](#). Il faut agir : 30 000 personnes travaillent sur la colline du Capitole, sans compter les touristes. Tous ces gens sont sous sa responsabilité.

— Appelez l'aumônier ! ordonne Hastert. Qu'il nous rejoigne au rez-de-chaussée. On va lui demander de dire une prière et ensuite, on ajourne les séances. Tout le monde doit sortir.

A 9 h 52, les élus sont donc rappelés en urgence « en raison des événements ». Le président de séance, M. Goss, rouvre la session juste le temps d'une prière prononcée par le révérend Gerard Creedon, de l'église catholique Charles Borromée :

« Dieu de paix et de vie, envoie ton esprit pour soigner notre pays ; apporte la consolation à tous ceux qui ont été atteints par la tragédie d'aujourd'hui à New York et à Washington. Protègenous et aide nos

dirigeants à nous faire sortir de cette crise et à retrouver un nouveau jour de paix. Amen. »

Aux Etats-Unis, la religion fait partie des rites politiques de la nation, elle joue le rôle de morale publique. Et malgré la séparation de l'Eglise et de l'Etat, les prières sont fréquentes dans l'enceinte du Congrès (on en récite traditionnellement à l'ouverture de la session parlementaire). A plus forte raison en cas de drame national. La séance est ajournée une minute plus tard, après que l'on a convenu de se réunir le lendemain à 10 heures. Le meeting prévu avec le Premier ministre australien est annulé, toutes les sessions sont interrompues.

Dennis Hastert n'a pas le temps de méditer. Ses deux gardes du corps sont entrés précipitamment dans la salle et courent dans sa direction : — On pense qu'il y a un autre avion qui vise le Capitole, disent les deux hommes. Nous devons évacuer et vous mettre en lieu sûr.

Sans attendre, les deux agents l'encadrent, le soulèvent, l'entraînent dans un ascenseur, puis dans un long tunnel jusqu'au Rayburn House Office Building, où il est embarqué dans une Chevrolet qui file aussitôt à 145 km/h dans les rues de Washington.

— Où allons-nous ? demande-t-il.

— Andrews, répond laconiquement le chauffeur.

Hastert a compris : le plan secret COG est entré en application.

En tant que *speaker*, il vient juste après le vice-président dans l'ordre de succession, au cas où le président serait tué ou en état d'incapacité. On doit de toute urgence l'emmener dans son bunker. A la base d'Andrews, Hastert sera embarqué dans un hélicoptère qui mettra le cap vers le sud de Washington.

Direction : le fameux *Mount Weather Emergency Operations Facility* à Bluemont, en Virginie.

Le plan concerne également le suivant dans l'ordre de succession, le doyen et président *pro tempore* du Sénat, Robert Byrd, démocrate de Virginie-Occidentale,

puis les leaders du Congrès. Mais on les a oubliés... Alors, le chef de l'opposition à la Chambre, Richard Gephardt, rentre tout simplement chez lui.

Le leader de la majorité au Sénat, Tom Daschle, se réfugie un moment au quartier général de la police du Capitole puis, rejoint par son staff, s'installe finalement dans une maison voisine. Quant à Trent Lott, le leader de l'opposition au Sénat, il se retrouve lui aussi au quartier général de la police, où il demande à être emmené à la base d'Andrews [179](#).

Les téléphones portables ne fonctionnent plus, les réseaux sont saturés, les représentants et les sénateurs ne peuvent plus communiquer entre eux. Où sont

passés les chefs des groupes  
parlementaires ?

Aucune consigne n'a été donnée, et nombre d'élus n'ont pas connaissance du fameux plan « Continuité du gouvernement ». Alors chacun se débrouille comme il peut. Les uns se regroupent au quartier général de la police ; d'autres au restaurant Le Monocle, proche du Sénat. De là, le président du sous-comité du Congrès qui contrôle le FBI et la CIA réussit à joindre des responsables des services secrets, et il s'en trouve réconforté :

— Ils ont les choses en main, dit-il à ses collègues.

Mais ceux-ci se montrent sceptiques. Le

représentant républicain de Californie, Doug Ose, demande l'organisation d'une session extraordinaire au Capitole pour montrer leur détermination. « Ce serait de la lâcheté si nous ne nous réunissions pas aujourd'hui », clame-t-il.

Un autre élu, le républicain Sherwood Boehlert, n'a rien trouvé de mieux comme refuge que l'église St Peter, sur la colline du Capitole :

— Je n'aurais jamais pu penser que quelque chose comme ça puisse arriver, même dans mon imagination la plus débridée, dit-il. C'est une tragédie aux proportions sans limites [180](#).

Certains employés du Capitole se ruent vers le métro à Union Station, se heurtant

à des flots de touristes effrayés qui tentent de fuir Washington en prenant le train Amtrak [181](#). Des hélicoptères, bourrés d'agents brandissant des armes automatiques, tournent autour du Capitole. Ce n'est pas la panique, mais ça y ressemble de plus en plus.

## 9 h 52

Tailleur rouge, collier de perles, Laura Bush est elle aussi au Capitole, repliée dans le bureau du sénateur Edward Kennedy. FLOTUS est arrivée au Russell Senate Office Building il y a quelques minutes

pour y prononcer son discours sur la petite enfance devant la commission du Sénat sur l'éducation. Elle

était légèrement anxieuse, peu habituée à s'exprimer devant les sénateurs et les caméras, nombreuses pour l'occasion. Ted Kennedy, très cordial, lui a offert, en cadeau de bienvenue, la copie d'une de

ses peintures, un vase de jonquilles, dédicacée, avec la date « 11 septembre 2001 », puis il lui a fait visiter son bureau : « Là, c'est un mot que John avait écrit à maman quand nous étions petits », dit-il en lui montrant une petite note encadrée, écrite de la main de John F. Kennedy, sur laquelle on lit : « Teddy grossit. »

Le Lion parle, et parle, sur le ton du badinage, comme s'il voulait leur éviter à tous les deux de regarder les images des tours en feu qui reviennent sur l'écran de télévision. « Y a-t-il eu trop de tragédies dans sa vie pour qu'il puisse en supporter une de plus ? » s'interroge Laura Bush, gênée<sup>182</sup>. Un frère aîné tué à la guerre, John et Bob assassinés, son neveu John John tué dans un accident d'avion et dont

il a dû identifier le corps. Oui, Ted Kennedy a eu plus que sa part de drames.

Laura Bush s'inquiète pour son mari. Le Secret Service l'a-t-il ramené vers Air Force One ? se demande-t-elle. Elle ne laisse pourtant rien paraître. Laura est une femme du Sud à la voix douce et à l'élégance discrète, en toutes circonstances aimable et gracieuse, une authentique *Southern Belle*.

Derrière le sourire chaleureux et l'attitude avenante, il y a des nerfs d'acier, un contrôle de soi sans faille. Autant le président est nerveux, impatient, souvent brutal, autant la première dame semble sereine.

D'ailleurs, elle peut le calmer d'un

regard, d'une main posée sur la sienne, et elle est la seule qui peut lui dire, quand il s'emballe : « *Rein it in, Bubba !* » (Du calme, petit !)

Laura et George forment un vrai couple, pas seulement pour la galerie. Ils se sont rencontrés à un barbecue texan. Ils avaient 30 ans et se sont mariés trois mois plus tard. Coup de foudre. Laura Welch,

bibliothécaire dans une école primaire d'Austin, a su, à sa manière, s'imposer au sein de la redoutable

tribu des Bush. A la grand-mère de George qui lui demandait ce qu'elle pratiquait comme sport – un *must* dans cette famille hyperactive –, elle avait

répondu avec humour : « Je lis et je fume. » Les parents Bush l'apprécient : Laura a remis George dans le droit chemin, l'a ramené à l'Eglise, à la sobriété, en a fait un bon père et un bon mari (ils sont parents de jumelles, Jenna et Barbara). Certains disent qu'elle est sa colonne vertébrale. Depuis son arrivée à la Maison-Blanche, Laura s'est imposée comme une First Lady maternelle, rassurante, le contraire de l'ambitieuse Hillary Clinton qui l'avait précédée. Elle est nettement plus populaire que son mari.

Dans le bureau de Ted Kennedy, elle l'a regardé, son George, sur l'écran de télé, pendant sa brève

déclaration depuis Sarasota. Va-t-il

rentrer à Washington ? Impossible de le joindre. Air Force One ne répond pas.

Les caméras l'attendent elle aussi. Que leur dire ? La conférence est annulée, bien sûr. Elle fait face : — Nos cœurs et nos prières vont aux victimes du terrorisme, et notre soutien à tous les secouristes.

Dites aux parents de rassurer leurs enfants et de leur dire qu'ils sont en sécurité.

Elle s'apprête à reprendre sa voiture et à retourner à la Maison-Blanche — Ted Kennedy la serre dans ses bras, très ému — quand l'agent du Secret Service leur demande de se rendre

au sous-sol.

— Une équipe *Emergency Response Team* arrive pour vous chercher, dit l'agent.

L'extraction de FLOTUS a commencé. Mais la Première Dame va encore devoir attendre pendant de

longues minutes dans le bureau du sénateur Judd Greff, du New Hampshire (un ami des Bush, qui, pendant

la campagne électorale, dans le ranch familial, a joué le rôle d'Al Gore pour entraîner le candidat d'alors au débat), avant d'être emmenée par une équipe d'hommes habillés de noir, revolver au poing, vers le quartier général sécurisé du

Secret Service, un immeuble « banalisé » à quelques blocs de [là183](#).

Lynne Cheney, la femme du vice-président, elle, est bloquée devant la grille de la Maison-Blanche.

Les gardes, respectant les consignes à la lettre, refusent de la laisser entrer et s'opposent aux agents qui l'accompagnent. Le Secret Service a pratiqué son « extraction » peu après 9 heures, alors qu'elle se trouvait dans son bureau de l' *American Enterprise Institute*, un *think tank* conservateur. Ils l'ont emmenée prestement en voiture vers la résidence des Cheney, au nord-ouest de Washington. Puis contrordre ! La voiture a fait brutalement demi-tour et s'est

dirigée vers la Maison-Blanche.

Enfin, après quelques palabres, les gardes acceptent de la laisser entrer. Les agents l'entraînent immédiatement vers le bunker souterrain où elle tombe sur son mari, au téléphone dans un recoin du tunnel, en pleine conversation avec le président.

## 9 h 52

Faut-il aussi évacuer la CIA ? Au siège de Langley, à vingt minutes de Washington, le directeur George Tenet, arrivé il y a une demi-heure bouillant d'impatience, hésite. Si tout le monde fuit, comment va-t-on gérer la crise ? Mais si un avion venait se jeter sur nous, ce serait la fin.

Dans la salle de conférences qui jouxte son bureau au 7<sup>e</sup> étage, chacun parle rapidement, avec une économie de mots, pour être le plus efficace possible. Cofer Black, le directeur du Centre du contre-terrorisme de la CIA, et John McLaughlin, le directeur adjoint de

l'agence, sont en liaison par vidéo avec Richard Clarke à la Maison-Blanche. Les informations se bousculent, provenant de sources différentes, datant de moments différents... Difficile de savoir ce qui est confirmé ou pas. En tout cas, la Maison-Blanche, le Capitole, le Département d'Etat sont visés par les terroristes. Pourquoi pas la CIA ?

Mike Hohlfelder, le chef de la sécurité, conseille d'évacuer les locaux. George Tenet est réticent, puis il se résigne :

— Il faut sauver nos types, dit-il.

Inutile de leur faire courir des risques. Tout le monde dehors ! Les agents secrets sont renvoyés chez eux. Les responsables de la CIA quittent eux aussi la salle de

conférences pour se réunir un moment plus bas, au 1er étage, avant de quitter le bâtiment. Mais Cofer Black interpelle Tenet : — Monsieur, on doit faire une exception pour ceux du contre-terrorisme, nous avons besoin qu'ils soient devant leurs ordinateurs.

Au 6e étage de l'immeuble, huit personnes du *Global Response Center* sont branchées en permanence sur les activités terroristes dans le monde. Impossible de leur faire quitter leur poste en un tel moment.

Cofer Black est une tête à la CIA. Il a participé à la capture du terroriste Carlos en 1994, il a lutté contre AlQaida lorsqu'il était en poste à Khartoum, au

Soudan, il a même échappé de justesse à un attentat. Et il veut la peau de Ben Laden. Jusque-là, tout ce qu'il a proposé dans ce sens ne lui a pas été accordé.

— Ils jouent un rôle clé dans une crise comme ça, insiste Black. C'est même très exactement leur rôle.

— Ils vont prendre des risques, répond Tenet. Ils peuvent être tués.

— Eh bien, il faudra qu'ils meurent, répond Black sans ciller [184](#).

Tenet réfléchit encore un instant. Et accepte. L'heure est à l'action.

Là-haut, les experts se mettent au travail. Quelle est exactement la menace ? Qui sont les terroristes ?

C'est AlQaida, cela ne fait pas l'ombre d'un doute pour eux, mais ils doivent le confirmer. Il leur faut des preuves. Il faut avant tout éplucher les listes des passagers et recouper les informations des agents.

## 9 h 54

Le nez pointé vers le ciel dans un angle vertigineux, Air Force One décolle. Mark Tillman, le colonel de l'Air Force aux commandes de l'avion présidentiel, a placé son appareil dans une montée si rapide que les passagers ont l'impression qu'il est presque vertical. Alors, où va-t-on ? Pour l'instant, le pilote n'a qu'une destination : le ciel. Il faut monter le plus haut et le plus vite possible [185](#). Ensuite, tout là-haut, on verra.

Dans sa cabine, George Bush est silencieux. Ses lèvres murmurent des mots qu'il connaît par cœur : «  
Donnenous la sagesse, donnenous le

courage pour faire face en cette heure. »

Ce sont les paroles de l'un de ses hymnes préférées, *Dieu de grâce et Dieu de gloire*. Seul dans le nez de l'avion qui fuse vers les cieux, le président des États-Unis prie.

**15**

**Paille dans le ciel**

## 9 h 55

De nombreux passagers du vol 93 ont appelé leur famille avec leur portable ou en utilisant les téléphones GTE de bord [186](#). Les pirates l'ignorent ou ne s'en soucient pas. « Ils ont noué des bandanas rouges autour de leur front, racontent les otages, ils n'ont pas d'armes à feu mais des couteaux... Nous avons été regroupés à l'arrière, un passager a été poignardé, deux autres gisent sur le sol... » Le récit ressemble à celui des autres avions détournés. Mais ces conversations apportent quelque chose de plus : les passagers apprennent, par la bouche de leurs proches, ce qui vient de se passer à

New York. Ils comprennent que leur avion fait lui aussi partie d'une attaque contre l'Amérique et qu'il leur faut désormais admettre cette réalité insensée : les pirates sont des kamikazes qui vont les précipiter sur Washington. Il faut à tout prix tenter de les arrêter.

— Nous sommes en train de voter pour savoir s'il faut donner l'assaut contre les pirates, a annoncé Linda Gronlund au téléphone à sa sœur Elsa.

De son côté, Thomas Burnett, un Californien de 38 ans, père de trois petites filles, a contacté par quatre fois sa femme Deena, une ancienne hôtesse de l'air.

— Tom ? Tu vas bien ?

— Non.

La première fois, Deena l'a informé que d'autres avions avaient été détournés. Tom a raccroché pour le dire à ses voisins. Puis elle a vu à la télévision l'image du Pentagone qui venait juste d'être frappé.

Elle a éclaté en sanglots, pensant qu'il s'agissait de l'avion de Tom. Mais le téléphone a sonné à nouveau. Tom était encore en vie.

— Un autre avion vient de s'écraser sur le Pentagone, lui a-t-elle annoncé [187](#).

— OK. On va faire quelque chose. Je te rappelle.

Son voisin de siège, Mark Bingham, 31

ans, parle pendant ce temps avec sa mère, Alice Hoglan, qui lui confirme les informations. Mark est un entrepreneur dynamique, rugbyman amateur de l'équipe des Fogs à San Francisco, connu pour son tempérament de fonceur. Tom et Mark font circuler l'information dans la cabine : oui, ils sont bien victimes de kamikazes. Il faut y aller !

Une hôtesse de l'air, Sandra Bradshaw, 38 ans, confie alors à son mari au téléphone qu'ils vont intervenir : elle est en train de faire bouillir de l'eau pour en faire une arme.

## 9 h 55

L'espace aérien américain est fermé.

Mais il y a encore quelque 400 avions de ligne internationaux au-dessus des océans qui se dirigent vers le territoire [188](#). La plupart n'ont plus beaucoup de réserves de fuel, pas assez en tout cas pour rebrousser chemin. Que faire ?

L'administration de l'aviation civile demande au Canada de rouvrir son espace pour accueillir les vols en difficulté. C'est d'accord, à condition d'éloigner ces avions des grandes villes. On ne sait jamais... Il faut donc les faire atterrir dans des aéroports plus petits. Pour cela, on doit réorganiser en urgence

tous les plans de vol, reprendre les protocoles de communication avec les appareils, ce qui nécessite d'engager dans l'opération un grand nombre de contrôleurs et de techniciens. L'opération *Yellow Ribbon* est déclenchée [189](#).

Certains pilotes, peu informés de ce qui se passe aux Etats-Unis, ne comprennent pas ces changements. C'est le cas du commandant d'un avion asiatique à destination de San Francisco.

— Vous ne pouvez pas vous poser aux Etats-Unis, sauf si vous avez une urgence en fuel, s'évertue à lui répéter Robin Lee, une opératrice radio d'une compagnie privée qui relaie les messages entre les contrôleurs et les avions au-dessus du

Pacifique.

— OK. Nous allons à Oakland, alors.

— Négatif, monsieur. Vous ne pouvez pas vous poser aux Etats-Unis.

— OK. Et à Los Angeles, alors ?

Robin Lee aura beaucoup de mal à le convaincre de se rendre à Vancouver. Les agents aériens doivent faire l'impossible. Les avions au-dessus de l'Atlantique et du Pacifique communiquent entre eux sur une fréquence commune (123.45), certains cafouillent. L'un des pilotes compose le code de transpondeur indiquant un détournement, et il est immédiatement répertorié comme suspect. Le commandant du Northwest Airlines

22, parti de Tokyo pour Honolulu, a, lui, l'idée de se brancher sur la station Voice of America pour avoir les dernières informations, et prend aussitôt des mesures : il place l'un des membres de son équipage, armé d'un extincteur, en bas de l'escalier qui mène au cockpit avec mission d'arrêter quiconque tenterait de monter. Deux officiers de police qui sont parmi les passagers sont mobilisés. Finalement, des F-15 armés viendront l'escorter jusqu'à ce qu'il atterrisse à Honolulu.

L'opération *Yellow Ribbon* se déroule dans un climat de tension extrême.

## 9 h 58

A bord d'Air Force One, George Bush fulmine. Il veut rentrer au plus vite à Washington. Mais Andy Card et Eddie Marinzel, l'agent du Secret Service qui commande l'escorte ce jour-là, s'y opposent : le Pentagone est en feu, l'alerte est maximale, on ne sait pas combien d'avions sont menaçants, on parle de six appareils suspects, donc encore trois en l'air... Non, il n'est pas prudent de ramener le président dans la capitale.

— On va à Washington, insiste Bush. Je suis le président.

Les communications à bord ne sont pas si performantes qu'on le croyait. Il n'y a pas de télévision par satellite. Les images que capte Air Force One sont celles des chaînes terrestres locales, elles sont mauvaises et s'interrompent fréquemment à mesure que l'avion change de secteur. Alors que des millions de personnes dans le monde sont tenues au courant du drame seconde après seconde, lui, le président des Etats-Unis, en est réduit à regarder des séquences fragmentées et brouillées !

Dans la salle de conférences de l'avion, ce que le staff présidentiel capte tant bien que mal sur le poste de télévision semble apocalyptique. Une bribe de reportage, saisi entre deux interruptions, parle d'horreur. Des gens auraient sauté des

gratte-ciel, d'autres s'agrippent encore au bord du vide... Soudain apparaît sur l'écran une scène inimaginable : l'une des tours du World Trade Center en train de...

s'effondrer. George Bush regarde, pétrifié.

## 9 h 58

A Washington, dans le bunker de la Maison-Blanche, Dick Cheney, qui vient d'arriver après sa longue pause dans le tunnel, reste un moment les yeux fermés, sans dire un mot [190](#). Les murs de la vaste pièce boisée sont couverts d'écrans vidéo en liaison avec la *Situation Room* au-dessus, ainsi qu'avec le Pentagone et le Département d'Etat, mais tous les regards

sont fixés sur CNN et Fox News. Ici non plus, ça ne fonctionne pas très bien.

Pendant un moment, on n'arrive même pas à avoir le son... Mais l'image est terrible.

— Il doit y avoir des milliers de morts, murmure quelqu'un.

Le vice-président hoche la tête, l'air sinistre [191](#).

A ses côtés, autour de la longue table, il y a son directeur de cabinet Scooter Libby, la conseillère à la sécurité Condoleezza Rice, le directeur adjoint de cabinet de la Maison-Blanche Joshua Bolten, le secrétaire aux Transports Norman Mineta... Chacun dispose de téléphones blancs reliés à des lignes hautement

sécurisées. Les conseillers, eux, sont assis derrière, contre le mur [192](#).

Sur la table, une assistante a disposé des petits gâteaux comme pour une réunion habituelle. Personne ne songe à y toucher.

Puis, sans perdre un instant, sans prononcer une parole, le vice-président se remet à l'action [193](#). Ce n'est pas le moment de se laisser aller... Mon boulot, se dit-il, c'est d'être prêt à agir si quelque chose arrive au président [194](#).

# 10 heures

A New York, les étages de la tour sud sont tombés les uns sur les autres, l'édifice s'est volatilisé dans un déluge de feu. Autour, les gens se mettent à courir, terrifiés. Une masse monstrueuse de débris et de cendres s'engouffre dans les rues, les plongeant dans l'obscurité.

Dans la tour nord, on a ressenti comme un tremblement de terre. Le nuage de poussière pénètre partout et envahit le hall. Les chefs des pompiers ont quitté précipitamment leur PC et fuient. Tout est noir autour d'eux... Le chapelain, le père Mychal Judge, qui, il y a quelques minutes, récitait des prières, gît sur le sol,

tué par la chute d'un débris.

Perdu dans le brouillard de cendres, le chef Pfeifer a la présence d'esprit de lancer un appel général : — Evacuez l'immeuble ! répète-t-il dans son talkie-walkie. A toutes les équipes, évacuez la tour 1 !

Evacuez la tour 1 !

Ni lui ni personne autour de lui ne comprend ce qui vient de se passer. Le monde entier vient de voir en direct l'effacement du gratte-ciel. Mais eux, ils l'ignorent. Ils ne peuvent pas imaginer l'inimaginable.

Ces immeubles-là ne peuvent pas s'écrouler, c'est impossible. Pourtant,

Pfeifer pressent qu'il faut absolument faire redescendre ses hommes. Il sait qu'ils courent maintenant un immense danger. Dans les étages, les pompiers ignorent eux aussi la situation. Certains d'entre eux n'entendent pas l'ordre de leur chef et poursuivent leur ascension. D'autres ne le prennent pas au sérieux. D'autres, avertis, redescendent aussi vite qu'ils le peuvent.

De retour dans le hall, l'équipe de Pfeifer découvre un paysage de désolation. Dehors, c'est la nuit, un océan de poussière qui les empêche de discerner quoi que ce soit. Le PC de crise est hors d'usage...

Ils décident de quitter les lieux [x195](#).

# 10 heures

Dans l'avion United Airlines 93, il y a quelques minutes, Todd Beamer, 32 ans, père de deux petits garçons et bientôt d'un troisième, a composé le zéro sur un téléphone de bord pour obtenir une opératrice [196](#). C'est Lisa Jefferson, superviseur de la compagnie GTE-Airfone [197](#), qui lui a répondu. Todd lui a dressé un état précis de la situation à bord : il y a apparemment trois pirates, armés de couteaux... Il est, lui, avec neuf autres passagers et cinq membres d'équipage, forcé de rester assis sur le sol à l'arrière. Le pilote, un copilote et un passager ont apparemment été blessés.

Deux des pirates se sont enfermés dans le poste de pilotage... Todd est resté en ligne.

Lisa lui demande s'il veut entrer en communication avec sa femme, mais il refuse : elle est enceinte, il ne veut pas lui donner un tel choc, explique-t-il.

Lisa entend des cris. Todd annonce qu'ils vont intervenir et tenter de neutraliser les pirates. Mais avant, il lui demande une faveur : peut-elle prier avec lui ? Au téléphone, les deux interlocuteurs, qui ne se connaissent pas, récitent ensemble le Notre Père, puis le psaume 23 : « Quand je marche dans la vallée de l'ombre de la mort, je ne crains aucun mal car tu es avec moi... »

La voix de Todd se fait plus tendue :

— Nous descendons ! *Oh, God, Lisa...*

Lisa est aussi le prénom de sa femme.

— Promettez-moi d'appeler ma femme et mes deux enfants, David et Andrew, et de leur dire que je les aime<sup>198</sup>, demande-t-il encore avant de lâcher le combiné sans couper la communication<sup>199</sup>.

C'est alors que Lisa Jefferson l'entend dire aux autres passagers : — *Are you ready, guys ? Let's roll*<sup>200</sup> ! (Etes-vous prêts ? On y va !) Un passager crie :

— Dans le cockpit ! Si nous n'entrons pas, nous mourrons.

Les passagers passent à la riposte.

— Tout le monde se rue en première classe. Je dois y aller, *bye*, a dit au même moment Sandy Bradshaw à son mari Philip.

Le pirate aux commandes, c'est Ziad Jarrah. Il a programmé les appareils de navigation pour mettre le cap sur [Washington201](#), et il fait tanguer l'avion pour déstabiliser les assaillants. Maintenant, il le fait vaciller de bas en haut.

— Qu'est-ce qu'on fait ? demande Jarrah. Est-ce qu'on en finit ?

— Non, pas encore, répond un autre terroriste.

Qui peut dire ce qui se passe alors dans

la tête de ces jeunes fanatiques ? A quoi songent-ils ? Sont— ils en train de prier, eux aussi ? D'invoquer l'aide d'une quelconque force divine ? Quelles sont leurs pensées ? Quels sentiments les animent ? La haine ? La peur ?

L'indifférence ? Ou alors un terrible sentiment d'accomplissement, peut-être de jouissance ? La conviction absolue de toucher enfin au but, de pouvoir assouvir leurs pulsions si longtemps réfrénées, de connaître enfin la félicité et l'extase dans la destruction finale ? L'orgasme de la mort... Est-ce cette pulsion indicible, ce mélange obscur de fanatisme et de frustration qui les a conduits à vider leurs pensées de toute empathie envers leurs semblables, de tout sentiment

d'appartenance à l'humanité, qui les a poussés à trancher la gorge de jeunes hôtes de l'air d'un coup de cutter et qui les décide maintenant à précipiter des hommes, des femmes et des enfants dans l'horreur ?

L'assaut se poursuit. Les pirates semblent avoir des difficultés à garder le contrôle.

— Allah est grand ! Allah est grand !  
hurle Jarrah.

Il crie à l'un de ses complices :

— Et maintenant ? Est-ce qu'on se crashe ?

— Oui, répond l'autre. Fais-le ! Détruis-le !

— Plonge ! Plonge !

L'avion est en piqué et se retourne.

— Allah est grand ! Allah est grand !  
hurlent encore les terroristes[202](#).

**10 h 03**[203](#)

Le pilote de l'avion-cargo de la Garde nationale, celui qui avait déjà observé le crash sur le Pentagone et continué ensuite sa route vers le Minnesota, aperçoit soudain une épaisse colonne de fumée noire, à 24 kilomètres au sud de Johnstown. Le vol United Airlines 93 vient de s'écraser dans un champ, près de Shankville en Pennsylvanie, à plus de 900 km/[h204](#).

**16**

# Ordre de tirer

## 10 h 03

Dans le bunker de la Maison-Blanche, on vient de l'annoncer : un avion non identifié se dirige vers Washington...

L'information a été transmise par l'aviation civile au service de protection du président, mais elle date. En réalité, il s'agit du vol 93, repéré quelques instants plus tôt, mais on ne sait pas encore qu'il s'est écrasé.

L'Air Force a établi une patrouille de combat au-dessus de Washington. C'est le dispositif conventionnel : une formation de chasseurs armés de missiles et de canons. Ils doivent être accompagnés d'un avion-radar AWACS. Mais pour

l'instant, il n'y a pas d'AWACS à l'horizon. Les pilotes aimeraient bien avoir des instructions.

Dick Cheney souhaiterait en parler avec le président. Alors qu'Air Force One grimpe à 14 000 mètres, une altitude supérieure à celle de croisière, il reprend la conversation avec George Bush.

La liaison est mauvaise.

— Monsieur, dit le vice-président, la patrouille a décollé. Les pilotes ont besoin de consignes précises, il leur faut des règles d'engagement pour qu'ils sachent quand ils peuvent tirer.

Il sait bien que les militaires n'agissent pas sans suivre un protocole détaillé, ces

fameuses « règles d'engagement ». Les chasseurs doivent d'abord tout faire pour contraindre les avions suspects à se poser.

George Bush connaît bien la manœuvre, il l'a apprise lorsqu'il était pilote intercepteur dans la Garde nationale du Texas, il y a trente ans, et qu'il s'entraînait à forcer d'éventuels avions soviétiques à se dérouter. Mais cette fois, il s'agit d'avions civils. Si ceux-ci ne répondent pas aux appels radio ni aux avertissements des chasseurs, que doivent-ils faire ? Dick Cheney recommande de leur donner l'autorisation de tirer. Le calcul est douloureux, mais il est juste : en abattant un avion commercial, on tuerait certes des

Américains innocents, mais on en sauverait sans doute beaucoup plus au sol.

— OK pour moi, répond Bus[h205](#).

C'est dit : l'armée de l'air a officiellement l'autorisation de tirer[206](#).

## **10 h 07**

A Rome, le commandement nord-est est informé que l'avion United Airlines 93 a été... détourné.

Personne n'a jugé bon d'avertir plus tôt les autorités de la Défense. Les informations sont dépassées, l'avion n'est plus qu'un amas de débris fumants, mais les militaires ne le savent pas, et ils fouillent le ciel de leurs antennes pour tenter de le retrouver.

## **10 h 10**

— Selon les radars, l'avion non identifié est à 130 kilomètres de la capitale et il se dirige rapidement droit sur elle, annonce

un attaché militaire chargé des communications dans le bunker de la Maison-Blanche.

Tout le monde fait mentalement la division : 130 kilomètres à 800 km/h... L'avion frappera dans moins de dix minutes !

Cette fois, ce n'est plus une hypothèse, mais du concret. Cheney est aux commandes à la Maison-Blanche. C'est à lui d'agir. Les trois avions de chasse qui ont décollé de la base de Langley armés de missiles AIM 7, AIM 9 et AIM 120 et s'étaient un peu fourvoyés ne sont pas loin maintenant.

— Les chasseurs sont au-dessus de Washington. Faut-il leur donner

l'autorisation de tirer si besoin est ?

Cheney n'hésite pas :

— Oui, répond-il immédiatement, fort de sa conversation précédente avec George Bush.

Le président a donné son accord de principe. Il n'a pas le temps de lui poser la question pour chaque avion.

Un instant plus tard, l'aide militaire confirme que l'avion suspect approche à vive allure et demande une nouvelle fois l'autorisation de tirer. Il a été étonné par la réponse si rapide du vice-président tout à l'heure. Peut-être celui-ci n'a-t-il pas bien compris la question ?

— Devons-nous engager les chasseurs ?

— Oui, confirme une nouvelle fois Dick Cheney avec autorité.

Quelques secondes encore... L'avion se rapproche. L'aide revient à la charge : — Est-ce toujours le même ordre ?

— Bien sûr ! s'irrite Cheney.

La décision est sans ambiguïté. Le vice-président l'a formulée trois fois en termes parfaitement clairs. Il n'a pas flanché, il a bien ordonné d'abattre un avion commercial américain rempli de passagers.

En face de lui, sur les écrans, il voit le World Trade Center en ruine, et il a « la conscience très nette qu'un avion détourné peut être une arme terrible<sup>207</sup> ».

Ce n'est pas le moment d'avoir des états  
d'âme.

## 10 h 10

Dans la *Situation Room* de la Maison-Blanche, le téléphone de Richard Clarke a clignoté : le major Fenzel, du bunker souterrain, lui communique l'autorisation de tirer donnée par le président [208](#).

Abattre un avion, d'accord. Mais dans quelles conditions ? Selon quelles règles d'engagement ? se demande Clarke.

Les militaires vont prendre du temps pour les définir, peut-être demander à des juristes... Et le temps presse.

L'avion hostile est à moins de dix minutes de la capitale. Dans la salle, on distribue des masques à gaz. Quelqu'un suggère

que l'on active le système de diffusion d'urgence, l'EBS (*Emergency Broadcast System*). Mais pour dire quoi ? demande Clarke.

CNN annonce qu'une explosion aurait retenti au Capitole, l'agence Associated Press parle, elle, d'une voiture piégée au Département d'Etat [209...](#) Clarke interroge Richard Armitage, le secrétaire d'Etat adjoint, dont le visage tendu apparaît sur le circuit vidéo de la conférence : — Est-ce que j'ai l'air d'avoir pris une putain de bombe ? gronde Armitage dans son langage fleuri. Et merde, je vais aller voir ça moi-même !

L'homme ne fait pas dans la nuance. Tout,

chez lui, est massif : sa tête carrée lisse comme un œuf, sa carrure impressionnante, sa mâchoire lourde qui semble directement posée sur son buste d'haltérophile.

Tous les matins, il soulève sa fonte avec une ardeur jamais démentie. Il n'a pas peur de l'effort et de la bagarre. Comme Colin Powell, c'est un ancien du Vietnam, pays dont il maîtrise parfaitement la langue. A l'époque, il était toujours partant pour les missions les plus risquées, et il n'a pas changé. Il ne faut pas le titiller beaucoup pour qu'il sorte de ses gonds. « Qu'ils aillent se faire foutre ! » est une de ses expressions favorites.

Clarke lui demande d'activer son site alternatif COG :

— Où est-il ce putain de site ? grogne Armitage [210](#).

On a bien dû lui attribuer un lieu pour le mettre en sécurité. Mais... qu'ils aillent se faire foutre !

## 10 h 12

L'avion est à huit minutes... La Maison-Blanche est vide. Il ne reste que les gens réfugiés dans le bunker souterrain avec Cheney et l'équipe de la *Situation Room* autour de Richard Clarke, en tout une douzaine de conseillers, d'experts et d'officiers antiterroristes. Clarke leur demande d'aller eux aussi se mettre à l'abri. Si l'avion vise la Maison-Blanche... Ils ont très bien compris ce que cela veut dire. Mais pas un n'accepte de quitter son poste.

— Alors inscrivez vos noms sur cette liste, intervient Paul Kurtz, conseiller antiterroriste et expert en balistique. Je

vais envoyer la liste par e-mail, comme ça, les secouristes sauront combien de corps ils doivent chercher [211](#).

Ce n'est pas une plaisanterie. Et tout le monde s'exécute.

Ça y est, le Pentagone confirme que les trois avions de chasse partis de la base de Langley sont bien au-dessus de Washington et que la base d'Andrews envoie des chasseurs supplémentaires. Par ailleurs, six autres chasseurs ont décollé des bases de Tyndall et d'Ellington pour rejoindre Air Force One et l'escorter. On envoie aussi des AWACS au-dessus de New York et Washington, mais ils n'y seront qu'en fin de matinée.

Dans les différentes réunions de crise, les rumeurs se succèdent. On parle maintenant d'un crash d'avion dans le Kentucky... Clarke demande aux Coast Guards de fermer les ports. Il craint qu'AlQaida ne fasse exploser des tankers. Il a aussi réclamé la fermeture des ambassades américaines dans le monde.

D'autres attaques contre l'Amérique sont possibles, dans d'autres pays. Tout le monde a en tête les attentats simultanés contre les ambassades du Kenya et de Tanzanie en 1998.

Dale Watson, le chef du contre-terrorisme du FBI, signale depuis un écran qu'il faut

faire évacuer tous les monuments et les lieux symboliques de l'Amérique. Puis il demande à parler à Clarke seul à seul, sur une ligne privée :

— On a les listes des passagers, lui confie-t-il. Il y a des types d'AlQaida.

Des membres identifiés du réseau terroriste ont réservé leurs billets d'avion sous leurs propres noms !

— Merde ! tonne Clarke. Comment ces types ont-ils pu monter à bord des avions ?

— La CIA avait oublié de nous en parler.

## 10 h 13

Pendant ce temps, le Pentagone vient de prendre une décision majeure : faire passer le niveau

d'alerte militaire à DefCon 3, ou Delta, ce qui n'était jamais arrivé depuis la guerre du Kippour de 1973<sup>212</sup>, quand les forces américaines se tenaient prêtes à répliquer à une éventuelle intervention soviétique. C'est le général Richard Myers, adjoint du chef d'état-major interarmées, qui a pris l'initiative, dès son arrivée au Pentagone. L'échelle DefCon (*Defense Condition*) compte cinq niveaux dégressifs (de 5, qui indique une situation calme, à 1, qui signifie la

guerre). Désormais, partout dans le monde, les bases militaires, les navires, les sous-marins, les avions sont sur le qui-vive.

## 10 h 13

A New York, les gens fuient le quartier sud de la presqu'île envahi par le nuage gris. Le maire Rudy Giuliani, lui aussi, est au milieu du chaos. Car ce que l'on redoutait est arrivé : son fameux PC de crise, installé dans l'immeuble n° 7 du complexe du World Trade Center, était bien trop près du sinistre pour être utilisé. Le maire a dû renoncer à l'occuper. Il a installé le poste de commandement dans un lieu provisoire, à un bloc de là, au 75, Barclay Street. Trop proche, là encore. Il a bien failli y rester : la tour sud s'est effondrée en partie sur le bâtiment. Le maire s'y est retrouvé piégé, à la

recherche d'une issue.

Deux concierges l'ont aidé à passer par le sous-sol et à remonter de l'autre côté, sur Park Place<sup>213</sup>. Il aimerait parler avec ses équipes, contacter la Maison-Blanche, mais aucun des téléphones portables ne fonctionne. Giuliani est au milieu des cendres, impatient d'agir et profondément choqué : tout à l'heure, quand il est arrivé sur les lieux, Peter Ganci<sup>214</sup>, le chef du département des pompiers de New York (FDNY), ne lui a pas caché son impuissance : — Mes types peuvent sauver tous ceux qui se trouvent en dessous du feu... Mais on ne peut pas envoyer des hélicos là-haut, il y a trop de fumée<sup>215</sup>.

Il va y avoir des milliers de morts, s'est tout de suite dit Giuliani. Du pied de la tour, il a vu un homme sauter dans le vide. « C'est la scène la plus horrible à laquelle j'aie assisté de toute ma vie », murmure-t-il.

C'est son adjoint Rudy Washington qui, au City Hall, l'hôtel de ville aux murs couverts de poussière blanche, tente de faire pour le mieux et suit scrupuleusement les procédures prévues en cas d'attaque terroriste : il réclame l'envoi d'engins de manutention et d'équipes médicales, contacte le Pentagone, demande à la Navy de se mettre en alerte contre une éventuelle attaque par mer, et ordonne la fermeture de tous les ponts et tunnels qui conduisent

à Manhattan. L'évacuation générale se poursuit. Ce sont maintenant les 4 700 personnes du quartier général des Nations unies et les 7 000 employés de l'Unicef et des différents programmes internationaux qui quittent leurs bureaux.

A Washington, une dizaine de minutes plus tard, c'est le tour des bâtiments du Département d'Etat et de la Justice, ainsi que celui de la Banque mondiale<sup>216</sup>. Un gigantesque bouchon s'est formé dans le quartier du Pentagone. Les rues et les métros sont encombrés de gens qui cherchent à sortir de la ville.

Assourdie par le vrombissement des avions de chasse et des hélicoptères de

secours, la capitale se vide.

Du bunker de la Maison-Blanche, Dick Cheney appelle George Tenet, le directeur de la CIA. Il veut

savoir si d'autres attaques sont envisageables.

— Non, répond Tenet. Je pense que c'est tout pour aujourd'hui.

Tenet prend des risques. Il n'a pas d'informations particulières pour oser une telle affirmation. Juste son flair et son expérience. Mais pour lui, ce qui se passe correspond exactement au mode opératoire du réseau AlQaida qu'il connaît bien : une attaque spectaculaire, multiple et concertée, dans un court

espace de temps [217](#).

## 10 h 15

Il n'est pas facile en effet de se faire une idée de la situation. A ce moment critique, le Pentagone n'a toujours pas de contact direct avec l'aviation civile. Les informations arrivent au compte-gouttes, indirectement et différées, parfois *via* les agents de sécurité de la Maison-Blanche. Au QG national de la Défense aérienne (NORAD), les officiers n'ont même pas été prévenus tout à l'heure de l'arrivée d'un avion suspect vers Washington. Et dans l'Etat de New York, les militaires du secteur nord-est, eux, cherchent toujours le vol 93. Ils s'en inquiètent auprès de l'aviation civile.

— Il est au sol, leur répond-on enfin.

— Au sol ? Quand a-t-il atterri ?

— Il n'a pas atterri.

— Oh, au sol... Vous voulez dire qu'il s'est écrasé ?

— Oui. Quelque part au nord-est de Camp David [218](#).

Oui, le drame d'United Airlines 93 s'est déroulé, du début jusqu'à la fin, sans que les militaires en soient informés !

## 10 h 18

A la Maison-Blanche, on en sait encore moins. On pense toujours que l'avion kamikaze va s'abattre sur la capitale, et on s'angoisse. Il faut absolument l'arrêter... Joshua Bolten, le directeur adjoint de cabinet de la Maison-Blanche, assis à la table de conférences, n'est pas à l'aise avec cette histoire. Il émet encore une réserve : il faudrait peut-être demander au président de confirmer lui-même l'ordre de tirer.

Face à tant de réticences, Cheney accepte. Il joint à nouveau George Bush au téléphone : — Je confirme, répond le président.

En raccrochant, celui-ci se tourne vers Ari Fleischer qui, à bord d'Air Force One, prend des notes sur le déroulement des événements<sup>219</sup>.

— Je viens de donner l'ordre de tirer, dit Bush, presque étonné d'avoir pris cette décision. Je ne peux pas imaginer ce que cela fait pour le pilote de recevoir un tel ordre<sup>220</sup>.

Dans le bunker, les minutes semblent interminables. Plus de nouvelles de l'avion. Où est-il passé ? Il ne s'est quand même pas volatilisé ! C'est alors qu'arrive cette autre information : un avion vient de s'écraser en Pennsylvanie.

Les visages de Condi Rice et de Dick Cheney sont tendus par une émotion intense. Tous les deux ont la même pensée au même moment : « Les militaires ont suivi notre ordre, ils ont abattu l'appareil... Nous venons d'abattre des civils américains [221](#)... »

Rice et Cheney pianotent sur leur téléphone blanc pour en avoir le cœur net. Or, le Pentagone ne peut rien affirmer. Ils ne savent pas. Rice s'énerve : — Vous devez savoir !

Cheney est excédé. Pourquoi personne n'est-il capable de leur donner cette information cruciale ?

A bord d'Air Force One, George Bush lui aussi bout : — Est-ce qu'on l'a abattu ou est-ce qu'il s'est écrasé ?

Le président a l'estomac noué. Le gouvernement serait-il responsable de la mort de centaines de citoyens américains ? Il faudra encore deux bonnes heures avant que le Pentagone soit en mesure de leur répondre.

**17**

**Le président errant**

## 10 h 20

Air Force One file à haute altitude dans la direction de Washington. Au téléphone avec George Bush, Dick Cheney se fait insistant :

— La capitale est toujours menacée, il ne faut pas rentrer. Ils essaient de décapiter le gouvernement.

Cheney a raison, il vaudrait mieux changer de destination. Où aller ? Le président des Etats-Unis est suspendu dans les airs, menacé dans son propre avion, et au sol, tout lieu public peut être une cible...

Quant aux avions d'escorte, ils ne sont

pas encore arrivés.

— Pourquoi pas Camp David ? propose Bush.

Camp David, c'est la villégiature présidentielle, celle des grands rendez-vous politiques internationaux, un lieu propice pour les sommets et les négociations diplomatiques où on invite souvent les chefs d'Etat<sup>222</sup>. La propriété, composée de confortables chalets disséminés dans un parc du Maryland, est isolée et hautement protégée par une unité d'élite spécialement formée de l'US Navy. Un terrain de golf, des courts de tennis... Idéal pour les week-ends du président : elle est à une demi-heure d'hélicoptère de la Maison-Blanche. Et

c'est justement ce qui pose problème : —  
C'est trop près de Washington, juge  
Cheney.

Le vice-président préférerait quelque chose de plus solide, vraiment sécurisé, un abri souterrain dans un lieu plus lointain et mieux adapté à une attaque, un bunker en somme. Une installation conviendrait bien : la base de l'Air Force à Offutt, dans le Nebraska, où se trouve le bunker de commandement stratégique (STRATCOM). Mais c'est à plus de 1 600 kilomètres.

— La Première Dame est en sécurité, annonce encore Cheney.

Laura Bush est à Washington, dans les sous-sols de l'immeuble « banalisé » du

Secret Service, confinée dans une salle de conférences sans fenêtres. Elle a tenté d'appeler son mari à plusieurs reprises, sans succès. La communication entre le siège du Secret Service et Air Force One ne fonctionne pas.

Quant à leurs deux filles, les agents de sécurité les ont bien « localisées » et s'en occupent. Barbara, 19 ans, nom de code « Turquoise », étudiante de première année à Yale, va être mise en sécurité dans les locaux des services à New Haven, et sa sœur jumelle Jenna (nom de code « Twinkle », scintillement), inscrite à l'université du Texas, est conduite sous haute protection dans un hôtel d'Austin<sup>223</sup>.

— Et Barney ? s'inquiète George Bush.

Quelqu'un a-t-il pensé à son chien ?

C'est Andy Card qui répond, avec son sens habituel de la répartie : — Il a les crocs plantés dans les mollets de Ben Laden<sup>224</sup>.

Card et les agents de sécurité, qui tentent depuis le début de dissuader le président de rentrer à Washington, ont une idée : la base aérienne de Barksdale en Louisiane. Là, il y a des moyens de communication plus performants que ceux d'Air Force One, ce qui ne sera pas du luxe. Et l'avion pourra se ravitailler. George Bush accepte. Air Force One vire donc vers le sud.

## 10 h 20

Dans le ciel de Manhattan, il y a quelques minutes, Tim Hayes, le pilote de l'hélicoptère Aviation 14, s'est approché dangereusement de la tour nord en feu. Quinze étages au-dessous du sommet, il a vu l'immeuble se dégrader rapidement. Aucun doute : il va bientôt s'effondrer lui aussi.

— Evacuez toute la zone aux alentours de Battery Park ! a crié Hayes. Evacuez !

Dans la tour, on ne reçoit pas son message, mais on sait désormais que le pire est à venir... Nombre de personnes prises au piège appellent leur famille

pour faire leurs adieux.

— On est enfermés dans une salle au 92<sup>e</sup> étage, on ne peut pas sortir..., explique l'une d'elles, Tom McGinnis, au téléphone avec sa femme, Iliana.

Celle-ci essayait de l'appeler sans succès depuis une heure et demie. Tom se trouve en dessous de la zone d'impact, mais cela fait une heure et demie qu'il est enfermé, avec quelque 70 collègues, et maintenant les flammes se sont mises à descendre, la chaleur et la fumée deviennent insupportables. Les prisonniers jettent des extincteurs dans les vitres pour pouvoir respirer, ce qui a pour effet d'aspirer les flammes vers l'intérieur.

— Je t'aime. Prends soin de Caitlin.

C'est le nom de leur fille.

— Ne raccroche pas, supplie Iliana.

Juste avant que la communication s'interrompe, elle entend Tom prononcer ces mots terribles : — Je vais sauter [225](#).

## 10 h 28

Sur les écrans de télévision d'Air Force One, l'image est apocalyptique : la deuxième tour du World Trade Center est en train de s'effondrer à son tour. Le président regarde, tétanisé, le sud de Manhattan disparaître dans un nuage de cendres et de fumée.

Dans le bunker de la Maison-Blanche, Cheney, encadré à sa droite par Libby et Rice et à sa gauche par Bolten et Mineta, est lui aussi figé devant cette nouvelle scène inimaginable. Et la même question revient : combien de victimes ?

## 10 h 30

Nouvelle alerte dans le bunker. Un autre avion a été détourné, dit-on, et il est très proche de la

Maison-Blanche, à une quinzaine de kilomètres. Soit à une minute...

Une fois encore, Dick Cheney donne son autorisation :

— Engagez et détruisez-le !

Et puis, plus rien. « Il sort de l'écran radar, commentera Scooter Libby, et il continue juste de voler

dans votre imagination ; vous ne savez pas où il est ni ce qui va se passer<sup>[226](#)</sup>. »

C'est comme dans un roman, songe Lynne Cheney qui se rappelle ces histoires de science-fiction où

le président est replié dans son bunker pendant une guerre nucléaire.

Dick Cheney, lui, a une préoccupation plus prosaïque : assurer la continuité de l'Etat. Il faut qu'il y

ait toujours quelqu'un au poste, quoi qu'il arrive. Le vice-président a l'habitude des exercices militaires,

des simulations de crise, et c'est lui qui est aux commandes pour le moment<sup>227</sup>. Il aimerait bien avoir auprès de lui David Addington, son conseiller juridique. Il a toute confiance en cet avocat de 43 ans,

qui a travaillé pour la CIA et qui occupait déjà la même fonction auprès de lui au Pentagone. Le vice-président veut l'interroger sur les pouvoirs exceptionnels dont le gouvernement aura besoin dans la

guerre qui est en train de se déclarer [228](#). Il va falloir prendre des mesures inédites, et il veut savoir jusqu'où il peut aller.

Mais Addington a été prié de quitter la Maison-Blanche, comme tout le monde. Il se trouve sur le

Memorial Bridge quand il reçoit ce message : « Revenez ! Le vice-président a besoin de vous. »

Le conseiller fait demi-tour.

— Air Force One est menacé ! lance soudain un officier dans le bunker.

Edelman, l'assistant de Scooter Libby, interroge :

— Mais comment le sait-on ?

— Le message d'alerte cite le nom d'Angel, répond l'officier.

Angel ! C'est en effet le nom de code d'Air Force One. Une information classifiée. Les terroristes

auraient-ils pénétré les systèmes de sécurité du gouvernement [229](#) ?

## 10 h 32

Dans l'écouteur, la voix de Cheney est tranchante :

— Angel est la prochaine cible, annonce-t-il.

George Bush n'en revient pas. Il se tourne vers l'officier responsable des codes nucléaires : — Angel est le prochain, répète le président.

Les terroristes sont-ils capables de l'abattre ? Air Force One vole à haute altitude. Personne, à l'exception des quelques contrôleurs qui repèrent l'écho sur leur écran radar, ne connaît sa trajectoire.

Comment diable pourrait-il être visé ? De plus, l'avion présidentiel est un appareil sophistiqué, équipé de dispositifs antimissiles, d'une protection contre des explosions. Mais aujourd'hui, tout est possible.

Les terroristes viennent bien de détruire les deux plus hauts gratte-ciel de New York, ils viennent d'attaquer le Pentagone... Oui, tout est possible ! Ils veulent sans doute s'en prendre à toutes les forces stratégiques de l'Etat. Et Air Force One est, en ce moment, la première d'entre elles.

Selon Andy Card, il faut au moins quarante minutes pour qu'une escorte de chasseurs vienne protéger Air Force

One[230](#).

Pour ne pas arranger les choses, les communications sont toujours aussi difficiles entre l'avion présidentiel et le bunker. Impossible de garder ouverte la ligne sécurisée, elle s'interrompt fréquemment[231](#).

— On va trouver ceux qui ont fait ça et on va leur botter le cul[232](#) ! lance Bush à Cheney.

Le vice-président lui annonce que ce n'est pas tout. Il y aurait d'autres détournements, les terroristes continuent à attaquer.

Dans le bunker sous la Maison-Blanche,

on ne cesse en effet d'annoncer des catastrophes. Assise à l'écart de la grande table, dans un coin de la salle de conférences, Lynne Cheney les prend systématiquement en note : « Une explosion au Lincoln Memorial, une voiture piégée devant le Département d'Etat, une bombe au Capitole [e233...](#) » De ce sous-sol isolé du monde, on a l'impression que Washington est en train d'être dévastée : des incendies sur le Mall et à l'Eisenhower Executive Office, un avion écrasé à la frontière du Kentucky et de l'Ohio, un crash sur Camp David... C'est ce qu'on appelle le « brouillard de guerre », la grande confusion des rumeurs.

Les alertes, elles aussi, continuent à se

succéder dans le désordre. Il y a encore des avions en l'air, certains, au-dessus des océans, sont en difficulté, d'autres sont considérés comme suspects. On parle de plusieurs autres détournements : un jet espagnol, un autre vers Boston. Les rapports de l'aviation civile, que relaie le secrétaire aux Transports Norman Mineta, sont contradictoires. Certaines informations datent et se bousculent ; des avions mal identifiés l'ont été entre-temps. Impossible de se faire une idée de la menace en temps réel.

Cheney note les numéros des avions suspects sur un bloc-notes jaune et compare avec les relevés du secrétaire aux Transports. Condi Rice a aussi ses propres estimations. Le vol 706 pour

Memphis ? Non, ce n'est pas celui-là. On a un San Francisco-Madrid qui a fait demi-tour vers Washington. Non, il va se poser à Madrid ! Rien ne concorde. C'est la confusion générale [234](#).

Au Pentagone, les militaires n'y voient pas beaucoup plus clair.

— Un avion à basse altitude à 8 kilomètres, annonce soudain Stephen Hadley, conseiller adjoint à la sécurité nationale. L'avis du vice-président est de le descendre [235](#).

Puis plus de nouvelles. On apprendra plus tard qu'il s'agissait en réalité d'un hélicoptère de l'armée.

Les avions de chasse sont envoyés dans les airs, au hasard, certains sans armes. Une patrouille fonce avec agressivité sur... un convoi militaire en provenance des Açores qui n'était pas au courant de ce qui se passait et s'apprêtait à se poser tranquillement sur sa base. Encore un malentendu. Où sont les pirates ?

se demandent les pilotes. Comment attraper des fantômes ?

## 10 h 32

Le général Larry Arnold envoie un message à toutes les bases de défense aérienne : « Le vice-président nous ordonne d'intercepter toute cible suspecte et de les descendre si elles ne répondent pas. Général Arnold [d236](#). »

Cela fait pourtant un moment que le président et le vice-président ont autorisé les tirs. Jusque-là, l'ordre n'a pas été diffusé ! Ce sont les mystères et les lenteurs de la chaîne de commandement.

Visiblement les militaires ne sont pas très à l'aise. A New York, les contrôleurs du secteur nord-est, par exemple, se

montrent réticents :

— Mais le DO (le directeur des opérations) nous dit non.

— Non ? répond l'officier au sol. Vous avez un problème avec ça ?

— Pour l'instant, non, répond le contrôleur.

— OK ? Cela vient du vice-président, OK ? Le vice-président nous autorise. Il nous autorise à abattre tout appareil qui ne répond pas, cela vient du général Arnold [237](#) !

Un certain nombre d'officiers, embarrassés, ne relaient pas l'ordre parce qu'ils ne savent pas très bien comment le faire exécuter, et les

responsables des missions ne le transmettent pas aux pilotes au-dessus de Washington et New York<sup>238</sup>.

Dans la chaîne, on a aussi sauté un maillon de poids : le secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld.

## 10 h 39

Le secrétaire à la Défense est toujours au Pentagone. Il a refusé de se plier au plan « Continuité au gouvernement » et de rejoindre le site R, le lieu alternatif secret du Pentagone (mais il a ordonné à son adjoint Paul Wolfowitz de s'y rendre)[239](#). Il a passé un moment dans la *War Room*. La salle étant remplie de fumée, il est simplement retourné dans son bureau. Donald Rumsfeld n'a pas été au cœur de l'agitation. Il est le ministre, il doit définir les règles, mais ce n'est pas à lui d'être directement aux manettes, du moins conçoit-il ainsi sa fonction. Pour la première fois de la journée, il parle à

Dick Cheney. La conversation téléphonique entre le vice-président et le secrétaire à la Défense est surréaliste : — On a eu au moins trois alertes concernant des avions s'approchant de Washington, lui indique Cheney. Et, selon les instructions du président, j'ai donné l'autorisation de les descendre. Allô ?

— Oui, je comprends, répond Rumsfeld. A qui avez-vous donné cet ordre ?

— Il a été passé d'ici au centre des opérations de la Maison-Blanche, depuis l'abri.

— OK, laissez-moi vous poser une question, reprend Rumsfeld. Est-ce que l'ordre a été transmis aux appareils ?

— Oui, répond Cheney.

— Donc, on a des appareils là-haut qui ont reçu l'ordre en ce moment ?

— C'est exact. D'après ce que je comprends, ils ont déjà abattu deux avions.

— Nous ne pouvons pas confirmer ça, dit Rumsfeld. Nous n'avons pas été informés qu'un seul pilote militaire américain ait envisagé d'entrer en action et de tirer sur un avion détourné... On nous a dit qu'un avion a été abattu, mais nous n'avons pas un seul rapport de pilote [240](#).

Donald Rumsfeld a raison, aucun avion n'a été abattu, et pour cause : le vol 93 a été dévié de sa cible, Washington, grâce à

l'intervention des passagers. S'il avait poursuivi sa course vers la capitale (il y serait arrivé vers 10 h 23), les seuls qui, à ce moment-là, auraient été susceptibles de s'y opposer étaient les trois F-16 partis de la base de Langley, mais ils n'avaient pas reçu l'ordre de tirer donné par le président et le vice-président des Etats-Unis. Les pilotes n'avaient même pas d'indications sur la localisation de l'ennemi, ils ignoraient que la cible éventuelle était un avion de ligne détourné. Pour eux, la seule menace envisageable venait des... Russes, qui devaient sans doute tirer des missiles depuis la mer. En voyant les flammes s'échapper du Pentagone en feu, le chef d'escadrille a hurlé dans le micro de son

casque :

— Les salauds ! Ils nous en ont balancé un !

Sans la révolte des passagers, les terroristes du vol 93 auraient pu atteindre le Capitole ou la Maison-Blanche<sup>[241](#)</sup>.

## 10 h 42

Au même moment, d'autres chasseurs, ceux de la 113<sup>e</sup> escadre de la Garde nationale du district de

Columbia, décollent de la base d'Andrews sous le statut *Weapons Free*.

« Armement libre » : en clair, cela signifie qu'ils ont la liberté de décider eux-mêmes s'ils doivent tirer ou non.

Cette autorisation-là n'a pas suivi la voie réglementaire. C'est le service de protection présidentielle de la Maison-Blanche qui a demandé directement à leur commandant d'escadre, le général David Wherley, de défendre à tout

prix le Capitole et la Maison-Blanche. Ni le président, ni le vice-président, ni le Pentagone ne sont au courant.

Mais pour le moment, cet ordre-là s'avère bien inutile. L'un des F-16, piloté par le major Billy Hutchison, n'est tout simplement pas armé : il revenait tout juste d'une mission d'entraînement et allait se poser sur sa base quand on lui a demandé de redécoller immédiatement (pour économiser son fuel, l'appareil a survolé la Maison-Blanche à basse altitude, et les contrôleurs de Washington l'ont d'ailleurs pris pour un intrus). Que faire ? se demande le pilote, désorienté. Faudra-t-il qu'il se jette sur l'ennemi pour le stopper ? Quant à ses deux collègues, bien armés ceux-là, qui le

suivent à trois minutes d'intervalle, ils se sentent impuissants : l'avion suspect a disparu du ciel de Washington.

Une chose est sûre : c'est aussi la pagaille chez les militaires. Le dispositif de défense des Etats-Unis est défaillant. Il n'a pas pris en compte cette nouvelle forme de guerre déclarée par une nouvelle forme d'ennemi : non plus un Etat bien identifié, mais des terroristes disséminés. Non plus des armes connues, mais des avions détournés. Non plus un territoire bien cerné, avec un front de combat, mais des objectifs multiples, innombrables. Non plus des soldats combattant des soldats, mais des individus masqués s'en prenant massivement à des civils. Une nouvelle

ère.

**18**

**Le monde en alerte**

## 10 h 43

Et les Russes ? Dans la *Situation Room* de la Maison-Blanche, Richard Clarke est en train d'en parler avec Rick Armitage, l'adjoint au secrétaire d'Etat. Ils sont bien capables de s'énerver en apprenant que l'armée américaine est en alerte...

— Vaut mieux que j'aie prévenir les Ruskoffs avant qu'ils nous fassent un caca nerveux, résume Armitage<sup>[242](#)</sup>.

Il s'empresse alors d'activer un organisme très spécial, le Centre de réduction des risques nucléaires, qui peut établir une liaison directe avec le ministère de la Défense russe, dans le but

d'éviter les malentendus. Tout le monde a vu *Docteur Folamour*, le film de Stanley Kubrick... Mieux vaut se parler avant d'appuyer sur le bouton.

— Devinez quoi ? Les Russes allaient justement entamer un exercice de leur force stratégique nucléaire ! s'exclame Armitage quelques instants plus tard.

Mais les « Ruskoffs » sont compréhensifs : ils reportent leurs manœuvres.

Justement, le téléphone sonne quelques niveaux au-dessous, dans le bunker. C'est Vladimir Poutine.

Le président russe veut parler à George Bush. Condi Rice prend l'appel.

— Nous allons réduire l'exercice militaire en solidarité avec les Etats-Unis, confirme le président russe [243](#).

Et les Russes ? se demande aussi Donald Rumsfeld au même moment au Pentagone.

Décidément en retard d'un chapitre, le secrétaire à la Défense vient de recommander de faire passer le niveau des conditions de défense (DefCon) à 3 – mais cela est déjà fait [244](#) – et il demande maintenant qu'on en informe le Kremlin... ce qui est déjà fait.

Sa première préoccupation est de définir des règles, et d'abord pour les pilotes de chasse. On ne peut pas laisser les petits

gars là-haut seuls avec la décision de tirer. Il s'en souvient : en 1975, quand il était *Chief of staff* du président Ford, un navire, le *Mayaguez*, avait été pris par des pirates. A la Maison-Blanche, il écoutait, avec le successeur de Nixon, les conversations des pilotes américains au moment où ils interceptaient le bateau, et il se rappelle la voix tremblante de l'un d'eux, un jeune homme qui hésitait, la main sur la manette de tir. Aujourd'hui, il se voit à la place des pilotes face à un avion civil suspect. La situation est inédite. C'est bien la première fois dans l'histoire des Etats-Unis que des forces armées en temps de paix reçoivent l'autorisation d'abattre leurs compatriotes. Quand ? Comment ? Il y a

bien un protocole pour abattre des avions ennemis, mais pas des civils. Il l'a évoqué avec George Bush : les pilotes doivent tenter d'établir un contact radio avec l'avion suspect et lui demander d'atterrir. Si cela échoue, ils doivent utiliser des signaux visuels : se mettre devant l'appareil et lui faire comprendre qu'il a intérêt à obéir. Si l'avion ne réagit toujours pas, alors les pilotes ont l'autorisation de l'abattre<sup>245</sup>. Mais cela reste insuffisant, trop long, trop vague, trop incertain. Avec le général Myers, Rumsfeld s'attelle à dégager des règles d'engagement plus précises.

Il faudra aussi songer à la riposte. Le secrétaire à la Défense fait le calcul : dans le golfe Persique, il y a deux porte-

avions et plus de 200 TLAM, missiles de croisière répartis sur les autres vaisseaux dans la zone. Et dans le reste du Moyen-Orient ? En Asie centrale ? Le général Tommy Franks, à la tête du US

Central Command, et donc en charge de cette immense région, l'a déjà fait remarquer : les plans existants ne sont pas sérieux. Depuis son arrivée au Pentagone, Rumsfeld n'a pas exigé qu'ils soient réactualisés.

Un des rôles essentiels du secrétaire à la Défense est pourtant de faire élaborer de multiples scénarios, plans d'attaque et de riposte – dont la plupart ne seront jamais appliqués – pour faire face à toute éventualité. Il ne l'a pas fait. Les Etats-

Unis ne sont pas prêts.

Au Département d'Etat, les messages de soutien et de condoléances affluent du monde entier. Les uns après les autres, les chefs d'Etat et de gouvernement interrompent leurs activités, interviennent devant les médias de leur pays, et réunissent autour d'eux des cellules de crise. Nul ne sait ce qui peut encore arriver, aux Etats-Unis ou ailleurs... Jacques Chirac, en déplacement à Rennes, a fait part de son « immense émotion » :

« Des attentats monstrueux, il n'y a pas d'autre mot, viennent de frapper les Etats-Unis d'Amérique, a-t-il déclaré. Le

peuple français, je tiens à le dire, est tout entier aux côtés du peuple américain. Il lui exprime son amitié et sa solidarité dans cette tragédie... J'assure le président Bush de mon soutien total. »

A peine cette brève allocution prononcée, le président français, visiblement ébranlé, est reparti pour Paris. Le Premier ministre, Lionel Jospin, a déjà appelé les ministres des Affaires étrangères, de la Défense, de l'Intérieur, des Transports à le rejoindre au plus vite à Matignon.

En Grande-Bretagne, le chef du gouvernement Tony Blair, en visite à Brighton pour un grand congrès syndical, a lui aussi immédiatement bouleversé son programme et est reparti pour Londres :

« Nous ne pouvons qu’imaginer la terreur et le carnage qui règnent là-bas, et les nombreux, nombreux innocents qui ont perdu la vie, a-t-il affirmé. Le terrorisme de masse incarne le nouveau mal dans notre monde d’aujourd’hui. Il est perpétré par des fanatiques radicalement indifférents au caractère sacré de la vie humaine, et nous, les démocraties du monde, allons nous unir pour le combattre ensemble et l’éradiquer. »

Le chancelier Gerhard Schröder est moins guerrier : il a demandé que soient transmises au président Bush ses condoléances au nom du peuple allemand, ainsi que « la solidarité sans limites des Allemands envers les victimes et leurs familles ».

En Israël, le président Moshe Katsav évoque le choc terrible ressenti face aux attaques « perpétrées par des individus assoiffés de sang » et affirme solennellement : « Tout Israël est avec vous. »

A Washington, entre deux alertes, Rick Armitage prend bonne note de tous ces messages. Il sait que l'Amérique va avoir besoin de ses alliés. Pour l'heure, c'est lui qui est aux commandes au Département d'Etat. Son patron, Colin Powell, est bien trop loin de Washington pour faire quoi que ce soit.

## 10 h 46

« Une tragédie terrible touche ma nation... mais elle touche aussi toutes les nations de cette région, toutes les nations du monde, tous ceux qui croient en la démocratie. »

A Lima, au Pérou, Colin Powell s'adresse à l'assemblée générale de l'Organisation des Etats américains. Le visage du chef de la diplomatie est grave, sa voix posée, mais il bout intérieurement.

L'Amérique est attaquée, le chaos règne à Washington et à New York, et il est, lui, à sept heures de vol de son pays, dans

l'impossibilité totale d'agir et, qui plus est, mal informé.

Ce matin, alors qu'il prenait le petit déjeuner avec le président péruvien Alejandro Toledo, son assistant lui a fait passer un petit papier : « Deux avions se sont écrasés sur le World Trade Center. »

Immédiatement, il a su ce qu'il devait faire : « Appelez notre avion, dites-leur qu'on s'en va », a-t-il ordonné.

Mais il fallait bien une heure pour préparer l'appareil. Et Powell ne pouvait pas quitter Lima sans un geste pour ses hôtes. Il se devait de prendre part au début de l'assemblée générale de l'Organisation des Etats américains, en compagnie des leaders d'une trentaine de

pays : on doit y adopter la Charte démocratique interaméricaine, un document essentiel pour l'avenir politique et économique du continent sud-américain. A la tribune, Colin Powell explique qu'il doit annuler la suite de son voyage – il devait se rendre en Colombie – et rentrer d'urgence à Washington. Il trouve les mots pour se hisser à la hauteur du drame :

« Une fois encore, nous voyons le terrorisme, nous voyons les terroristes. Des gens qui ne croient pas en la démocratie, qui pensent qu'en détruisant des buildings, en assassinant des gens, ils atteindront un but politique. Eh bien, ils peuvent détruire des buildings, ils peuvent tuer des gens, et nous en serons

tous affligés, mais on ne les laissera pas tuer l'esprit de la démocratie, détruire nos sociétés et notre foi en l'esprit démocratique. Vous pouvez être sûrs que l'Amérique fera face à cette tragédie et traînera les responsables devant la justice. Vous pouvez être sûrs que, si terrible que puisse être ce jour pour nous, nous le surmonterons parce que nous sommes une nation forte, une nation qui croit en elle-même. Vous pouvez être sûrs que l'esprit américain prévaudra sur cette tragédie [e246.](#) »

L'assemblée observe une minute de silence pour les victimes.

Powell file vers son avion pour un voyage qu'il sait interminable. A cause

des incompatibilités entre

les réseaux de communication, il ne peut joindre personne à Washington. Au mieux, il peut espérer capter quelques vagues échos par des transmissions radio. Peut-être la Maison-Blanche a-t-elle, elle aussi, été touchée maintenant ? se demande-t-il [247](#).

Colin Powell est un homme aguerri, forgé par les épreuves, doté d'une volonté de fer. Fils d'immigrés jamaïcains, élevé dans le Bronx, trente-cinq ans d'expérience militaire, vétéran du Vietnam, blessé deux fois, couvert de médailles, ancien conseiller à la sécurité nationale, ancien chef de l'état-major interarmées, et maintenant premier

secrétaire d'Etat noir de l'histoire américaine. Il ne pouvait rien imaginer de pire que de se trouver aussi éloigné, en ce jour dramatique et historique pour l'Amérique, sans pouvoir même parler avec le président et le gouvernement. Jamais il ne s'est senti aussi impuissant de sa [vie248](#).

Aux Etats-Unis, l'ancien général est une véritable star, si populaire que certains ont rêvé pour lui d'un destin présidentiel. D'ailleurs, George W. Bush le surnomme parfois, avec une pointe d'ironie, voire d'agacement : *The Great American Hero*, « le grand héros américain ». Célèbre pour sa science militaire, Powell est aussi apprécié pour son intégrité et sa modération. Il a connu les champs de

bataille, et, en véritable militaire, il se méfie de la guerre. En 1991, alors qu'il était chef de l'état-major interarmées, il avait exigé, avant de diriger la guerre du Golfe, à la fois le soutien d'une vaste coalition internationale et des moyens militaires colossaux. Ces exigences sont au cœur de la « doctrine Powell » : intervenir uniquement si les intérêts directs des Etats-Unis sont menacés, rassembler une force écrasante, au service d'une mission claire et d'un scénario de victoire assuré.

Après plusieurs mois passés au gouvernement, Powell n'a pas le sentiment d'y avoir vraiment trouvé sa place. Il n'a pas tissé avec le président

le lien de proximité et de confiance que celui-ci entretient, par exemple, avec Condoleezza Rice. Il ne se sent pas non plus en phase avec le redoutable duo formé par

Dick Cheney et Donald Rumsfeld, qui voient le monde à travers le prisme de la guerre froide, ne redoutent pas la confrontation avec l'ennemi éventuel, et même semblent la souhaiter. Colin Powell, lui, a toujours à l'esprit le borbier vietnamien. Depuis qu'il est secrétaire d'Etat, il a su mener avec brio l'énorme machine bureaucratique de la diplomatie américaine, mais il n'a pas imprimé sa marque sur la politique étrangère. Au point qu'il fait

l'objet de nombreuses interrogations.  
L'hebdomadaire *Newsweek* vient juste de faire sa couverture avec ce titre : « Où êtes-vous passé, Colin Powell ? »

Plus que jamais aujourd'hui, la question va se poser.

# 11 heures

Les treize journalistes à l'arrière d'Air Force One sont muselés. Le porte-parole Ari Fleischer leur a demandé de ne surtout pas révéler la destination de l'avion présidentiel, et même de ne pas utiliser leurs téléphones portables pour ne pas risquer que leurs signaux soient repérés par les terroristes. Pas facile pour des reporters : ils se trouvent au cœur d'un événement mondial, ils ont le « scoop » du siècle, mais ils doivent se taire. La sécurité du pays passe avant tout.

George Bush veut être le premier à parler aux Américains, il l'a dit à ses

collaborateurs : il lui revient d'assurer à ses concitoyens que le gouvernement est sain et sauf, qu'il est aux commandes.

Mais depuis Air Force One, il ne peut pas faire de déclaration publique. Il faudra qu'il intervienne dès son arrivée à la base. Et le voyage est encore long...

Karen Hughes, la directrice de la communication de la Maison-Blanche, qui se trouve chez elle dans le nord-ouest de la capitale, a été alertée par un texto : « Angler veut vous parler. » C'est le nom de code du vice-président. Dick Cheney souhaite qu'elle élabore rapidement un projet de discours pour le président. Ari Fleischer, à bord d'Air Force One, a déjà griffonné une ébauche qu'il lit à Hughes au téléphone :

— « Ce matin, nous avons été victimes de... »

— Nous ne sommes victimes de rien du tout ! coupe Hughes. Nous avons peut-être été des cibles, nous avons peut-être été attaqués, mais nous ne sommes pas des victimes [249](#) !

Le ton est donné. Il faut se montrer déterminé, martial, actif. Et certainement pas larmoyant.

Karen Hughes, grande blonde de 44 ans aux épaules carrées et à la crinière de lionne, est une vraie Texane : brutale et joviale à la fois. Elle travaille avec George Bush depuis sa campagne de gouverneur en 1994. C'est une fidèle, une amie, et même une confidente. Ils se

parlent vingt fois par jour, se comprennent d'un regard. Il faut donc compter avec son opinion. Hughes voudrait aller plus vite, peut-

être faire un communiqué à l'Associated Press, mais la conversation avec Air Force One est une fois encore interrompue.

## 11 h 15

Le téléphone sonne à nouveau sur le bureau de George Bush. C'est Vladimir Poutine qui a réussi à entrer en liaison avec l'avion présidentiel. Il est le premier chef d'Etat à parler directement au président américain depuis le début de l'attaque. Il veut le tranquilliser : oui, les Russes ont bien vu que les troupes américaines sont en alerte générale, ils ne vont pas réagir comme ils l'auraient fait en d'autres circonstances. Poutine a déjà en tête les mots qu'il prononcera plus tard dans un discours public : « La Russie sait exactement ce qu'est le terrorisme, et à cause de cela, plus que les autres, elle

comprend ce que ressent le peuple américain. Au nom de la Russie, je veux dire au peuple américain : nous sommes avec vous [250](#). »

En raccrochant, George Bush aura cette pensée : la guerre froide est bien finie.

## **11 h 30**

Par le hublot, le président fait de grands signes de la main. Deux F-16 ont rejoint Air Force One et volent à ses côtés. Les pilotes étaient en mission d'entraînement quand ils ont reçu l'ordre de changer de route, ils n'ont connu le but de leur mission qu'au dernier moment. George Bush est flatté : c'est une escadrille de l'Air Force d'Ellington, au Texas, la base où il a autrefois servi comme pilote. Les

chasseurs battent des ailes pour lui répondre. Ils seront bientôt six pour escorter l'avion qui sera tout de même resté seul pendant près de cent minutes.

Dans Air Force One, on pousse un soupir de soulagement. La présence de l'armée rassure. Comme dans les westerns, la cavalerie vient d'arriver.

Il est toujours impossible de joindre Laura Bush. Le président essaie à de nombreuses reprises de la contacter.

— Mais qu'est-ce qui se passe, nom d'un chien ? demande-t-il à Andy Card.

Il ne réussira à lui parler que lors de la descente sur la base de Barksdale. Tout va bien, elle est en effet en sécurité, les

filles aussi.

— Je rentre bientôt, affirme Bush, sans être vraiment sûr de cette promesse<sup>e251</sup>.

Deux membres du Congrès sont à bord<sup>d252</sup>, ils avaient été invités pour le voyage. Un petit tour dans l'avion le plus célèbre du monde, cela ne se refuse pas. Aujourd'hui, ils sont servis. George Bush, prévenant, les convoque dans sa suite pour les tenir informés.

— Il y a une menace contre Air Force One, leur confie-t-il, voilà pourquoi nous sommes escortés et nous volons si haut.

La télévision montre des images d'apocalypse. Une partie de New York a disparu dans la fumée, des colonnes de

réfugiés couverts de cendres émergent du sud de Manhattan ; les commentateurs décrivent une situation de chaos à Washington : la Maison-Blanche et le Capitole sont désertés, les édifices publics sont vides, les hélicoptères bourdonnent comme des guêpes affolées... Et ils commencent à répéter cette question lancinante : où est passé le gouvernement ?

# Une affaire militaire

11 h 45 [253](#)

C'est une scène de film, se dit George Bush, regardant par les hublots alors qu'Air Force One se pose sur la piste de la base de Barksdale en Louisiane. Une nuée de véhicules militaires équipés de mitrailleuses et des soldats en tenue de combat, armés de M-16, entourent l'appareil. Des bombardiers forteresses B-52 sont alignés sur la piste, des F-16 vrombissent dans le ciel... Barksdale, nom de code « BAD », est une base aérienne stratégique, construite dans les années 1930, qui héberge une unité de bombardiers, la 2e Bomb Wing, et le

quartier général de la 8e Air Force. Un poids lourd de l'armée de l'air.

Des agents de la sécurité attendent le président, lui font descendre la passerelle à toute allure, puis le poussent dans un van Dodge Caravan qui fonce vers les bâtiments en prenant des virages vertigineux, à tel point que George Bush demande au conducteur zélé de ralentir. « Il n'y a pas de terroristes sur la base, quand même ! » Il ne lui manquerait plus que de se tuer en voiture.

Des soldats en armes entourent le centre de conférences Dougherty, un bâtiment de deux étages où s'engouffre le président. Dans le bureau du général Tom Keck, le commandant de la base, George Bush

donne une série de coups de fil. Enfin, il peut avoir des communications correctes !

L'armée américaine est passée à DefCon 3, l'informe Donald Rumsfeld. Bush approuve. « Sortons d'abord de cette crise, ensuite il faut organiser une riposte militaire puissante », lui dit-il.

## 11 h 57

A Washington règne une atmosphère de guerre. Des avions de chasse grondent dans le ciel sans interruption, passant et repassant au ras des immeubles. Là-haut, c'est la confusion. Les patrouilles de combat ne viennent pas des mêmes bases. Certains pilotes sont en liaison avec le commandement militaire nord-est, les autres avec le centre de Washington. Ils n'ont pas les mêmes codes d'authentification et sont obligés de faire des identifications « visuelles » entre eux. Les contrôleurs en sont réduits à demander aux pilotes les numéros de téléphone de leurs unités. Et il n'y a pas

encore d'AWACS en position pour leur assurer une bonne couverture radar.

— On a des avions partout dans la zone, déplore l'un des responsables de la Garde nationale de Washington. Ils vont finir par se tirer dessus [254](#) !

La situation à New York est effroyable. Le sud de Manhattan n'est plus qu'un nuage de débris et de cendres d'où émergent encore des rescapés hagards. De longues colonnes de piétons défilent dans les rues et sur les ponts, fuyant la ville saccagée telles des hordes de réfugiés. Les gens marchent lentement, accablés par ce qu'ils ont traversé, ce qu'ils ont vu. Il faudra du temps pour

pouvoir simplement dire et décrire... Par moments, on jette un regard en arrière, pour apercevoir le brouillard de la mort qui a effacé les gratte-ciel et semé à tous vents des débris de meubles, des nuages de papiers, pour tenter de comprendre quelque chose, parce qu'on n'arrive pas encore à croire ce que voient les yeux, parce que c'est trop douloureux. Et puis on repart, hébété, le visage gris...

Sur les chaînes de télévision, qui diffusent sans cesse les mêmes images de l'effondrement des tours, on ne trouve pas non plus les mots. Sur ABC, le sénateur de l'Etat de New York Charles Schumer – « Chuck » pour ses électeurs –, d'habitude si plein d'énergie, si sûr de lui, le confie au présentateur Peter

Jennings :

« On ne sait même plus que penser, murmure-t-il. C'est si abominable... Cela nous laisse sans voix.

Je connais des gens à presque tous les étages... C'est un tel acte barbare, au cœur de l'Amérique et de New York... »

A quelques rues du désastre, beaucoup sont venus proposer leur aide. Des volontaires font la queue pour donner leur sang. Mais les équipes médicales, médecins et infirmières dans leur uniforme vert ou rose, attendent au milieu des brancards inoccupés : il n'y a pas beaucoup de blessés. Les occupants des tours qui n'ont pas pu fuir à temps sont ensevelis sous les décombres. Les

terroristes ne leur ont laissé aucune chance.

Un masque blanc sur le visage, le maire Rudy Giuliani, couvert de poussière, tente de trouver son chemin avec ses gardes du corps parmi les rues plongées dans le brouillard gris. Sur la chaîne locale NY1, relayée immédiatement par tous les grands networks, il a parlé d'un « nombre horrible de victimes » :

« Mais la seule chose à faire, a-t-il demandé, c'est de rester calme et d'évacuer le sud de Manhattan autant qu'on le peut. »

Giuliani a finalement établi son centre de crise au siège de la Police Academy, sur la 20e Rue, où les différents chefs des

agences sont représentés. Cette fois, il a bien les choses en main. De l'avis de tous, le maire de New York se montre à la hauteur, calme, efficace, rassurant. Alors que le président Bush est invisible et silencieux, Giuliani s'impose comme le véritable leader.

## 12 h 05

A Washington, George Tenet, le directeur de la CIA, appelle Donald Rumsfeld pour lui donner des informations provenant des services secrets. La NSA (*National Security Agency*) a intercepté une conversation téléphonique, quinze minutes après le crash sur le Pentagone, entre un proche d'Oussama Ben Laden, en Afghanistan, et un interlocuteur en Géorgie. Le premier annonce qu'il a de « bonnes nouvelles » et qu'une autre cible va être frappée. La CIA, indique encore Tenet, a établi des liens entre l'un des pirates de l'avion qui a frappé le Pentagone et les auteurs de l'attentat

contre le navire *USS Cole* en 2000.

L'intuition de Tenet se confirme : Ben Laden est bien à l'origine des attaques.

## 12 h 10

« Nous sommes indignés par cette attaque lâche contre le peuple américain... »

Sur CNN, c'est la première déclaration officielle des leaders du Congrès : « Nous restons tous unis derrière le président qui est notre commandant en chef, nous travaillerons avec lui pour être sûrs que toutes les ressources du gouvernement américain soient mobilisées afin de protéger le peuple américain et de punir les auteurs de ces actes hors de toute raison. *God bless America !* »

Tous derrière le président ! C'est l'union

nationale. Pour l'instant, il n'est plus question de divisions partisanses. Les critiques viendront plus tard.

## 12 h 14

Les déclarations de soutien continuent d'arriver à Washington. Le président chinois Jiang Zemin a assuré George Bush de sa sympathie et condamne fermement « toutes les formes de violence terroriste ».

Mais tout le monde n'est pas à l'unisson. La chaîne ABC diffuse des images perturbantes : à Jérusalem— Est, de jeunes Palestiniens dansent de joie aux cris de « Allah est grand ! », une femme fait le V de la victoire, on entend des youyous d'allégresse...

Yasser Arafat, président de l'Autorité

palestinienne, se montre plus prudent. Il sait que les Etats-Unis le tiennent pour responsable de l'échec des négociations de paix menées par Bill Clinton en 2000, comme du déclenchement de la deuxième intifada. Il s'est empressé de faire part de sa stupéfaction, de condamner les attaques, d'envoyer ses condoléances. Il craint pour son avenir.

## 12 h 36

Dans la salle de conférences de la base de Barskdale, George Bush enregistre sa déclaration. Cela fait plus de trois heures que l'attentat a eu lieu, et l'exécutif ne s'est pas encore adressé au pays. Trois heures pendant lesquelles l'Amérique a sombré. Les propos se veulent rassurants, mais le décor ne l'est pas vraiment. Un mur gris, deux drapeaux américains, des portraits de militaires... Les journalistes qui accompagnent le président ont été sérieusement chapitrés : interdiction absolue de dire où ils se trouvent.

C'est une question de sécurité nationale.  
« Le président parle d'un lieu non

identifié aux Etats-Unis », voilà la consigne. Peine perdue : les télévisions locales ont déjà annoncé l'atterrissage d'Air Force One en Louisiane.

Les caméras tournent, les flashes crépitent. Il n'y a pas de retransmission en direct possible, la base n'est pas équipée pour cela.

« C'est la liberté que des lâches sans visage ont attaquée ce matin, commence George Bush. Et c'est la liberté que nous allons défendre. Je voudrais dire au peuple américain que toutes les ressources du gouvernement fédéral sont mises en œuvre pour aider les autorités locales à sauver des vies et à secourir les victimes de ces attaques. »

Sa voix est hachée, mal assurée. Il est tendu, regarde plusieurs fois ses notes. Il a les yeux rougis [255](#).

« Ne vous y trompez pas, les Etats-Unis pourchasseront et puniront les responsables de ces actes lâches. J'ai été en contact permanent avec le vice-président, le secrétaire à la Défense, l'équipe de la sécurité nationale, et mon cabinet... Nous avons pris toutes les mesures de sécurité appropriées – il bute sur le mot, se reprend – pour protéger le peuple américain.

« Notre armée sur le territoire et partout dans le monde est en état d'alerte maximale... Nous avons contacté les leaders du Congrès et les leaders dans le

monde pour leur assurer que nous ferons tout ce qui est nécessaire pour protéger l'Amérique et les Américains.

« Je demande au peuple américain de se joindre à moi pour remercier tous ceux qui combattent durement pour sauver nos concitoyens et pour dédier une prière aux victimes et à leurs familles.

« La détermination de notre nation est mise à l'épreuve. Mais ne vous y trompez pas – George Bush ponctue la phrase de mouvements de tête énergiques –, nous montrerons au monde que nous saurons surmonter cette épreuve. Dieu vous bénisse. »

La vidéo enregistrée est envoyée par satellite à partir d'un camion TV. Le

message sera diffusé trente minutes plus tard sur les chaînes de télévision.

— J'aimerais bien savoir qui a fait ça ! dit le président au commandant de la base. Cela va prendre du temps mais ça va barder [256](#) !

## 12 h 55

George Bush profite des réseaux de communication de Barksdale, autrement plus performants que ceux d'Air Force One, pour donner encore quelques coups de fil. Il appelle le sénateur Charles Schumer : — Mes condoléances à tout le monde à New York. C'est un triste jour pour l'Amérique<sup>257</sup>. Mais le gouvernement fonctionne. On va surmonter ça ! Dieu vous bénisse.

Puis il contacte une seconde fois Rumsfeld. L'avion qui s'est jeté sur le Pentagone volait très bas, lui dit celui-ci, il s'est enfoncé dans le premier étage du bâtiment ouest à 800 km/h. Tout a été

pulvérisé sur son chemin, il ne reste plus qu'un magma d'aluminium, d'acier, et de morceaux humains. Il y avait 59

passagers, des professeurs et des étudiants qui partaient en excursion. Le plus jeune des passagers s'appelait Dana Falkenberg. Elle avait trois ans [258](#).

— Ce n'est pas une action criminelle, déclare solennellement Rumsfeld. C'est la guerre.

Les deux hommes sont d'accord, on n'en est plus au temps où l'on considérait que le terrorisme était

une affaire de police ou de sécurité. Pour l'administration Bush, le terrorisme relève désormais du domaine militaire.

Cette fois-ci, on ne va pas « faire du Clinton », selon l'expression employée à la Maison-Blanche pour fustiger la mollesse de l'ancien président démocrate. Après les attentats contre les ambassades américaines en Tanzanie et au Kenya, ce dernier avait ordonné le tir de 66 missiles Tomahawk contre des camps d'entraînement d'AlQaida en Afghanistan. Quand Saddam Hussein avait envoyé ses avions survoler l'espace aérien « inviolable » du sud de l'Irak, Clinton avait réagi par trois jours de bombardements. Et puis plus rien. Pour George Bush, cela s'appelle « taper dans du sable », ou « balancer un missile à un million de dollars sur une tente qui en vaut cinq ». Ce temps-là est révolu. Fini.

Quand Rumsfeld a accepté de devenir secrétaire à la Défense, George Bush s'est bien mis d'accord avec

lui sur ce sujet : désormais, si quelqu'un s'attaquait à l'Amérique, il trouverait à qui parler et ne s'en relèverait pas. L'armée pourrait y aller à fond.

— On va faire le ménage ! conclut Bush. La balle est dans votre camp, à vous et à Dick Myers<sup>259</sup>.

Rumsfeld se serait passé de cette ultime référence. Il n'a pas très envie de partager le commandement avec le général Richard Myers, qui doit être nommé chef d'état-major interarmées trois semaines plus tard.

## 12 h 55

A la Maison-Blanche, Richard Clarke est descendu rendre visite aux réfugiés du bunker. Il y trouve

tout le staff de Dick Cheney : Lynne, l'épouse du vice-président, sa conseillère politique Mary Matalin, son chef de cabinet Scooter Libby, le directeur adjoint de cabinet de la Maison-Blanche Josh Bolten, la chargée de communication Karen Hughes. Clarke et Cheney sont d'accord pour insister auprès de George Bush : il ne doit toujours pas rentrer à Washington.

Richard Clarke est reparti, parcourant

avec incrédulité les couloirs déserts. L'aile ouest, ce centre névralgique du pouvoir américain, d'habitude bruisante d'agitation, est vide et silencieuse. Abandonnée, comme dans un mauvais film après une guerre nucléaire.

Un peu plus haut, dans la *Situation Room*, on s'efforce de prendre en compte l'ébranlement potentiel de toute l'économie américaine après la disparition du World Trade Center. Personne n'a encore pu entrer en contact avec un représentant du secrétariat au Trésor. Richard Clarke et Paul Kurtz – expert en armes nucléaires et membre de l'équipe antiterroriste de la Maison-Blanche – entreprennent de faire sécuriser Wall Street et le réseau de

communications de la Bourse de New York. Il faut tenter de rassurer pour éviter un effondrement des marchés.

Sur un écran, Mike Brown, le patron de la FEMA, leur apprend que le maire de New York, Rudy Giuliani, vient d'ordonner l'évacuation de toute la zone au sud de Canal Street. Le gouverneur de New York, George Pataki, a aussi fait appel à la Garde nationale. Personne n'ose avancer une évaluation du nombre des victimes.

## 13 heures

Dans le bunker de la Maison-Blanche, la table de la salle de conférences s'est couverte de sandwiches

et de cookies. Eau, canettes de Diet Coke, thermos de café... Mais Cheney ne déjeune pas. Il peste contre les insuffisances techniques du bunker. Pas moyen de recevoir en même temps le son des chaînes de télévision et celui de la vidéoconférence. L'équipe de crise regarde les *Breaking News* sans parfois en comprendre les détails. Cheney s'énerve, exige qu'on fasse quelque chose ! En vain [n260](#).

Le président de la *Federal Reserve*, la banque centrale des Etats-Unis, Alan Greenspan, contacte la Maison-Blanche depuis la Suisse. Il est coincé à Bâle et voudrait bien rentrer. Mais il n'a pas d'avion, et pour cause : le ciel américain est fermé.

— Il est essentiel, dit Cheney à David Addington, son conseiller juridique, qu'il soit aux Etats-Unis dès demain, pour rassurer les marchés.

On demande au Pentagone d'organiser le retour du grand argentier. Soudain, un agent du Secret Service prend la parole :

— Certaines personnes vont devoir quitter la salle !

Il y a trop de monde dans l'abri, le niveau de CO2 est trop élevé, et l'approvisionnement en oxygène

baisse... Scooter Libby se rappelle ses cours de science : trop de gaz carbonique peut affecter les capacités de jugement.

Ce n'est pas le moment... David Addington prie les conseillers « non essentiels »

de quitter la salle [261](#). En cas d'attaque, ils seraient sacrifiés. L'ordre est pourtant accepté, sans discuter.

Autour de Dick Cheney, chacun s'efforce de garder son calme, de se concentrer sur sa tâche immédiate.

En revoyant pour la énième fois

l'effondrement des tours sur un écran,  
Condi Rice murmure à Edelman :

— C'est comme dans mon pire  
cauchemar...

La conseillère à la sécurité nationale est discrète. Tout à l'heure, le seul coup de fil personnel qu'elle a passé a été pour son oncle et sa tante à Birmingham. C'est toute sa famille. Elle voulait juste leur dire qu'elle allait bien. Condi est une femme très seule [e262](#).

Dans ce climat angoissant, la présence de Cheney rassure. C'est un roc. De l'avis de tous, il règne en maître sur la salle de crise, et à part les problèmes techniques, rien ne semble ébranler son calme. On sait qu'il a l'expérience des situations

difficiles. Un officier du contre-terrorisme lui a recommandé de se mettre dans un endroit plus sécurisé encore que le bunker, mais il a refusé. Le sous-sol de la Maison-Blanche lui convient, il n'a pas l'intention de le quitter.

Dans leur abri à Mount Weather, les leaders du Congrès, eux, ne sont pas du tout satisfaits de leur lieu de villégiature. Ils appellent le vice-président pour s'en plaindre : ils en ont assez d'être isolés, confinés à l'extérieur de la capitale. Eux aussi ont des difficultés à communiquer et à s'informer, le nombre de lignes téléphoniques n'est pas suffisant. Ils veulent rentrer à Washington pour se

réunir et réclament qu'on vienne les chercher. Quelques représentants souhaitent que le *speaker* demande le retour de tous les élus et requière une session tardive au Capitole le soir même. Sinon, ils vont tous passer pour des couards.

Dick Cheney refuse catégoriquement.

— Nous sommes une branche séparée du gouvernement, nous n'avons pas besoin de l'aval de la Maison-Blanche, proteste le sénateur Don Nickles de l'Oklahoma.

— Don, réplique sèchement Dick Cheney. C'est nous qui contrôlons les hélicos [263](#) !

## 13 h 15

A Barksdale, George Bush, lui aussi, proteste. Ça suffit ! Il veut rentrer à Washington. En dernière analyse, la décision lui appartient, c'est lui le commandant en chef. Il sait aussi que s'il ne rentre pas, on l'accusera d'abandonner lâchement le peuple américain. Cette journée de terreur est la première grande épreuve de sa présidence, il doit montrer qu'il est aux commandes et arrêter de tourner en rond dans les airs. D'ailleurs, à la télévision, les commentateurs se font de plus en plus critiques : pourquoi n'est-il pas à son poste, avec son gouvernement ?

Le Secret Service continue à s'opposer farouchement à son retour. C'est encore bien trop dangereux.

Si le président revient à Washington, le gouvernement sera concentré en un seul lieu et constituera une seule cible pour les terroristes. Rien ne prouve que les attaques soient terminées. Les alertes, d'ailleurs, continuent d'affluer, avant d'être démenties. Dans les heures précédentes, on a encore signalé des avions suspects, un appareil d'US Airways, un 747 de Korean Airlines... On dit maintenant qu'un engin hostile progressant à grande vitesse vise le ranch familial des Bush à Crawford, au Texas.

Dans la *Situation Room* de la Maison-

Blanche, l'aide de camp personnel du président, Logan Walters, vient d'appeler le ranch et d'ordonner à tout le monde d'évacuer : « Partez de là au plus vite ! »

Une patrouille de combat est envoyée sur place pour tenter d'intercepter l'ennemi. Mais non, c'était de nouveau une fausse alerte...

Il y aurait encore quatre avions détournés dans le ciel, croit-on. En somme, quatre missiles qui peuvent frapper n'importe où, et même se jeter sur Air Force One dès son atterrissage.

— Les terroristes ont tout à fait la capacité de viser des cibles au sol, précise un conseiller.

Bush a beau exprimer sa détermination à rentrer, son entourage, tout comme l'équipe réfugiée dans le bunker de la Maison-Blanche, continue à vouloir l'en empêcher.

Mais alors, que faire de lui ? Au téléphone depuis Washington, Dick Cheney et Condoleezza Rice proposent une nouvelle fois la base aérienne d'Offutt, dans le Nebraska, qui avait déjà été envisagée il y a quelques heures. C'est un lieu hautement sécurisé. Il y a là le commandement de la défense stratégique, des abris, un réseau de communication crypté. Tout le monde pourra enfin se concerter sans difficulté. Tant pis si le président est critiqué pour

son absence de la capitale : son premier devoir est de rester en vie.

A bord d'un Humvee couleur camouflage, le président est à nouveau conduit vers Air Force One.

Entre-temps, l'avion a été ravitaillé, des palettes supplémentaires de vivres et d'eau ont été chargées dans la soute, et certains passagers ont été priés de rester à Barksdale. Le Secret Service ne veut à bord que les personnes « nécessaires ».

Parmi les débarqués, il y a les représentants, plusieurs membres du staff de la Maison-Blanche jugés « non essentiels » et... huit journalistes sur treize. Le staff présidentiel a bien pensé se séparer de tous les membres de la

presse, mais tout bien considéré, il peut être utile d'avoir quelques reporters pour témoigner de cette journée historique. Les exclus ne sont évidemment pas satisfaits. Certains protestent avec virulence sur le tarmac, au milieu des soldats en armes. Voilà qu'on les abandonne sans cérémonie alors qu'ils sont au cœur d'un événement pareil ! C'est dur... Les heureux élus, eux, n'osent pas le dire, mais ils ne sont pas pour autant rassurés [264](#).

## 13 h 25

De nouveau installé dans Air Force One qui vient de décoller en direction du Nebraska, George Bush revient à la charge : il n'a pas changé d'avis, il veut rentrer à Washington<sup>n265</sup>.

— C'est encore trop dangereux, rétorque le chef du Secret Service.

— Il faut laisser la poussière retomber..., ajoute Andy Card dans une métaphore de circonstance.

Le président se résigne. Il s'entretient dans sa suite avec Mike Morell, l'homme de la CIA qui l'accompagne, pour savoir où en est l'Agence.

— Je parierais sur Ben Laden, répond Morell.

C'est la conviction de la CIA depuis la première minute.

— Et le Front de libération de la Palestine ? demande Bush.

— Il n'a pas les capacités de faire une telle chose, répond l'agent.

Bush demande expressément à Morell d'être mis au courant en premier dès que la CIA aura des informations solides.

## 13 h 44

Le Pentagone annonce que cinq bâtiments de guerre, des frégates et des destroyers porteurs de missiles antiaériens, et deux porte-avions vont quitter la base navale de Norfolk en Virginie pour assurer la protection de la côte Est. Les porte-avions *USS George Washington* et *USS John F. Kennedy* vont se positionner en face de New York [k266](#).

## 14 h 20

Le président entre en conférence téléphonique avec Rudy Giuliani, le maire de New York, et George Pataki, le gouverneur.

— Je sais que vous avez le cœur brisé et que votre ville est meurtrie, dit-il. Nous ferons tout ce que nous pouvons pour vous aider [267](#).

A New York, on ignore le nombre de victimes. On sait que beaucoup de pompiers et de policiers ont été tués. A Liberty Park, à l'extrême sud de Manhattan, on continue à évacuer des gens traumatisés sur les ferries. Selon

Giuliani, il y aurait plusieurs centaines de personnes traitées dans les hôpitaux locaux pour des blessures légères, et environ 150 évacués dans un état plus critique.

— On va rebâtir la ville, dit Bush. Et on va savoir qui a fait ça.

## 14 h 40

Au Pentagone, Rumsfeld s'est maintenant attelé avec le général Myers à définir quelle pourrait être la riposte militaire américaine. Ils savent bien qu'il n'y a pas de plan valable concernant AlQaida et l'Afghanistan. Tout est à faire. Depuis janvier 2001, en attendant la fameuse « Directive présidentielle »

sur la sécurité, l'administration Bush a en fait prolongé les opérations secrètes autorisées en Afghanistan par Bill Clinton. Les valises de dollars ont continué à arriver pour soutenir l'Alliance du Nord du commandant Massoud – son assassinat, le 9

septembre, apparaîtrait maintenant comme un signe avant— coureur des attentats. Et la CIA a poursuivi la formation des volontaires afghans et pakistanais pour capturer Ben Laden, mais sans leur donner l'autorisation de l'abattre : depuis les années 1970, l'Agence n'a plus le permis de tuer, et ni le président Bush ni George Tenet n'ont tenté de changer cette règle.

Rumsfeld et Myers n'ont pas besoin de se consulter pour savoir que tout cela n'a plus cours. Mais ils n'ont pas pour autant de réponse à la question cruciale : comment l'armée la plus puissante du monde peut-elle éradiquer un réseau terroriste dispersé, mouvant, insaisissable ? A cette heure-ci, on peut

être certain que les terroristes d'AlQaida ont déserté leurs camps et gagné des abris au cœur de montagnes inaccessibles. Dans un Afghanistan quasi médiéval, quelles cibles désigner aux bombardiers et aux missiles ? Une fois que l'on aura rasé quelques pistes d'atterrissage et fait exploser une poignée d'avions et de systèmes radar, que restera-t-il de « militaire » à détruire ?

Rumsfeld se dit qu'il y aurait peut-être mieux à faire. L'essentiel est d'abord que l'Amérique montre ses muscles. Les montagnes de Tora Bora ne sont pas le seul lieu où se terrent les terroristes. Il y a aussi les fameux Etats « voyous », et notamment... l'Irak.

Que vient faire l'Irak dans cette histoire ? Là-dessus, Rumsfeld partage les convictions de ses conseillers néoconservateurs, comme son adjoint Paul Wolfowitz<sup>268</sup> : Saddam Hussein, maître de réserves pétrolières colossales, détenteur d'armes chimiques qu'il n'a pas hésité à utiliser contre son propre peuple, est une menace constante. Il peut déstabiliser tout le Moyen-Orient, mais aussi faire alliance avec des réseaux terroristes, les équiper en armes chimiques, biologiques, voire nucléaires. Rumsfeld a, lui aussi, du mal à croire qu'AlQaida ait pu acquérir une telle capacité de nuisance sans l'aide d'un Etat comme l'Irak.

Oui, le secrétaire à la Défense en est

convaincu : la riposte doit considérer plusieurs options, et notamment celle de frapper en même temps Oussama Ben Laden et... Saddam Hussein. Pendant que Donald Rumsfeld s'agite, Stephen Cambone, qui joue le rôle de secrétaire de séance, prend des notes : « Difficile de trouver un bon argument... Il faut avancer doucement... Il faut considérer s'il est bon de frapper Saddam Hussein en même temps [269](#). »

Donald Rumsfeld demande d'ailleurs au juriste du Pentagone de prendre contact avec Paul Wolfowitz

– réfugié dans un site alternatif du Pentagone – pour aller plus avant sur cette voie. L'Irak est dans la ligne de

mire.

## 14 h 50

« Interdiction de dévoiler notre localisation ! » répète une nouvelle fois Andy Card aux cinq journalistes restés dans Air Force One. L'avion est en train de se poser sur la base militaire d'Offutt, près d'Omaha dans le Nebraska. C'est le siège de la 55e Wing de l'US Air Force, connue pour ses missions de reconnaissance et de renseignements effectuées avec des Boeing 747.

Peine perdue, une fois encore. Un reporter local futé est venu attendre près de la base au cas où... Il filme l'approche de l'énorme avion sur lequel est écrit en lettre géantes : « United States

of America ».

Au moment où Andy Card sermonne les journalistes présidentiels, on peut voir, à la télévision, l'image de la descente de l'appareil [270](#).

George Bush prend place dans le convoi qui le conduit à travers la base jalonnée par des soldats en armes et stoppe devant un immeuble protégé : « United States Strategic Command ». Il est dirigé vers un petit édifice de béton planté au milieu de la pelouse, sans fenêtres. « Attention, accès restreint », lit-on sur la porte blindée. C'est l'entrée de l'abri souterrain prévu en cas d'attaque nucléaire. Et, comme le note, ébahie, la correspondante de la chaîne ABC qui l'a

suivi, le président disparaît soudain, comme un lapin dans un terrier [271](#).

**20**

**D'un bunker à l'autre**

## 15 h 10

« Monsieur le Président, un avion en provenance de Madrid ne répond pas. Avons-nous l'autorisation de l'abattre ? »

La voix vient de retentir dans les haut-parleurs du bunker stratégique d'Offutt. George Bush est accablé. Quand tout cela va-t-il se terminer ? Il ne répond pas tout de suite. Peut-il ordonner d'abattre un avion civil étranger ? Peut-il ne rien faire ? L'avion a pour destination l'aéroport John Fitzgerald Kennedy à New York.

George Bush intervient dans la conférence de crise du Pentagone et s'entretient avec Donald Rumsfeld, ainsi

qu'avec le général Larry Arnold et le colonel Bob Marr. On ne sait pas où est exactement l'appareil.

— Pas de problème avec Madrid, annoncera un peu plus tard le général Arnold. Nous avons eu la compagnie aérienne, l'avion a fait demi-tour et s'est posé.

En réalité, il était bien loin du territoire américain. Ouf ! Encore une fausse alerte [272](#).

## 15 h 30

Le président, vêtu de son blouson d'aviateur, a pris place dans la salle de communication souterraine pour tenir une vidéoconférence du Conseil de sécurité. Il va enfin pouvoir disposer d'une liaison stable avec son gouvernement ! Il s'est assis devant une table hexagonale entre Andy Card et l'amiral Richard Miles. Face à lui, des écrans montrent les visages de Dick Cheney et Condi Rice dans leur bunker, ainsi que de Donald Rumsfeld au Pentagone. Parmi les *principals* du conseil, le secrétaire au Trésor Paul O'Neill et Colin Powell, chef de la diplomatie, manquent à l'appel.

Robert Mueller, patron du FBI, et George Tenet, patron de la CIA, membres du deuxième cercle, eux, sont bien présents.

Mais aujourd'hui, la réunion du conseil a un caractère irréel : voilà le président des Etats-Unis, réfugié dans un abri antinucléaire, en train de se concerter avec une partie de son équipe, elle aussi repliée dans un bunker ; tous sous le choc des événements et dans l'appréhension d'une nouvelle attaque.

Pendant qu'il tournait sans fin à bord d'Air Force One, George Bush a eu le temps de réfléchir à ce qu'il allait dire :

— Nous sommes en guerre contre le terrorisme, commence-t-il. C'est notre nouvelle priorité [273](#).

Le ton est martial, décidé.

— C'est une attaque contre la liberté, poursuit-il, et nous allons la traiter comme telle. Nous devons prendre soin du pays, mais nous n'allons pas perdre de vue ce que cela signifie pour les Etats-Unis, pour notre rôle de leader. Nous devons mobiliser le monde et nous débarrasser de ce fléau<sup>274</sup>.

Une fois ce préambule achevé, le président s'adresse à George Tenet :

— Qui a fait cela à votre avis ?

Le directeur de la CIA a passé ces dernières heures en réunion avec ses spécialistes. La réponse est celle qui lui est immédiatement venue à l'esprit ce

matin, deux minutes à peine après le premier crash sur le World Trade Center, celle qu'il a donnée à Dick Cheney quelques heures auparavant. Elle tient en un nom :

— Ben Laden.

George Tenet le répète : tout cela ressemble à AlQaida, cela sent AlQaida. D'ailleurs, des appels téléphoniques entre des partisans de Ben Laden se félicitant de l'opération ont été interceptés, et d'autres membres du réseau [275](#), Al-Mihdhar et Al-Hazmi, ont été reconnus dans la liste des passagers de l'American Airlines 77. La CIA suivait Khalid Al-Mihdhar à la trace : elle savait qu'il avait participé, l'an

dernier, à une réunion d'AlQaida où il avait rencontré l'un des auteurs de l'attentat contre le *USS*

*Cole*. Les informations, cependant, ne sont pas sorties des dossiers. Elles n'ont pas été transmises au FBI, et leurs noms ne se trouvaient donc pas sur les listes rouges des compagnies aériennes.

— Les données collectées ces jours derniers par nos services, ajoute Tenet, indiquaient qu'un événement important allait se produire prochainement, sans que l'on puisse connaître ni le jour ni le lieu.

— George, ouvrez grandes vos oreilles ! lui lance George Bush.

La formule est amère... A l'évidence, il y a eu de graves carences dans le renseignement, dans la communication entre les agences, et dans les dispositifs de sécurité. Le FBI n'est pas plus brillant : les terroristes sont restés pendant des mois sur le territoire américain pour préparer leur coup, ils ont pris place à bord des avions sans être repérés. Robert Mueller, le nouveau directeur, est incapable d'expliquer comment ils en ont pris le contrôle.

— Toutes les attaques ont eu lieu avant 10 heures, relève Tenet.

Il ne pense pas qu'il y en aura d'autres aujourd'hui<sup>276</sup>. Mais comment être sûr ? De son côté, Richard Clarke fait un

résumé rapide des mesures prises depuis le début de la matinée. Ironie du sort : c'est la première fois que le tsar du contre-terrorisme peut donner son avis directement au président. Il réclamait cela depuis plus de six mois ! Clarke recommande de continuer à bloquer le trafic aérien et à protéger les sites sensibles. Il conseille aussi de demander aux employés du gouvernement ne pas venir travailler le lendemain.

George Bush n'est pas convaincu. Il voudrait au contraire que l'on rouvre l'espace aérien. Le directeur de la CIA s'y oppose. Il est nécessaire, selon lui, de vérifier au préalable la sécurité des aéroports.

— Demain à midi, alors, concède  
Bush [h277](#). Les banques aussi doivent  
rouvrir demain [n278](#).

Il l'annonce solennellement à tous les  
membres du conseil : pour riposter à ces  
attaques odieuses, il ne se contentera pas  
de lancer des missiles de croisière. Il  
compte utiliser l'armée à plein.  
L'Amérique est en guerre.

# 16 heures

Dans le bunker de la Maison-Blanche, une fois la réunion terminée, tout le monde en débat. On revient sur ce qu'on sait d'AlQaida et des talibans, sur l'assassinat du commandant Massoud, le leader

de l'opposition afghane. Le président a raison : il faut une vaste opération militaire. Mais cela ne peut normalement se faire sans une autorisation de recours à la force. Il faut se couvrir sur le plan juridique.

Dick Cheney y tient absolument. C'est la raison de la présence du conseiller David

Addington : à lui d'élaborer un cadre légal qui pourrait, en raison des circonstances, donner des pouvoirs exceptionnels au

président. Addington s'est déjà mis au travail avec Timothy Flanigan, le conseiller juridique adjoint de la Maison-Blanche, qui lui parle en vidéoconférence depuis la *Situation Room*, juste au-dessus. Ils seront rejoints dans cette tâche par le patron de Flanigan, le conseiller juridique de la Maison-Blanche et ancien juge du Texas, Alberto Gonzales, et par John Yoo, un spécialiste du Département de la Justice. Est-ce l'amorce de ce que certains appelleront une « révolution légale<sup>279</sup> » ?

Pendant ce temps, les rumeurs continuent à affluer. Il y aurait encore des avions menaçants. En théorie, pourtant, le ciel américain est vide, à l'exception des chasseurs qui sont de plus en plus nombreux à patrouiller au-dessus des principales villes du pays [280](#).

# 16 heures

Cette fois, les conseillers du président sont d'accord : il faut rentrer à Washington. L'absence de George Bush commence à poser un vrai problème politique. Dans la capitale, les critiques se font acerbes<sup>281</sup>, et elles émanent aussi des républicains : « Je suis stupéfait qu'il ne soit pas encore rentré, a déjà déclaré publiquement l'un d'eux. On dirait qu'il est en train de fuir<sup>282</sup>. »

Comme Dick Cheney, le Secret Service est toujours de l'avis contraire. Son directeur, Brian Stafford, insiste encore auprès de George Bush.

— Notre position est que vous restiez là où vous êtes.

L'idée est de le garder sur la base d'Offutt au moins jusqu'au lendemain, et peut-être davantage. Le président et le vice-président ne doivent pas se trouver dans le même lieu, répètent-ils, il ne faut pas transiger avec cette règle de base. Mais George Bush n'en peut plus. Il est essentiel qu'il fasse une déclaration télévisée ce soir, à l'heure du prime time.

— Et je ne vais pas la faire depuis une base aérienne alors que les gens sont sous les décombres !

lance-t-il.

C'est décidé : on rentre à Washington !

## 16 h 30

De nouveau, Air Force One décolle. Les pilotes des F-16 qui composent l'escorte présidentielle

entendent le bruit des réacteurs. Personne ne les a avertis du départ du président. Ils courent comme des

fous vers leurs jets et décollent en urgence.

## 16 h 36

— Je rentre ! annonce triomphalement George Bush à sa femme Laura au téléphone. On se voit à la Maison-Blanche.

A bord d'Air Force One, Andy Card et Mike Morell viennent le trouver dans la salle de conférences.

Ils sont préoccupés : les services de renseignements français ont prévenu la CIA qu'un autre groupe de terroristes, des cellules dormantes à l'intérieur du territoire américain, étaient en train de préparer de nouvelles attaques<sup>283</sup>. Une deuxième vague, se dit le président, serait

très difficile à encaisser [r284](#).

## 16 h 55

Sur l'écran d'une télévision qui diffuse un reportage sur les victimes, George Bush voit la photo de Barbara Olson, la célèbre commentatrice républicaine, épouse de Ted Olson, conseiller auprès du ministre de la Justice qu'il a lui-même nommé. George Bush doit d'ailleurs sa présidence à Ted : c'est lui qui a plaidé devant la Cour suprême pour qu'on arrête de recompter les bulletins de la Floride au moment favorable. Barbara se trouvait à bord de l'avion qui s'est jeté sur le Pentagone. Le président appelle immédiatement Ted Olson pour lui présenter ses condoléances.

— Nous trouverons les responsables de sa mort, lui promet-il.

Il faut aussi penser à papa et maman. Bush père et Barbara étaient encore la veille à la Maison-Blanche, mais ils l'ont quittée tôt le matin. C'est à bord d'un avion qu'ils ont appris la nouvelle des attentats.

— Où êtes-vous ? demande le président à sa mère dès que les officiers de communication à l'étage supérieur ont établi la liaison.

— Dans un motel à Brookfield, dans le Wisconsin.

— Mais qu'est-ce que vous fichez là ?

— Mon fils, répond Barbara Bush, tu as

obligé notre avion à se poser [285](#).

Comme les 4 000 autres appareils en vol dans la matinée, celui des Bush a été contraint d'atterrir.

## 17 h 05

Il faut maintenant songer à ce qu'il va dire à la nation. Il parlera ce soir, depuis le Bureau ovale, pour bien montrer au peuple qu'il est à son poste. George Bush contacte Karen Hughes, sa chargée de communication. Celle-ci a fait une brève déclaration aux médias quelques minutes auparavant pour préparer le terrain : « Le président a réuni le Conseil de sécurité, il contrôle la situation... » Mais ce soir, il faut aller plus loin. Au téléphone, une ébauche de discours s'élabore : « Nous trouverons ces gens et ils subiront les conséquences pour s'être attaqués à cette nation. Nous ferons ce qu'il faudra. Tout

le monde doit le comprendre : cela ne passera pas... »

Non... « Cela ne passera pas », c'est la phrase de papa. On va encore se moquer de lui.

Michael Gerson, le chef de l'équipe des rédacteurs, a suggéré cette formule, que Bush a d'ailleurs martelée toute la journée :

« Ce n'est pas un acte de terreur. C'est un acte de guerre. »

Mais faut-il le dire aux Américains ?

Leur annoncer que nous sommes en guerre ? Cela risquerait d'aggraver encore leur angoisse. Non, je dirai ça plus tard, tranche Bush. Pour le moment, l'important

est de les rassurer, de leur faire comprendre que le gouvernement fonctionne et que le président a les choses en main.

Bush et Hughes parlent encore un moment des messages de sympathie qu'ils ont reçus de la part des chefs d'Etat étrangers. Le monde est uni contre le terrorisme, commente Bush. A Jérusalem, Ariel Sharon a annoncé que le lendemain, 12 septembre, serait un jour de deuil national :

« Le combat contre le terrorisme, a déclaré le chef du gouvernement israélien, est une lutte internationale du monde libre contre les forces des

ténèbres qui cherchent à détruire notre liberté et notre mode de vie. Je crois qu'ensemble nous pouvons vaincre ces forces du mal. En cette heure tragique, tous les Israéliens ne font qu'un avec le peuple américain... Nous sommes prêts à apporter toute l'assistance possible à tout moment. »

Air Force One survole le Middle West. La route est encore longue jusqu'à Washington. Pour se détendre un peu, George Bush sort de sa retraite et fait un petit tour dans l'avion. Il plaisante un moment avec les membres du Secret Service, puis se rend, seul, sans le dire à son chargé de presse, à l'arrière de

l'appareil pour discuter avec les cinq journalistes restants. Pas de ruée vers le président comme cela se produit généralement lorsqu'il arrive.

L'atmosphère est inhabituelle, et les reporters plutôt ébranlés eux aussi. Un cameraman de CBS commence à filmer, mais George Bush refuse. Non, il ne faut pas enregistrer.

— Quel est votre état d'esprit ? interroge Doug Mills, photographe de l'Associated Press.

— Attention, tout cela est *off*, précise encore le président, en voyant la correspondante de l'AP

s'apprêter à prendre des notes sur son ordinateur [286](#).

Pour toute réponse, il se contente de cette formule guerrière :

— On aura ces salauds. Aucun voyou ne mettra notre pays à terre !

## 18 heures

« La haine et le ressentiment sont la cause de cette terrible tragédie, affirme de son côté Rudy Giuliani à New York. Mais les habitants de cette ville doivent agir différemment, avec courage, avec tolérance. Nous devons tous retourner à nos affaires et montrer à ces gens qu'ils ne peuvent pas nous en empêcher<sup>[287](#)</sup>. »

Le maire est partout. Dans les rues couvertes de poussière grise, auprès des responsables des services de secours, face aux journalistes... La situation est encore très confuse. Le sud de Manhattan est évacué, des milliers de gens ont fui. On parle de 2 100 blessés : 600 ont été

emmenés dans les hôpitaux, 1 500 autres, plus légèrement touchés, ont été rassemblés à l'extrême sud de l'île, à Liberty State Park.

Mais les morts ? Combien sont-ils ? Giuliani ne peut pas donner de chiffres. Il ne veut pas. Quand on lui pose la question, sa voix se trouble, les larmes lui viennent aux yeux. « Beaucoup..., murmure-t-il. Des milliers, sans doute. » Comment savoir ? Combien d'occupants des tours ont réussi à fuir ? Combien sont rentrés chez eux ? Combien de sauveteurs ont été broyés dans l'effondrement des buildings ? Il est encore trop tôt pour le dire.

Dans le périmètre désormais interdit, ils

sont de plus en plus nombreux à s'activer, volontaires, policiers, pompiers revenus en renfort, mais il est difficile et dangereux d'accéder au cœur du désastre, de descendre au milieu des décombres encore fumants. Une fosse géante, d'où émergent d'énormes pans de murs qui dessinent une cathédrale d'apocalypse, voilà tout ce qui reste des deux plus hauts gratte-ciel du monde. Certains lui donnent déjà un nom, celui que l'on utilise pour qualifier les sites des essais nucléaires après l'explosion : *Ground Zero*. Le lieu de la dévastation.

**21**

**Le retour**

## 18 h 30

Enfin ! Les roues d'Air Force One crissent en se posant sur la base aérienne d'Andrews, près de Washington. George Bush est de retour. Par mesure de sécurité, le Secret Service aimerait le faire entrer dans la capitale en voiture, dans un convoi bien protégé, plutôt que de prendre l'hélicoptère présidentiel Marine One comme d'habitude. George Bush refuse. Il veut atterrir sur la pelouse de la Maison-Blanche, devant les caméras de télévision. C'est un symbole : les Américains doivent voir le retour de leur président.

A bord de l'hélicoptère blanc et vert qui

effectue néanmoins quelques détours par précaution, le président aperçoit le Pentagone. Une colonne de fumée s'en échappe encore. Le bâtiment le plus puissant du monde est en feu, se dit-il, le kamikaze était habile pour viser un bâtiment aussi bas...

Dix minutes plus tard, Marine One se pose sur la pelouse sud de la Maison-Blanche. George Bush, presque étonné d'être là, salue l'officier de marine en bas de la passerelle, jette un œil sur les jardins couverts de roses où devait se dérouler le grand pique-nique du Congrès, et pénètre directement dans le Bureau ovale.

Karen Hughes et Alberto Gonzales, le

conseiller juridique, l'attendent. On ne perd pas une seconde.

Ensemble, ils se mettent immédiatement à finaliser le discours à la nation. Les « écrivains » de la Maison-Blanche ont travaillé à un texte dans lequel figure cette phrase :

« Les Etats-Unis ne feront pas de différence entre ceux qui ont organisé ces actes et ceux qui les ont tolérés et encouragés. »

George Bush corrige : « et ceux qui les abritent<sup>288</sup> ».

C'est encore plus clair. La petite phrase suggère un changement politique fondamental : désormais, on considérera

aussi comme ennemi tout pays qui hébergerait des terroristes. Sans avoir consulté son gouvernement, ni son secrétaire d'Etat, ni le secrétaire à la Défense, le président annonce en somme que l'armée américaine attaquera non seulement les groupes terroristes, mais aussi les Etats qui font preuve de complaisance envers eux. C'est le début de « la doctrine Bush ».

Condi Rice se montre réservée sur l'opportunité d'inclure cette décision tout de suite dans le discours. D'autres conseillers de la Maison-Blanche, tel le directeur de la communication Dan Bartlett, pensent, eux, qu'il faut annoncer clairement la couleur : le pays est en guerre. Bush refuse sèchement : — J'ai

déjà dit [non289](#) !

Le débat est clos. Le président descend dans le bunker, au sous-sol de la Maison-Blanche, où il retrouve sa femme Laura qui a enfin quitté le siège du Secret Service et vient juste d'arriver. Les agents de la sécurité ont bien failli lui faire quitter Washington. On avait même envoyé ses assistants Sarah Moss et John Meyers prendre quelques vêtements dans leur appartement, et récupérer le chat et les chiens Barney et Spot. Mais, comme finalement le président annonçait son retour, on a conduit Laura Bush à la Maison-Blanche sous bonne escorte.

— L'avion qui a percuté le Pentagone a tourné d'abord au-dessus de nous,

murmure Lynne Cheney à l'oreille de Laura.

Du ciel, la Maison-Blanche n'est pas facile à repérer. Le bâtiment est bas, il n'a que trois étages et est à l'abri sur une pente qui conduit au Potomac. C'était sans doute la cible du kamikaze, mais il n'a pas pu la repérer ou bien la viser, et il s'est replié sur le Pentagone.

Laura et George Bush montent un instant dans leur résidence pour souffler un peu et se changer. Le président remplace la cravate rouge qu'il a nouée ce matin au Colony Beach par une cravate grise, plus adaptée aux circonstances.

## 18 h 30

« Attention, nous sommes en état d'urgence nationale. Les autorités militaires des Etats-Unis ont le contrôle de l'espace aérien. Tout avion présentant un code non autorisé sera abattu. »

C'est le message diffusé sur les fréquences aériennes. Il n'y a plus un seul avion civil dans le ciel américain. Sur les écrans des contrôleurs, on ne voit plus désormais que les échos des appareils militaires qui dessinent des cercles autour de Washington et des grandes villes américaines : quelque 150

chasseurs armés de missiles, des

AWACS, des tankers pour le ravitaillement en vol... La surveillance devrait être plus importante encore, mais un problème inédit s'est fait jour : les pilotes n'ont pas tous réussi à rejoindre leur base en raison de la fermeture de l'espace civil. Un Boeing 727, destiné normalement au transport des personnalités gouvernementales, a donc été affrété et il accomplit une tournée pour récupérer les pilotes presque à domicile et les emmener à leur poste.

## 18 h 40

A Washington, au Pentagone, Donald Rumsfeld, costume gris, cravate marron, s'efforce de rassurer : — Le Pentagone fonctionne, déclare-t-il aux journalistes. Il sera au travail demain.

— Est-ce que Ben Laden est le principal suspect ? demande un journaliste.

— Ce n'est pas le moment d'en parler, répond Rumsfeld.

— Que pouvez-vous dire sur les victimes ?

— Nous savons qu'elles sont nombreuses, plusieurs douzaines dans

l'avion, il ne peut y avoir aucun survivant. Plusieurs personnes n'ont pas été identifiées...

— Est-ce un acte de guerre ?

— Il n'y a aucun doute que l'attaque d'aujourd'hui contre les Etats-Unis d'Amérique était une attaque haineuse, bien coordonnée, et massive. Aux juristes de lui donner un nom [m290](#).

## 19 h 24

Ils sont une centaine sur les marches du Capitole, représentants et sénateurs de tous bords, de toutes tendances, venus là pour envoyer un message, dire que les élus sont présents, à leur poste, que l'Amérique est debout, prête à agir... Ils attendent depuis un moment Dennis Hastert, le *speaker*, et les autres leaders qui sont en train de revenir des abris où ils ont été confinés en raison du plan « Continuité du gouvernement ».

Tout l'après-midi, dans les installations souterraines du Mount Weather, à Bluemont en Virginie, les réfugiés du Capitole ont rongé leur frein. Dennis

Hastert a été rejoint peu à peu par d'autres leaders du Congrès, récupérés par les agents du Secret Service : Dick Armey, le chef de la majorité républicaine à la Chambre, Tom Daschle, le chef de la majorité démocrate au Sénat, ou encore Richard Gephardt, le chef de l'opposition à la Chambre. Eloignés, les leaders du pouvoir législatif se sentaient frustrés, impuissants, en partie coupés du monde. Ils ont, comme des millions d'anonymes, regardé les images télévisées avec effarement. Malgré leurs protestations et leurs demandes répétées pour revenir dans la capitale, Dick Cheney n'a pas cédé. Mais vers la fin de ce long après-midi, Dennis Hastert s'est révolté : « A nous de décider, a-t-il dit à

ses collègues. Nous devons rester ensemble, retourner à Washington et montrer que nous sommes là, réunis. »

Les voilà donc de retour sous les acclamations de leurs confrères. Quelle belle image d'union nationale ! Debout côte à côte devant les marches du Capitole, le républicain Hastert et le démocrate Daschle s'adressent aux caméras. L'ancien catcheur à l'allure imposante serré contre le petit sénateur menu mais pugnace, c'est un couple vraiment improbable.

— Nous, sénateurs et membres de la Chambre, démocrates et républicains, commence Dennis Hastert, nous nous tiendrons ensemble, épaule contre épaule,

pour combattre ce mal, pour être sûrs que ceux qui ont fait cela en paieront le prix... Nous serons tous aux côtés du président et du gouvernement et nous surmonterons ces moments difficiles tous unis.

— En tant que représentants du peuple, ajoute Tom Daschle, nous sommes là pour dire que notre détermination n'a pas été affaiblie par ces actes terribles et lâches. Le Congrès se réunira demain. Et nous parlerons d'une seule voix...

Républicains et démocrates, nous serons tous derrière le président.

Moment d'émotion intense. Après une minute de silence, alors qu'ils s'apprêtent à se retirer, le représentant républicain de

Californie, Dana Rohrabacher, se met à entonner *God Bless America : While the storm clouds gather far across the sea*

*Let us swear allegiance to a land that's free.*

« Pendant que les nuages de l'orage se rassemblent au loin sur la mer, jurons allégeance à un pays libre... » Chacun le sent, ce soir-là, les paroles de la chanson ont pris un sens tout particulier. La foule des élus se fige et reprend le refrain en chœur, les larmes aux yeux [x291](#) : *God bless America*

*Land that I love*

*Stand beside her, and guide her*

*Thru the night with a light from above.*

*From the mountains, to the prairies,  
To the oceans, white with foam  
God bless America,  
My home sweet home.*

« Que Dieu bénisse l'Amérique/ La terre  
que j'aime/ Tiens-toi à ses côtés, et  
guide-la/ A travers la nuit avec la lumière  
d'en haut./ Des montagnes aux prairies,/  
Jusqu'aux océans, blanchis par l'écume/

Que Dieu bénisse l'Amérique,/ Mon  
foyer, mon cher foyer. » Le leader  
républicain Trent Lott serre la sénatrice  
démocrate Barbara Mikulski dans ses  
bras<sup>292</sup>. On n'avait jamais vu une scène  
aussi consensuelle<sup>293</sup>.

« On peut faire peur à la démocratie, mais

on ne peut pas la mettre à bas, déclare  
Dick Armey à CNN.

Nous serons tous au travail demain [n294.](#) »

## 20 heures

Tailleur noir, chemisier blanc, la sénatrice démocrate de New York Hillary Clinton est là, elle aussi, debout devant le Capitole :

« Nous sommes tous unis derrière le président, comme vous venez de le voir... Il s'agit d'une attaque contre l'Amérique, et le président des Etats-Unis est notre président à tous. Nous le soutiendrons à toutes les étapes qu'il jugera nécessaires pour lancer la riposte et aussi dans le travail très important qu'il faudra accomplir pour reconstruire New York et le Pentagone. »

Elle s'exprime devant la caméra de CNN posément, sans se laisser aller à ses émotions :

« Il est encore impossible de connaître le nombre des blessés et des morts, ajoute-t-elle, mais ce sera terrible... Je suis très fière de la ville de New York, de son maire, de la police, des pompiers. Tous ceux qui travaillent sur le front de l'urgence font un travail formidable. New York est une ville globale. Elle est le symbole du leadership américain, les terroristes ont frappé directement l'essence de notre peuple. »

Hillary assure aussi que l'ancien président Bill Clinton, son mari, apporte son soutien total, « quoi que choisisse

cette administration, parce qu'il sait combien il est important de parler d'une seule voix au nom de notre pays ».

« J'espère que ce genre de catastrophe unira le monde civilisé tout entier, conclut-elle, car ce n'est pas seulement une attaque contre les Etats-Unis, c'est une attaque contre tous ceux qui tiennent à la liberté, la dignité, la justice et l'humanité<sup>[295](#)</sup>. »

## 20 h 30

Le président est assis dans le Bureau ovale, entouré de tous les souvenirs texans qu'à son arrivée, en janvier dernier – cela semble si loin maintenant –, il a tenu à inclure dans la décoration rénovée. Aux murs, des tableaux représentent des scènes texanes réalisées par des artistes texans (ils ont été loués aux musées de San Antonio et d'El Paso). Comme la plupart de ses prédécesseurs, le président n'a cependant pas osé toucher au *Resolute Desk*, le fameux bureau, symbole de l'amitié entre les Etats-Unis et l'Angleterre, fabriqué en 1880 avec le bois d'un navire arctique de

la Royal Navy, le *HMS Resolute* [296](#). Il a donc pris place derrière ce morceau d'histoire et lit son prompteur, figé, devant les deux drapeaux traditionnels, la bannière étoilée et le blason présidentiel bleu marine, orné d'un aigle brandissant dans ses serres une branche d'olivier et un faisceau de flèches. La paix et la guerre.

— « Aujourd'hui, notre mode de vie, notre liberté elle-même ont été attaqués dans une série d'actes terroristes délibérés et meurtriers. Les victimes étaient dans les avions ou dans leurs bureaux : des secrétaires, des hommes et des femmes d'affaires, des militaires et des fonctionnaires, des mères et des pères, des amis et des voisins. Des

milliers de vies ont brusquement été arrachées par le mal, par des actes infâmes de terreur. Les images de ces avions se jetant contre les immeubles, de ces flammes, de ces structures immenses se désintégrant nous ont remplis d'incrédulité, d'une tristesse terrible et d'une colère calme et déterminée. Ces assassinats de masse avaient pour but d'effrayer notre nation en créant le chaos et en la faisant plier. Mais ils ont échoué. Notre pays est fort. Un grand peuple est en marche pour défendre une grande nation... »

Ils sont des centaines de millions aux Etats-Unis, mais aussi dans le monde, à suivre son discours.

— « Ces actes peuvent fracasser l'acier, mais ils ne peuvent pas entamer l'acier de la détermination américaine...

Immédiatement après la première attaque, j'ai appliqué le plan d'urgence de notre gouvernement. Notre armée est puissante, et elle est prête... Le fonctionnement de notre gouvernement n'a pas été interrompu... Nos institutions financières sont fortes, et l'économie américaine reprendra également ses activités. Nous recherchons activement ceux qui sont derrière ces actes du mal. J'ai ordonné que toutes les ressources de nos services de renseignements et de police soient déployées pour trouver les responsables et les conduire devant leurs juges... Nous ne ferons pas de distinction entre les

terroristes qui ont commis ces actes et ceux qui les abritent... »

Ça y est, c'est dit ! Derrière cette petite phrase se dessine une intervention en Afghanistan et peut-être ailleurs.

— « Tous ensemble, nous gagnerons la guerre contre le terrorisme... »

Et le président de citer le psaume 23 : « Même quand je marche dans la vallée de l'ombre de la mort, je ne crains aucun mal, car tu es avec moi »...

— « Aujourd'hui, poursuit-il, tous les Américains, d'où qu'ils viennent, quels qu'ils soient, sont unis dans un même attachement à la justice et à la paix. L'Amérique a vaincu d'autres ennemis

auparavant, et elle le fera encore cette fois-ci.

— « Aucun de nous n'oubliera jamais ce jour. Mais nous continuerons à défendre la liberté et tout ce qui est juste et bon dans notre monde. Merci, bonne nuit, et que Dieu bénisse l'Amérique. »

Le discours est moral autant que politique. Bien meilleur, songe George Bush en se levant, que ceux que j'ai prononcés en Floride et en Louisiane.

## 21 heures

Il faut maintenant passer au concret. Le président descend une fois encore dans le bunker pour une nouvelle réunion du Conseil national de sécurité. Les couloirs de la Maison-Blanche sont remplis d'agents des services secrets, des armoires à glace habillées en noir et équipées de fusils d'assaut.

La CIA est formelle : c'est bien AlQaida qui est responsable. Il faut réagir. Punir non seulement les terroristes, mais ceux qui les hébergent, d'accord. Mais comment ? Qu'est-ce que cela signifie en pratique ? Il va falloir définir une stratégie, combiner attaques militaires,

actions secrètes, pressions financières, efforts diplomatiques. Justement, Powell est là, enfin revenu du Pérou après avoir passé la journée à se morfondre dans son avion.

— On va devoir mettre les choses au point avec le Pakistan et l’Afghanistan, déclare le secrétaire d’Etat.

George Bush approuve. Les talibans au pouvoir en Afghanistan sont directement concernés par sa petite phrase : ils abritent Ben Laden et ses camps d’entraînement depuis des années. On va leur mettre le marché en main : ou ils livrent le chef d’AlQaida, ou c’en est fini de leur théocratie fanatique. Quant au Pakistan, c’est l’un des rares pays à avoir

reconnu et à soutenir le gouvernement de Kaboul. Les services pakistanais – le redoutable ISI (*Inter Services Intelligence*) – ont misé sur les talibans pour imposer une forme de stabilité, au prix d'une répression sanglante, dans un Afghanistan en pleine guerre civile. Il y a encore quelques semaines, George Bush avait écrit au général Mucharraf pour le convaincre de participer à la lutte contre AlQaida. Sans résultat. Aujourd'hui, Mucharraf devra choisir : avec ou contre l'Amérique.

Donc, on passe à l'action. Mais quelles sont les cibles ? Quand attaquons-nous ? Donald Rumsfeld consulte sa fiche. Pour

le moment, l'armée américaine n'est pas prête à répondre aux terroristes, explique-t-il. Une opération militaire d'envergure demandera beaucoup de temps à organiser. Dans quel délai ? Rumsfeld se risque :

— Il nous faudrait soixante jours pour lancer une attaque massive.

La petite phrase du discours l'intrigue lui aussi. Attaquer les terroristes et ceux qui les hébergent, s'enquiert-il, est-ce que cela veut dire que nous devons nous préparer à frapper des cibles dans des Etats avec qui nous avons des relations pacifiques ? Le secrétaire à la Défense demande un peu de temps pour y réfléchir posément.

— Il faut prendre en considération les autres nations, comme le Soudan, la Libye, l’Iran et... l’Irak, là où les terroristes iront trouver refuge si nous attaquons AlQaida en Afghanistan<sup>297</sup>.

Faut-il y aller seul ? Doit-on former une coalition avec les alliés ?

— L’Afghanistan, c’est un sacré défi, avance Dick Cheney. Le pays est très loin du territoire américain, c’est grand, peu développé... Trouver des cibles là-dedans, cela ne va pas être simple.

On en revient au traitement à réserver à AlQaida et aux talibans... Est-ce le même ennemi ?

— Oui, ce sont les mêmes, confirme

George Tenet. Ben Laden a arrosé les talibans avec des dizaines de millions de dollars. Il faut dire aux talibans que nous en avons fini avec eux.

— Il n'y a pas que Ben Laden et les talibans, intervient Donald Rumsfeld. Il y a aussi tous les pays qui soutiennent le terrorisme.

— On va s'en occuper l'un après l'autre, répond Bush. Il faut les obliger à choisir.

Autour de la table, chacun sait que l'Amérique va devoir compter ses alliés. Actionner tous les leviers diplomatiques, ce sera la responsabilité de Colin Powell. Pour intervenir en Afghanistan,

l'armée américaine va avoir besoin de bases, de droits de survol et de passage. Il va falloir s'assurer la coopération ou au moins la neutralité des pays limitrophes. Outre le Pakistan, au sud, l'Afghanistan est entouré de pays qui ne verront pas d'un bon œil l'arrivée d'une armada américaine. A l'ouest, l'Iran, avec lequel toutes relations sont rompues depuis 1979. Au nord, le Turkménistan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan, trois anciennes républiques soviétiques : pour gagner leur confiance, il va d'abord falloir convaincre les Russes. Sans compter les Chinois, avec qui l'Afghanistan partage un petit bout de frontière, à l'est... Il faut tout de suite réunir l'Otan, rebâtir une coalition

internationale, comme en 1991.

Devant Colin Powell, les urgences  
s'accumulent.

## 22 h 10

Après la réunion du Conseil national de sécurité, Bush discute encore un peu avec Cheney. Puis le vice-président et sa femme, suivis de Libby et Addington, prennent congé et sortent enfin de l'abri où ils

sont restés toute la journée. Ils embarquent sur Marine Two, l'hélicoptère du vice-président, pour une destination tenue secrète<sup>298</sup>. Le couple Cheney est en fait conduit à Camp David où il sera logé à Aspen Lodge, lieu habituellement réservé au président. Leur fille Liz les y rejoindra, leur seconde fille Mary et son amie Heather Poe sont, elles,

sous bonne protection dans les Caraïbes. A Aspen Lodge, la famille Cheney regarde encore et encore les images des télévisions. C'est à ce moment-là seulement, se dira Cheney, qu'il réalise ce qui vient de se passer, ce mardi 11 septembre, en Amérique [299](#).

## 22 h 50

L'électricité n'est pas encore rétablie au sud-ouest de Manhattan. A *Ground Zero*, de gros projecteurs de secours installés à la hâte éclairent la fosse dantesque d'une lumière de fin du monde. Comme des fourmis dérisoires, les sauveteurs évoluent entre des blocs instables au péril de leur vie, dans l'espoir de retrouver des rescapés. Il est difficile d'employer des engins lourds qui risquent de provoquer des éboulements. Il faut se glisser dans les trous, entre deux poutres, appeler, ordonner à tout le monde de faire silence dans l'espoir de détecter une éventuelle réponse, un signe de vie, et

recommencer... On a repéré deux policiers de l'Autorité portuaire ensevelis sous l'ancienne piazza depuis le début de la matinée, coincés dans une poche envahie par la fumée, les jambes prises sous une montagne d'acier et de parpaings. Après quatre heures d'efforts, Will Jimino, le premier, est extirpé des décombres. L'esquisse d'un sourire se lit sur le visage noirci des secouristes, qui, bouleversés, se mettent spontanément à applaudir [300](#).

Mais ils l'ont compris : les chances qu'il y ait d'autres miraculés sont minces. L'effondrement des tours a tout pulvérisé. Que peuvent des corps de chair et de sang face aux dizaines de milliers de tonnes de pierre et d'acier ? Les pertes sont

énormes. On sait que la communauté des pompiers a été gravement touchée : le chef du département de New York et son adjoint sont parmi les disparus. Mais le maire Rudy Giuliani se refuse toujours à chiffrer le nombre de victimes. Il est là, sur le terrain, fatigué, mais digne. Il fait face, explique, rassure... Partout, dit-il, on a ouvert des écoles, des bâtiments publics pour accueillir ceux qui n'ont plus d'abri. La ville est fermée au sud de la 14<sup>e</sup> Rue, mais ailleurs, dans Manhattan, il vaut mieux ne pas venir travailler le lendemain, conseille-t-il, sauf si cela est vraiment indispensable. Et partout où un micro se tend, il répète le même message :

« Même si vous êtes très ému, très en colère, ce qui est compréhensible, il ne faut pas vous en prendre à une ethnie ou à un groupe particuliers. Les New-Yorkais ne sont pas comme ça. La ville survivra ! New York est toujours là. Nous avons subi des pertes terribles, mais oui, New York sera là demain, et nous serons plus forts que jamais ! »

## 22 h 50

A Washington, au Pentagone, les secouristes fouillent aussi les décombres à la lumière des projecteurs. De retour de la Maison-Blanche, Donald Rumsfeld réunit une dernière fois son staff.

— Avez-vous appelé Mme Rumsfeld ? lui demande Torie Clarke, la porte-parole du Pentagone.

Joyce Rumsfeld se trouvait dans une base de l'Air Force, à Bolling, pour une réunion avec les attachés de la Défense et leurs épouses. On lui a dit qu'elle était en sécurité.

— Non, dit Rumsfeld.

Quarante-sept ans de mariage... Il n'a pas pensé à l'appeler.

La porte-parole regarde Rumsfeld dans les yeux et lui lance :

— *You, son of a bitch*[301](#) !

Au Capitole, le ministre de la Justice John Ashcroft et le directeur du FBI Robert Mueller ont rassemblé quelque 75 membres du Congrès pour faire le point sur les événements de la journée. Les terroristes, leur ont-ils indiqué, étaient organisés en équipes de trois à cinq personnes par avion, ils n'étaient armés que de couteaux. Mais les membres du Congrès ne sont pas très satisfaits par ces

explications sommaires. On ne leur dit rien sur l'avion qui s'est écrasé près de Pittsburgh, sur sa vraie destination, sur la nationalité des terroristes. Un nouveau briefing est fixé au lendemain, à 12 h 30, à la Chambre.

Dans le bunker de la Maison-Blanche, George Bush n'en peut plus. Il était debout avant l'aube. Il décide que ça va comme ça, cette maudite journée est terminée. Il est temps d'aller se coucher. Mais Carl Truscott, le chef de la protection présidentielle, s'interpose :

— Vous devez dormir ici ce soir, lui dit-il.

Une petite chambre est en effet prévue dans le bunker, juste à côté de la salle de conférences, équipée d'un vieux lit pliant. George Bush regarde le meuble et fait la moue. On dirait qu'il a été installé par Harry Truman, se dit-il. On ne va quand même pas lui faire passer la nuit dans cette... cave qui sent le renfermé, sur une couchette inconfortable, après la journée qu'il vient de vivre, et avec tout ce qui l'attend demain... Il veut son lit, son oreiller, sa couverture, sa chambre.

— Il n'est pas question que je dorme ici, répond-il à Carl.

Le chef de la sécurité rechigne, le président insiste.

— Non, s'entête Bush. Je ne veux pas.

Truscott ne voit pas comment il peut s'opposer. Il s'incline :

— Bien. Dormez dans la résidence. Mais s'il y a le moindre problème, nous venons vous chercher [302](#).

George Bush réintègre enfin son appartement, et discute un moment encore avec Laura. Tout va bien maintenant. Il est chez lui. Le *First Dog*, son chien Barney, est là. Et Spot, aussi, son cocker. Et le chat...

Laura Bush ôte ses lentilles de contact, le couple Bush se met au lit. Les *details* du Secret Service sont en faction derrière la porte.

Pas facile de trouver le sommeil. Des

images de la journée défilent dans la tête du président : les tours du World Trade Center qui s'effondrent encore et encore, le Pentagone en feu...

## 23 h 08

Vingt minutes plus tard, une silhouette apparaît soudain dans l'embrasure de la porte de la chambre.

Bush se redresse. Une voix crie :

— Monsieur le Président, monsieur le Président, il faut que vous vous leviez, dit l'homme à la voix essoufflée. Un avion vient vers nous. La Maison-Blanche est attaquée ! Venez tout de suite [e303](#).

Le président et sa femme sautent du lit. Il est en tee-shirt, il enfle rapidement un short de jogging, entraîne d'un bras Laura qui glisse ses pieds dans ses chaussons mais n'a pas le temps de remettre ses

lentilles de contact, prend Barney de l'autre, appelle Spot pour qu'il les suive. Laura s'empare du chat, et le couple se hâte derrière l'agent.

Dans les couloirs de la Maison-Blanche, le président des Etats-Unis court, pieds nus, suivi par sa femme, chiens et chat dans les bras... Son frère Neil les accompagne. Les maîtres d'hôtel et les huissiers aussi. En chemin, ils croisent Condi Rice et Andy Card qui courent eux aussi vers le bunker. Bush veut prendre un ascenseur mais les agents l'en empêchent. Ils dégringolent les escaliers un à un jusqu'au rez-de-chaussée, puis les sous-sols. Laura ne voit rien et tient fermement la main de George. Elle compte mentalement les étages... Les agents les

entraînent vers le bunker, ferment la lourde porte blindée avec la serrure pressurisée à l'entrée du tunnel, claquent une seconde porte blindée derrière eux.

Le revoilà dans cette damnée cave antiatomique. George Bush se désespère : un sergent est en train de préparer le fameux lit antique et de lui installer des draps. Un cauchemar ! Est-ce vraiment une attaque ? Il croyait pourtant que tous les avions avaient été ramenés au sol, qu'il ne restait dans le ciel américain que les avions de chasse en patrouille.

Il n'a pas à attendre longtemps pour avoir la réponse. Un militaire entre dans la salle de conférences et se dirige vers lui :

— Monsieur le Président, dit celui-ci.

C'était l'un des nôtres.

Une mauvaise identification, cela a suffi pour déclencher l'alerte [304](#).

Le président décide de remonter dans sa résidence. L'agent assigné à Condi Rice lui demande de ne pas rentrer chez elle dans son appartement du Watergate mais de dormir dans le bunker. Rice accepte.

— Non, intervient George Bush. Venez à la résidence.

Et voilà de nouveau le président, pieds nus, suivi de sa femme, ses chiens et son chat, dans les couloirs de la Maison-Blanche, sous l'œil des agents impassibles. Il n'y aura plus d'alerte.

Cette fois, la journée du 11 septembre 2001 est vraiment terminée. Pour George Bush, elle s'achève comme elle a commencé. Ce matin, il courait en short dans l'obscurité, éclairé par un agent secret à vélo qui le précédait. Ce soir, il a couru en short dans les couloirs de la Maison-Blanche, précédé par un agent secret, en tirant par la main sa femme qui ne voyait rien. Toute la journée, George Bush aura couru dans le noir.

Avant de se coucher, le 43<sup>e</sup> président des Etats-Unis, épuisé, a dicté quelques mots pour son journal, comme il le fait tous les soirs :

« Aujourd'hui a eu lieu le Pearl Harbor du

e

XXI siècle [305.](#) »

## **ANNEXES**

*Et après...*

13 septembre 2001

Washington autorise la reprise partielle du trafic aérien commercial. De nouvelles mesures sont mises en place pour renforcer la sécurité dans les aéroports.

16 septembre 2001

Après un week-end passé à Camp David avec ses conseillers militaires, George Bush appelle le peuple américain à la patience. « La croisade contre le

terrorisme va prendre du temps », prévient-il, sur la pelouse de la Maison-Blanche, sa femme Laura à ses côtés. Deux jours plus tôt, le Congrès l'a autorisé à recourir à la force.

17 septembre 2001

« Oussama Ben Laden doit être livré mort ou vif », déclare encore le président en utilisant la vieille formule des westerns : « *Dead or Alive !* »

18 septembre 2001

Les marchés financiers américains rouvrent. Wall Street chute de 7,13 %. Le secrétaire au Trésor Paul O'Neill

encourage la population à acheter des actions en faisant un geste « patriotique » pour soutenir le Dow Jones et éviter la récession.

19 septembre 2001

Le chef des talibans refuse d'extrader Ben Laden, demande formulée par le Conseil de sécurité de l'ONU à l'unanimité.

20 septembre 2001

Un nouvel organisme, le Bureau de la Sécurité nationale ( *Office of Homeland Security*, renommé plus tard *Homeland Security Council*) est créé afin de

conseiller le président en matière de sécurité nationale et de lutte antiterroriste, et de protéger le territoire américain contre de nouveaux attentats.

Dans un discours à la nation américaine, le président Bush annonce le début de la « guerre contre la terreur », une longue offensive qui « commence avec AlQaida mais ne s'achèvera pas avant que tous les groupes terroristes de portée mondiale n'aient été trouvés, arrêtés et vaincus ».

28 septembre 2001

Le Conseil de sécurité de l'ONU adopte la résolution 1373 qui énonce que tous les Etats doivent prévenir et réprimer le

financement des actes de terrorisme, s'abstenir de soutenir de quelque manière que ce soit les terroristes ou de leur donner asile, et se prêter mutuellement assistance en matière de renseignement et de procédures criminelles.

2 octobre 2001

Pour la première fois dans l'histoire de l'OTAN, le Conseil de l'Atlantique Nord applique l'article 5

de sa charte fondatrice : une attaque armée contre un pays membre de l'Alliance atlantique est une attaque contre toute l'Alliance.

7 octobre 2001

A 21 heures, des missiles de croisière Tomahawk, lancés à partir de navires et de sous-marins américains et britanniques, touchent leurs premières cibles en Afghanistan. L'opération *Enduring Freedom* (« Liberté immuable ») a commencé. Les flottes aériennes de l'US Air Force et de l'armée britannique bombardent les infrastructures et les camps d'entraînement des talibans. C'est la première réponse militaire de George W. Bush aux attaques du 11-Septembre.

Quelques heures plus tard, une déclaration de Ben Laden est diffusée par la chaîne de télévision qatarie Al-Jazeera : vêtu d'un treillis, un fusil à ses côtés, il

se félicite de la destruction du World Trade Center et appelle les musulmans du monde entier au djihad contre les Etats-Unis.

26 octobre 2001

George W. Bush promulgue le *USA Patriot Act*, qui étend les pouvoirs des agences gouvernementales engagées dans la lutte contre le terrorisme. L'objectif affiché est de renforcer la sécurité intérieure et les services de renseignements, lutter contre le blanchiment d'argent et le financement d'attentats, durcir la législation pénale contre le terrorisme, assouplir les règles de confidentialité des documents...

La section 412 de la loi autorise la détention pour une durée indéterminée d'étrangers « raisonnablement » suspectés de représenter un danger pour la sécurité nationale, sans qu'une procédure judiciaire soit engagée à leur encontre. Aux Etats-Unis, certains dénoncent une entrave grave aux libertés civiles.

13 novembre 2001

Trente-sept jours après le début des bombardements, l'Alliance atlantique prend le contrôle de Kaboul. Le régime des talibans est renversé.

14 novembre 2001

L'ONU vote l'envoi d'une force internationale de sécurité en Afghanistan.

26 novembre 2001

Depuis la roseraie de la Maison-Blanche, le président insiste sur la nécessité pour Saddam Hussein, leader irakien, d'autoriser le retour des inspecteurs de l'ONU dans son pays afin de « prouver qu'il ne se dote pas d'armes de destruction massive ».

27 novembre 2001

La Conférence inter-afghane débute à

Bonn sous l'égide des Nations unies. Elle a pour mission de doter l'Afghanistan d'un gouvernement intérimaire.

13 décembre 2001

Dans une vidéo rendue publique par le Pentagone, Ben Laden se réjouit du nombre important de victimes dans les attentats du 11-Septembre.

Au même moment, les forces américaines bombardent de manière intensive la région montagneuse de Tora Bora, à la frontière pakistanaise. De nombreux agents d'AlQaida sont tués, d'autres fuient vers le Pakistan voisin, une soixantaine d'hommes sont capturés. Le

président Bush annonce le transfert des prisonniers talibans vers la base militaire de Guantanamo, à Cuba.

# 2002

## 11 janvier 2002

Les premiers « combattants illégaux » arrivent dans le centre de détention de Guantanamo. Le lieu est choisi pour les placer hors de la protection de la Constitution et des lois américaines. Le gouvernement décide également qu'ils ne bénéficieront pas de la protection des conventions de Genève sur le traitement des prisonniers de guerre.

## 29 janvier 2002

Dans son discours sur l'état de l'Union,

le président Bush définit un « Axe du mal » composé de trois pays « voyous » – Iran, Irak, Corée du Nord – qui cherchent à acquérir des armes de destruction massive.

12 octobre 2002

A Bali, un attentat à la voiture piégée contre une discothèque fait 202 morts, parmi lesquels de nombreux touristes étrangers. Il est attribué à la Jemaah Islamiyah, un réseau islamiste qui s'inspire d'AlQaida.

16 octobre 2002

Donald Rumsfeld, Paul Wolfowitz et les

néoconservateurs du Pentagone ont gagné : le Congrès américain vote une résolution autorisant le recours à la force contre l'Irak. L'intervention planifiée contre le régime de Saddam Hussein trouve ainsi une base légale.

27 novembre 2002

Le Congrès et le président des Etats-Unis créent une commission nationale d'enquête sur les attaques terroristes contre les Etats-Unis. La commission indépendante et bipartisane est chargée de mettre tout en œuvre pour éclairer les circonstances du 11-Septembre.

# 2003

## 5 février 2003

Devant les Nations unies, Colin Powell, se fondant sur des rapports des services de renseignements américains, affirme qu'il ne fait « aucun doute que Saddam Hussein possède des armes biologiques ». En France et dans de nombreux pays européens se déroulent des manifestations pacifistes. L'Europe se divise sur la question de la « guerre contre la terreur ».

## 1er mars 2003

Au milieu de la nuit, à Rawalpindi, près

d'Islamabad, des agents de la CIA et des services de renseignements pakistanais capturent le cerveau du 11-Septembre, Khalid Cheikh Mohammed. Après une brève escale en Afghanistan, il est transféré en Pologne. Au cours du seul mois de mars 2003, ses interrogateurs le soumettent au *waterboarding* (simulation de noyade) à 183 reprises.

20 mars 2003

Les troupes américaines et britanniques lancent l'opération *Iraqi Freedom* (« Liberté irakienne »).

Les forces armées franchissent la frontière du Koweït vers le désert

irakien. Les missiles de croisière touchent Bagdad. Des avions furtifs visent les bâtiments gouvernementaux irakiens sur les rives du Tigre.

Bagdad tombe début avril.

12 et 16 mai 2003

A Riyad, en Arabie saoudite, un triple attentat suicide contre un ensemble résidentiel provoque la mort de 35 personnes. Trois jours plus tard, à Casablanca, au Maroc, cinq attentats quasi simultanés font 33 morts.

15 et 20 novembre 2003

A Istanbul, quatre attentats suicide à la voiture piégée contre deux synagogues, le consulat et une banque britanniques tuent 63 personnes.

13 décembre 2003

Saddam Hussein est découvert, terré dans un trou sombre et exigu, sous une hutte, à Adwar, à 15 kilomètres de Tikrit, sa ville natale. L'ex-dictateur, pourtant armé d'un pistolet, n'oppose pas de résistance. L'opération *Red Dawn* (« Aube rouge »), à laquelle participaient 600 hommes de l'infanterie américaine, a réussi.

# 2004

## 2 mars 2004

Une série d'attentats visant des lieux saints chiites tuent 180 personnes à Badgad et Kerbala.

## 11 mars 2004

Des bombes explosent dans des gares et des trains de Madrid, en Espagne, faisant 191 morts et près de 2 000 blessés.

## 28 avril 2004

La chaîne américaine CBS révèle les actes de torture et les mauvais traitements infligés à des détenus irakiens par des soldats américains dans la prison d'Abou Ghraib, près de Bagdad.

22 juillet 2004

La commission parlementaire sur le 11-Septembre rend son rapport après vingt mois d'investigations : 2,5 millions de pages de documents ont été examinées, 1 200 personnes ont été interrogées, parmi lesquelles tous les acteurs du 11-Septembre, ministres, hauts fonctionnaires, administrateurs, directeurs des agences. La commission a également procédé aux auditions publiques de 160

témoins. « Les institutions chargées de protéger nos frontières, l'aviation civile et la sécurité nationale n'ont pas mesuré la gravité de la menace, accuse le rapport. Elles n'avaient pas ajusté leurs politiques, leurs stratégies et leurs méthodes pour y faire face. »

2 novembre 2004

George W. Bush est réélu à la présidence des Etats-Unis, au terme d'une campagne électorale focalisée sur le thème de la sécurité. Les républicains sont majoritaires au Congrès.

**2005**

7 avril 2005

L'Irak se dote d'un président de la République. Une nouvelle Constitution sera adoptée à l'automne.

7 juillet 2005

Des attentats suicide dans le métro de Londres et dans un bus causent la mort de 52 personnes.

23 juillet 2005

La station balnéaire de Charm el-Cheikh, en Egypte, est à son tour touchée par une série d'attaques kamikazes. Bilan : 68 morts.

29 août 2005

L'ouragan Katrina frappe la région de La Nouvelle-Orléans et plonge la Louisiane dans la désolation.

La gestion calamiteuse de la catastrophe par George Bush et son administration provoque un tollé général.

9 novembre 2005

A Amman, en Jordanie, on compte 60 morts après un triple attentat suicide contre des hôtels.

# 2006

## 24 avril 2006

20 morts et 90 blessés, c'est le bilan d'un triple attentat suicide dans la station balnéaire de Dahab, en Egypte.

## 8 novembre 2006

Donald Rumsfeld démissionne. Quelques mois plus tôt, un groupe de généraux de l'armée américaine à la retraite avait demandé son départ, dénonçant les graves erreurs du secrétaire à la Défense. Il est remplacé par Robert Gates.

30 décembre 2006

Condamné à mort par un tribunal spécial irakien pour crimes contre l'humanité, Saddam Hussein est pendu le premier jour de la fête musulmane de l'Aïd Al-Adha. Aucun lien direct entre le régime du dictateur et AlQaida n'a été établi. Aucune preuve sur le développement d'armes de destruction massive n'a été apportée.

# 2007

6 février 2007

L'opération *Enduring Freedom Trans-Sahara* (« Liberté immuable Trans-Sahara ») commence. Les Etats-Unis créent un centre de commandement pour l'Afrique, afin de superviser leurs activités militaires et contrer la menace terroriste sur le continent, foyer d'un islamisme grandissant.

14 août 2007

En Irak, dans la province de Ninive, quatre attaques au camion piégé contre

une secte religieuse kurde tuent plus de 400 personnes.

11 décembre 2007

A Alger, deux attentats suicide font 41 morts, dont 17 employés de l'ONU.

# 2008

## 17 et 20 septembre 2008

A Sanaa, au Yémen, des voitures piégées font 10 morts à l'ambassade des Etats-Unis. Trois jours plus tard, un attentat suicide à l'hôtel Marriott d'Islamabad, au Pakistan, fait 60 morts.

## 4 novembre 2008

Barack Obama, 47 ans, est élu président des Etats-Unis. Il est le premier président américain noir.

Avec un Congrès à large majorité

démocrate commence une nouvelle ère de la politique étrangère américaine.

# 2009

27 février 2009

Le président Obama annonce le retrait progressif des troupes américaines d'Irak d'ici au 31 décembre 2011. Son plan reçoit le soutien d'une grande majorité de la population américaine.

17 septembre 2009

Les Etats-Unis abandonnent le projet d'installation d'un bouclier antimissile.

1er décembre 2009

Barack Obama annonce l'envoi de 30 000 soldats supplémentaires en Afghanistan, déclarant solennellement : « Notre sécurité est en jeu. » Dans un discours prononcé à l'Académie militaire de West Point, il explique la nécessité de faire face à la menace des talibans et du réseau AlQaida.

# 2010

## 1er juin 2010

AlQaida annonce la mort « en martyr » de Mustafa Abou-Al Yazid, son chef en Afghanistan.

## 31 août 2010

Après sept ans de guerre, les dernières troupes de combat américaines se retirent d'Irak : « Ce soir, la mission de combat américaine en Irak est terminée », déclare le président Obama.

11 septembre 2010

A New York, des manifestants s'opposent à la construction d'un centre islamique à proximité du site de *Ground Zero*.

24 novembre 2010

Au Yémen, 23 personnes sont tuées dans un attentat lors d'une procession religieuse.

# 2011

1er mai 2011

« Oussama ben Laden a été tué, annonce le président Obama, dans une allocution télévisée. Justice est faite ! » Au cours de la nuit, un commando des forces spéciales américaines a donné l'assaut dans une résidence fortifiée d'Abbottabad, à 45 kilomètres au nord d'Islamabad au Pakistan, où le chef d'AlQaida se cachait depuis plusieurs années. L'intervention a été suivie en direct par les membres du Conseil de sécurité depuis la *Situation Room* de la Maison-Blanche. Les New-Yorkais, parmi lesquels des bataillons de pompiers, se rassemblent devant *Ground*

*Zero pour dire leur soulagement.*

11 septembre 2011

Dix ans après les attaques contre New York, un mémorial s'inscrit sur le nouveau site du World Trade Center.

Deux fosses profondes délimitent l'ancien emplacement des tours jumelles, au fond desquelles s'inscrivent les noms des 2 749 disparus du 11-Septembre.

*Que sont-ils devenus ?*

**Les victimes.** A New York, 2 749 personnes ont été assassinées par les terroristes lors de l'attaque contre le World Trade Center, selon le New York City Medical Examiner's Office. Parmi

elles, les 147

passagers et membres d'équipage des deux avions et environ 600 personnes qui se trouvaient aux étages où eurent lieu les impacts sont morts sur le coup ; 1 500 autres, piégées dans les étages supérieurs, ainsi que 412 secouristes, pompiers et policiers, disparurent plus tard lors de l'effondrement des tours.

12 000 personnes, qui étaient presque toutes en dessous de la zone d'impact, ont réussi à échapper à la mort.

A Washington, 184 personnes ont été victimes de l'avion kamikaze contre le Pentagone (dont les passagers et les membres d'équipage).

Dans le crash du vol 93 en Pennsylvanie, 40 personnes ont été tuées.

**George W. Bush**, après avoir déclenché la guerre d'Afghanistan et la guerre d'Irak, a été réélu en novembre 2004, au terme d'une campagne centrée sur la sécurité nationale. Mais après la gestion désastreuse de l'ouragan Katrina, en août 2005, le président a perdu la confiance de la population. En novembre 2006, le Parti démocrate a gagné la majorité dans les deux chambres du Congrès, et, en 2008, le deuxième mandat de George Bush s'est achevé au milieu d'une crise économique sans précédent depuis 1929.

Après l'élection de Barack Obama,

George et Laura Bush sont retournés dans leur cher Texas, partageant leur temps entre leur ranch de Crawford et leur résidence de Dallas. Très discret depuis son retrait de la vie publique, l'ancien président s'est toutefois engagé aux côtés de Bill Clinton pour collecter des fonds pour venir en aide à Haïti. En 2010, il a publié ses Mémoires (*Instants décisifs*). Au moment de la mort d'Oussama Ben Laden, il s'est réjoui, dans une déclaration écrite, de cet « accomplissement capital », une « victoire pour l'Amérique ».

**Dick Cheney**, l'un des vice-présidents les plus puissants de l'Histoire, a été tenu en

grande partie responsable des errements de la présidence Bush, à commencer par le fiasco des armes de destruction massive, introuvables en Irak, et l'autorisation de la torture. Au cours de son second mandat, il a perdu une partie de son influence, après le départ de Donald Rumsfeld et la promotion de Condoleezza Rice au poste de secrétaire d'Etat. En 2011, il a publié son autobiographie (*In My Time : A Personal and Political Memoir*). Il n'a cessé de défendre toutes ses décisions prises en tant que vice-président, y compris l'usage de la torture. Il est resté un pilier du Parti républicain, s'affirmant comme l'un des critiques les plus virulents de l'administration Obama.

**Rudy Giuliani**, alors au sommet de la popularité, a été désigné « homme de l'année » par *Time Magazine* en décembre 2001. Il a quitté la mairie de New York à la fin de son second mandat en janvier 2002, et a soutenu activement la campagne de George W. Bush en 2004. En 2008, il était le favori du camp républicain pour l'élection présidentielle, mais, entré en campagne trop tard, il a finalement renoncé à se présenter après son échec aux primaires de Floride. Il a préféré se consacrer à la société de conseil en stratégie qu'il a créée.

**Colin Powell** s'est senti de plus en plus

marginalisé au sein du gouvernement Bush. Il a très mal supporté d'avoir été envoyé défendre la cause de la guerre d'Irak devant l'ONU, le 5 février 2003, sur la base de renseignements qui, depuis, se sont révélés erronés. Powell a quitté le gouvernement en novembre 2004 et a rejoint le secteur privé, au sein de l'entreprise de capital-risque californienne Kleiner Perkins Caufield & Byers. Aux côtés de Rudy Giuliani, il s'est également investi dans des conférences pour l'organisation *Get Motivated*. Même si sa popularité a décliné, il est resté une figure respectée dans le débat public.

**Condoleezza Rice** est devenue, en novembre 2004, la première femme noire secrétaire d'Etat de l'Histoire. Elle a alors tenté de réparer les relations avec les alliés, et d'adopter une approche plus multilatérale de la politique internationale. A la fin du second mandat de George Bush, elle est retournée à l'université Stanford, en dépit de l'opposition d'un certain nombre de professeurs et d'étudiants. Elle a publié son autobiographie (*Extraordinary, Ordinary People : A Memoir of Family*), où elle rend hommage à ses parents et revient sur sa jeunesse en Alabama.

**Donald Rumsfeld** a occupé le poste de

secrétaire à la Défense jusqu'en 2006. Il a été à l'origine d'un grand nombre d'erreurs commises en Irak, notamment les effectifs insuffisants des troupes au sol et le manque de préparation à la situation insurrectionnelle créée par « l'après-Saddam ». Il a aussi été tenu responsable des exactions commises par les soldats américains à la prison d'Abu Ghraib. Son arrogance et sa désinvolture sont devenues de plus en plus insupportables, pour l'opinion comme pour les leaders du Congrès et une partie de la hiérarchie militaire. George Bush a finalement accepté sa démission en novembre 2006. Dans son autobiographie (*Known and Unknown, A Memoir*) publiée en février 2011, Rumsfeld n'a

rien regretté. Il a mis en cause la responsabilité de Condoleezza Rice dans la gestion de l'affaire irakienne, mais n'a formulé aucune critique à l'égard de son vieil ami Dick Cheney.

**George Tenet** a démissionné de son poste de directeur de la CIA le 11 juillet 2004, au milieu d'une polémique sur son rôle dans le déclenchement de la guerre d'Irak et sur la question des armes de destruction massive. Dans son autobiographie publiée en 2007 (*At the Center of the Storm : My Years at the CIA*), il reste fidèle au président Bush mais n'épargne pas Donald Rumsfeld et Paul Wolfowitz. Il pointe aussi les efforts

de Rice et Cheney pour lier artificiellement AlQaida et l'Irak. Tenet a continué à justifier les « techniques spéciales d'interrogatoire » qu'il a refusé de considérer comme de la torture.

Professeur à l'université Georgetown, il a également rejoint Allen & Company, une petite banque d'investissement spécialisée dans le secteur des médias.

*Les Etats-Unis et AlQaida*

*avant le 11-Septembre*

Avant le 11 septembre 2001, les Etats-Unis ont déjà été confrontés au terrorisme. Les responsables politiques, comme les agences de sécurité, ont pris l'habitude de considérer deux types de

menaces : intérieure et extérieure. La menace intérieure était le fait de groupes extrémistes, de sectes d'illuminés ou de « loups solitaires », des marginaux qui frappaient sur le sol américain, comme ce fut le cas le 19 avril 1995, à Oklahoma City, où 168 personnes périrent dans l'explosion d'un bâtiment du gouvernement. La menace extérieure, elle, venait du Moyen-Orient ou du monde musulman au sens le plus large et pesait sur les intérêts américains à l'étranger : bases militaires, ambassades, lieux fréquentés par des soldats ou des touristes américains, avions de ligne...

Mais le 11 septembre, la menace supposée « extérieure » a frappé directement sur le territoire américain.

C'est l'une des raisons pour lesquelles les agences gouvernementales se sont révélées inefficaces : la responsabilité de la traque des terroristes était alors séparée entre des départements et des responsables qui ne partageaient pas leurs informations.

## **1945 : les Etats-Unis s'impliquent au Moyen-Orient**

Longtemps, les Etats-Unis ont considéré le Moyen-Orient comme une simple source d'hydrocarbures.

Le pacte de Quincy, conclu en 1945 entre le président Roosevelt et le roi d'Arabie saoudite, établissait un échange simple : protection américaine du régime saoudien contre accès garanti au pétrole. En pleine

guerre froide, cela impliquait aussi pour les Etats-Unis de contenir l'influence soviétique dans la région, en apportant soutien politique, aide économique et armements aux régimes dits « amis ». Les Américains intervinrent aussi de façon plus ou moins clandestine pour écarter des gouvernements suspects de sympathies à l'égard de Moscou – ainsi le coup d'Etat orchestré par la CIA en 1953 pour renverser Mossadegh et ramener le shah à Téhéran.

En 1979, le fragile équilibre de la région est remis en cause par la révolution iranienne et l'invasion soviétique en Afghanistan. Les Etats-Unis sont en perte d'influence. Le président Reagan, dès son arrivée au pouvoir en janvier 1981, se

fixera pour but de faire reculer « l'Empire du mal », de l'épuiser dans une folle course aux armements, et de l'empêcher de pénétrer en Iran, voire jusqu'au golfe Persique. Au cours de la longue guerre Iran-Irak, les Etats-Unis, officiellement, restent neutres. Ils ne souhaitent pas une victoire éclatante de l'Irak, mais pas non plus sa défaite face aux mollahs de Téhéran. En 1983, Donald Rumsfeld apporte même à Bagdad une lettre de soutien de Ronald Reagan.

Pendant cette période, Washington négocie des bases, des droits d'accès, des alliances dans tout le Moyen-Orient. L'Arabie saoudite, l'Egypte, la Jordanie, les monarchies du Golfe et Israël sont leurs protégés. La présence américaine

dans la région devient militaire, et elle sera souvent très mal perçue, voire rejetée avec violence. En octobre 1983, alors que les Américains participent à une mission de maintien de la paix de l'ONU à Beyrouth, ils sont visés par l'explosion de deux camions piégés : 241 marines – et aussi 58 Casques bleus français – sont tués. L'attentat sera revendiqué par le « Djihad islamique ».

A partir de 1986, Washington soutient en Afghanistan des groupes de rebelles en guerre contre l'Armée rouge. Des armes et des dollars sont ainsi acheminés par l'intermédiaire des services secrets pakistanais, dont l'influence ne cesse de croître. Mais en dehors de petites équipes de la CIA, les Américains ne sont pas sur

le terrain, ils n'apprennent pas à connaître la région, ne développent pas de liens avec les chefs de tribu. Ils ne mesurent pas le danger représenté par les combattants arabes fanatisés qui affluent par milliers. Les agents de la CIA ont-ils eu des contacts, pendant cette période, avec un jeune Saoudien nommé Oussama Ben Laden ? C'est possible, mais rien n'a été prouvé. Quand les Soviétiques se retirent d'Afghanistan en 1989, les Américains se désintéressent du pays, qui plonge rapidement dans la guerre civile. L'URSS s'effondre, les djihadistes perdent leur ennemi naturel, communiste et athée. Ils en trouvent rapidement un autre : les Etats-Unis.

**1989 : Ben Laden entre en scène**

Quand Saddam Hussein envahit le Koweït pendant l'été 1990, le président George Bush père pose un ultimatum : le retrait ou la guerre. Les Etats-Unis sont déterminés à protéger l'intégrité territoriale du Koweït, ses champs pétrolifères, et ceux du voisin saoudien. Avec l'aide du secrétaire d'Etat James Baker, le président bâtit une vaste coopération internationale au service d'une mission claire : libérer le Koweït. Il n'est pas question de poursuivre le tyran jusqu'à Bagdad, d'occuper l'Irak, ou d'imposer un changement de régime. George Bush est persuadé que Saddam sera bientôt renversé... Mais il n'en est rien, le danger demeure, et, dès lors, des troupes américaines restent en

permanence stationnées en Arabie saoudite. Cette présence, près des lieux saints de l'islam, est insupportable à Oussama Ben Laden, revenu depuis peu d'Afghanistan.

En 1989, ce fils de famille richissime crée son propre groupe « la Base » : AlQaida. Il critique de plus en plus violemment les Etats-Unis et leur allié saoudien. Lassée de ses diatribes, la famille royale le chasse du pays, puis lui retire sa nationalité. Ben Laden trouve refuge au Soudan. Les services secrets américains le surveillent, mais ne détectent pas le soutien logistique ou financier qu'il apporte bientôt à toute une série d'attentats. En décembre 1992, deux bombes explosent dans des hôtels

d'Aden, au Yémen, fréquentés par des militaires américains en route vers la Somalie. En 1993, le premier attentat contre le World Trade Center (l'explosion d'une voiture piégée dans un parking) tue six personnes et en blesse plus de 1 000. L'enquête, confiée au FBI, incrimine rapidement un centre religieux extrémiste de Brooklyn et conduit à l'arrestation des coupables directs, mais ne va pas plus loin. En octobre 1993, alors que l'armée américaine participe à une mission de secours en Somalie, deux hélicoptères « Faucons noirs »

sont abattus et 18 soldats massacrés. En 1995, une attaque en préparation contre des avions de ligne américains est déjouée à Manille. En juin de la même

année, Hosni Moubarak échappe à un attentat en Ethiopie. En novembre, une voiture piégée explose devant le bâtiment d'une mission militaire américaine à Riyad : cinq Américains et deux Indiens sont tués. Les Saoudiens arrêtent et exécutent les coupables en quelques jours, et le FBI, en dépit de ses protestations, n'a pas accès à l'enquête. Directement ou indirectement, AlQaida est à l'œuvre partout, mais les Etats-Unis continuent à penser que le danger terroriste vient avant tout des Etats « voyous » : Irak, Libye, Iran...

## **1996 : Bill Clinton entame la traque de Ben Laden**

En 1996, le régime soudanais cède aux

pressions saoudiennes – qui relaient les pressions américaines – et signifie à Ben Laden qu’il est indésirable. Le chef terroriste repart en Afghanistan, où il achète à prix d’or la protection des talibans qui se sont emparés du pouvoir depuis peu.

Le 25 juin, un camion piégé explose sur la base américaine de Dahran, en Arabie saoudite, faisant 19

morts et 500 blessés. L’investigation prendra cinq ans, la responsabilité sera finalement attribuée à la branche locale du Hezbollah, agissant pour le compte de l’Iran. Ce n’est que beaucoup plus tard que l’implication d’AlQaida sera confirmée.

Dès lors, l'administration Clinton développe une vraie politique antiterroriste, réunissant les compétences de la police, de l'armée, des services secrets. Un groupe de la CIA est chargé de suivre Ben Laden à la trace, des projets d'enlèvement commencent à être élaborés.

En 1998, Ben Laden annonce clairement ses intentions. AlQaida fusionne avec le Djihad islamique, mouvement fondé par le médecin égyptien Ayman Al-Zawahiri, et Ben Laden lance une fatwa appelant les musulmans du monde à tuer des Juifs et des Américains. Le 7 août 1998, deux explosions détruisent les ambassades américaines en Tanzanie et au Kenya : 11 personnes périssent à Dar es Salam, 214

(dont 12

Américains) à Nairobi. Cette fois, le FBI et la CIA dirigée par George Tenet accusent : c'est AlQaida.

Le président Clinton, pourtant empêtré dans le scandale Lewinsky, et bien que ses adversaires politiques l'accusent de chercher à détourner l'attention, ordonne le tir de 66 missiles Tomahawk sur des camps d'AlQaida en Afghanistan, y compris le *compound* de Ben Laden. Mais ce dernier a déjà pris la fuite.

Désormais, Bill Clinton exige un rapport quotidien sur la traque de Ben Laden. Il demande à l'armée de chercher le moyen de l'atteindre par un bombardement ciblé ou un tir de missile. Mais Ben Laden

semble impossible à localiser. Il change constamment d'abri, les agents afghans qui le suivent pour le compte des Américains sont peu fiables, et les Pakistanais ne le sont pas davantage. Principal soutien des talibans, le Pakistan n'est pas déterminé à lutter contre AlQaida, intimement liée au régime de Kaboul.

De son côté, la CIA, lancée elle aussi sur les traces de Ben Laden, a une mission : le kidnapper.

Depuis 1975, l'agence n'a plus le permis de tuer. C'est l'une des conséquences du scandale du Watergate et de la volonté du Congrès de moraliser le pouvoir. Bill Clinton signe une directive indiquant aux

poursuivants de Ben Laden qu'ils n'ont pas le droit de l'abattre, sauf en cas avéré de légitime défense...

En février 1999, les mêmes consignes sont transmises au commandant Massoud, chef de l'Alliance du Nord, en guerre contre les talibans. Massoud n'en croit pas ses oreilles : « Vous êtes dingues ! » réplique-t-il à l'envoyé américain.

Bill Clinton hésite d'ailleurs à soutenir pleinement l'Alliance du Nord, sachant que Russes et Iraniens en sont les principaux sponsors, et que l'Alliance compte dans ses rangs bon nombre de seigneurs de la guerre trempant dans le trafic de drogue.

En septembre et octobre 2000,

l'administration américaine lance aussi les premières missions du Predator, un drone de surveillance qui survole le territoire présumé d'AlQaida, et envoie des images vidéo. Les résultats sont très prometteurs. Le gouvernement discute de la possibilité de mettre au point un Predator armé, qui pourrait à la fois repérer Ben Laden et tirer.

Le 12 octobre, les Américains sont à nouveau pris de vitesse : un attentat frappe le *USS Cole*, ancré dans le port d'Aden. Dix-sept marins périssent. Le FBI et la CIA, dépêchés sur place, ne parviennent pas à démontrer la responsabilité d'AlQaida. En l'absence de preuves, Bill Clinton ne peut ni bombarder les camps de terroristes, ni

adresser un ultimatum aux talibans pour les sommer de livrer Ben Laden.

La présidence de Bill Clinton touche à sa fin, les élections ont lieu le 7 novembre, il faudra cinq semaines avant que la Cour suprême ne donne finalement la victoire à George W. Bush. Hors de question, pendant tout ce temps, de prendre des décisions militaires d'envergure.

L'attaque contre le *USS Cole* ne donnera pas lieu à des représailles.

**Janvier 2001 : George W. Bush s'installe à la Maison-Blanche** Dans la dernière phase de la campagne électorale, il est d'usage que les deux candidats soient mis au courant des secrets d'Etat. En septembre 2 000, George W. Bush et

Al Gore reçoivent, chacun de leur côté, plusieurs briefings détaillés de la part de la CIA et du FBI. Après le vote du 7 novembre 2 000, tandis que la Floride comptabilise ses confettis, les briefings continuent. Une équipe de la CIA installe son bureau dans le ranch des Bush, à Crawford. En décembre, la Cour suprême tranche le nœud gordien électoral en faveur de George W. Bush, qui rencontre longuement Bill Clinton. Ce dernier affirmera plus tard avoir alors mis l'accent sur le danger majeur représenté par Ben Laden.

Le 20 janvier 2001, George W. Bush devient le 43<sup>e</sup> président des Etats-Unis. Du haut en bas de l'administration, les anciens responsables font leurs cartons,

les nouveaux arrivent peu à peu. Rares sont ceux qui sont reconduits dans leurs fonctions : George Tenet, patron de la CIA ; Cofer Black, chef du contre-terrorisme également à la CIA ; Richard Clarke, chargé du contre-terrorisme au sein du Conseil national de sécurité (il est cependant rétrogradé, se retrouvant parmi les adjoints et non parmi les *principals*). Il se passera des mois avant que les autres postes importants de l'administration soient pourvus, et validés par le Sénat. La démocratie américaine prend son temps...

Lors des briefings présidentiels quotidiens (PDB) présentés par les services de renseignements, George W. Bush est averti à maintes reprises que

Ben Laden et le réseau AlQaida préparent des attaques spectaculaires contre les intérêts américains. Mais outre le terrorisme, l'administration a de multiples dossiers prioritaires : la prolifération des armes de destruction massive, la montée en puissance de la Chine, le bouclier antimissile, l'effondrement du processus de paix au Moyen-Orient, les relations avec le Mexique, l'avenir de l'Otan, la Russie... Condi Rice, chargée de définir une stratégie globale contre le terrorisme, est aussi très occupée à réorganiser l'ensemble du Conseil de sécurité.

Néanmoins, les responsables américains ont clairement à l'esprit les éléments principaux du dossier.

Ils savent qu'Oussama Ben Laden est au centre du complot, qu'il a établi ses camps d'entraînement en Afghanistan où il est protégé par les talibans. Ils connaissent le fanatisme et les exactions de ces « étudiants en théologie » rassemblés autour du mollah Omar. Arrestations, torture, famine, mutilations, exécutions, lapidation des femmes sont les armes de la terreur qu'ils exercent. Les talibans bénéficient pourtant de soutiens non négligeables : outre AlQaida et ses djihadistes fanatiques, il y a surtout le Pakistan – un des seuls pays, avec l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis, à avoir reconnu le régime de Kaboul.

En février et en août 2001, George W.

Bush écrit au général Mucharraf pour lui demander de lutter contre AlQaida et de pousser les talibans dans le même sens. Il ne voit rien venir. Les relations avec le Pakistan ne sont pas bonnes, le pays est sous le coup de sanctions économiques américaines depuis ses essais nucléaires de 1998. Quelles pressions exercer, quelles promesses formuler pour obtenir de Mucharraf qu'il coopère avec les Américains ? A cet égard, rien n'est encore défini.

Le président Bush a pourtant signalé que face au terrorisme, il voulait bientôt passer à l'offensive de manière radicale. Mais comment ? Aucune stratégie n'est

encore élaborée. Une préoccupation, pourtant, revient sans cesse : ne pas agir comme Clinton, jugé faible et timoré. Selon George W. Bush, l'Amérique de Bill Clinton ne faisait plus peur à personne. Installée dans son confort, elle ne ripostait pas en cas d'attaque, battait en retraite face au danger et refusait de prendre des risques. C'était le temps mollasson de la « guerre zéro mort ». Ce laxisme n'aurait plus cours. En cas d'attaque terroriste, désormais, la riposte serait terrible. Voilà pour le principe. Mais en pratique ?

Rien ne change, ou si peu. Les opérations secrètes en cours sous Bill Clinton sont prolongées : soutien financier aux tribus afghanes en lutte contre les talibans,

poursuite de Ben Laden par les recrues de la CIA, entraînement de commandos pakistanais pour, le cas échéant, aider à le capturer. George Bush ne cherche pas à redonner à la CIA le permis de tuer, Tenet ne le lui demande pas.

En septembre 2001, presque huit mois après l'arrivée de George Bush au pouvoir, il n'y a pas de nouvelle stratégie pour tenter d'éliminer les terroristes avant qu'ils ne frappent. Il n'y a pas davantage de plans pour répondre, le cas échéant, à des attentats majeurs.

Une riposte de grande ampleur devrait nécessairement réunir efforts diplomatiques, pressions financières, attaques militaires et actions secrètes. Le

Département d'Etat, le Département du Trésor, le Pentagone, la CIA, le FBI devraient apprendre à mieux travailler ensemble, et vite. Or, en septembre 2001, tous les responsables ne sont pas encore en ordre de marche : le général Shelton, chef de l'état-major interarmées, va quitter son poste dans trois semaines, pour être remplacé par son adjoint Dick Myers. Le nouveau patron du FBI, Robert Mueller, n'a pris ses fonctions que début septembre. Le secrétaire au Trésor, Paul O'Neill, ne montre guère d'empressement à mettre au point un volet financier dans la lutte contre le terrorisme : tenter de geler les avoirs des réseaux terroristes à l'étranger est délicat, beaucoup de leurs transactions s'abritant derrière des

organisations caritatives.

Du côté des militaires, aucun plan nouveau n'a été élaboré, ou même simplement remis à jour concernant AlQaida et l'Afghanistan. Toute une série de questions cruciales restent sans réponse.

Comment frapper un réseau terroriste insaisissable de manière radicale ? Quelles sont les forces en présence en Afghanistan ? Les estimations restent très vagues : environ 45 000 guerriers talibans, contre, peut-être, 20 000 à 40 000 hommes du côté de l'Alliance du Nord. Comment seraient coordonnées les actions des équipes clandestines de la CIA et des forces spéciales de l'armée ?

Quel rôle joueraient les missiles et les bombardiers ? Où se trouvent les caches d'armes, quelles seraient les cibles à détruire, et celles, au contraire, à protéger (écoles, mosquées, hôpitaux) ? Rien de tout cela n'est encore préparé.

Et ensuite, en cas d'attaque américaine massive sur le sol afghan, quel serait le sort réservé aux talibans ? Faudrait-il encore tenter de négocier avec eux ou imposer un changement de régime ? Le président Bush envisagerait-il un engagement à long terme, contraire à ses promesses de campagne : faire du *nation building* ? De la « reconstruction de nation » ? Pas davantage de préparation du côté des diplomates. Le Département d'Etat n'a pas reçu d'instructions pour

entamer des discussions discrètes avec les voisins au nord de l'Afghanistan : Turkménistan, Ouzbékistan, Tadjikistan. Sans compter la Chine, à l'est ; l'Iran, à l'ouest, avec qui les Etats-Unis n'entretiennent aucune relation diplomatique depuis 1979 ; et bien sûr, au sud, le Pakistan. La manière d'obtenir l'assentiment des Russes, l'aide qu'il faudrait solliciter auprès des alliés arabes ou au sein de l'Alliance atlantique n'ont pas davantage été prévues. Pourtant, chacun savait qu'en 1991, lors de la guerre du Golfe, il avait fallu cinq mois et demi pour bâtir une coalition et amener les forces américaines sur place.

Au matin du 11 septembre 2001, le gouvernement américain sait donc qu'il

est menacé par un ennemi prêt à frapper. Mais la prévention n'est pas montée d'un cran, et la riposte n'est pas prête.

*« L'opération des avions »*

« L'opération des avions », telle que l'appelaient les terroristes du 11-Septembre, a été planifiée en secret et organisée au fil d'une longue préparation stratégique, engageant des dizaines de personnes dans différents pays du monde, avec une minutie et une rigueur inouïes. L'idée est née en 1996 dans la tête de Khalid Cheikh Mohammed, l'un des commandants en chef d'AlQaida, le chef d'orchestre des attentats du 11-Septembre.

Khalid Cheikh Mohammed a grandi au

Koweït, sa date de naissance est incertaine – 1964 ou 1965 ?

–, tout comme le pays d'origine de sa famille, venue probablement du Baloutchistan, province du Pakistan aux confins de l'Iran et de l'Afghanistan. « KCM » a fait des études, parle plusieurs langues (dont l'arabe et l'anglais), et a obtenu un diplôme d'ingénieur aux Etats-Unis, dans une petite université de Caroline du Nord. Le reste de son parcours demeure flou. Il aurait rejoint la confrérie des Frères musulmans à 16 ans, et opté pour le djihad. Il aurait également combattu les Soviétiques en Afghanistan, avant de gagner la Bosnie au début des années 1990, puis de passer quelque temps au Qatar en tant qu'ingénieur au

ministère des Eaux et de l'Electricité. En 1996, KCM s'enfuit au Pakistan pour échapper aux poursuites des autorités américaines, qui viennent de repérer son implication dans le premier attentat contre le World Trade Center, datant de 1993. L'homme semble avoir joué un rôle de conseiller auprès du responsable de l'explosion, Ramzi Youssef, son neveu, à peine plus jeune que lui, et il aurait apporté une contribution financière de 660 dollars... Une somme modique, quand on sait qu'il est devenu une sorte d'entrepreneur international du terrorisme.

Allant d'un pays à l'autre, KCM recrute des volontaires, lève des fonds, teste des explosifs et passe son temps à imaginer

des attaques de plus en plus horribles. Ses motivations sont primaires, il hait les Etats-Unis, tout particulièrement à cause de leur soutien à Israël. En 1994, il complotait aux Philippines, dans le but d'abattre douze avions commerciaux américains au-dessus du Pacifique. Le complot est déjoué, il file au Pakistan. Dans les années suivantes, on retrouve sa trace au Soudan, au Yémen, en Malaisie, au Brésil. Puis en Inde, en Indonésie...

En 1996, KCM retrouve Ben Laden en Afghanistan et lui soumet sa nouvelle idée : entraîner des pilotes, détourner des avions et les faire s'écraser sur des cibles aux Etats-Unis. Des avions transformés en missiles, avec des pilotes kamikazes : le 11-Septembre est en

germe. KCM aurait ensuite « officiellement » rejoint AlQaida en 1998 ou 1999. Il devient le concepteur des opérations, pour lesquelles le réseau lui fournit de l'argent et des recrues. Mais c'est Ben Laden qui prend les grandes décisions, et c'est lui qui donne son feu vert à « l'opération des avions ».

A l'automne 1999, Ben Laden choisit quatre premières recrues – deux Saoudiens et deux Yéménites – et les envoie suivre un entraînement militaire rigoureux dans un camp d'Afghanistan. Les recrues passent ensuite au Pakistan, où KCM leur enseigne des rudiments d'anglais et commence à les familiariser

avec des logiciels simulateurs de vol. En ordre dispersé, l'équipe part pour la Malaisie et attend à Kuala Lumpur l'ordre de se rendre aux Etats-Unis. Ben Laden sélectionne ensuite quatre nouveaux volontaires, qui lui semblent plus prometteurs : un Egyptien, un Libanais, un Yéménite, un Emirati. Ils viennent d'arriver à Kandahar, en provenance de Hambourg. Ils parlent couramment l'anglais – indispensable pour suivre des cours de pilotage aux Etats-Unis –, sont plus éduqués, mais tout aussi fanatiques que le premier groupe : tous savent qu'ils se sont portés volontaires pour une mission kamikaze. Trois d'entre eux deviendront les « pilotes » du 11-Septembre.

La suite de la préparation implique de multiples voyages. Certains volontaires parcourent l'Asie du Sud-Est ; le contingent de Hambourg repart en Allemagne, s'efforçant dès lors de ne pas attirer l'attention. Ils recherchent des écoles de pilotage aux Etats-Unis, obtiennent des visas américains sur des passeports neufs où rien ne signalera leur passage au Pakistan et en Afghanistan. KCM supervise les déplacements et reste en contact très étroit avec ses recrues. Il lui faut aussi lever les fonds. L'opération n'aurait pas coûté plus de 400 000 à 500 000 dollars, récoltés auprès de multiples donateurs et organisations « caritatives ». L'argent a été déplacé d'un pays à l'autre en utilisant l'*hawala*, un réseau ancestral

de courtiers qui se connaissent ou se font confiance à cause de leur appartenance tribale ou ethnique, et évitent les banques et les contrôles officiels.

En janvier 2000, une partie de l'équipe venue d'Asie rejoint la Californie. Les choses se passent mal : ils ne parviennent pas à apprendre l'anglais, échouent dans leurs cours de pilotage. L'un d'entre eux, Al-Mihdhar, découragé, repart au Yémen. Trois membres de l'équipe de Hambourg – Mohammed Atta, Marwan Al-Shehhi, Ziad Jarrah, arrivent aux Etats-Unis au début de l'été 2000. Ils ouvrent des comptes en banque – cette fois, l'argent leur parvient normalement, par virement, à partir de Dubai – et entament leur formation de pilote, essentiellement en

Floride. Ils manifestent très vite leur intérêt pour les gros-porteurs. Le quatrième du groupe, yéménite, ne parvient pas à obtenir son visa. KCM prépare alors le départ pour les Etats-Unis du Français Zacarias Moussaoui, et trouve une autre recrue de choix, le Saoudien Hani Hanjour, qui connaît bien les Etats-Unis, parle anglais, et a déjà suivi des cours de pilotage en Arizona et en Floride. Hanjour arrive à San Diego en décembre 2000. Au début de 2001, les pilotes sont prêts et attendent les consignes.

Ils attendent aussi l'arrivée des « gros bras », ceux qui seront chargés de s'emparer du cockpit et de maîtriser équipages et passagers. Pour cette

fonction, douze Saoudiens et un Emirati sont sélectionnés par Ben Laden lui-même. Il est sans doute plus facile à des ressortissants du Golfe d'obtenir des visas pour les Etats-Unis qu'à des Yéménites. Les « gros bras » sont jeunes, célibataires, relativement peu éduqués.

Tous sont passés par des camps en Afghanistan – où ils se sont notamment entraînés à égorger et à poignarder sur des animaux. Ben Laden s'est personnellement assuré que leur fanatisme est sans faille.

Aucun ne connaît le détail de « l'opération des avions », mais ils veulent tuer et mourir. Ils partent pour les Etats-Unis les uns après les autres, entre avril

et juillet 2001. Le dernier est Al-Mihdhar, qui revient finalement, malgré l'échec de son premier séjour en Californie en janvier 2000. Désormais, tous les pirates sont à pied d'œuvre.

Sur place, Mohammed Atta est au centre de la conspiration. Il va chercher les terroristes à l'aéroport, les aide à se loger dans des appartements assez proches les uns de autres, à ouvrir des comptes en banque. Tandis que les « gros bras » s'inscrivent dans des clubs de gym, pour rester en forme, Atta et les autres pilotes effectuent des repérages sur les vols intérieurs à bord d'appareils semblables à ceux qu'ils prévoient

bientôt de détourner. Ils réservent des sièges en première classe, testent le passage des cutters aux détecteurs de métaux, mémorisent la configuration de la carlingue, notent le moment où la porte du cockpit s'ouvre. Ils louent de petits avions pour continuer à piloter.

Ben Laden tient à ce que les attaques aient lieu le plus tôt possible, car il sait que les rumeurs s'amplifient autour de la préparation d'attentats contre les Etats-Unis et que les services de renseignements américains sont sur les dents. Il définit les cibles : le World Trade Center, le Pentagone, la Maison-Blanche et le Capitole (respectivement désignés dans les messages entre les terroristes, qui se font passer pour des

étudiants discutant de leur cursus, par « Architecture », « Arts », « Politics » et « Law »[306](#)).

Début juillet 2001, Atta se rend à Madrid pour recevoir les dernières instructions du messenger de Ben Laden et de KCM. Il rappelle que le bâtiment de la Maison-Blanche lui semble très difficile à viser, mais accepte cependant de tenter le coup. Maintenant, c'est à lui de fixer le jour J, de choisir les vols en coordonnant les horaires, pour que les avions s'écrasent presque au même moment. A lui aussi de constituer les équipes. Outre le pilote, chacune devra inclure au moins un pirate parlant bien l'anglais, pour donner des ordres à l'équipage et aux passagers.

En août, Moussaoui est exclu du jeu. Alors qu'il s'entraînait à piloter dans le Minnesota, il est arrêté par les services de l'immigration. Il a excédé la durée de son visa, mais surtout, son moniteur a alerté les autorités, trouvant son comportement suspect. Le paiement en cash de sommes importantes, son intérêt exclusif pour les gros-porteurs alors qu'il n'était que débutant ont éveillé l'attention.

Fin août, Atta organise aussi l'achat des billets d'avion pour que les 19 pirates, de différents points de la côte Est, gagnent, en ordre dispersé et sans se faire remarquer, les villes d'où ils s'envoleront le 11 septembre au matin : Boston, New York et Washington. Les 19

hommes sont prêts. Depuis des mois – des années pour certains –, ils se maintiennent dans un état d'anticipation exacerbée, de tension et de frustration sexuelle maximales. Ils n'ont ni doute ni état d'âme, ils sont sûrs d'accomplir une mission divine, et attendent l'extase ultime.

## **Notes**

### **1. Un petit air de vacances**

1- Central Intelligence Agency.

2- National Security Agency.

3- Par cinq voix – tous les juges conservateurs – contre quatre – tous les juges démocrates.

4- L'ancien gouverneur Bob Martinez, le

speaker de la Chambre Tom Feeney, ainsi que le président du Sénat local, John Mc Kay, qui, lui aussi, avait été fort utile au moment de l'élection.

5- Bill Sammon, *Fighting Back*, Washington, D.C., 2002. Journaliste du *Washington Times* accrédité à la Maison-Blanche et chroniqueur à Fox News, Bill Sammon a accompagné le président Bush pendant son voyage en Floride ainsi qu'une douzaine de journalistes. Ce sont les principaux témoins directs et indépendants des premières heures.

6- D'après son propre témoignage.

7- George W. Bush, *Instants décisifs*, Paris, Plon, 2010.

8- George W. Bush, *ibid.*

9- Bill Sammon, *Fighting Back*,  
Washington, D.C., 2002.

## 2. Le complot

10- Mohammed Atta et Abdulaziz Al-Omari ont passé la nuit à Portland, et ont pris un vol d'US Airways très tôt le matin pour Boston. La caméra de surveillance du contrôle de sécurité a filmé leur passage. Selon Michael Tuohey, l'employé d'US Airways qui a enregistré leur bagage, les deux hommes avaient acheté un aller simple pour Boston en première classe, ce qui a intrigué l'agent. Apparemment, Atta pensait n'avoir à enregistrer qu'une seule fois, à Portland et non à Boston (peut-être croyait-il que le contrôle à Boston était plus sévère ?), mais quand il a appris qu'il devrait à

nouveau se soumettre aux contrôles d'enregistrement à Boston, il s'est mis en colère. Sur les images prises à Portland, les deux hommes portaient une veste et une cravate qu'ils ont apparemment mises dans leur bagage à main par la suite.

11- Globe Security pour American Airlines, Huntleigh USA pour United Airlines.

12- Témoignage de M ohammed Abdulla M ohamed Awady au procès de M zoudi, le 24 octobre 2003, enregistrements du FBI.

13- Federal prosecutor's closing argument, procès de M otassadeq, 5 février 2003. The 9/11 Final Report of the National Commission on Terrorist

## Attacks upon The United States.

14- Gail Jawahir.

15- The 9/11 Final Report of the National Commission on Terrorist Attacks Upon The United States, p. 226.

16- Selon l'enquête en Allemagne sur Ziad Jarrah, 18 juin 2002 (German BKA report). The 9/11 Final Report of the National Commission on Terrorist Attacks Upon The United States.

17- INS record. Withdrawal of Application for Admission of Mohamed Al-Kahtami, August 4, 2001 ; The 9/11 Final Report of the National Commission on Terrorist Attacks upon The United States.

18- Civil Aviation Security Reference Handbook, FAA, mai 1999.

19- A Boston, quelques mois plus tôt, des reportages de la télévision locale FOX 25 ont mis en cause la sécurité de l'aéroport international, et un ancien agent de sécurité a dénoncé le laxisme en la matière.

### **3. L'heure des briefings**

20- Le groupe des Vulcains était composé de huit experts et diplomates. Ils ont tous intégré l'administration Bush. En 2001, Dov Zakheim (sous-secrétaire à la Défense), Paul Wolfowitz (secrétaire adjoint à la Défense) et Richard Perle (président de la commission de la politique de la défense) sont au Pentagone

autour de Donald Rumsfeld. Robert Blackwill est ambassadeur en Inde. Steven Hadley est l'adjoint de Condoleezza Rice au Conseil national de sécurité. Rick Armitage est l'adjoint de Colin Powell au Département d'Etat. Robert Zoellick est ambassadeur chargé du commerce.

21- On le surnomme le « prince des ténèbres » à cause de sa personnalité inquiétante.

22- Stephen F. Hayes, *Cheney : The Untold Story of America's Most Powerful and Controversial Vice-President*, New York, HarperCollins 2007, p. 327-328.

23- Lynn Spencer, *Touching History*,

New York, Free Press, 2008, p. 11. Lynn Spencer, pilote de ligne et instructrice de vol, a effectué une longue enquête auprès des contrôleurs et des pilotes qui ont joué un rôle le jour du 11 septembre. Sa version des événements recoupe en grande partie les témoignages de ces mêmes acteurs recueillis par la commission parlementaire sur le 11-Septembre, mais diffère parfois, notamment sur les initiatives prises respectivement par les civils et les militaires au cours de la journée.

24- Lynn Spencer, *Touching History*, New York, Free Press, 2008, p. 12.

25- Interview de Peter Zalewski par la Commission d'enquête parlementaire sur

le 11-Septembre. The 9/11 Final Report of the National Commission on Terrorist Attacks upon The United States.

26- Enregistrement de la FAA, « Full transcript, Aircraft Accident ; 11L11 ; New York, Sept. 11, 2001 ».

**4. « C'est le monde réel ou un exercice ? »**

27- Nydia Gonzales a témoigné auprès de la commission parlementaire en novembre 2003.

28- The 9/11 Final Report of the National Commission on Terrorist Attacks Upon The United States, p. 5.

29- Nécrologie, « Daniel Lewin », *The Washington Post*, 22 septembre 2001.

30- Daniel Lewin était assis juste derrière le siège attribué à M ohammed Atta.

31- Audition de M ichael Woodward par la commission d'enquête parlementaire, 25 janvier 2004.

32- Il aurait consulté le règlement de la FAA (section FAAO 7610.5J) et en aurait conclu que le décollage de chasseurs pouvait être requis directement par un responsable de cette administration.

33- FAA M emo, Full transcript, Aircraft Accident AA11, NY, Sept 11, 2001, The 9/11 Final Report of the National Commission on Terrorist Attacks upon The United States.

34- Audition de Robert M arr, le 23 janvier 2004, par la commission d'enquête parlementaire.

35- Interrogé par la Commission nationale d'enquête, le général Eberhart a assuré que les préparations de l'exercice militaire n'avaient pas affecté la riposte aux détournements d'avions et que le passage de l'exercice au « monde réel » avait pris à peine trente secondes.

36- Le dialogue est rapporté par Lynn Spencer ( *Touching History*, New York, Free Press, 2008, p. 38).

37- Audition de Robert M arr par la commission d'enquête parlementaire, le 23 janvier 2004, et de Larry Arnold, le 3 février 2004.

38- A 8 h 38, les civils ont également tenté d'appeler une base militaire à Atlantic City, qui n'est plus un site d'alerte mais où les pilotes s'entraînent le matin. Mais le numéro du poste de commande n'était plus utilisé et a sonné dans le vide.

39- L'enregistrement du dialogue entre Betty Ong, qui est restée au téléphone pendant vingt-cinq minutes à l'arrière de l'appareil, et Nydia Gonzales est sans doute l'un des documents les plus étonnants et les plus poignants du 11-Septembre. C'est le tout premier témoignage qui annonce le début des attaques terroristes et qui a permis de comprendre en direct comment les preneurs d'otages procédaient. Mais

c'est surtout une preuve bouleversante de sang-froid et de courage.

[40](#)- Les restes du corps de l'hôtesse Betty Ong seront identifiés dans les décombres de *Ground Zero*.

[41](#)- Lynn Spencer, *op. cit.*

**5. « Branchez-vous sur CNN ! »**

[42](#)- Jim Dwyer et Kevin Flynn, *102 minutes : The Untold Story of the Fight to Survive inside the Twin Towers*, New York, Times Books, 2005, p. 14.

[43](#)- *Ibid.* , p. 18.

[44](#)- *Ibid.* , p. 253.

[45](#)- *Ibid.*

[46](#)- Ce n'est qu'en 2004, au cours d'une

enquête réalisée par le National Institute of Standards and Technology, que le fameux ignifugeant fut enfin testé. Résultat : sur la longueur des poutres d'acier, il ne tenait pas plus de deux heures. Voir Jim Dwyer et Kevin Flynn, *102 minutes*, Times Books, 2005. Les sauveteurs qui sont montés dans les tours le 11 septembre 2001 ne le savaient pas.

[47](#)- Port Authority Response to Commission Interrogatory, M ay 2004, The Final Report of the National Commission on Terrorist Attacks upon the United States.

[48](#)- The Final Report of the National Commission on Terrorist Attacks upon the United States, New York.

49- Jim Dwyer et Kevin Flynn, *102 minutes*, Times Books, 2005, p. 37.

50- Cet échange téléphonique est rapporté par Jim Dwyer et Kevin Flynn d'après les enregistrements téléphoniques du Port Authority Police Department. Jim Dwyer et Kevin Flynn, *102 minutes*, Times Books, 2005, p. 38.

51- Lynn Spencer, *Touching History*, New York, Free Press, 2008.

52- Le directeur de la sécurité de la tour sud qui a fait cette annonce disparaîtra dans l'effondrement de la tour.

53- La société KBW (Keefe, Bruyette et Woods).

54- Jim Dwyer et Kevin Flynn, *102*

*minutes*, Times Books, 2005, p. 34.

55- Ces images du premier crash qu'ils diffuseront quelques heures plus tard feront le tour du monde.

56- Jules et Gédéon Naudet. Ces deux Français effectuaient ce matin-là un reportage sur une compagnie de pompiers de New York. Ils étaient en train de filmer quand le premier avion a foncé vers la tour nord, et ils ont eu le réflexe de lever leur caméra. C'est l'une des rares images de l'impact du premier avion. Les deux cinéastes ont ensuite suivi l'équipe qui est arrivée la première dans la tour nord et ils y sont restés jusqu'à quelques secondes avant son effondrement. Leur film, pudique et

bouleversant, constitue le témoignage le plus important sur le 11-Septembre.

57- Jim Dwyer et Kevin Flynn, *102 minutes*, Times Books, 2005, p. 57.

58- Rudolf Giuliani, « Direction and Control of Emergencies in the City of New York », New York City, July, 2001.

59- Jim Dwyer et Kevin Flynn, *op. cit.* , p. 55.

60- *Ibid.* , p. 58.

61- Commission analysis of 9/11/PAPD calls.

62- Certains opérateurs, cependant, ont hésité et conseillé quand même de sortir « si vous le pouvez ».

63- Jim Dwyer et Kevin Flynn, *op. cit.* , p. 78.

64- NYPD recording. Special Operations Division radio channel, Sept. 11, 2001. The Final Report of the National Commission on Terrorist Attacks upon the United States, New York.

65- Evan Thomas, « The Day That Changed America », *Newsweek*, 31/12/2001.

66- Dans ses M émoires, George Bush dit avoir été prévenu de la première attaque contre les tours lors du court trajet entre sa voiture et la salle de classe par son conseiller Karl Rove, alors que des observateurs, comme le journaliste Bill Sammon présent sur les lieux, indiquent

que le président leur a confié, lors d'une interview ultérieure, que c'est Andy Card qui l'a mis au courant.

67- Selon Karl Rove, propos rapportés par Nicholas Lehman, « Options », *The New Yorker*, Oct. 1, 2001.

68- Sean M urtagh, le vice-président de la chaîne pour les finances.

69- George W. Bush, *Instants décisifs*, Paris, Plon, 2010.

70- George Bush déclarera par la suite qu'il avait vu le premier avion s'écraser dans la tour et qu'il en avait été bouleversé. Or, non seulement il n'y avait pas de poste de télévision dans la salle de l'école d'où il a téléphoné pour la

première fois, mais aucune chaîne n'a diffusé l'impact du premier avion (et pour cause, personne n'avait braqué de caméra sur le World Trade Center la première fois). Seuls les documentaristes français Jules et Gédéon Naudet ont filmé ce premier impact, mais leurs images ne seront disponibles que bien plus tard. En revanche, toutes les chaînes de télévision ont diffusé en direct l'attaque du second avion sur le World Trade Center. Et c'est bien une rediffusion de ces images que George Bush a vue à la sortie de la salle de classe. Le président a manifestement fait une confusion, qu'il a rectifiée par la suite dans ses M émoires en octobre 2010.

**6. Top secret !**

71- *US News & World Report*, « An Unlikely Path to the Agency », 14/06/2004.

72- *Ibid.*

73- Le dialogue est rapporté par Bob Woodward, *Bush at War*, New York, Simon & Schuster, 2003.

74- Hunting Bin Ladin, PBS Frontline broadcast, mai 1998. Une partie de l'entretien a été réalisée par le journaliste de la chaîne ABC John Miller. Elle peut être vue sur le site :

<http://www.pbs.org/wgbh/pages/frontline/>

75- Khalid Cheikh Mohammed, ingénieur koweïtien, diplômé de l'université de Caroline du Nord, fut le chef d'orchestre

de certaines opérations décidées par Ben Laden. La CIA cherchait à le capturer depuis 1995, quand son nom était apparu au centre du complot de Manille pour faire exploser en vol plusieurs avions commerciaux américains. Mais il passait toujours entre les mailles du filet, circulant sans arrêt entre le Pakistan, l'Afghanistan, le Soudan, le Yémen, la Malaisie et l'Indonésie. Il a été arrêté en 2003, puis interné au camp de Guantanamo. Voir à ce sujet l'annexe « L'opération des avions ».

76- The Final Report of the National Commission on Terrorist Attacks upon the United States, New York, p. 256.

77- Interview de George Tenet, 1er mai

2007, par Scott Pelley dans l'émission *Sixty Minutes* sur la chaîne CBS.

78- PDB du 6 août 2001, The Final Report of the National Commission on Terrorist Attacks upon the United States, New York, p. 261-262.

79- Dan Balz et Bob Woodward, « Ten Days in September », *The Washington Post*, 27 janvier 2002.

80- M oussaoui a suivi une formation de pilote dans l'Oklahoma puis dans le Minnesota, à la Pan Am International Flight Academy d'Eagan. Pour ces cours, il avait versé à Pan Am 6 800 dollars en liquide. C'est son instructeur qui s'est inquiété et a donné l'alerte. FBI reports, Aug. 18th, 2001. The Final Report of The

## National Commission on Terrorist Attacks upon the United States.

81- Selon l'audition de Greg J. et de Harry S., respectivement le 9 juillet 2002 et le 20 juin 2002, rapportée par la Commission d'enquête parlementaire. M oussaoui était un partisan convaincu du djihad. Il possédait 32 000 dollars sur un compte en banque sans pouvoir les justifier et il s'était rendu au Pakistan... Le profil type de l'« extrémiste islamiste qui se prépare à l'action ».

82- Télétype de la FAA intitulé « Zacarias M oussaoui, terroriste international », 4 septembre 2001.

83- Pour aller plus loin et obtenir un mandat de perquisition, le FBI avait

besoin de justifier que M oussaoui était bien un « agent d'une puissance étrangère ». C'est la règle. Malgré des informations données par les services français, le juge a refusé le mandat. L'agent de Minneapolis n'a donc pas pu saisir l'ordinateur de M oussaoui et fouiller son disque dur.

84- Les défaillances des services secrets sur le cas M oussaoui furent lourdes de conséquences. C'est seulement après les attentats, à la requête renouvelée des Américains, que les services de renseignements britanniques ont cherché des renseignements sur M oussaoui. Le 13 septembre, ils ont informé leur gouvernement que Zacarias M oussaoui avait séjourné dans des camps

d'entraînement d'AlQaida. Le gouvernement britannique a passé l'information aux Américains ce même jour. Si celle-ci avait été transmise un peu plus tôt, l'enquête sur M oussaoui aurait vraisemblablement pris une autre ampleur. Les services américains auraient pu découvrir ses liens avec le terroriste Ramzi Ben Al-Shibh et être mis sur la piste du complot du 11 Septembre, c'est ce qu'en a conclu la commission parlementaire sur le 11 Septembre. Selon Ben Al-Shibh, interrogé le 14 février 2003, l'arrestation de M oussaoui aurait décidé AlQaida à annuler l'opération.

[85](#)- FBI Electronic Communication, Phoenix memo, 10 juillet 2001. The Final Report of the National Commission on

Terrorist Attacks upon the United States,  
New York.

86- George Tenet, *At the Center of the Storm : My Years at the CIA*, New York, HarperPress, 2007.

87- The Final Report of the National Commission on Terrorist Attacks upon the United States, New York, p. 254.

88- Celle-ci doit répondre à l'ensemble des préoccupations en matière de terrorisme : la sécurité du territoire américain et la neutralisation d'éventuelles cellules dormantes, la protection des intérêts américains à l'étranger, la destruction des réseaux islamistes en Afghanistan et peut-être dans d'autres pays.

89- Principal regroupement de combattants armés opposés aux talibans, l'Alliance du Nord a été dirigée par le commandant Massoud jusqu'à son assassinat, le 9 septembre 2001.

90- The Final Report of the National Commission on Terrorist Attacks upon the United States, New York, p. 256.

91- Le 5 juillet, Clarke a réuni des représentants de l'immigration, de l'aviation civile, des gardes-côtes, des douanes, pour que la CIA les sensibilise à la menace. Les informations n'ont généralement pas été retransmises dans les agences, aucune stratégie de protection n'a été élaborée. Selon la commission d'enquête parlementaire sur

le 11-Septembre, Clarke aurait surtout parlé d'une menace à l'étranger. Celui-ci a au contraire affirmé, après le 11-Septembre, avoir bel et bien informé les différents organismes comme la FAA de l'imminence d'une menace aux Etats-Unis mêmes. Entre le 1er mai et le 11 septembre, pas moins de 27 réunions de sécurité ont été organisées entre les compagnies aériennes, mais pas une seule fois un éventuel détournement kamikaze n'a été évoqué.

92- Le plan s'intitulait *Delenda* (de l'expression latine *Cartago delenda est*, « Carthage doit être détruite »).

**7. « Oh, my God ! »**

93- Interview de Marc Policastro, The

Final Report of the National Commission on Terrorist Attacks upon the United States, New York, p. 7.

94- CNN, Phil Hirschkom, march 10, 2004. [http://articles.cnn.com/2004-03-10/us/911.call\\_1\\_world-trade-center-hijackers-passengers?\\_s=PM:US](http://articles.cnn.com/2004-03-10/us/911.call_1_world-trade-center-hijackers-passengers?_s=PM:US)

95- FAA memo, « Full Transcript ; Command Center ; NOM Operational Position ; September 11, 2001 », Oct. 14, 2003. The Final Report of the National Commission on Terrorist Attacks upon the United States, New York, p. 22.

96- FAA memo, « Full Transcript ; Aircraft Accident ; UAL 175 ; New York, NY ; September 11, 2001 », Janv. 17, 2003. The Final Report of the National

Commission on Terrorist Attacks upon the United States, New York, p. 22.

97- Lynn Spencer, *Touching History*, New York, Free Press, 2008.

98- Vingt et une dotées d'engins pour combattre le feu, neuf pourvues de voitures à grande échelle et quatre équipes d'élite. The Final Report of the National Commission on Terrorist Attacks upon the United States, New York.

99- CNN Transcript, « Profiles of Victims, Heroes, Leaders from September 11 », Aired September 11, 2002.

**8. « L'Amérique est attaquée »**

100- La visite de George Bush dans la

classe de Sarah Daniels a été entièrement enregistrée en vidéo. L'extrait peut être visionné sur Youtube.

101- Le *Chief of Staff* de la Maison-Blanche est un homme puissant, l'équivalent en France du secrétaire général de l'Élysée et du Premier ministre réunis.

102- Lynn Spencer, *Touching History*, New York, Free Press, 2008.

103- *Ibid.* , p. 112.

## 9. Sept longues minutes

[104-](#) C'est en tout cas ainsi que George Bush a justifié son attitude. Voir George W. Bush, *Instants décisifs*, Paris, Plon, novembre 2010.

[105-](#) Richard A. Clarke, *Against All Enemies, Inside America's War on Terror*, New York, Free Press, 2004.

[106-](#) Jim Dwyer et Kevin Flynn, *102 minutes*, Times Books, 2005, p. 142.

[107-](#) VFR (*Visual Flight Rules*).

[108-](#) Lynn Spencer, *Touching History*, New York, Free Press, 2008.

[109-](#) « Elle a mangé trop de choses. »

110- « Papa, si tu laisses la chèvre rester avec nous, je veillerai à ce qu'elle arrête de manger des choses. »

111- « Son père dit : “Nous essaierons.” »

112- « Alors la chèvre est restée et la fille l'a fait arrêter de manger les boîtes et les bâtons, et les casquettes et les capes. »

113- « Mais un jour, un voleur de voitures est venu à la maison de la fille. Il a vu une grande voiture rouge près de la maison et dit : “Je vais voler cette voiture”. »

114- « Il a couru vers la voiture et a commence à l'ouvrir. »

115- « La fille et la chèvre jouaient dans le jardin. Elles n'ont pas vu le voleur de voiture. »

**10. « Nous sommes en guerre ! »**

116- Bill Sammon, *Fighting Back*, Washington, 2002.

117- *Ibid.*

118- White House Record, President's Daily Diary, Sept. 11. 2001. Notifications des communications téléphoniques. The 9/11 Final Report of the National Commission on Terrorist Attacks upon The United States.

119- FBI Report of Investigation, interview de Ronald et Nancy May, sept. 12, 2001.

120- Interview de Ted Olson par Larry King, CNN, sept 14., 2001.

121- Alan Levin, Marilyn Adams, Blake Morrison, « Terror Attacks Brought Drastic Decision : Clear the Skies », *USA Today*, Aug. 12, 2008.

[http://www.usatoday.com/news/sept11/2008-12-clearskies\\_x.htm](http://www.usatoday.com/news/sept11/2008-12-clearskies_x.htm)

122- La commission parlementaire sur le 11-Septembre a mis en doute l'efficacité de la vidéoconférence organisée par Richard Clarke à la Maison-Blanche, du moins dans les premières minutes de la crise. Contrairement aux affirmations de ce dernier, la conférence n'aurait réellement commencé que plus tard, après que le Pentagone eut été touché. Richard

Clarke a également laissé entendre que le secrétaire à la Défense y aurait été au moins vu sur les écrans, mais tout porte à croire que tel ne fut pas le cas.

Donald Rumsfeld est resté dans son bureau du Pentagone.

123- Richard A. Clarke, *Against All Enemies, Inside America's War on Terror*, 2004, p. 2.

124- Le dialogue est rapporté par Richard Clarke lui-même, Richard A. Clarke, « *Against All Enemies, Inside America's War on Terror* », 2004, p. 5 et 6. Dans le compte rendu de sa conversation avec le général Myers, Richard Clarke évoque l'exercice de la défense aérienne en cours sous le terme

de « Vigilant Warrior ». Les autres protagonistes, notamment le général Eberhart, emploient, eux, le nom de « Vigilant Guardian ».

125- La conférence du Pentagone sur la menace aérienne ne va pas s'interrompre et va se prolonger pendant huit heures, au cours desquelles y participeront, à distance, les différentes autorités de l'Etat.

126- DOD Transcript, Air Threat Conference Call, Sept. 11, 2001. The 9/11 Final Report of the National Commission on Terrorist Attacks upon The United States.

**11. « Suivez cet avion ! »**

127- « Les mots de papa avaient dû être enfouis dans mon subconscient, commentera-t-il des années plus tard, attendant de refaire surface lors d'une nouvelle crise », George W. Bush, *Instants décisifs*, Paris, Plon, 2010.

128- Ce dialogue est rapporté par Richard Clarke. Richard A. Clarke, *op. cit.* , p. 6.

129- Enregistrement du NEADS, Mission Crew Commander, Channel 2, et interview de Kevin Nasypany par la commission parlementaire sur le 11-Septembre, le 22 janvier 2004.

130- BBC, archives. Témoignage de Duff.

<http://web.archive.org/web/20040701101>.

131- CNN Transcript, « Profiles of Victims, Heroes, Leaders from September 1 », Aired September 11, 2002.

132- Témoignage de Dick Cheney, dans Barton Gellman, *Angler : the Cheney Vice-Presidency*, New York, The Penguin Press, 2008, p. 114.

133- « Pourquoi les marques sont bonnes pour vous. »

134- David Kohn, CBS News, « The President's Story », Sept. 10, 2003.

<http://www.cbsnews.com/stories/2002/09>

135- Evan Thomas, « The Day that Changed America », *Newsweek*, 31/12/2001.

136- White House Transcript, Vice-President Cheney Interview with *Newsweek*, Nov. 19, 2001. The 9/11 Final Report of the National Commission on Terrorist Attacks upon The United States, p. 40.

## **12. Tout le monde au sol !**

137- Témoignage de Donald Rumsfeld, sur Channel Four, 2010.

138- Elle durera plus de huit heures.

139- Andrew Cockburn, *Rumsfeld : An American Disaster*, Verso, 2007, p. 1-3.

140- Secretary Rumsfeld, interview with Larry King, CNN, 2001.

141- DOD M emo, Interview of Donal Rumsfeld, Dec. 23, 2002. The 9/11 Final

# Report of the National Commission on Terrorist Attacks upon The United States.

[142-](#) Sont notamment présents les républicains Christopher Cox (Californie), Mac Thornberry (Texas), John Mica (Floride), Mark Steven Kirk (Illinois), Roger Wicker (Illinois), Robin Hayes (Caroline du Nord), Kay Granger (Texas), John Shimkus (Illinois) et Duke Cunningham (Californie).

[143-](#) Deputy Secretary Wolfowitz Interview, *Vanity Fair*, 2003.

[144-](#) Témoignage du vice-amiral Edmund Giambastiani Jr., Donna Miles, 8 septembre 2006.

[145-](#) Donald Rumsfeld, *Known and*

*Unknown, A Memoir*, New York Penguin Group, Sentinel, 2011.

146- Chairman Cox's Statement on the Terrorist Attack on America, 2001.

147- Donald Rumsfeld, *op. cit.* , p. 335.

148- George W. Bush, *Instants décisifs*, Paris, Plon, 2010, p. 138.

149- D'après les notes de la conversation téléphonique, USSS record, Command Post Protectee Log, Sept. 11, 2001, interprétées par Ari Fleischer.

150- George W. Bush, *op. cit.* , p. 138.

151- Charles Aldinger, « Aircraft Crashes Into Pentagon, Triggering Chaos », *Reuters*, 11 sept. 2001.

[152-](#) « Pour se rappeler, dit-il, le jour où le Pentagone est devenu un champ de bataille et la vulnérabilité de notre pays aux terroristes, ainsi que notre devoir d'essayer de prévenir les autres attaques de ce type », Donald Rumsfeld, *op. cit.* , p. 336.

### **13. Le gouvernement fantôme**

[153-](#) Full Transcript, Aircraft Accident, N591UA (UAL93), Somerset, PA ; September 11, 2001. The 9/11 Final Report of the National Commission on Terrorist Attacks upon The United States.

[154-](#) Les enregistrements audio du poste de pilotage, à la fois par le micro des casques des pilotes et le micro du panneau de commande, ont été retrouvés

après le crash.

Ce sont d'ailleurs les seuls, ceux des trois autres avions n'ont pas été récupérés. Ils révèlent qu'une femme, vraisemblablement une hôtesse, est en train de se battre avec les terroristes, qui vont finalement la neutraliser.

155- Lynn Spencer, *Touching History*, Free Press, New York, 2008, p. 167.

156- Barbara Riggs sera nommée directrice adjointe du Secret Service en septembre 2004, première femme accédant à cette fonction depuis la fondation de l'agence en 1865. Elle a été récompensée pour son action le 11 septembre par la Meritorious Executive Presidential Rank Award. Secret Service

Press Release, 20 septembre 2004.

<http://www.secretservice.gov/press/pub22>

157- National Security Decision Directive 188, « Government Coordination for National Security Emergency Preparedness ».

158- Executive Order 12656.

159- David Kohn, CBS News, The President's Story, Sept. 10, 2003.

<http://www.cbsnews.com/stories/2002/09>

160- Description du député Trent Lott, le leader de l'opposition au Sénat, ABC News, « Post-Attack Tremors », 15 sept 2001.

161- Stephen I. Schwartz, « This Is Not a Test », *Bulletin of the Atomic Scientists*,

November/December 2001, vol. 57, n° 6, p. 50-51.

162- Dan Balz et Bob Woodward, « America's Chaotic Road to War », « Ten Days in September », *The Washington Post*, 27/01/2002.

163- Déclaration de Richard Clarke à la chaîne ABC, « Nightline », *The Washington Post*, Apr. 7, 2004.

164- Après les attaques du 11-Septembre, George Bush a déployé secrètement un *shadow government*, envoyant une centaine de responsables civils de haut rang dans les sites alternatifs souterrains. Il craignait que le réseau AlQaida n'utilise des armes nucléaires « portables ». Le gouvernement parallèle avait pour

mission d'assurer la continuité de l'Etat au cas où Washington serait soufflée par une attaque terroriste, notamment l'approvisionnement en eau et en nourriture de la population, le maintien des réseaux de transport et de communication, la préservation des structures de santé, l'ordre public... On émettait l'hypothèse que le vice-président Dick Cheney était aux commandes, à l'abri. Barton Gellman et Susan Schmidt, « Shadow Government Is at Work in Secret : After Attacks, Bush Ordered 100 Officials to Bunkers Away from Capital to Ensure Federal Survival », *The Washington Post*, 01/03/2002.

[165-](#) Déclaration de Richard Clarke, chef du contre-terrorisme, à la chaîne ABC

News. Worst Case Scenario, Secret Plan to Control US Government after an Attack Went into Motion on 9/11, April 25, 2004.

<http://web.archive.org/web/20040429063>

166- Bob Woodward, *Bush at War*, Simon & Schuster, 2002, p. 16.

167-

BBC,

archives.

Témoignage

d'Ann

Compton,

accréditée

à  
la  
Maison-Blanche  
pour  
ABC  
News.

[http://web.archive.org/web/20040701101101.  
Id=2063](http://web.archive.org/web/20040701101101/http://www.abc.com/news/20040701101101/Id=2063)

168- Bill Sammon, *Fighting Back*,  
Washington, DC, 2002, p. 99.

169- The 9/11 Final Report of the  
National Commission on Terrorist  
Attacks upon The United States, p. 39.

170- NBC News, *Meet the Press*,

## Transcript for September 16th 2001

[171-](#) Stephen F. Hayes, *Cheney : The Untold Story of America's Most Powerful and Controversial Vice-President*, New York : HarperCollins 2007, p. 335.

[172-](#) Dan Balz et Bob Woodward, « Ten Days in September », *The Washington Post*, 27 janvier, 2002.

[173-](#) Lynn Spencer, *Touching History*, Free Press, New York, 2008, p. 190.

### **14. Tous aux abris !**

[174-](#) L'expression peut se traduire par « Endormi au volant », mais *wheel* peut aussi faire référence aux roues des chariots des westerns.

175- Chris Plante, « Government Failed to React to FAA Warning », CNN, sept. 16, 2001.

176- Il doit bientôt prendre le poste de Hugh Shelton, le chef de l'état-major interarmées, et le remplace déjà ce jour-là car celui-ci est en déplacement en Amérique du Sud.

177- Sgt. 1st Class Kathleen T. Rhem, 23/10/2001.

178- J. Dennis Hastert, *Speaker : Lessons from Forty Years in Coaching and Politics*, Washington, D.C., Regnery Press, 2004, p. 7.

179- Dan Balz et Bob Woodward, « America's Chaotic Road to War », « Ten

Days in September », *The Washington Post*, 27/01/2002.

[180-](#) John M achacek, « N.Y. Lawmakers React to Terrorist Attacks », *Gannett News Service*, 11/09/2001.

[181-](#) La station sera rapidement fermée.

[182-](#) Rapporté par Laura Bush, *in* Laura Bush, *Spoken from the Heart*, Simon & Schuster, 2010.

[183-](#) *Ibid.*

[184-](#) George Tenet, *After the Center of the Storm, My Years at the CIA*, New York, HarperPress, 2007, p. 165.

[185-](#) Edward M arinzel, Apr. 21, 2004. Interview, The 9/11 Final Report of the National Commission on Terrorist

Attacks upon The United States, p. 39.

## 15. Pagaille dans le ciel

186- Les témoignages des familles ont été rassemblés par le FBI et par la commission parlementaire sur le 11-Septembre. FBI reports of investigation, interviews de Todd Beamer, Mark Bingham, Sandy Bradshaw, Marion Britton, Thomas Burnett, Joseph DeLuca, Edward Felt, Jeremy Glick, Lauren Grandcolas, Linda Gronlund, CeeCee Lyles, Honor Wainio. The 9/11 Final Report of the National Commission on Terrorist Attacks upon The United States.

187- Témoignage d'Alice Hoglan, *Flight 93*, film documentaire de Thomas Johnson et Christophe Weber (2001), Sunset

Press.

[188-](#) Lynn Spencer, *Touching History*, New York, Free Press, 2008, p. 196.

[189-](#) L'opération *Yellow Ribbon* va se dérouler pendant plus de quatre heures. Voir aussi Alan Levin, « Voices from the Air Traffic World », *USA Today*, Aug. 11, 2002.

[190-](#) CNN Transcript, « Profiles of Victims, Heroes, Leaders from September 11 », Aired September 11, 2002.

[191-](#) Evan Thomas, « The Day That Changed America », *Newsweek*, 31/12/2001.

[192-](#) Dan Balz et Bob Woodward, « America's Chaotic Road to War », « Ten

Days in September », *The Washington Post*, 27/01/2002.

193- Barton Gellman et Jo Becker, « A Different Understanding with the President », *The Washington Post*, 24/06/2007.

194- Témoignage de Dick Cheney, NBC News, *Meet the Press*, Transcript for September 16th 2001.

195- Jules Naudet a accompagné le chef Pfeifer depuis la toute première seconde, et il n'a pas cessé de filmer. Son frère Gédéon était lui à l'extérieur des tours, et il a, lui aussi, enregistré toute la scène. Leur film exceptionnel, empreint d'une rare dignité, constitue incontestablement le document le plus complet et le plus

bouleversant sur ce qui s'est passé dans les tours le 11 septembre 2001. « Chaque événement historique a un témoin, a commenté Jules Naudet. Ce jour-là, c'était nous. » Leur film a été diffusé pour la première fois aux Etats-Unis sur CBS en avril 2002, et en France, sur France 3, le 11 septembre 2002. Il a été complété en 2006 par une partie intitulée « cinq ans après »

qui prolonge le destin des pompiers et des acteurs du 11-Septembre. *9/11* (titre français : *New York, 11 septembre*), réalisation James Hanlon, Rob Klug, Gédéon Naudet, Jules Naudet, Paramount Pictures, 128 mn.

[196-](#) Web Smith, *The Orlando Sentinel*,



200- La phrase est devenue rapidement le symbole de l'héroïsme des passagers du vol 93. Elle a ensuite été reprise comme un slogan par George W. Bush qui recevra officiellement Lisa, la femme de Todd, lors d'une cérémonie au Congrès.

201- Flight 93 FDR and CVR data. The 9/11 Final Report of the National Commission on Terrorist Attacks upon The United States.

202- Les sons et les bruits de l'assaut ont été enregistrés par le micro du poste de pilotage.

203- L'heure du crash est celle, concordante, des données satellites infrarouges, des analyses radar. Un rapport d'enregistrement sismique

(Seismic Observations during September 11, 2001, Terrorist Attack, spring 2002, report to the Maryland Department of Natural Resources) a établi l'heure à 10 h 06, mais il est considéré comme trop spéculatif et peu crédible.

204- Un mémorial national du vol 93 a été créé à l'emplacement du crash en Pennsylvanie, près de la ville de Shanksville, en hommage aux 40 passagers et membres d'équipage disparus et au courage de ceux qui se sont battus contre les terroristes et ont contrecarré leur plan de se jeter sur le Capitole ou à la Maison-Blanche à Washington.

Un premier édifice comprend un mur sur

lequel sont gravés les noms des 40 personnes. Une « tour des voix », où 40 carillons à vent géants figureront l'écho des voix des disparus, sera également construite.

## 16. Ordre de tirer

205- Evan Thomas, « The Day That Changed America », *Newsweek*, 31/12/2001.

206- Par la suite, George Bush dira qu'il a été lui-même à l'origine de l'initiative et aurait donné l'ordre au vice-président. A la Maison-Blanche pourtant, aussi bien dans le bunker que dans la *Situation Room*, on en discutait déjà depuis un moment. Le dialogue, ici rapporté selon le témoignage de Dick Cheney et d'autres protagonistes, est assurément le plus plausible.

207- Dan Balz et Bob Woodward, «

America's Chaotic Road to War », *The Washington Post*, 27/01/2002.

208- Ted Koppel, « Cheney Wields Unprecedented V.P. Power », *ABC News*, 29/11/2003.

209- Mark Miller, Broadcasting and Cable, « Three hours that shook America : a chronology of chaos », 25 mai 2004.

210- Richard Clarke, *Against All Enemies, Inside America's War on Terror*, Simon & Schuster, 2004 p. 8.

211- *Ibid.* , p. 12.

212- Selon le témoignage des militaires eux-mêmes. Or George Bush prétendra avoir personnellement donné l'ordre. Interrogé sur cette divergence plusieurs

mois plus tard, Dan Bartlett, le directeur de communication de la Maison-Blanche, répondra : « Le président a donné une description des faits que le grand public pouvait comprendre et il parlait de façon générale. » Ce qui revient à dire que le président a tenté de s'attribuer un ordre qu'il n'a en réalité pas donné. Voir aussi Scott Paltrow, « Government Accounts of 9/11 Reveal Gaps, Inconsistencies », *The Wall Street Journal*, March 22, 2004.

213- Interview de Rudy Giuliani à 13 heures sur la chaîne ABC.

214- Pete Ganci disparaîtra lors de l'effondrement de la tour nord.

215- Fred Siegel, *The Prince of the City, Giuliani, New York and the Genius of*

*American Life*, San Francisco, Encounter Books, 2005, p. 302.

216- CNN, September 11 : Chronology of Terror, Sept. 12, 2001.

217- George Tenet, *At the Center of the Storm. My Years at the CIA*, New York, HarperPress, 2007.

218- Enregistrement audio de la NEADS. Identification Technician, Channel 4, 10 : 14 ; The 9/11 Final Report of the National Commission on Terrorist Attacks upon The United States.

219- Ari Fleischer a noté précisément l'heure à laquelle le président lui a annoncé qu'il venait de donner l'ordre de tirer. Il a également confirmé celle-ci lors

des auditions devant la commission parlementaire, le 22 avril 2004.

220- George W. Bush, *Instants décisifs*, Paris, Plon, 2010, p. 140.

221- Selon le témoignage de Condi Rice : « Nous avons eu exactement la même réaction tous les deux. Sa première pensée, ma première pensée, fut que l'avion avait été abattu par nos chasseurs. Et vous savez, c'est un moment très dur, une charge sacrément lourde... », Stephen F. Hayes, *Cheney : The Untold Story of America's Most Powerful and Controversial Vice-President*, New York, HarperCollins 2007, p. 339.

## **17. Le président errant**

222- C'est là que Jimmy Carter a reçu en 1978 Anouar el-Sadate et Menahem Begin pour les fameux accords de paix entre l'Égypte et Israël, et que Bill Clinton a vainement tenté en 2000 de parrainer un accord entre Yasser Arafat et Ehud Barak.

223- Bob Woodward, *Bush at War*, Simon & Schuster, 2002, p. 17.

224- La phrase a été prise directement en notes manuscrites par Karl Rove qui était présent et elle est également rapportée par le journaliste Bill Salmon qui se trouvait lui aussi à bord d'Air Force One (Bill Salmon, *Fighting Back*, 2002, p. 108). Mais la référence à Ben Laden est quelque peu surprenante. Car, à ce

moment-là, l'incertitude demeure sur l'identité des auteurs des attaques terroristes.

225- Jim Dwyer et Kevin Flynn, *102 minutes*, Times Books, 2005, p. 238.

226- Interview de Scooter Libby, *Newsweek*, Nov. 2001.

227- Evan Thomas, « The Day That Changed America », *Newsweek*, 31/12/2001.

228- Barton Gellman, *Angler : the Cheney Vice-Presidency*, The Penguin Press, 2008.

229- En réalité, il n'y a pas eu de menace contre Air Force One. Il s'avérera que la personne qui a alerté la Maison-Blanche

n'a pas employé le nom de code « Angel », mais c'est un membre de la Maison-Blanche qui l'a utilisé en retransmettant le message : « On nous informe qu'Angel est menacé. » Ce n'était donc qu'une fausse alerte de plus, due à la grande confusion de la communication et au cheminement des messages *via* plusieurs interlocuteurs. Certains ont accusé Dick Cheney d'avoir volontairement chargé la barque pour convaincre le président de ne pas rentrer à Washington. D'autres utiliseront l'épisode « Angel » pour dénoncer la « lâcheté » de George Bush, qui, à leurs yeux, en aurait fait un prétexte pour ne pas rentrer à Washington.

[230-](#) Dan Balz et Bob Woodward, « America's Chaotic Road to War », « Ten

Days in September », *The Washington Post*, 27/01/2002.

231- Le mauvais fonctionnement des communications servira de leçon. Après le 11-Septembre, l'ensemble du système de communications sécurisées entre Air Force One, le PEOC de la Maison-Blanche et la *Situation Room*, sera revu et modernisé sous la direction du chef d'état-major adjoint Joe Hagin.

232- Stephen F. Hayes, *Cheney : The Untold Story of America's Most Powerful and Controversial Vice-President*, New York, HarperCollins 2007, p. 335.

233- Evan Thomas, « The Day That Changed America », *Newsweek*,

31/12/2001.

234- *Ibid.*

235- DOD Transcript, Air Threat Conference Call, Sept. 11, 2001. The 9/11 Final Report of the National Commission on Terrorist Attacks upon The United States.

236- DOD record, Continental region chat log, Sept. 11, 2001. The 9/11 Final Report of the National Commission on Terrorist Attacks upon The United States.

237- Le dialogue a été enregistré à 10 h 32 sur les fichiers audio de la NEADS (Mission Crew Commander position, channel 2).

238- Selon les témoignages de Robert M

arr, Kevin Nasypany et James Fox devant la commission parlementaire du 11-Septembre.

239- Deputy Secretary Wolfowitz Interview with Sam Tannenhaus, *Vanity Fair*, 09/05/2003.

<http://www.defense.gov/transcripts/transcriptid=2594>

240- Le dialogue a été enregistré. Donald Rumsfeld l'a également confirmé. DOD Transcript, Air Threat Conference Call, Sept. 11, 2001. The 9/11 Final Report of the National Commission on Terrorist Attacks Upon The United States, et Donald Rumsfeld, *Known and Unknown, A Memoir*, Penguin Group (USA) Inc., 2011, p. 339.

241- Selon la commission parlementaire sur le 11-Septembre, les avions sous le contrôle du NORAD, seuls capables de neutraliser l'UA 93, n'auraient donc pas été capables de le faire, ni n'en auraient eu le temps : « La défense de l'espace aérien des Etats-Unis le 11 septembre a été improvisée par des civils qui n'ont jamais été confrontés à la situation d'un avion civil détourné qui tente de se rendre invisible, et par des militaires mal préparés à la transformation d'un avion commercial en arme de destruction massive. Le système de défense de la NEADS n'a eu que neuf minutes pour réagir après avoir été informé dans le cas du premier avion, et pas de temps du tout pour le deuxième, ni pour le troisième, ni

pour le quatrième. » Les responsables de la NORAD ont soutenu le contraire. Le général Arnold a ainsi déclaré : « Nous estimons que nous aurions pu abattre le dernier des quatre avions, l'United Airlines 93, s'il avait poursuivi son vol sur Washington » (Lynn Spencer, *Touching History*, New York, Free Press, Afterword par le major général Larry Arnold).

## 18. Le monde en alerte

242- Richard Clarke, *Against All Enemies, Inside America's War on Terror*, Simon & Schuster, 2004 p. 16.

243- Dan Balz et Bob Woodward, « America's Chaotic Road to War », « Ten Days in September », *The Washington Post*, 27/01/2002.

Condoleezza Rice dira se souvenir qu'elle a elle-même appelé Vladimir Poutine plus tard dans la matinée, aux alentours de 12 h 45, mais cet horaire est peu vraisemblable.

244- DOD transcript, Air Threat Conference Call, Sept. 11, 2001 ; Stephen

Cambone interviews (July 8, 2004 ; July, 12, 2004) ; DOD notes, Stephen Cambone notes, Sept. 11, 2001 (9/11 Commission Report p. 554).

245- Dan Balz et Bob Woodward, articles cités.

246- Organization of American States, Videos, « OAS SECRETARY GENERAL CONDEMNS ACTS OF TERRORISM IN UNITED STATES », 11/09/2001.

247- ABC News, « 9/11 : Interviews by Peter Jennings », 11/09/2002.

248- PBS, A Newshour with Jim Lehrer Transcript, 26/03/2004.

249- Le dialogue est rapporté par Dan Balz et Bob Woodward, articles cités.

250- Rapporté par Jill Dougherty, chef du bureau de CNN à Moscou, 9/11, a turning point for Putin, sept. 10, 2002, 1:38, CNN.

251- George W. Bush, *Instants décisifs*, Paris, Plon, 2010, p. 142.

252- Il s'agit des représentants Don Miller et Adam Putnam.

## 19. Une affaire militaire

253- L'heure de l'arrivée de George Bush à la base de Barksdale ne peut être précisée avec certitude. Le journaliste Bob Woodward a relevé, selon les sources, des indications différentes, allant même jusqu'à 12 h 16.

254- Lynn Spencer, *Touching History*, Free Press, New York, 2008.

255- Selon Ann Compton, correspondante de la chaîne ABC, qui faisait partie de l'équipe des journalistes accompagnant le président.

256- Bill Sammon, *Fighting Back*, Washington, 2002, p. 117.

257- Karl Rove interviewé par Nicholas Lehman, « Options », *The New Yorker*, Oct. 1, 2001.

258- Donald Rumsfeld, *Known and Unknown, A Memoir*, Penguin Group (USA) Inc., 2011, p. 341.

259- George W. Bush, *op. cit.* , p. 143.

260- Stephen F. Hayes, *Cheney : The Untold Story of America's Most Powerful and Controversial Vice-President*, New York, HarperCollins 2007, p. 342.

261- Témoignages de Condoleezza Rice sur Channel 4 et Stephen F. Hayes, *op. cit.* , p. 343.

262- Antonia Felix, *Condi : The*

*Condoleezza Rice Story*, New York, New Market Press, 2005, p. 195.

263- Le dialogue est rapporté par Dan Balz et Bob Woodward, « America's Chaotic Road to War », « Ten Days in September », *The Washington Post*, 27/01/2002.

264- Bill Sammon, *Fighting Back*, Washington, 2002, p. 118.

265- David Sanger et Don Van Natta Jr., « After the Attacks, the Events ; In Four Days, a National Crisis Changes Bush's Presidency », *The New York Times*, Sept. 16, 2001.

266- CNN, Chronology of Terror, Sept. 11, 2001. <http://articles.cnn.com/2001->

[09-11/us/chronology.attack\\_1\\_collapse-attacks-building/3?\\_s=PM:US](http://09-11/us/chronology.attack_1_collapse-attacks-building/3?_s=PM:US)

267- William Langley, « What Really Went on During Bush's Missing Hours », *The Daily Telegraph*, Dec 16, 2001.

268- Les néoconservateurs sont plutôt, en réalité, résolument idéalistes et même révolutionnaires : ils veulent transformer le monde, persuadés que les alliances avec des dictatures corrompues, nouées à force de compromis au nom de la stabilité régionale – en Asie, en Amérique latine, au M oyen-Orient – nourrissent des mouvements radicaux, attisent un antiaméricanisme virulent, et, à terme, nuisent aux intérêts de la nation. Leur grand principe, c'est qu'il faut changer

ces régimes.

269- Selon les notes prises par Stephen Cambone, déclassifiées en 2006 par le Pentagone à la demande d'un étudiant en droit qui a requis l'application du US Freedom of Information Act.

270- Bill Sammon, *Fighting Back*, Washington, 2002, p. 121.

271- Ann Compton, ABC News.

<http://www.archive.org/details/abc2001091609>

## **20. D'un bunker à l'autre**

272- Cette alerte rocambolesque est rapportée par George Bush, dans *Instants décisifs*, Plon, 2010, p. 143.

273- George W. Bush, *ibid.* , p. 144.

274- Selon Condoleezza Rice, propos rapportés par William Langley, « What Really Went on During Bush's Missing Hours », *The Daily Telegraph*, Dec 16, 2001.

275- Voir l'annexe « L'opération des avions ».

276- Bob Woodward, *Bush at War*, Simon & Schuster, 2002, p. 27.

277- Il faudra en réalité plusieurs jours pour rétablir le trafic aérien.

278- Dan Balz et Bob Woodward, *op. cit.*

279- Barton Gellman et Jo Becker, « A Different Understanding with the President », *The Washington Post*, 24/06/2007.

280- Le magazine *Vanity Fair* a publié en août 2006 les enregistrements de la salle de contrôle du NEADS, le commandement militaire nord-est du NORAD, le jour du 11-Septembre. Michael Bronner, « 9/11 Live : The NORAD Tapes », *Vanity Fair*, août 2006. <http://www.vanityfair.com/politics/featureprintable=true&currentPage=all>

281- Nombre de commentateurs et de démocrates jugeront très sévèrement l'absence du président pendant toute la journée. George Bush, diront-ils, a déserté son poste lors de l'une des crises les plus graves qu'aient connues les Etats-Unis. A propos de l'une des photos prises dans Air Force One ce jour-là où

on voit George Bush au téléphone (avec Dick Cheney), M aureen Dowd, éditorialiste du *New York Times*, ironisera ainsi sur la couardise du président : « Heureusement pour les républicains, c'est une photo et pas une vidéo. Sinon, on aurait entendu le président demander avec inquiétude à son mentor : "Hé, Dick, c'est vraiment sans danger de rentrer maintenant ?" » ( *The New York Times*, « Bush's Photo OpPortunism », M ay 15 ; 2002). Certes, on peut reprocher à George Bush de ne pas être rentré plus tôt à Washington, mais il est douteux qu'il l'ait fait par manque de courage.

[282-](#) David Sanger et Don Van Natta Jr., « After the Attacks, the Events ; In Four

Days, a National Crisis Changes Bush's Presidency », *The New York Times*, Sept. 16, 2001.

283- George Tenet, *After the Center of the Storm. My Years at the CIA*, New York, HarperPress, 2007.

284- George W. Bush, *Instants décisifs*, Paris, Plon, 2010, p. 145.

285- *Ibid.* , p. 146.

286- Le dialogue est rapporté par Bill Sammon, l'un des cinq journalistes encore présents à bord d'Air Force One. Bill Sammon, *Fighting Back*, Washington, 2002, p. 126.

287- Fred Siegel, *The Prince of the City, Giuliani, New York and the Genius of*

*American Life*, Encounter Books, New York, 2005, p. 306.

## 21. Le retour

288- Bob Woodward, *Bush at War*, Simon & Schuster, 2002, p. 30.

289- *Ibid.* , p. 31.

290- ABC Transcript, p. 12-13.

291- J. Dennis Hastert, *Speaker : Lessons from Forty Years in Coaching and Politics*, Regnery Press, 2004, p. 9 et 11.

292- Ann McFeatters et Rachel Smolkin, « Capital Numb after Strike Terror Takes on a New Form, Hard to Combat », *Pittsburgh Post-Gazette*, 12/09/2001.

293- La scène peut être vue à l'adresse

suiivante :

<http://www.archive.org/details/abc2001091938>

294- Voir :

<http://www.archive.org/details/cnn2001092036>

295- Interview d'Hillary Clinton sur CNN.

<http://www.archive.org/details/cnn2001092036>

296- Ce navire d'exploration arctique britannique fut autrefois pris dans les glaces, puis retrouvé deux ans plus tard par les Américains, restauré, rendu en signe de paix à l'Angleterre, qui, à sa destruction vingt ans plus tard, fit

fabriquer ce meuble avec les poutres du navire et l'offrit au président des Etats-Unis Rutherford Hayes.

297- Donald Rumsfeld, *Known and Unknown, A Memoir*, Penguin Group (USA) Inc., 2011, p. 346.

298- Stephen F. Hayes, *Cheney : The Untold Story of America's Most Powerful and Controversial Vice-President*, New York, HarperCollins 2007, p. 345.

299- *Ibid.* , p. 346-347.

300- Le second rescapé, John McLoughlin, sera sauvé le lendemain matin, après une nuit de travail, ainsi qu'un autre survivant des tours.

301- L'équivalent de « espèce de salaud », en plus grossier. Le plus étonnant, c'est que l'anecdote vient de Donald Rumsfeld lui-même qui n'a pourtant pas de quoi s'en vanter. Donald Rumsfeld, *op. cit.* , p. 348.

302- La scène est rapportée par George Bush lui-même. George W. Bush, *Instants décisifs*, Plon, 2010, p. 148.

303- Rapporté par Laura Bush dans ses Mémoires ; Laura Bush, *Spoken from the Heart*, Simon & Schuster, 2010.

304- Selon certaines sources, il s'agissait d'un F-16 dont le pilote aurait mal réglé son transpondeur. Selon d'autres, l'avion était le vol 8881, un appareil bourré de matériel et d'agents du FBI en

provenance de San Francisco.

305- Témoignage de George Bush auprès du journaliste Bob Woodward, « Ten Days in September », Dan Balz et Bob Woodward, *The Washington Post*, 27/01/2002, et Bob Woodward, *Bush At War*, Simon & Schuster, p. 37

# **Annexe**

**« L'opération des avions »**

306- Information révélée par Donald Rumsfeld dans ses M émoires.

**Bibliographie**

# Livres

BUSH, George W., *Instants décisifs*, Paris, Plon, 2010, 492 p.

BUSH, Laura, *Spoken from the Heart*, Simon & Schuster, 2010, 464 p.

CLARKE, Richard A., *Against All Enemies, Inside America's War on Terror*, New York, Free Press, 2004, 304 p.

COCKBURN, Andrew, *Rumsfeld : An American Disaster*, Verso, 2007, 247 p.

DWYER, Jim et FLYNN, Kevin, *102 Minutes : The Untold Story of the Fight to Survive inside the Twin Towers*, New

York, Times Books, 2005, 352 p.

FELIX, Antonia, *Condi : The Condoleezza Rice Story*, New York, New Market Press, 2005, 288 p.

FRACHON, Alain et VERNET, Daniel, *L'Amérique des néoconservateurs*, Perrin, « Tempus », 2010, 260 p.

GELLMAN, Barton, *Angler : the Cheney Vice-Presidency*, New York, The Penguin Press, 2008, 384 p.

HASTERT, Dennis, *Speaker : Lessons from Forty Years in Coaching and Politics*, Washington, D.C., Regnery Press, 2004, 320 p.

HAYES, Stephen, *Cheney : The Untold Story of America's Most Powerful and*

*Controversial Vice-President*, New York, HarperCollins, 2007, 592 p.

National Commission on Terrorist Attacks upon The United States. *The 9/11 Commission Report*, New York, W.W. Norton & Company, 2004, 568 p.

POWELL, Colin et PERSICO, Joseph E., *A Soldier's Way : An Autobiography*, Londres, Arrow Books, 1995, 656 p.

RATHER Dan et CBS News, *What We Saw, the Events of September 11, 2001*, New York, Simon & Schuster, 2002, 144 p.

RUMSFELD, Donald, *Known and Unknown, A Memoir*, New York, Penguin Group, Sentinel, 2011, 832 p.

SAMMON, Bill, *Fighting Back*, Washington, D.C., Regnery Publishing, 2002, 400 p.

SIEGEL, Fred, *The Prince of the City. Giuliani, New York and the Genius of American Life*, San Francisco, Encounter Books, 2005, 396 p.

SPENCER, Lynn, *Touching History*, New York, Free Press, 2008, 320 p.

DER SPIEGEL, *Inside 9-11 : What Really Happened*, New York, St. Martin's Press, 2002, 322 p.

TENET, George, *At the Center of the Storm : My Years at the CIA*, New York, HarperPress, 2007, 576 p.

WOODWARD, Bob, *Bush at War*, New

York, Simon & Schuster, 2002, 416 p.

## Articles

ABC News, Post-Attack Tremors,  
16/09/2002.

—, « Worst Case Scenario, Secret Plan to Control US Government after an Attack Went into Motion on 9/11 », 25/04/2004.  
Accessible à :

[<http://classic-](http://classic-)

[web.archive.org/web/20040429063810/h1](http://web.archive.org/web/20040429063810/h1)

ALDINGER, Charles, « Aircraft Crashes into Pentagon, Triggering Chaos », *Reuters*, 11/09/2001.

ARKIN, William, « Back to the Bunker », *The Washington Post*, 04/06/2006.

BABINGTON, Charles, « Bush to Address Nation ; Explosions Reported in Afghanistan », *The Washington Post*, 11/09/2001.

BAKER, Peter, « With Pledges to Troops and Iraqis, Obama Details Pullout », *The New York Times*, 27/02/2009.

BALZ, Dan et WOODWARD, Bob, « America's Chaotic Road to War », « Ten Days in September », *The Washington Post*, 27/01/2002.

BATISTE, John, « Bush : Rumsfeld "Exactly What Is Needed" », CNN, 14/04/2006.

BBC News, « America's Day of Terror : Timeline » [en ligne] 12/09/2001.

Accessible à :

<http://news.bbc.co.uk/1/hi/world/america>

—, « Iraq Hails Attack on US » [en ligne] 12/09/2001. Accessible à :

<http://news.bbc.co.uk/1/hi/world/middle>

—, « Bin Laden's Warning : full text » [en ligne] 07/10/2001. Accessible à :

[http://news.bbc.co.uk/1/hi/world/south\\_a](http://news.bbc.co.uk/1/hi/world/south_a)

—, « Bin Laden in His Own Words » [en ligne] 15/04/2004. Accessible à :

[http://news.bbc.co.uk/1/hi/world/south\\_a](http://news.bbc.co.uk/1/hi/world/south_a)

—, « AlQaida's Origins and Links » [en ligne] 20/07/2004. Accessible à :

<http://news.bbc.co.uk/1/hi/1670089.stm>

—, « Bin Laden "9/11 Video" broadcast » [en ligne] 07/09/2006. Accessible à :

<http://news.bbc.co.uk/1/hi/5325590.stm>

—, « Key 9/11 Suspect “Admits Guilt” »  
[en ligne] 15/03/2007. Accessible à :

<http://news.bbc.co.uk/1/hi/6452573.stm>

BERGER, Warren, « Inside the World of Osama bin Laden », *The New York Times*, 13/04/1999.

BLACKHURST, Chris et LASHMAR, Paul, « Piece by Piece, The Jigsaw of Terror Revealed », *The Independent*, 30/09/2001.

BORGER, Julian, « Blogger Bares Rumsfeld’s Post 9/11 Orders », *The Guardian*, 24/02/2006.

BRONNER, Michael, « 9/11 Live : The NORAD Tapes », *Vanity Fair*, 08/2006.

BUTTERS, Andrew, « Growing Up bin

Laden : Osama's Son Speaks », *Time*,  
27/10/2009.

CANNON, Carl, « Disclosed », *The New York Times*, 02/09/2007.

*CBS News*, « The FBI's Hijacker List :  
Many Suspects Learned To Fly In The US  
» [en ligne]  
27/09/2001.

CLOUD, David et SCHMITT, Eric, «  
More Retired Generals Call for  
Rumsfeld's Resignation », *The New York Times*, 14/04/2006.

CNN, « Attacks Draw Mixed Response in  
Mideast » [en ligne] 12/09/2001.  
Accessible à :

<http://edition.cnn.com/2001/WORLD/eu>

—, « The Pentagon Goes to War : National Military Command Center » [en ligne] 04/09/2002.

Accessible à :

<http://transcripts.cnn.com/TRANSCRIPTS>

—, « Profiles of Victims, Heroes, Leaders from September 11 » [en ligne] 11/09/2002. Accessible à : <

<http://transcripts.cnn.com/TRANSCRIPTS>

—, « Woodward : Tenet told Bush WMD Case a “Slam Dunk” » [en ligne] 19/04/2004. Accessible à : <

<http://edition.cnn.com/2004/ALLPOLITICS>

—, « Pentagon : Saddam is POW » [en ligne] 10/07/2004. Accessible à : <

<http://articles.cnn.com/2004-01->

[09/world/sprj.nirq.saddam\\_1\\_enemy-prisoner-iraqi-leader-international-committee?\\_s=PM:WORLD](http://09/world/sprj.nirq.saddam_1_enemy-prisoner-iraqi-leader-international-committee?_s=PM:WORLD)>

*Deutsche Welle*, « Bush Should Face Prosecution, Says UN Representative », 21/01/2009.

DIAMOND, John, « Rumsfeld OK'd Harsh Treatment », *USA Today*, 22/06/2004.

DOUGHERTY, Jill, « 9/11 a “Turning Point” for Putin », CNN, 10/09/2002.

DOWD, Maureen, « Bush's Photo OpPortunism », *The New York Times*, 15/05/2002.

EGGEN, Dan, « Bin Laden, Most Wanted

For Embassy Bombings ? », *The Washington Post*, 28/08/2006.

EGGEN, Dan et WRIGHT, Robin, « Tenet Recalled Warning Rice, Former CIA Chief Told 9/11

Commission of Disputed Meeting », *The Washington Post*, 03/10/2006.

ESPO, David, « Former House Speaker Seeks Graceful Exit », *USA Today*, 16/06/2007.

FRIEDMAN, Thomas, « Colin Powell's Eyebrows », *The New York Times*, 10/11/2002.

GELLMAN, Barton et SCHMIDT, Susan, « Shadow Government Is at Work in Secret : After Attacks, Bush Ordered 100

Officials to Bunkers Away From Capital to Ensure Federal Survival », *The Washington Post*, 01/03/2002.

—, « The FBI's Secret Scrutiny : In Hunt for Terrorists, Bureau Examines Records of Ordinary Americans », *The Washington Post*, 06/11/2005.

GELLMAN, Barton et BECKER, Jo, « A Different Understanding with the President », *The Washington Post*, 24/06/2007.

GERTZ, Bill, « Russian Warplanes Harass US Craft over Pacific », *The Washington Times*, 11/09/2001.

GOLDBERG, Jeffrey, « Letter from Washington : Woodward vs. Tenet », *The*

*New Yorker*, 21/05/2007.

GORDON, Michael R., « A Nation Challenged : Military Analysis ; A New Kind of War Plan », *The New York Times*, 07/10/2001.

GRACE, Francie, « “Shadow Government” News To Congress : Dem Leaders Say They Weren’t Told ; GOP Staffers Not Sure » [en ligne] *CBS News*, 02/03/2002. Accessible à : <  
<http://www.cbsnews.com/stories/2002/03>

GROOM, Brian et BENNETT, Rosemary, « Politics Suspended as Scale of Horror Unfolds », *The Financial Times*, 12/09/2001.

HEILBRUNN, Jacob, « The Secretary We

Had », *The New York Times*, 25/03/2007.

HERSH, Seymour M., « Annals of National Security : Torture at Abu Ghraib », *The New Yorker*, 10/05/2004.

HIRSCHKORN, Phil, « Widow : 9/11 Passengers Planned to Resist », CNN, 10/03/2004.

HOOPER, John, « The Shy, Caring, Deadly Fanatic », *The Guardian*, 23/09/2001.

KAKUTANI, Michiko, « Tracing Colin Powell's Journey, Both In and Out of Step with Those Around Him », *The New York Times*, 10/10/2006.

KOHN, David, « The President's Story », CBS News, 10/09/2009.

KOPPEL, Ted, « Cheney Wields Unprecedented V.P. Power », ABC News, 29/11/2003.

—, « Nine years after 9/11, Let's Stop Playing into bin Laden's Hands », *The Washington Post*, 12/09/2010.

KORNBLUT, Anne, « Obama's Speech on August 31 Declares Combat in Iraq over », *The Washington Post*, 01/09/2010.

KURTZ, Howard, « “Armageddon” Plan Was Put Into Action on 9/11, Clarke Says », *The Washington Post*, 07/04/2004.

LANGLEY, William, « Revealed : What Really Went on During Bush's “Missing Hours” », *The Telegraph*, 16/12/2001.

LEMANN, Nicholas, « Letter from Washington : The Options », *The New Yorker*, 01/10/2001.

*Le Monde*, « Guantanamo : “Le goulag des temps modernes” » [en ligne] 19/06/2006. Accessible à : <  
[http://www.lemonde.fr/web/module\\_chrono@2-3222,32-783296@51-1073709,0.html](http://www.lemonde.fr/web/module_chrono@2-3222,32-783296@51-1073709,0.html)>

—, « Les discours de Jacques Chirac » [en ligne], 15/05/2007. Accessible à : <  
[http://www.lemonde.fr/societe/article\\_interview-discours-de-jacques-chirac\\_910136\\_3224\\_5.html](http://www.lemonde.fr/societe/article_interview-discours-de-jacques-chirac_910136_3224_5.html)>

—, « Les principales déclarations

d'Oussama Ben Laden depuis 2001 » [en ligne], 02/05/2011.

Accessible à :

< [http://www.lemonde.fr/asiapacifique/article/2011/05/02/les-principales-declarations-d-oussama-ben-laden-depuis-2001\\_1515487\\_3216.html](http://www.lemonde.fr/asiapacifique/article/2011/05/02/les-principales-declarations-d-oussama-ben-laden-depuis-2001_1515487_3216.html)>

*Le Monde diplomatique*, « Chronologie de la crise afghane » [en ligne], 07/01/2002. Accessible à :

< <http://www.monde-diplomatique.fr/dossiers/chronofghane/>>

*Le Point*, « Réactions à la mort de Ben Laden : George W. Bush salue une “victoire pour l’Amérique” »

[en ligne], 02/05/2011. Accessible à :

< [http://www.lepoint.fr/monde/reactions-a-la-mort-de-ben-laden-george-w-bush-salue-une-victoire-pour-l-amerique-02-05-2011-1325388\\_24.php](http://www.lepoint.fr/monde/reactions-a-la-mort-de-ben-laden-george-w-bush-salue-une-victoire-pour-l-amerique-02-05-2011-1325388_24.php)>

LEVIN, Alan, « Voices from the Air Traffic World », *USA Today*, 11/08/2002.

LEVIN, Alan, ADAMS, Marilyn, MORRISON, Blake, « Terror Attacks Brought Drastic Decision : Clear the Skies », *USA Today*, 12/08/2008.

MACHACEK, John, « N.Y. Lawmakers React to Terrorist Attacks », *Gannett News Service*, 11/09/2001.

McDERMOTT, Terry, « A Reporter at Large : The Mastermind », *The New*

*Yorker*, 13/09/2010.

McFEATTERS, Ann et SMOLKIN, Rachel, « Capital Numb after Strike Terror Takes on a New Form, Hard to Combat », *Pittsburgh Post-Gazette*, 12/09/2001.

McKINNON, Jim, « The Phone Line from Flight 93 Was Still Open When a GTE Operator Heard Todd Beamer Say : “Are you guys ready? Let’s roll” », *Pittsburgh Post-Gazette*, 16/09/2001.

MAYER, Jane, « Outsourcing Torture ; Annals of Justice », *The New Yorker*, 14/02/2005.

MILLER Mark, « Broadcasting and Cable, Three Hours That Shook America

: a Chronology of Chaos », [25/05/2004](#).

<http://www.broadcastingcable.com/article>

[Three hours that shook America A chro](#)

PALTROW, Scott, « Government Accounts of 9/11 Reveal Gaps, Inconsistencies », *The Wall Street Journal*, 22/03/2004.

PLANTE, Chris, « Government Failed to React to FAA Warning », CNN, 16/09/2001.

REEVES, Phil, « Terror in America – Middle East Reaction – Arafat Denounces “Unbelievable” Assault – but Some March to Praise Act of God », *The Independent*, 12/09/2001.

SAFIRE, William, « Inside the Bunker »,

*The New York Times*, 13/09/2001.

SANGER, David, « After the Attacks : The Events ; In Four Days, a National Crisis Changes Bush's Presidency », *The New York Times*, 16/09/2001.

SCARBOROUGH, Rowan, « “This Is War”, Rumsfeld Told Bush », *The Washington Times*, 23/02/2004.

SCHWARTZ, Stephen I., « This Is Not a Test », *Bulletin of the Atomic Scientists*, November/December 2001, vol. 57, n° 6, p. 50-51.

SHANE, Scott, « Inside a 9/11 Mastermind's Interrogation », *The New York Times*, 22/06/2008.

—, « Waterboarding Used 266 Times on

2 Suspects », *The New York Times*,  
20/04/2009.

SHANE, Scott et MAZZETTI, Mark, «  
Ex-C.I.A. Chief, in Book, Assails Cheney  
on Iraq », *The New York Times*,  
27/04/2007.

SHENON, Philip et MAZZETTI, Mark, «  
Records Show Tenet Briefed Rice on  
AlQaida Threat », *The New York Times*,  
02/10/2006.

SHRADER, Katherine, « Tenet Memoir  
Draws Heat from Key Players », *The  
Washington Post*, 30/04/2007.

SMITH, Web, « Operator Can't Forget  
Haunting Cries from Flight 93 », *The  
Orlando Sentinel*.

10/09/2002.

*The Economist*, « Resign, Rumsfeld », 08/05/2004.

—, « Donald Rumsfeld's Memoir : Ducking and Diving, His Study in Self-Defense », 17/02/2011.

*The Guardian*, « Guantánamo Leaks Lift Lid on World's Most Controversial Prison », 25/04/2011.

—, « Timeline : The alQaida Tapes » [en ligne]. Accessible à :

<

<http://www.guardian.co.uk/alqaida/page/0>

*The New York Times*, « Reaction from around the World », 12/09/2001.

—, « Times Topics : AlQaida » [en ligne], 17/12/2010. Accessible à :

<

<http://topics.nytimes.com/top/reference/tir>

—, « Times Topics : Osama Bin Laden » [en ligne], 14/01/2011. Accessible à :

<

<http://topics.nytimes.com/top/reference/tir>

*The Telegraph*, « Powell Says This Amounts to “War” », 12/09/2001.

*The Washington Post*, « Obituary : Daniel Lewin », 22/09/2001.

—, « Two Months before 9/11, an Urgent Warning to Rice », 01/10/2006.

THOMAS, Evan, « The Day that Changed America », *Newsweek*, 31/12/2001.

*Time*, « Osama bin Laden : Conversation with Terror », 11/01/1999.

TYLER, Patrick, « US and British Troops Push into Iraq as Missiles Strike Baghdad Compound », *The New York Times*, 21/03/2003.

UNGER, Craig, « The Great Escape », *The New York Times*, 01/06/2004.

*US News & World Report*, « An Unlikely Path to the Agency », 14/06/2004.

WATTS Robert et SHIPMAN, Tim, « Gen Sir Mike Jackson's Attack Draws US Ire », *The Telegraph*, 01/09/2007.

WOODRUFF, Judy et KING, John, « President Bush : Iraq Could Be Next Target », CNN Live Today, 26/11/2001.

WRIGHT, Robin, « Top Focus before 9/11 Wasn't on Terrorism : Rice Speech Cited Missile Defense », *The Washington Post*, 01/04/2004.

—, « From the Desk of Donald Rumsfeld », *The Washington Post*, 01/11/2007.

YARDLEY, Jonathan, « The 9/11 Hijackers », *The Washington Post*, 01/05/2005.

## Sites Web

*Un certain nombre de rapports d'enquête et d'investigation sur la journée du 11 septembre 2011 ont été déclassifiés et certains sont désormais accessibles directement en ligne. Les liens suivants donnent accès aux plus importants d'entre eux :*

9/11 National Archives :

<http://www.archives.gov/research/9-11>

9/11 Memorial Website. Accessible à :

[http://wtcmf.convio.net/site/PageServer?pagename=New\\_Home](http://wtcmf.convio.net/site/PageServer?pagename=New_Home)> Christian Science Monitor. Colin Powell Transcript. 23/12/2004. Accessible à : <http://www.csmonitor.com/2004/1223/p/usfp.html>>

Department of Justice Website. The USA PATRIOT ACT : Preserving Life and Liberty. Accessible à :

<  
<http://www.justice.gov/archive/ll/highligh>

Embassy of the Russian Federation in Czech Republic. Press Release, Prague, 17/09/2001. Accessible à :

<

<http://www.czech.mid.ru/pressrel/170920>

FAS. National Security Decision  
Directive 188. Government Coordination  
for National Security

Emergency Preparedness. 16/09/1985.

Accessible à :

<

<http://www.fas.org/irp/offdocs/nsdd/nsdd.188.htm>>

FBI. The FBI Releases 19 Photographs of  
Individuals Believed to be the Hijackers  
of the Four Airlines

That Crashed on September 11, 2001.

Press Release, 27/09/2001. Accessible à

:

<

<http://www.fbi.gov/news/pressrel/press-releases/the-fbi-releases-19-photographs-of-individuals->

[believed-to-be-the-hijackers](http://www.fbi.gov/news/pressrel/press-releases/the-fbi-releases-19-photographs-of-individuals-believed-to-be-the-hijackers)>

FBI. Most Wanted Terrorists Page.

Accessible à :

<

[http://www.fbi.gov/wanted/wanted\\_terror](http://www.fbi.gov/wanted/wanted_terror)

George W. Bush Presidential Center.

Accessible à :

< <http://www.bushcenter.com/>>

History.com. International Reaction to 9/11. Accessible à :

<

<http://www.history.com/topics/international-reaction-to-9-11>> Israel Ministry of Foreign Affairs. Israel Reacts to Terrorist Attacks on the US – 11-Sep-2001.

11/09/2001.

Library of Congress. Legislation Related to the Attack of September 11, 2001.

Accessible à :

<

<http://thomas.loc.gov/home/terrorleg.htm>>

Ministère des Affaires étrangères et européennes. Présentation de l'Irak : 5. La seconde guerre du Golfe.

Accessible à :

< [http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/pays-zones-geo\\_833/irak\\_430/presentation-irak\\_975/chronologie\\_34074.htmlsommai](http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/pays-zones-geo_833/irak_430/presentation-irak_975/chronologie_34074.htmlsommai)

OTAN. Le Traité de l'Atlantique Nord. 04/04/1949. Accessible à :

< <http://www.nato.int/cps/fr/natolive/officia>

PBS. Online NewsHour, Jim Lehrer Transcript, « Who is Osama bin Laden?

», 20/08/1998. Accessible

à :

<

[http://www.pbs.org/newshour/bb/military\\_dec98/binladen\\_8-20.html](http://www.pbs.org/newshour/bb/military_dec98/binladen_8-20.html)>

—, Online NewsHour, Jim Lehrer  
Transcript, 26/03/2004. Accessible à :

<

[http://www.pbs.org/newshour/bb/white\\_h\\_june04/powell\\_03-26.html](http://www.pbs.org/newshour/bb/white_h_june04/powell_03-26.html)>

PBS. Inside the Terror Network.

Accessible à :

<

<http://www.pbs.org/wgbh/pages/frontline/>

Southern Methodist University : Bush Center. Accessible à : <  
<http://www.smu.edu/bushcenter.aspx>>

SPD. Discours officiel du chancelier Gerhard Schröder le 12/09/2001 (9:00 AM), devant le Bundestag à

Berlin. 12/09/2001. Accessible à :

<[www.spdfraktion.de/cnt/rs/rs\\_datei/0,,14](http://www.spdfraktion.de/cnt/rs/rs_datei/0,,14)

Stanford University website. Page de Condoleezza Rice. Accessible à :

<

<http://fsi.stanford.edu/people/condoleezza>

TF1 News. Attentats contre les Etats-Unis : réactions. 11/09/2001. Accessible à :

< <http://lci.tf1.fr/monde/2001-09/attentats-contre-etats-unis-reactions-4899822.html> > The White House.

Remarks by the President upon Arrival. Press Release, 16/09/2001. Accessible à : < <http://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2001/09/16/20010916-1> >

—, Address to a Joint Session of Congress and the American People. Press Release, 20/09/2001.

Accessible à :

< <http://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2001/09/20/20010920-1> >

[8.html](#)>

—, President Bush Nominates Dr. Robert M. Gates to be Secretary of Defense.

Press Release,

08/11/2006. Accessible à :

< <http://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2006/08/11/20060811-01.html>>

—, Remarks by the President in Address to the Nation on the End of Combat Operations in Iraq,

31/08/2010. Accessible à :

< <http://www.whitehouse.gov/the-press-office/2010/08/31/remarks-president-iraq>>

[address-nation-end-](#)

[combat-operations-iraq>](#)

UN Press Release. Secretary Colin L. Powell, Remarks to the United Nations Security Council, New

York City, 05/02/2003. Accessible à :

<

<http://www.un.org/News/Press/docs/2003>

US Department of Defense. Myers and Sept. 11 : « We Hadn't Thought about this », 23/10/2001.

Accessible à :

<

<http://www.defense.gov/news/newsarticleid=44621>>

—, Secretary Rumsfeld Interview with Larry King, CNN, Transcript. 06/12/2001. Accessible à :

<

<http://www.defense.gov/transcripts/transcriptid=2603>>

—, Secretary Rumsfeld Interview with *The Washington Post*. 09/01/2002. Accessible à :

<

<http://www.defense.gov/transcripts/transcriptid=2602>>

—, DoD News Briefing – Secretary Rumsfeld and Gen. Myers, 11/04/2003.

Accessible à :

<

<http://www.defense.gov/Transcripts/TranscriptID=2367>>

—, Deputy Secretary Wolfowitz Interview with Sam Tannenhaus, *Vanity Fair*, 09/05/2003. Accessible à :

<

<http://www.defense.gov/transcripts/transcriptid=2594>>

—, Testimony Prepared for Delivery to the National Commission on Terrorist Attacks upon the United

States. Testimony Secretary of Defense

Donald H. Rumsfeld, Washington, DC.  
23/03/2004.

Accessible à :

<

<http://www.defense.gov/speeches/speech.speechid=105>>

—, Secretary of Defense Donald Rumsfeld's Remarks at Pentagon's Riverfront Entrance. 10/09/2004.

Accessible à :

<

<http://www.defense.gov/transcripts/transcriptid=2377>>

—, Vice-Chairman : 9/11 Underscored Importance of DoD Transformation. 08/09/2006. Accessible à :

<

<http://www.defense.gov/news/newsarticleid=760>>

—, Vice-Chairman Honored for Contributions, Service. 27/07/2007. Accessible à :

<

<http://www.defense.gov/news/newsarticleid=46861>>

US House of Representatives. Chairman Cox's Statement on the Terrorist Attack on America. Press

Release, 11/09/2001. Accessible à :

<

<http://web.archive.org/web/20020817051>

[id=33](http://web.archive.org/web/20020817051)> US Secret Service. Barbara Riggs

Appointed as Deputy Director of the  
United-States Secret Service.

Press Release, 20/09/2004. Accessible à

:

<

<http://www.secretservice.gov/press/pub2/>

US Supreme Court. 2001 Year-End

Report on the Federal Judiciary,

01/01/2002. Accessible à :

<

<http://www.supremecourt.gov/publicinfo/>

[end/2001year-endreport.aspx](http://www.supremecourt.gov/publicinfo/)> **Films et**

**vidéos 9/11**, film documentaire, réalisé par Jules Naudet, Gédéon Naudet, James Hanlon et Rob Klug, Paramount

Pictures, 128 mn.

ABC. Informations télévisées du 11/09/2001 à 8 h 48 au 12/09/2001 à 0 h 05.

BBC. Archives du 11/09/2001.

CBS. *60 Minutes* : George Tenet Interview Pt. 1 [vidéo]. 01/05/2007.

Accessible à :

<http://www.cbsnews.com/video/watch/?>

[id=2739654n>](#)

—, *60 Minutes* : George Tenet Interview  
Pt. 2 [vidéo]. 01/05/2007. Accessible à :

[<http://www.cbsnews.com/video/watch/?  
id=2739673n>](#)

Channel 4. *9/11 : State of Emergency*  
[documentaire télévisé], 11/09/2010, 21  
heures.

CNN. Informations télévisées du  
11/09/2001 à 8 h 31 au 12/09/2001 à 0 h  
30.

—, *America's New War : Recovering from Tragedy* [transcription],  
14/09/2001, 21 heures.

*Flight 93*, 2001 [film documentaire],  
réalisé par Thomas Johnson et Christophe  
Weber, Sunset Press.

Ina.fr. *Attentats Etats-Unis : réaction de  
Palestiniens* [informations télévisées],  
11/09/2001. Accessible

à :

< <http://www.ina.fr/economie-et-societe/justice-et-faits-divers/video/1819417017107/attentats-etats->

[unis-reaction-de-palestiniens.fr.html](http://www.unis-reaction-de-palestiniens.fr.html)>

—, *Attentats Etats-Unis : déclaration de Jacques Chirac* [informations télévisées], 11/09/2001.

Accessible à :

< <http://www.ina.fr/economie-et-societe/justice-et-faits-divers/video/1819417001008/attentats-etats->

[unis-declaration-de-jacques-chirac.fr.html](http://www.unis-declaration-de-jacques-chirac.fr.html)>

—, *Attentats Etats-Unis : déclaration de Lionel Jospin* [informations télévisées],

11/09/2001.

Accessible à :

< <http://www.ina.fr/economie-et-societe/justice-et-faits-divers/video/1819417001021/attentats-etats-unis-declaration-de-lionel-jospin.fr.html>>

—, *Attentats Etats-Unis : déclaration de Kofi Annan* [informations télévisées], 11/09/2001. Accessible

à :

< <http://www.ina.fr/economie-et-societe/justice-et-faits-divers/video/1819417018143/attentat->

[etats-unis-](#)

[declaration-de-kofi-annan.fr.html](#)>

—, *Parlement européen : Attaques terroristes aux Etats-Unis* [informations télévisées], 12/09/2001.

Accessible à :

< <http://www.ina.fr/economie-et-societe/justice-et-faits-divers/video/VDD09019362/parlement-europeen-attaques-terroristes-aux-etats-unis.fr.html>>

NBC. *Al-Jazeera : Bin Laden Tape Obtained in Pakistan* [informations

télévisées], 30/10/2004.

Accessible à :

< <http://msnbc.msn.com/id/6363306/>>

NBC News. *Meet the Press*, Dick Cheney [transcription], 16/09/2001.

—, *Meet the Press*, General David Petraeus [transcription], 15/08/2010.

Accessible à :

<

<http://www.msnbc.msn.com/id/38686033/transcripts/>>

Organization of American States. *OAS Secretary General Condemns Acts of Terrorism in the United*

*States* [vidéo], 11/09/2001. Accessible à :

<

[http://www.oas.org/charter/videos\\_asf/AC](http://www.oas.org/charter/videos_asf/AC)

PBS. *Hunting Bin Ladin* [vidéo], 05/1998. Accessible à :

<

<http://www.pbs.org/wgbh/pages/frontline/>

The White House. *President Obama on Death of Osama bin Laden* [vidéo],

01/05/2011, 21 h 27.

Accessible à :

< <http://www.whitehouse.gov/photos-and-video/video/2011/05/01/president-obama-death-osama-bin-laden>>

US Department of State. Press Briefing, Philip T. Reeker [vidéo], 11/09/2001.

Accessible à :

< <http://stream.state.gov/streamvol/mainstate>

## **Index**

Addington, David [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#)

*Andrews* [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#)

Armey, Dick [1](#) [2](#)

Armitage, Rick, secrétaire d'Etat adjoint  
[1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#)

Arnold, Larry, général de division [1](#) [2](#) [3](#) [4](#)  
[5](#) [6](#)

Arpey, Gerard [1](#)

Ashcroft, John [1](#) [2](#)

Atta, Mohammed [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#)  
[12](#) [13](#) [14](#) [15](#) [16](#) [17](#) [18](#) [19](#)

Aviles, Ezra [1](#)

*AWACS* [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#)

Ballinger, Ed [1](#)

*Barksdale* [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#)

Barney, chien [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#)

Beamer, Todd [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#)

Belger, Monte [1](#)

Ben Laden, Oussama [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#)  
[11](#) [12](#) [13](#) [14](#) [15](#) [16](#) [17](#) [18](#) [19](#) [20](#) [21](#) [22](#) [23](#)  
[24](#) [25](#) [26](#) [27](#) [28](#) [29](#) [30](#) [31](#) [32](#) [33](#) [34](#) [35](#) [36](#)  
[37](#) [38](#)

[39](#) [40](#) [41](#) [42](#) [43](#) [44](#) [45](#) [46](#) [47](#) [48](#) [49](#) [50](#)

Bingham, Mark [1](#) [2](#)

Black, Cofer [1](#) [2](#) [3](#) [4](#)

Blair, Tony [1](#)

Boehlert, Sherwood [1](#)

Bolten, Joshua [1](#) [2](#) [3](#) [4](#)

Boren, David [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#)

Bottiglia, Dave [1](#) [2](#) [3](#)

Bradshaw, Sandra [1](#) [2](#) [3](#)

Brown, Mike [1](#)

Bueno, Daniel [1](#)

Burnett, Deena [1](#)

Burnett, Thomas [1](#) [2](#)

Bush, Barbara, mère [1](#)

Bush, Barbara, fille [1](#) [2](#)

Bush, George W., président des Etats-

Unis [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#) [13](#) [14](#) [15](#)

[16](#) [17](#) [18](#) [19](#) [20](#) [21](#) [22](#) [23](#) [24](#) [25](#) [26](#) [27](#) [28](#)

[29](#)

[30](#) [31](#) [32](#) [33](#) [34](#) [35](#) [36](#) [37](#) [38](#) [39](#) [40](#) [41](#) [42](#)

[43](#) [44](#) [45](#) [46](#) [47](#) [48](#) [49](#) [50](#) [51](#) [52](#) [53](#) [54](#) [55](#)

[56](#) [57](#) [58](#) [59](#) [60](#) [61](#) [62](#) [63](#) [64](#) [65](#) [66](#) [67](#) [68](#)  
[69](#) [70](#) [71](#) [72](#) [73](#)

[74](#) [75](#) [76](#) [77](#) [78](#) [79](#) [80](#) [81](#) [82](#) [83](#) [84](#) [85](#) [86](#)  
[87](#) [88](#) [89](#) [90](#) [91](#) [92](#) [93](#) [94](#) [95](#) [96](#) [97](#) [98](#) [99](#)  
[100](#) [101](#) [102](#) [103](#) [104](#) [105](#) [106](#) [107](#) [108](#)  
[109](#) [110](#) [111](#) [112](#)

[113](#) [114](#) [115](#) [116](#) [117](#) [118](#) [119](#) [120](#) [121](#)  
[122](#) [123](#) [124](#) [125](#) [126](#) [127](#) [128](#) [129](#) [130](#)  
[131](#) [132](#) [133](#) [134](#) [135](#) [136](#) [137](#) [138](#) [139](#)  
[140](#) [141](#) [142](#) [143](#) [144](#)

[145](#) [146](#) [147](#) [148](#) [149](#) [150](#) [151](#) [152](#) [153](#)  
[154](#) [155](#) [156](#) [157](#) [158](#) [159](#) [160](#) [161](#) [162](#)  
[163](#) [164](#) [165](#) [166](#) [167](#)

Bush, George, père [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#)  
[11](#) [12](#) [13](#)

Bush, Jeb, gouverneur [1](#) [2](#) [3](#) [4](#)

Bush, Jenna, fille [1](#) [2](#)

Bush, Laura, Première Dame [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#)  
[8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#) [13](#) [14](#) [15](#) [16](#) [17](#) [18](#) [19](#) [20](#)

Camaj, Roko [1](#)

Cambone, Stephen, conseiller [1](#) [2](#) [3](#) [4](#)

Card, Andy [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#) [13](#)  
[14](#)

Carter, Abigail [1](#)

Cheikh Mohammed, Khalid [1](#) [2](#) [3](#) [4](#)

Cheney, Dick, vice-président des Etats-  
Unis [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#) [13](#) [14](#) [15](#)  
[16](#) [17](#) [18](#) [19](#) [20](#) [21](#) [22](#) [23](#) [24](#) [25](#) [26](#) [27](#) [28](#)  
[29](#)

[30](#) [31](#) [32](#) [33](#) [34](#) [35](#) [36](#) [37](#) [38](#) [39](#) [40](#) [41](#) [42](#)  
[43](#) [44](#) [45](#) [46](#) [47](#) [48](#) [49](#) [50](#) [51](#) [52](#) [53](#) [54](#) [55](#)

[56](#) [57](#) [58](#) [59](#) [60](#) [61](#) [62](#) [63](#)

Cheney, Elizabeth, fille du vice-président  
[1](#) [2](#)

Cheney, Lynne, épouse du vice-président  
[1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#)

Cheney, Mary, fille du vice-président [1](#) [2](#)

Chirac, Jacques [1](#)

*CIA (Central Intelligence Agency)* [1](#) [2](#) [3](#)  
[4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#) [13](#) [14](#) [15](#) [16](#) [17](#) [18](#)  
[19](#) [20](#) [21](#) [22](#) [23](#) [24](#) [25](#) [26](#) [27](#) [28](#) [29](#) [30](#) [31](#)  
[32](#)

[33](#) [34](#) [35](#) [36](#) [37](#) [38](#) [39](#) [40](#) [41](#) [42](#)

Clarke, Richard, chef du contre-  
terrorisme [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#) [13](#)  
[14](#) [15](#) [16](#) [17](#) [18](#) [19](#) [20](#) [21](#) [22](#) [23](#) [24](#) [25](#) [26](#)

[27](#) [28](#) [29](#)

[30](#) [31](#) [32](#) [33](#) [34](#) [35](#) [36](#) [37](#) [38](#) [39](#) [40](#) [41](#) [42](#)

Clinton, Bill [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#)  
[13](#) [14](#) [15](#) [16](#) [17](#) [18](#) [19](#) [20](#) [21](#) [22](#) [23](#) [24](#) [25](#)

Clinton, Hillary, sénatrice de New York [1](#)  
[2](#) [3](#)

CNN [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#) [13](#) [14](#) [15](#)  
[16](#) [17](#) [18](#) [19](#) [20](#) [21](#) [22](#) [23](#) [24](#) [25](#) [26](#)

COG (*Continuity of Government*) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#)  
[5](#)

Colony Beach and Tennis Resort [1](#) [2](#) [3](#) [4](#)  
[5](#) [6](#) [7](#) [8](#)

Cox, Christopher [1](#) [2](#) [3](#)

Creedon, Gerard, révérend [1](#)

CSG [1](#) [2](#)

Dahl, Jason [1](#)

Daniels, Sandra Kay [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#)

Daschle, Tom, chef de la majorité  
démocrate au Sénat [1](#) [2](#) [3](#)

Davis, Aubrey [1](#)

Duffy, Timothy, lieutenant-colonel [1](#) [2](#) [3](#) [4](#)

*FAA, administration de l'aviation civile*  
[1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#) [13](#) [14](#) [15](#) [16](#) [17](#)  
[18](#) [19](#) [20](#) [21](#) [22](#) [23](#) [24](#) [25](#) [26](#) [27](#) [28](#) [29](#) [30](#)  
[31](#) [32](#) [33](#) [34](#) [35](#) [36](#) [37](#) [38](#) [39](#) [40](#) [41](#) [42](#) [43](#)  
[44](#) [45](#) [46](#)

Falkenberg, Dana [1](#)

*FBI (Federal Bureau of Investigation)* [1](#)

[2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#) [13](#) [14](#) [15](#) [16](#) [17](#)  
[18](#) [19](#) [20](#) [21](#) [22](#) [23](#) [24](#)

Feeney, Garth [1](#)

Fern, Richard [1](#)

Fleischer, Ari [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#)

Franks, Tommy, général [1](#)

Ganci, Peter [1](#) [2](#)

Garvey, Jane, directrice de la FAA [1](#) [2](#) [3](#)  
[4](#) [5](#)

Gephardt, Richard, chef de l'opposition  
démocrate à la Chambre [1](#) [2](#)

Al-Ghamdi, Ahmed et Hamza [1](#)

Giambastiani, Edmund, vice-amiral [1](#) [2](#) [3](#)  
[4](#) [5](#)

Gingrich, Newt [1](#)

Giuliani, Rudy, maire de New York [1](#) [2](#) [3](#)  
[4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#) [13](#) [14](#) [15](#) [16](#) [17](#) [18](#)  
[19](#) [20](#) [21](#) [22](#)

Gonzales, Alberto [1](#) [2](#)

Gonzales, Nydia [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#)

Gordon-Hagerty, Lisa [1](#)

Gore, Al [1](#) [2](#) [3](#)

Greenspan, Alan [1](#)

Gronlund, Linda [1](#) [2](#)

Hadley, Stephen [1](#) [2](#)

Hambourg, groupe de [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#)

Hanjour, Hani [1](#) [2](#) [3](#) [4](#)

Hanson, Lee [1](#) [2](#)

Hanson, Peter [1](#) [2](#) [3](#)

Harris, Katherine [1](#)

Hastert, Dennis, *speaker* [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#)  
[10](#)

Hayes, Phil [1](#)

Hayes, Timothy [1](#) [2](#)

Al-Hazmi, Nawaf et Salem [1](#) [2](#) [3](#)

Hoglan, Alice [1](#) [2](#)

Hohlfelder, Mike [1](#)

Hughes, Karen [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#)

Hussein, Saddam [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#)

Hutchison, Billy [1](#)

Jarrah, Ziad [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#)

Jefferson, Lisa [1](#) [2](#) [3](#)

Jennings, Peter [1](#) [2](#) [3](#)

Jimini, Will [1](#)

Jospin, Lionel [1](#)

Judge, Mychal [1](#)

Al-Kahtani, Mohamed [1](#)

Katsav, Moshe [1](#)

*KCM* [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#)

Kennedy, John F. [1](#)

Kennedy, Ted, sénateur [1](#) [2](#) [3](#) [4](#)

Kurtz, Paul [1](#) [2](#)

*Langley* [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#)

Lee, Robin [1](#)

Libby, Scooter [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#)

Lott, Trent [1](#) [2](#) [3](#)

Marinzel, Eddie [1](#) [2](#)

Marr, Bob, colonel [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#)  
[11](#) [12](#)

May, Renee [1](#)

McGinnis, Iliana [1](#)

McGinnis, Tom [1](#)

McLaughlin, John [1](#)

Al-Mihdhar Khalid [1](#) [2](#) [3](#) [4](#)

Mineta, Norman, secrétaire aux  
Transports [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#)

Moqed, Majed [1](#) [2](#) [3](#) [4](#)

Morell, Mike [1](#) [2](#) [3](#) [4](#)

Moussaoui, Zacarias [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#)

Mucharraf, Pervez [1](#) [2](#)

Mueller, Robert, directeur du FBI [1](#) [2](#) [3](#) [4](#)  
[5](#) [6](#)

Mulderry, Stephen [1](#)

Myers, Dick, général, adjoint au chef de  
l'état-major interarmées [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#)

Nash, Daniel, major (dit Nasty) [1](#) [2](#) [3](#)

Nasypany, Kevin [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#)

Naudet, Jules et Gédéon [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#)

*NEADS, Commandement de la défense  
aérienne nord-est* [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#)  
[12](#) [13](#) [14](#) [15](#) [16](#) [17](#)

*NMCC (National Military Command*

Center) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#)

*NORAD, Commandement de la défense  
aérienne de l'Amérique du Nord* [1](#) [2](#) [3](#) [4](#)  
[5](#) [6](#) [7](#)

*NSA (National Security Agency)* [1](#) [2](#) [3](#) [4](#)  
[5](#)

O'Neill, Paul, secrétaire au Trésor [1](#) [2](#) [3](#)  
[4](#) [5](#) [6](#)

Obama, Barack [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#)

*Offutt* [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#)

Olender, Christine [1](#) [2](#)

Olson, Barbara [1](#) [2](#)

Olson, Ted [1](#) [2](#) [3](#)

Al-Omari, Abdulaziz [1](#) [2](#)

Ong, Betty [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#)

Otis [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#)

Paige, Rod, secrétaire à l'Education [1](#) [2](#)

Pataki, George, gouverneur [1](#) [2](#) [3](#)

*PEOC (Presidential Emergency Operations Center)* [1](#)

Pfeifer, Joseph [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#)

Policastro, Marc [1](#) [2](#)

Poutine, Vladimir [1](#) [2](#)

Powell, Colin, secrétaire d'Etat [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#) [13](#) [14](#) [15](#) [16](#) [17](#)

Praimnath, Stanley [1](#)

AlQaida [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#) [13](#) [14](#) [15](#) [16](#) [17](#) [18](#) [19](#) [20](#) [21](#) [22](#) [23](#) [24](#) [25](#) [26](#) [27](#)

[28](#) [29](#) [30](#) [31](#) [32](#) [33](#) [34](#) [35](#) [36](#) [37](#) [38](#) [39](#) [40](#)  
[41](#) [42](#) [43](#)

[44](#)

Reagan, Ronald [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#)

Rehnquist, William [1](#)

Rice, Condoleezza, conseillère à la  
sécurité nationale [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#)  
[12](#) [13](#) [14](#) [15](#) [16](#) [17](#) [18](#) [19](#) [20](#) [21](#) [22](#) [23](#) [24](#)  
[25](#)

[26](#) [27](#) [28](#) [29](#) [30](#) [31](#) [32](#) [33](#) [34](#) [35](#) [36](#) [37](#) [38](#)

Riggs, Barbara [1](#) [2](#)

Rohrabacher, Dana [1](#)

Rove, Karl [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#)

Rumsfeld, Donald, secrétaire à la

Défense [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#) [13](#) [14](#)  
[15](#) [16](#) [17](#) [18](#) [19](#) [20](#) [21](#) [22](#) [23](#) [24](#) [25](#) [26](#) [27](#)  
[28](#) [29](#)

[30](#) [31](#) [32](#) [33](#) [34](#) [35](#) [36](#) [37](#) [38](#) [39](#) [40](#) [41](#) [42](#)  
[43](#) [44](#) [45](#) [46](#) [47](#) [48](#) [49](#) [50](#) [51](#) [52](#)

Saracini, Victor [1](#) [2](#)

Sawyer, Diane [1](#) [2](#)

Schröder, Gerhard [1](#)

Schumer, Charles, sénateur [1](#) [2](#)

Secret Service [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#)  
[13](#) [14](#) [15](#) [16](#) [17](#) [18](#) [19](#) [20](#) [21](#) [22](#) [23](#) [24](#) [25](#)  
[26](#) [27](#) [28](#) [29](#) [30](#) [31](#) [32](#) [33](#) [34](#) [35](#) [36](#)

Senguen, Aysel [1](#)

Sharon, Ariel [1](#)

Al-Shehhi, Marwan [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#)

Sheirer, Richard [1](#)

Shelton, Hugh, général, chef de l'état-major interarmées [1](#) [2](#) [3](#)

Sliney, Ben, directeur du Centre national de l'aviation civile [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#)  
[11](#) [12](#)

Stafford, Brian, chef du Secret Service [1](#)  
[2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#)

Al-Suqami Satam [1](#)

Sweeney, Madeline Amy [1](#) [2](#) [3](#)

Tenet, George, directeur de la CIA [1](#) [2](#) [3](#)  
[4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#) [13](#) [14](#) [15](#) [16](#) [17](#) [18](#)  
[19](#) [20](#) [21](#) [22](#) [23](#) [24](#) [25](#) [26](#) [27](#) [28](#) [29](#) [30](#) [31](#)  
[32](#) [33](#)

[34](#) [35](#) [36](#)

Thompson, Lloyd [1](#)

Tillman, Mark [1](#)

Toledo, Alejandro [1](#)

Truscott, Carl [1](#)

Washington, Rudy [1](#)

Watson, Dale [1](#)

Wherley, David, général [1](#)

Whitaker, Anthony [1](#)

Wolfowitz, Paul [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#)

Youssef, Ramzi [1](#)

Zalewski, Peter [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#)

Zemin, Jiang [1](#)

# Document Outline

- Couverture
- Des mêmes auteurs
- Titre
- Copyright
- Avant-propos
- Principaux lieux et personnages
- 1 - Un petit air de vacances
  - 6 heures du matin
- 2 - Le complot
  - 6 h 52
  - 7 h 15
  - 7 h 15
- 3 - L'heure des briefings
  - 7 h 30
  - 7 h 35

- 8 h 14
- 4 - « C'est le monde réel ou un exercice ? »
  - 8 h 20
  - 8 h 25
  - 8 h 30
  - 8 h 34
  - 8 h 46
- 5 - « Branchez-vous sur CNN ! »
  - 8 h 46
  - 8 h 46
  - 8 h 47
  - 8 h 48
  - 8 h 49
  - 8 h 49
  - 8 h 50
  - 8 h 52
  - 8 h 55

- [8 h 56](#)
  - [8 h 57](#)
  - [8 h 58](#)
- [6 - Top secret !](#)
  - [8 h 59](#)
- [7 - « Oh, my God ! »](#)
  - [9 heures](#)
  - [9 h 01](#)
  - [9 h 02](#)
  - [9 h 03](#)
- [8 - « L'Amérique est attaquée »](#)
  - [9 h 03](#)
  - [9 h 05](#)
  - [9 h 07](#)
- [9 - Sept longues minutes](#)
  - [9 h 07](#)
  - [9 h 09](#)
  - [9 h 10](#)

- 9 h 13
- 9 h 13
- 9 h 13
- 10 - « Nous sommes en guerre ! »
  - 9 h 15
  - 9 h 15
  - 9 h 25
  - 9 h 30
- 11 - « Suivez cet avion ! »
  - 9 h 30
  - 9 h 32
  - 9 h 32
  - 9 h 34
  - 9 h 35
  - 9 h 36
  - 9 h 38
- 12 - Tout le monde au sol !
  - 9 h 38

- [9 h 39](#)
- [9 h 41](#)
- [9 h 42](#)
- [13 - Le gouvernement fantôme](#)
  - [9 h 42](#)
  - [9 h 42](#)
  - [9 h 42](#)
  - [9 h 45](#)
  - [9 h 46](#)
- [14 - Tous aux abris !](#)
  - [9 h 49](#)
  - [9 h 50](#)
  - [9 h 52](#)
  - [9 h 52](#)
  - [9 h 54](#)
- [15 - Pagaille dans le ciel](#)
  - [9 h 55](#)
  - [9 h 55](#)

- 9 h 58
- 9 h 58
- 10 heures
- 10 heures
- 10 h 03
- 16 - Ordre de tirer
  - 10 h 03
  - 10 h 07
  - 10 h 10
  - 10 h 10
  - 10 h 12
  - 10 h 13
  - 10 h 13
  - 10 h 15
  - 10 h 18
- 17 - Le président errant
  - 10 h 20
  - 10 h 20

- 10 h 28
- 10 h 30
- 10 h 32
- 10 h 32
- 10 h 39
- 10 h 42
- 18 - Le monde en alerte
  - 10 h 43
  - 10 h 46
  - 11 heures
  - 11 h 15
  - 11 h 30
- 19 - Une affaire militaire
  - 11 h 45
  - 11 h 57
  - 12 h 05
  - 12 h 10
  - 12 h 14

- 12 h 36
- 12 h 55
- 12 h 55
- 13 heures
- 13 h 15
- 13 h 25
- 13 h 44
- 14 h 20
- 14 h 40
- 14 h 50
- 20 - D'un bunker à l'autre
  - 15 h 10
  - 15 h 30
  - 16 heures
  - 16 heures
  - 16 h 30
  - 16 h 36
  - 16 h 55

- 17 h 05
- 18 heures
- 21 - Le retour
  - 18 h 30
  - 18 h 30
  - 18 h 40
  - 19 h 24
  - 20 heures
  - 20 h 30
  - 21 heures
  - 22 h 10
  - 22 h 50
  - 22 h 50
  - 23 h 08
- ANNEXES
  - Et après...
    - 2002
    - 2003

- 2004
- 2005
- 2006
- 2007
- 2008
- 2009
- 2010
- 2011
- Que sont-ils devenus ?
- Les Etats-Unis et AlQaida avant le 11-Septembre
  - 1945 : les Etats-Unis s'impliquent au Moyen-Orient
  - 1989 : Ben Laden entre en scène
  - 1996 : Bill Clinton entame la traque de Ben Laden

- [Janvier 2001 : George W. Bush s'installe à la Maison-Blanche](#)
  - [« L'opération des avions »](#)
- [Notes](#)
- [Bibliographie](#)
  - [Livres](#)
  - [Articles](#)
  - [Sites Web](#)
  - [Films et vidéos](#)
- [Index](#)